

Crisol

N° 17 – 2012

Nouvelle Série

France/Équateur : regards croisés

Publication du Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines
de l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

(Directeur : Thomas Gomez)

200, avenue de la République
92000 Nanterre Cedex

Ce numéro a été dirigé par Emmanuelle Sinardet

Directeur de la publication :

Thomas Gomez

Comité de rédaction :

Jean Canavaggio – Marie-Claude Chaput

Bernard Darbord – Michèle Escamilla

Joseph Farré – Bernard Sicot

Françoise Aubès – Jacques Maurice

Juan Paredes – Emmanuelle Sinardet

Bernard Sesé

Administration :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Bât. des Langues (V), 1^{er} étage, bureau 137

Tel : 01.40.97.56.68

E.Mail: gomez@u-paris10.fr

© **Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines, 2013**
ISSN : 0764-7611
ISBN : 978-2-85901-043-0

Couverture :
Puente colgante peatonal construido artesanalmente

Sommaire

Emmanuelle Sinardet , coordinatrice du numéro <i>Introduction</i>	7
Claude Lara <i>Le Centre d'études équatoriennes de Paris Ouest, un regard équatorien</i>	17
Première partie : Regards croisés au prisme des champs civilisationnels	
Chapitre premier – Voyageurs et scientifiques français en Équateur : échanges culturels et coopérations	
Alexis Medina <i>Les Indiens sous la Révolution libérale (1895-1912) en Équateur à travers le regard de Paul Rivet</i>	35
Alvar de la Llosa <i>L'Équateur et la visite du président français Charles de Gaulle (1964). Première partie : un contexte difficile</i>	49
Catherine Lara <i>Aux sources de la collaboration scientifique franco-équatorienne : apports de la première mission géodésique française à l'archéologie équatorienne</i>	91
Diana Sarrade Cobos <i>La contribución científica y técnica del IRD en el conocimiento de la ciudad de Quito</i>	103
David Macías Barres <i>Una mirada contemporánea a la enseñanza del francés en Ecuador...</i>	117
Chapitre second – Perspectives comparatistes : une histoire en commun ?	
Sylvie Monjean-Decaudin <i>Le droit de vote des femmes en Équateur et en France : d'Olympe de Gouges à Matilde Hidalgo de Procel</i>	131

Christine Récalt	
<i>La controverse de l'eau en Équateur : deux visions, deux origines</i>	149
Verónica Valencia Bano	
<i>Approche psychanalytique de la tradition thérapeutique kichwa</i>	163
Chapitre troisième –	
L'Équateur du 21^e siècle en France	
Nicole Fourtané	
<i>Les élections présidentielles (2006, 2009) et la Constitution de 2008, vues par le journal Le Monde</i>	177
Hortense Faivre d'Arcier Flores	
<i>La visite de Rafael Correa en France (mai 2008) au prisme de l'actualité politique</i>	189
Chiara Pagnotta	
<i>L'immigration récente des Équatoriens et Équatoriennes (1995-2010)</i>	199
Deuxième partie :	
Regards croisés au prisme de la littérature	
Chapitre premier –	
Reformulations et réélaborations de l'héritage français	
Pierre Lopez	
<i>La France comme marqueur esthétique et vecteur culturel parmi les avant-gardes équatoriennes des années 1920-1930</i>	217
Cristina Burneo	
<i>Césure et relativité : acrobatie d'un corps à deux fronts – Alfredo Gangotena</i>	227
Caroline Berge	
<i>L'héritage des auteurs français dans l'œuvre de César Dávila Andrade</i>	239
Anne-Claudine Morel	
<i>Doctor Kronz versus Docteur Rieux : deux figures de l'exil dans un contexte de peste et de choléra. Étude comparative de La Peste (1947) d'Albert Camus et de El Viajero de Praga (1996) de Javier Vásconez</i>	249
Ramiro Oviedo	
<i>De la imaginación periférica a la novela transnacional</i>	263

Chapitre second –

Trois Équatoriens à Paris : Alfredo Noriega, Rocío Durán Barba, Telmo Herrera

Deerie Sariols

Alfredo Noriega : Quito no se acaba nunca 287

Nathalie Lalisse-Delcourt

*Ecuador vs Ecuador : droit de réponse de Rocío Durán-Barba
à Henri Michaux..... 297*

Emmanuelle Sinardet

*Paris, mythe poétique équatorien : Desde la capital de los MalGenios
(2000) de Telmo Herrera 307*

Création

Sam Gote Moz

Capítulo 3°. Mosen Trota: canónigo vascuence 329

Introduction

Équateur, Équateur, j'ai pensé bien du mal de toi. Toutefois, quand on est près de s'en aller... et revenant à cheval à l'hacienda par un clair de lune comme je fais ce soir (ici les nuits sont toujours claires, sans chaleur, bonnes pour le voyage) avec le Cotopaxi dans le dos, qui est rose à six heures et demie et seulement une masse sombre à cette heure... mais il y a des mois que je ne le regarde plus... Équateur, tu es tout de même un sacré pays. [...]

Henri Michaux, Ecuador, Journal de voyage, éditions Gallimard, Paris, 1929

LE SUJET DES RELATIONS entre la France et la République de l'Équateur pourrait paraître éculé. Il est admis, en effet, que les penseurs français des Lumières ont influencé le processus indépendantiste de l'Audience de Quito et que les liens culturels, diplomatiques et scientifiques n'ont cessé depuis d'être denses et riches. Ce serait oublier l'évolution de ces relations ainsi que les reformulations des divers transferts culturels qu'elles ont pu susciter. Ce serait également laisser de côté la notion d'échanges et d'apports réciproques.

Au-delà de l'attrait de la mode ou de la gastronomie françaises ; au-delà de la curiosité que suscite l'Équateur en France ; au-delà des œuvres d'un Montalvo ou d'un Michaux, il convient de s'interroger sur le genre de ces relations, à travers l'espace et le temps, ainsi que sur les modalités de leurs manifestations. Il s'agit aussi d'observer les évolutions récentes, celles du 21^e siècle, où les relations privilégiées entre les deux pays peuvent, de prime abord, sembler plus lâches.

Si la France et l'Équateur ont eu des relations ininterrompues, y a-t-il eu des fluctuations, des résistances, des heurts voire des rejets ? Quelles en ont été les raisons ? Sur quelles représentations réciproques ont-elles pu déboucher ? L'importance stratégique des relations réciproques, l'intérêt politique et économique sont, à ce titre, des thèmes d'étude fructueux au même titre que la valeur civilisationnelle et culturelle de ces rapports bilatéraux. Les deux dimensions peuvent d'ailleurs s'avérer complémentaires et se nourrir mutuellement. Y a-t-il une passion franco-équatorienne ? Quelles en seraient les manifestations et les modes d'expression ? Les temps forts et les temps faibles ? Peut-on parler de la circulation de « modèles » entre les deux pays ? Si tel est le cas, comment ont-ils pu stimuler la production du savoir, et quels formes et cadres socioculturels ont présidé à leur transmission ?

Le questionnement sur les relations franco-équatoriennes est riche, car il implique la notion de « regard ». Du point de vue équatorien, il pose la notion d'un éventuel héritage de la pensée française. Si cet héritage existe, y a-t-il eu « détournement » de cette dernière, réappropriation et reformulation ? Comment et dans quels buts ? Du côté français, la réflexion peut prendre une dimension méthodologique. Peut-on se prononcer sur la réalité équatorienne depuis la France sans verser dans des postures empreintes d'une forme de néocolonialisme culturel ou sans éviter les lieux communs ? L'étude des relations franco-équatoriennes nous invitent ainsi à réfléchir sur les modes de construction, à un moment historique donné, de la représentation d'un ailleurs lointain, parfois idéalisé, par le biais de clichés, de stéréotypes, de mythes, de caricatures ou d'images pittoresques et exotiques. Plus largement, de Montalvo à Gangotena ou à Michaux, l'espace réel, géographique, est aussi celui de l'imagination et d'une certaine quête de soi. Aussi proposons-nous une approche pluridisciplinaire qui cerne la nature mais aussi les évolutions des relations, échanges, transferts et rencontres entre les deux pays.

Les travaux présentés ici sont le fruit d'une réflexion collective menée dans le cadre de rencontres et plus précisément du colloque international sur le thème « France-Équateur : regard croisés » qui s'est tenu les 2 et 3 décembre 2011 sur le campus de l'Université Paris Ouest Nanterre – La Défense. Ce colloque et la publication du présent volume viennent célébrer les quarante ans du Centre d'études équatoriennes, fondé en 1972. Qu'il nous soit permis ici renouveler nos remerciements aux appuis qui ont permis la célébration de cet anniversaire : le CRIIA (Équipe d'accueil 369), l'École doctorale Lettres, langues, Spectacles (ED 138), l'UFR LCE de l'Université Paris Ouest Nanterre – La Défense, l'association des historiens de l'Amérique latine ALEPH, l'Ambassade de la République de l'Équateur en France et la Délégation de l'Équateur auprès de l'Unesco.

Ce numéro spécial de *Crisol* célébrant les quarante ans de la création du Centre d'études équatoriennes s'ouvre très logiquement sur **l'avant-propos** de Claude Lara, de la Délégation de l'Équateur à l'Unesco, intitulé « Le Centre d'études équatoriennes de Paris Ouest, un regard équatorien ». Il est consacré à la création du Centre et aux activités menées depuis quatre décennies maintenant. Il montre que le Centre fonctionne comme le réseau des équatorianistes en France, dans les champs des sciences humaines et sociales, de la linguistique, des arts et des lettres. Outre cette mission première, il rappelle que le Centre a aussi pour objet de faciliter et de développer les études portant sur la République de l'Équateur, de resserrer les liens entre les deux pays et de promouvoir les échanges entre étudiants et chercheurs équatoriens et français. Il insiste également sur le rôle que le Centre joue auprès des chercheurs débutants, sa vocation étant également d'offrir un espace où présenter les résultats de jeunes recherches. Le Centre, depuis quarante ans, représente autour de Paris Ouest Nanterre – La Défense et du CRIIA (Centre de recherches ibériques et ibéro-américaines) un centre dynamique et novateur mettant à jour les connaissances sur l'Équateur.

Regards croisés au prisme des champs civilisationnels

La première partie du volume est consacrée aux échanges sous ses diverses facettes, selon une approche pluridisciplinaire. L'histoire des relations entre France et Équateur est en effet fort dense et cette partie s'efforce d'en aborder les moments et les acteurs les plus marquants : la mission de Charles-Marie de la Condamine et celle de Paul Rivet, les institutions de coopération, la vigueur de l'enseignement du français en Équateur, les nouvelles relations diplomatiques, les visites de chefs d'État, notamment celle du général de Gaulle en Équateur et, plus récemment, celle du Président Rafael Correa en France. Il ne s'agit pas seulement d'évoquer les éventuelles influences françaises dans la vie intellectuelle, culturelle et politique de l'Équateur mais de montrer comment se sont instaurés des échanges qui ont fait évoluer l'image de l'Équateur pour les Français et inversement.

Le chapitre premier « **Voyageurs et scientifiques français en Équateur : échanges culturels et coopérations** » porte sur la présence culturelle française en Équateur au prisme des organes de coopération et des missions scientifiques, mais aussi des voyageurs. À ce titre, Alexis Medina, dans « Les Indiens sous la Révolution libérale (1895-1912) en Équateur à travers le regard de Paul Rivet », croise regards et perspectives à la lumière des travaux réalisés par Paul Rivet en Équateur. Il montre que ces derniers, outre leur intérêt anthropologique ou ethnologique, ouvrent de nouvelles perspectives

pour les études historiques sur les Indiens pendant la Révolution libérale initiée en 1895. Le croisement avec d'autres sources, comme l'essai de Moncayo, les discours des responsables libéraux ou des documents produits par l'Église concernant les politiques d'évangélisation des Indiens, s'avère fructueux pour éclairer d'un jour nouveau le système de domination des Indiens et la politisation ou la mobilisation des secteurs dits subalternes, particulièrement intense pendant la Révolution libérale.

Alvar de la Llosa, dans « L'Équateur et la visite du président français Charles de Gaulle (1964). Première partie : un contexte difficile », revient sur le contexte qui préside à la visite officielle du général de Gaulle en Équateur les jeudi 24 et vendredi 25 septembre 1964, à la lumière de la très riche documentation du Quai d'Orsay, encore peu exploitée. Cette étude éclaire d'un jour nouveau l'histoire politique de l'Équateur du début des années 1960 grâce à la diversité des points de vue, ceux des ambassadeurs, de la direction centrale, ceux exprimés par les acteurs équatoriens dans les cercles officiels et ceux de la presse. En effet, ce croisement des regards permet d'approfondir une vision historique équilibrée entre et depuis les deux pays. Le regard porté sur la politique interne de l'Équateur et l'analyse qu'en tire le représentant français sont particulièrement éclairants. Ils contribuent également à une meilleure connaissance d'un moment clé des relations franco-équatoriennes, lesquelles semblent s'essouffler dans un contexte de Guerre froide. Cette étude sera complétée ultérieurement par une recherche complémentaire sur la visite même du général de Gaulle, afin d'apprécier le renforcement de la coopération économique, scientifique et culturelle entre l'Équateur et la France. Nous ne manquerons pas de la publier dans un prochain volume proposé par le Centre d'études équatoriennes.

Catherine Lara, pour sa part, analyse dans quelle mesure la première mission géodésique française constitue une contribution pour l'archéologie équatorienne d'aujourd'hui, croisant non seulement deux pays mais deux périodes. Son travail « Aux sources de la collaboration scientifique franco-équatorienne : apports de la première mission géodésique française à l'archéologie équatorienne » cerne en effet deux types d'acteurs et d'époques : les archéologues équatoriens ou travaillant en Équateur aujourd'hui et dans le contexte actuel, et les géodésiens français, voyageurs et scientifiques de l'époque des Lumières. Cette approche originale permet de comprendre le type de contributions réalisées par les géodésiens français à l'archéologie équatorienne contemporaine ainsi que l'usage que les archéologues équatoriens ou travaillant en Équateur en font aujourd'hui.

Dans cette perspective, Diana Sarrade Cobos, avec l'article « La contribución científica y técnica del IRD en el conocimiento de la ciudad de Quito », revient sur les modalités du développement du *Distrito Metropolitano de Quito* à la lumière de la coopération scientifique et technique menée avec l'ORSTOM-IRD. Elle montre non seulement les apports de cette coopération particulièrement féconde à la connaissance de la ville de Quito et de son agglomération, mais elle analyse les spécificités d'une recherche commune basée sur le principe de l'action participative. Enfin, David Macías Barres analyse les enjeux et les particularités de l'enseignement du français en Équateur. Son travail « Una mirada contemporánea a la enseñanza del francés en Ecuador » observe la coopération linguistique mise en place par le gouvernement français et montre comment elle s'efforce d'adopter l'approche communicative et interculturelle promue de son côté par le gouvernement équatorien.

Le croisement des regards est aussi celui que pratique le chercheur, en utilisant des outils d'analyse élaborés depuis un pays pour comprendre l'autre ou bien en adoptant la démarche comparatiste pour penser son objet d'étude. **Le second chapitre de cette première partie « Perspectives comparatistes : une histoire en commun ? »** entend ainsi proposer des approches comparatistes dans des domaines aussi variés que le droit, la géographie ou la psychanalyse. La perspective comparatiste sert moins à comparer les œuvres et les réalisations indépendamment les unes des autres, qu'à témoigner de leurs rencontres, multiples et variées tout au long d'une histoire qui peut aussi s'envisager, le cas échéant, comme commune.

Ainsi, dans « Le droit de vote des femmes en Équateur et en France : d'Olympe de Gouges à Matilde Hidalgo de Procel », Sylvie Monjean-Decaudin compare-t-elle les parcours de deux pionnières de la lutte en faveur des droits civiques des femmes, Olympe de Gouges et Matilde Hidalgo de Procel. La mise en parallèle de l'avancée des droits des femmes dans les deux pays permet de constater que l'Équateur a doublement devancé la France, d'une part en reconnaissant dès 1924 le droit de vote et d'éligibilité des femmes, d'autre part en assurant une plus grande parité à l'Assemblée nationale.

De même, Christine Récalc, dans « La controverse de l'eau en Équateur : deux visions, deux origines », observe les bases des hydropolitiques publiques et les évolutions des stratégies institutionnelles en France et en Équateur. L'article repère les origines de deux conceptions du rôle de l'État, l'une issue de l'héritage des Lumières, l'autre des luttes séculaires des peuples autochtones, pour effectuer un rapprochement fructueux de deux histoires de la gestion de

l'eau. L'approche comparatiste permet ici de souligner les éléments essentiels à une démarche législative consensuelle dont pourraient tirer parti les deux pays.

S'agissant de la psychanalyse, Verónica Valencia Bano utilise des outils français et, en l'occurrence, lacaniens qu'elle applique à un champ *a priori* aux antipodes de la psychanalyse, à savoir la tradition thérapeutique quichua. Cette démarche originale et inédite débouche sur l'article « Enfoque psicoanalítico sobre la histeria y la tradición terapéutica Kichwa » qui montre que deux formes de maladies dans une société traditionnelle, *el espanto* et *el mal aire*, peuvent être appréhendées à la lumière de la pensée lacanienne. Verónica Valencia Bano analyse comment ces deux maladies donnent une direction aux pulsions que Lacan appelle jouissance. Ce faisant, elle démontre que la théorie psychanalytique contribue à penser le rapport entre l'âme et le corps chez les Quichuas.

Le troisième chapitre s'attache à « L'Équateur du 21^e siècle en France ».

Il s'agit de comprendre les nouvelles représentations de l'Équateur qui se mettent en place aujourd'hui en France, à la lumière des récents enjeux politiques qui bouleversent les relations franco-équatoriennes. Il s'agit également d'observer les nouvelles présences équatoriennes en France, en tentant de comprendre la place qu'occupe la France dans le phénomène migratoire massif qui caractérise l'Équateur du tournant de siècle.

Les deux premiers articles s'attachent à l'étude des nouvelles représentations de l'Équateur au prisme de la presse écrite française. Nicole Fourtané, dans « Les élections présidentielles (2006, 2009) et la Constitution de 2008, vues par le journal *Le Monde* », revient sur la curiosité qui naît en France pour l'évolution politique récente de l'Équateur, depuis l'élection de Rafael Correa. Nicole Fourtané analyse dans quelle mesure l'équipe éditoriale du *Monde* a compris les enjeux ouverts par les évolutions constatées dans la nouvelle gouvernance nationale équatorienne et « la révolution citoyenne » mise en œuvre. Elle souligne la fidélité aux événements, le souci de précision dans la présentation de la réalité équatorienne, la recherche d'une certaine objectivité face aux réactions induites par la gestion du président Correa et les réformes innombrables qui interviennent depuis son accession au pouvoir, même si *Le Monde* représente là une exception dans le paysage français.

De son côté, Hortense Faivre d'Arcier Flores, dans « La visite de Rafael Correa en France (mai 2008) au prisme de l'actualité politique », observe le traitement dont est l'objet la visite officielle en France du président équatorien, les 13 et 14 mai 2008, et s'efforce de pointer les raisons qui ont motivé ce déplacement aussi inattendu que discret, dix-huit ans après la venue à Paris du président Rodrigo Borja et quelques jours après celle du ministre des

affaires étrangères français à Quito, Bernard Kouchner, en avril 2008. L'article décrypte les stratégies déployées de part et d'autre dans le resserrement des liens franco-équatoriens, plutôt distendus ces dernières années.

Enfin, Chiara Pagnotta met en lumière la migration équatorienne en France, phénomène tout récent et encore peu étudié. Son travail, intitulé « L'immigration récente des Équatoriens et Équatoriennes en France (1995-2010) », permet de cerner le profil de ces nouveaux migrants au sein du flux andin contemporain et de montrer une spécificité française, en ce sens que ce flux se distingue du modèle qui prévalait encore il y a quelques années en France, selon lequel le chef de famille émigrerait pour entretenir sa famille restée au pays. L'exemple équatorien montre que les protagonistes de la migration sont des femmes qui s'insèrent sur le marché du travail français dans le secteur de l'entretien ménager, très majoritairement sans-papiers et pratiquant un fort « entre soi » de compatriotes ou d'hispanophones.

Regards croisés au prisme de la littérature

La seconde partie du présent volume est consacrée aux champs littéraires. Les échanges y sont observés de façon chronologique afin de tenter de mettre en évidence l'évolution de leur densité et de leur qualité. **Un premier chapitre, « Reformulations et réélaborations de l'héritage français »**, appréhende les modèles artistiques français qui ont inspiré les écrivains équatoriens. Il montre que ces modèles ne sont pas l'objet de transferts au sens strict du terme, mais que s'est instauré, depuis la fin du 19^e siècle, une forme de dialogue avec la France. Simultanément, il permet de comprendre comment, pour les artistes équatoriens du 20^e siècle, le champ intellectuel français apparaît comme un facteur de positionnement et un marqueur esthétique.

Cette démonstration est au cœur de l'article de Pierre Lopez, « La France comme marqueur esthétique et vecteur culturel parmi les avant-gardes équatoriennes des années 1920-1930 ». L'auteur observe comment la France maintient en Équateur son aura parmi les élites des premières décennies du 20^e siècle. Pour la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, l'adoption d'un « raffinement à la française » s'impose même comme marqueur d'une ascension sociale réalisée ou espérée. Le monde littéraire équatorien des années vingt et trente n'échappe pas à la règle, érigeant la France en espace de tous les « possibles esthétiques », comme le montre Pierre Lopez à la lumière des publications des années vingt et trente, de Gonzalo Zaldumbide aux avant-gardes à l'origine de la revue *Hélice* notamment.

Cristina Burneo observe pour sa part les modalités subtiles de l'appropriation et de la reformulation d'un héritage culturel français dans le

cas de l'œuvre de Gangotena. Son travail « Césure et relativité : acrobatie d'un corps à deux fronts. Alfredo Gangotena » démontre que la pensée et l'écriture de Gangotena se sont nourries de la poésie française, mais aussi d'une expérience parisienne qui a permis à cet auteur inclassable de participer au dialogue scientifique et philosophique de son temps. Dans un entre-deux fécond entre France et Équateur, Gangotena a pu développer ses propres perspectives sur le monde, loin de toute idée d'expérience nationale, qu'elle soit équatorienne ou française. Cristina Burneo souligne l'originalité de la poésie d'Alfredo Gangotena qui défie l'idée de nation pour montrer que la littérature habite un espace transnational, jamais limité par des idéologies contingentes.

C'est dans une perspective semblable que Caroline Berge aborde l'œuvre d'un autre auteur inclassable, César Dávila Andrade, dans « L'héritage des auteurs français dans l'œuvre de César Dávila Andrade ». Repérant l'influence littéraire française chez César Dávila Andrade, cet article analyse comment le poète se fait visionnaire à l'instar de Rimbaud, inscrivant son parcours lyrique dans une logique de liberté créatrice. Il montre également que les images poétiques sont réélaborées de manière personnelle. César Dávila Andrade entend dépasser les modèles de Rimbaud ou Michaux qui, selon lui, ne seraient pas parvenus à leurs fins. Cette ambition le conduit vers une forme d'excentricité qui fait de ses écrits une œuvre unique en son genre.

Enfin, Anne-Claudine Morel revient également sur cette notion de dialogue franco-équatorien au prisme de la reformulation des influences, dans « Doctor Kronz *versus* Docteur Rieux : deux figures de l'exil dans un contexte de peste et de choléra. Étude comparative de *La Peste* (1947) d'Albert Camus et de *El Viajero de Praga* (1996) de Javier Vásconez ». Anne-Claudine Morel démontre que les deux romans sont des mises en scène littéraires d'une même interrogation : comment agir face au mal et au sein d'une communauté, alors que nous sommes tous déjà en proie à des problèmes individuels, à des doutes existentiels ? Les dimensions métaphysiques et philosophiques, les thèmes de l'absurde et du combat, la révolte, sont présents chez Camus et chez Vásconez. Ce dernier dépeint l'Équateur sans jamais le nommer à travers l'errance d'un Tchèque apatride dont l'exil interminable est à lire comme une variante de la condition humaine. Si l'écho de *La peste* est indéniablement présent dans *El viajero de Praga*, Vásconez parvient à l'ancrer dans un état d'esprit caractéristique de la fin du 20^e siècle. En réponse à Camus qui affirmait ne pas avoir d'imagination, Vásconez déclare : « escribir, es mucho más que contar bien una historia, es sobre todo un ejercicio de libertad ». Ce chapitre se referme sur la réflexion de Ramiro Oviedo qui observe, à la fin du

20^e et au 21^e siècle, le déclin de l'influence française sur les écrivains équatoriens, mais aussi l'indifférence française pour la vie littéraire équatorienne. Dans « De la imaginación periférica a la novela transnacional », Oviedo propose de susciter l'intérêt et la curiosité des lecteurs français alors que la littérature équatorienne connaît un nouvel essor, tant quantitatif que qualitatif. Il offre un panorama inédit, caractérisé par des stratégies narratives renouvelées et par la renaissance du roman, issu des tensions entre imaginaires national et transnational où la place occupée par la France n'est pas neutre.

Les échanges et les réélaborations sont aussi observés au prisme des auteurs équatoriens contemporains installés en France. Ils incarnent en effet de nouveaux intermédiaires culturels, de nouveaux passeurs entre la France et l'Équateur. Comme le montre le chapitre « **Trois Équatoriens à Paris : Alfredo Noriega, Rocío Durán Barba, Telmo Herrera** », la fascination n'est plus de mise. Il s'établit avec la France un dialogue bien différent, où la reformulation des héritages français se fait, le cas échéant, rejet critique.

Deerie Sariols, dans l'article « Alfredo Noriega : Quito no se acaba nunca », revient sur deux romans noirs d'Alfredo Noriega, auteur équatorien écrivant à Paris, *De que nada se sabe* (2002) et *Tan sólo morir* (2010). Elle y observe les interdépendances Paris – Quito dans l'écriture de la ville. Le Quito reconstruit depuis l'autre côté de l'océan devient espace de convergence des imaginaires pour créer un lieu émotionnel modelé par la nostalgie. L'occupation de l'espace urbain parisien vient télescoper celui de Quito, redéfinissant la manière même d'exister dans la ville, entre « ser » et « estar ».

Pour sa part, Nathalie Lalisie-Delcourt, dans son article « Ecuador *vs* Ecuador : droit de réponse de Rocío Durán-Barba à Henri Michaux », confronte deux regards d'écrivains ayant donné naissance à deux *Ecuador*, l'un en 1928, l'autre en 2007, l'un français, l'autre équatorien, qui portent sur une même réalité physique, humaine et culturelle. A *Ecuador journal de voyage* de Michaux, répond *Ecuador el velo se levanta* de Rocío Durán-Barba, fiction novatrice et plaidoyer poétique. L'ouvrage de l'Équatorienne se présente en effet comme un droit de réponse d'un genre insolite à l'écrivain franco-belge, mettant en scène un duel aussi original qu'improbable entre deux caractères que tout oppose, mais aussi entre deux regards qui s'affrontent sans merci. Renouvelant les modalités du dialogue entre France et Équateur, *Ecuador el velo se levanta* vise à infléchir, la trace indélébile que les écrits de Michaux ont laissée dans la conscience de plusieurs générations de lecteurs au sujet de l'Équateur.

À son tour, Emmanuelle Sinardet observe les nouvelles modalités du dialogue France – Équateur au 21^e siècle, tel que le formule le poète, romancier,

Emmanuelle Sinardet

dramaturge et peintre établi à Paris, Telmo Herrera. Son travail « Paris, mythe poétique équatorien : *Desde la capital de los MalGenioS* (2000) de Telmo Herrera » s'efforce de montrer que la fascination pour Paris se marie aux critiques parfois violentes, et cède, le cas échéant, le pas au désenchantement. Toutefois, ce faisant, le poète réinvente le mythe parisien, en effet, le recueil de poèmes *Desde la capital de los MalGenioS*, qui a pour sous-titre *Paris 1995-2000*, relève de la flânerie, topique parisien depuis Beaudelaire. La voix poétique équatorienne immergée dans la ville devient actrice de la mobilité ambiante et reconstruit un Paris qui apparaît alors comme un Paris intime et équatorianisé.

Ce volume est dédié à la mémoire de l'équatorianiste Adriana Castillo-Berchenko, trop tôt disparue.

Emmanuelle SINARDET
Université Paris Ouest Nanterre – La Défense
Centre d'études équatoriennes - CRIIA – EA 369

Le Centre d'études équatoriennes de Paris ouest Nanterre : un regard équatorien

LE CENTRE D'ETUDES ÉQUATORIENNES (CEE) a été et est de nouveau le témoin, à travers une structure universitaire parisienne, de la diversification et de la consolidation des échanges culturels entre la France et l'Équateur. Il s'agit ici de l'illustrer en revenant sur ses atouts lors de son inauguration, la lecture de divers témoignages, sa mise en valeur lors de son institutionnalisation, la présentation de ses activités, principalement de recherches, ainsi que l'organisation de divers colloques. Dans le Journal *El Tiempo* de Quito, un regard équatorien annonçait cette heureuse nouvelle :

En accord avec les autorités universitaires, ce mercredi 15 novembre 1972, ont commencé les cours du Centre d'études équatoriennes à l'Institut hispano-américain de la Faculté de lettres de l'Université de Paris X - Nanterre où, selon le langage technique de cette nouvelle Université, a été inaugurée l'Unité d'enseignement et de recherches (UER) dédiée à la République de l'Équateur¹.

Retenons ici ce regard équatorien, qui présente les modalités de la naissance et de l'essor du CEE.

Le 15 septembre 1949, Monseigneur Pierre Jobit, directeur du Centre d'études et de recherches ibéro-américaines de l'Université Catholique de Paris, écrivait :

¹ Dario LARA, « Inauguración del Centro de Estudios Ecuatorianos en la Universidad de París X », *El Tiempo de Quito*, dimanche 24 de diciembre 1972.

Monsieur le Professeur,

J'ai l'honneur de vous annoncer que le Conseil supérieur du Centre d'études et de recherches ibéro-américaines de cette Université vous a désigné en tant que Professeur titulaire de la chaire d'Études générales hispano-américaines (histoire et littérature), quatre heures par semaine, pour l'année scolaire 1949-1950.

De plus, le Conseil supérieur a décidé que vous assumeriez la direction de l'Institut d'études hispano-américaines de ce Centre et que vous seriez en charge de l'organisation de chaires tournantes sur l'histoire, les lettres et la culture générale de certains pays latino-américains, en coordination avec les Ambassades et les institutions concernées².

Auparavant, dès le 25 août, le futur fondateur équatorien du CEE, dans ses Mémoires inédites³, indiquait à Monseigneur Jobit qu'il avait proposé des idées directrices sur les activités hispano-américaines de cet Institut, lesquelles pourraient prendre la forme de *cátedras rotativas*, en précisant que, tout d'abord, les étudiants devraient recevoir un enseignement général sur l'histoire, la civilisation et la culture des pays hispano-américains. Il y indiquait également que les cours devaient durer deux ou trois semaines et porter sur tel ou tel pays, avec la participation d'intellectuels et de diplomates des ambassades latino-américaines en France. Enfin, notre auteur apportait plusieurs éclairages sur les programmes, le fonctionnement et les perspectives de ce premier Centre.

Cette brève parenthèse nous fait mieux comprendre la naissance du CEE de l'Université de Paris X - Nanterre d'une part, et ce que cette expérience de la direction de l'Institut d'études hispano-américaines de l'Université Catholique de Paris a apporté à ce regard équatorien, de 1949 à 1978, d'autre part. Le témoignage de Pardo de Leygonier, conseiller culturel de l'Ambassade du Venezuela à Paris, le confirme :

Je commencerai par rappeler que [vous êtes] le créateur du Centre d'études hispano-américaines de l'Institut Catholique de Paris et, depuis à peu près 25 ans, non seulement d'une chaire équatorienne mais aussi d'une forme originale de chaires tournantes *cátedras rotativas* d'études supérieures qui se sont développées dans d'autres pays de notre Amérique. Votre initiative a

² Lettre de Monseigneur Pierre JOBIT, directeur du Centre d'études et de recherches ibéro-américaines, in : Darío LARA, *Los Frutos de la Memoria (1938-1955)*, tapuscrit inédit, tome 1, p. 189.

³ Darío LARA, « c) Dos comunicaciones de Paris que alteraron mis proyectos », *ibidem*, p. 187-191.

été si viable que lorsque l'enseignement universitaire a été repris par la Faculté de lettres, le Centre est resté debout, dédié aux conférences et communications historiques, ainsi qu'aux rencontres littéraires et politiques du plus grand intérêt. Son autonomie retrouvée, sous la présidence d'Edmond Giscard d'Estaing, le Centre a parrainé des cycles de conférences, aussi bien à la Maison de l'Amérique latine de l'Université de Paris et de cette même Université Catholique, qu'à la célèbre salle d'Hulst⁴.

Revenons sur la cérémonie d'inauguration du Centre d'études équatoriennes du mois de novembre 1972, à laquelle assista l'Ambassadeur Filoteo Samaniego, directeur de l'Institut du Patrimoine culturel équatorien.

Poète remarquable dont l'œuvre historiographique et littéraire a été couronnée par la remise du Prix Eugenio Espejo, la plus haute distinction pour un homme de lettres en Équateur, mais aussi francophile reconnu, Samaniego y dresse un panorama de la culture équatorienne de l'époque précolombienne jusqu'au XX^{ème} siècle. Le Professeur Charles Minguet, américaniste de renom, en tant que directeur de l'Institut hispano-américain de la Faculté de lettres de l'Université de Paris X - Nanterre, remercie très chaleureusement les collègues qui allaient se charger des cours sur l'Équateur et salue la présence de nombreux étudiants. Dans ce même article, le cofondateur du CEE précise que quatre professeurs se chargeraient des études équatoriennes et que, dans cette unité, chaque semaine, quatre ou cinq heures leur seraient consacrées. De plus, pour tous les étudiants de l'UER, un enseignement magistral serait dicté en amphithéâtre. Ainsi, pour la première année de cours sur l'Équateur, la date historique de 1895, passage de l'ère conservatrice à la période libérale, est retenue. L'écrivain Juan León Mera et son roman *Cumandá*⁵ ainsi que Luis A. Martínez et son œuvre *A la Costa* sont étudiées en tant qu'illustrations des idéologies qui ont traversé l'histoire et la littérature du XIX^{ème} siècle équatorien. De surcroît, plusieurs professeurs, dans le cadre de groupes de 15 à 20 étudiants, développent divers champs, historiques, sociaux, politiques et littéraires bien sûr, sur cette période complexe de la consolidation de la République de l'Équateur. Comme le souligne le cofondateur du CEE :

De cette façon, pour la première fois dans une université française (et je crois européenne), des études sur l'Équateur ont été instaurées avec leur propre UER. L'Équateur sera présent, de même que le Chili avec Pablo

⁴ *Ibidem*, p. 240-241.

⁵ Consulté le 1^{er} décembre 2011, <http://www.scribd.com/doc/8638127/Juan-Leon-Mera-Cumanda>

Claude Lara

Neruda, l'Argentine avec José Luis Borges et Julio Cortázar, le Guatemala avec Miguel Angel Asturias, la Colombie avec José Eustasio Rivera et le Mexique avec le roman de la révolution mexicaine⁶.

Illustrant ce regard équatorien, le journal de Quito *El Tiempo* du dimanche 14 juillet publie le témoignage de Joëlle Griffon du Bellay :

La 2^{ème} année des études de lettres et de civilisation équatoriennes de l'U.V. 319 ayant pris fin, il m'a paru intéressant d'informer les lecteurs de ce lointain pays des résultats de cette expérience qui a complété la création d'un Centre d'études équatoriennes dans notre Université de Paris X - Nanterre. Nous sommes un groupe de quatre professeurs, trois de nationalité française, M. Gabriel Judde, M. Charles Albert Jézéquiél et moi-même, ainsi qu'un collègue de nationalité équatorienne, en charge de cinq heures de cours par semaine consacrées à l'Équateur. [Notre collègue équatorien] a choisi, pour l'année 1972-1973, *A la Costa* de Martínez et il a proposé *El éxodo de Yangana* de Angel Felicísimo Rojas, ainsi que des cours complémentaires sur l'histoire, l'économie et la culture de l'Équateur de 1925 à 1950. Ce vaste programme nous a permis d'offrir à nos étudiants un ample panorama géographique, historique et littéraire de l'Équateur, les préparant ainsi non seulement au programme de Licence en lettres, mais aussi à de possibles thèses doctorales de 3^e cycle que le Professeur Charles Minguet, directeur du Centre, a proposé depuis l'année dernière⁷.

En ce qui concerne la réponse des étudiants, Joëlle Griffon du Bellay précise :

Comment avons-nous présenté l'Équateur à nos étudiants ? En début d'année, il faut bien reconnaître que des notions générales sur l'histoire, la géographie ou la littérature de l'Équateur sont indispensables, parce que, pour la première fois, ils doivent consacrer une partie de leurs études à ce pays. Après leur avoir présenté un bref panorama de la littérature depuis 1900, les étudiants ont accepté d'effectuer des recherches sur des œuvres comme *A la Costa* de Luis Martínez, *Plata y Bronce* de F. Chaves, *Las cruces sobre el agua* de J. Gallegos Lara, *Nuestro pan* de E. Gil Gilbert, *Las tres ratas y las pequeñas estaturas* de Pareja Diezcanseco, *Huasipungo* de

⁶ Darío LARA, « Inauguración del Centro de Estudios Ecuatorianos en la Universidad de París X », *El Tiempo de Quito*, domingo 24 de diciembre 1972.

⁷ Joëlle GRIFFON DU BELLAY, « Mis impresiones sobre los estudios ecuatorianos de la Universidad de París », *El Tiempo de Quito*, 14 de julio de 1974.

J. Icaza⁸, ou bien des travaux plus directement liés à l'œuvre de Rojas, tels que l'étude des personnages typiques de *El éxodo de Yangana*, le paysage équatorien dans ce roman ainsi que d'autres thèmes et problématiques qui lui sont rattachés. Dans l'intérêt de tous, ces recherches ont été lues et commentées en cours⁹.

L'année universitaire 1974-1975 représente un véritable tournant pour le CEE. En effet, le Journal Officiel de la République Française du 20 février 1975 indique, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901 :

6 février 1975. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Centre d'études équatoriennes. Objet : faciliter et développer les études portant sur la République de l'Équateur, resserrer les liens entre les deux pays et promouvoir les échanges entre étudiants et chercheurs équatoriens et français. Siège social : Université de Paris, 2 rue de Rouen, Nanterre.

Le langage juridique et administratif a ses secrets ; le mot « Déclaration » ne nous permet pas de comprendre qu'il existe un document distinct, lequel, cependant, fournit d'intéressants renseignements sur l'institutionnalisation du Centre :

I) Titre de l'Association : Centre d'études équatoriennes.

II) Objet : [...] Faciliter les échanges entre étudiants et chercheurs équatoriens et français, tant sur le plan intellectuel (par l'accès aux Bibliothèques et Archives équatoriennes et françaises) qu'au point de vue de leur logement pendant leur séjour dans le pays correspondant. [...]

IV) Personnes chargées de l'Administration :

Président : Charles Minguet ; Vice-Président : Henri Favre ; Vice-Président : Gabriel Judde ; Trésorier : Joëlle Griffon du Bellay ; Secrétaire : Jeanne Chenu.

Les statuts, en date du 3 juillet 1974, comprennent seize articles, dont le 1^{er} stipule :

⁸ L'œuvre d'Icaza est disponible en ligne, consulté le 1^{er} décembre 2011 : <http://www.scribd.com/doc/8638042/Jorge-Icaza-Huasipungo>

⁹ Joëlle GRIFFON DU BELLAY, « Mis impresiones sobre los estudios ecuatorianos de la Universidad de París », *op. cit.*

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : Centre d'études équatoriennes. [...]

Article 2 – But de l'Association : cette Association a pour but : 1) De contribuer au développement des études concernant la République de l'Équateur. 2) De faciliter les échanges entre la France et l'Équateur. 3) D'établir des contacts réguliers entre universitaires et chercheurs français et équatoriens afin de faciliter leur connaissance des pays réciproques [...] ¹⁰.

Le fondateur équatorien non seulement décrit ce tournant, mais fournit de précieux renseignements sur le développement du Centre :

En premier lieu, grâce aux démarches constantes de notre directeur, le Professeur Charles Minguet, et de son collaborateur, le Professeur Gabriel Judde, dans le Journal Officiel du jeudi 25 janvier 1975, page 2086, a été publiée la Déclaration concernant le Centre d'études équatoriennes. [...]

On doit se rappeler que deux étudiants de cette Université ont présenté des mémoires de maîtrise sur des sujets équatoriens. Il s'agit de Mademoiselle Chantal Affre avec cette étude « Contribution à l'étude des Cañaris de la Sierra équatorienne », et de Mademoiselle Geneviève Teitgen sur « L'Histoire ancienne du Royaume de Quito et la polémique déclenchée autour de cette œuvre du P. Juan de Velasco » [...]. D'autres étudiants préparent leur maîtrise sur l'Équateur, qu'ils présenteront probablement en 1976 ¹¹.

Par ailleurs, d'autres informations apparaissent sur le CEE :

Parmi les étudiants qui ont terminé leur licence cette année, Mademoiselle Véronique BUE a passé ses vacances en Équateur, dans une famille équatorienne. Après un séjour enrichissant, elle a décidé de retourner en Équateur pour y poursuivre des recherches archéologiques avec des spécialistes équatoriens et y préparer ainsi sa maîtrise. Grâce à des appuis, elle a facilement trouvé un poste de professeur de français au Collège Américain de Quito [...]. Durant l'année universitaire commencée, nous voudrions que les Professeurs enseignants de l'UV 217 invitent les étudiants

¹⁰ Voir le texte complet de cette Déclaration dans « Le Centre d'études équatoriennes de Paris Ouest Nanterre - La Défense, le regard équatorien de son fondateur, M. A. Darío Lara », <http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/p/articles-en-francais.html>

¹¹ Darío LARA, « Université de Paris X, Centre de recherches latino-américaines, Paris 6 de octobre 1975 », document inédit, collection particulière de l'auteur, p. 1.

à s'intéresser au romancier équatorien Jorge Icaza¹² et au roman équatorien en général. Jorge Icaza nous aidera à faire des recherches sur son œuvre, et comme il est actuellement notre Ambassadeur à Moscou et qu'il visitera Paris entre décembre et janvier prochain, il viendra dicter une conférence dans notre Centre [...]. Il convient d'informer que notre bibliothèque recevra bientôt un nouvel envoi de livres, sélectionnés parmi ceux qui ont été exposés à Paris en 1973¹³.

En effet, durant les années 1973 et 1974 à Paris, ont lieu les plus grandes expositions équatoriennes du XX^{ème} siècle. Au Petit Palais, du 17 novembre 1973 au 28 février 1974, l'exposition « Richesses de l'Équateur – Art Précolombien et colonial » réunit plus de 500 pièces magnifiques sur ces époques, comme en témoigne le catalogue de 418 pages tout en couleur. Le lendemain, au Musée d'Art Moderne, le grand peintre Oswaldo Guayasamín présente dans son intégralité *la Edad de la Ira*, soit 250 tableaux géants, sur la souffrance humaine au XX^{ème} siècle. Enfin, à l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique, lors de l'exposition du Livre équatorien, 1101 titres de 600 auteurs équatoriens sont exhibés au public venu nombreux. Toutes les publications inhérentes à ces manifestations sont reprises et diffusées grâce au catalogue imprimé par la Casa de la Cultura Ecuatoriana¹⁴.

Le Ministère des Affaires étrangères équatorien contribue également à la diffusion des informations relatives à la création et aux activités du Centre, ainsi qu'à la collaboration étroite de deux grands Ambassadeurs équatoriens à Paris, Antonio Lucio Paredes et Gonzalo Abad Grijalva. La section culturelle du bulletin de presse du Ministère, en 1976, indique :

Depuis 1975, des thèses doctorales et de recherches ont été soutenues sur des thèmes équatoriens en vue de l'obtention de diplômes d'études supérieures. Des quatre thèses doctorales soutenues, nous retiendrons : « La República del Ecuador, visión de la naturaleza según el relato de los viajeros franceses y españoles de 1820 a 1825 » du Professeur Gabriel

¹² À ce sujet voir, consulté le 1er décembre 2011, <http://www.scribd.com/doc/35779501/Manuel-Espinosa-Jorge-Icaza-cronista-del-mestizaje>

¹³ Darío LARA, « Université de Paris X, Centre de recherches latino-américaines, Paris 6 de octobre 1975 », *op. cit.*, p. 2.

¹⁴ À ce sujet, voir la conférence de Darío LARA, « Quelques aspects de l'histoire et de l'art équatorien, de M. A. Darío Lara », <http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/p/articles-en-francais.html>

Judde¹⁵, un des animateurs les plus enthousiastes du Centre et équatorianiste, et « La era garciana en la historia del Ecuador » de Mademoiselle Michèle Olsina. Les thèses en vue de l'obtention de diplômes d'études supérieures ont porté sur des sujets très variés : l'histoire du Padre Velasco, les survivants indigènes des Andes, les problèmes des paysans équatoriens au XX^{ème} siècle, les relations entre l'Équateur et la France à l'époque du Président García Moreno, l'œuvre de certains voyageurs du XIX^{ème} siècle comme le Vicomte Onffroy de Thoron. Et il y a encore beaucoup de travaux en préparation. Il faut ajouter que, grâce à l'étroite collaboration de l'Ambassadeur Antonio José Lucio Paredes, le Centre d'études équatoriennes dispose d'une bibliothèque qui a accueilli des livres de la Casa de la Cultura, du Ministère des Affaires étrangères, des Universités et de certains intellectuels équatoriens. Dans cette bibliothèque, des personnalités équatoriennes ont exposé à des professeurs et à des étudiants des sujets concernant leur spécialité. Y ont assuré des conférences l'Ambassadeur Lucio Paredes, Filoteo Samaniego, Adalberto Ortiz, Francisco Tobar García, Manuel de J. Real, Oswaldo Guayasamín, etc.¹⁶

Ce regard équatorien serait incomplet sans l'évocation des activités de recherches du Centre, particulièrement les mémoires et les thèses doctorales soutenues de 1975 à 1996 d'une part, et les colloques internationaux organisés par le Centre d'études équatoriennes d'autre part. Citons, à titre d'exemple, les dix-neuf titres de ces travaux de recherches :

« Contribution à l'étude des Cañaris de la Sierra équatorienne » par Chantal Affre, mémoire de février 1975 ;

« Histoire ancienne du Royaume de Quito et la polémique autour de l'œuvre de Juan de Velasco » par Geneviève Teitgen, mémoire d'octobre 1975¹⁷ ;

« Quelques documents de la civilisation Inca à travers les récits des voyageurs français, allemands et espagnols en Équateur aux XVIII et XIX^{ème} siècles » par Véronique Bue, mémoire d'octobre 1975 ;

¹⁵ Cette oeuvre a été publiée en Équateur sous le titre *El Ecuador en el siglo XIX, historia y naturaleza, desde la visión de los diplomáticos y viajeros franceses*, Quito, Abya Yala, 2010.

¹⁶ « Centro de Estudios en París », *Carta de Noticias del Ministerio de Relaciones Exteriores del Ecuador*, Quito, Imprenta del Ministerio de RR.EE, 1976, p. 13-14.

¹⁷ Consulté le 1^{er} décembre 2011, http://www.bibliotecayacucho.gob.ve/fba/index.php?id=97&backPID=103&begin_at=56&tt_products=82

Le Centre d'études équatoriennes de Paris ouest Nanterre : un regard équatorien

« Vision de l'Équateur au XIX^{ème} siècle, par les voyageurs français et espagnols » par Gabriel Judde, thèse de 3^{ème} cycle de 1975 ;

« Le visage du catholicisme dans le roman indigéniste de l'Équateur » par Hugo Montalvo, thèse doctorale de janvier 1976 ;

« Survivance des Indiens sur la côte équatorienne » par Christine Cognée, mémoire d'octobre 1976 ;

« L'Équateur de García Moreno et ses relations avec la France » par Sybille Deribour, mémoire de novembre 1976 ;

« Les problèmes du paysan à travers le roman équatorien du XX^{ème} siècle » par Éliane Bolnet, mémoire de février 1977 ;

« Gabriel Lafond de Lurcy, voyageur et témoin de l'histoire équatorienne, 1820-1830 » par Darío Lara, thèse doctorale de juin 1977¹⁸ ;

« La République de l'Équateur à travers l'œuvre du Vicomte Onffroy de Thoron » par Joseph Campana, mémoire de février 1978 ;

« L'ère *garciana* dans l'histoire de l'Équateur » par Michèle Olsina, thèse doctorale de février 1978 ;

« El campesino ecuatoriano actual » par Marie-Pierre Lory, mémoire d'octobre 1979 ;

« La présence française en Amérique latine pendant l'indépendance, selon Rattiter de Sauvigan » par Bertrand Fauquenot, mémoire de juin 1982 ;

« *La Beldaca*, roman d'Alfredo Pareja » par Laurence Madinier, mémoire d'octobre 1982 ;

« Juan José Flores et son temps » par André Solana, thèse doctorale d'octobre 1988 ;

« Eugenio Espejo (1747-1795) » par Inmaculada Larcuen de Valverde, mémoire d'octobre 1989 ;

« La République de l'Équateur au XIX^{ème} siècle vue par les diplomates français (1823-1892) » par Gabriel Judde, thèse doctorale de mai 1992 ;

« Le personnage d'Atahualpa à travers l'historiographie en langue espagnole » par Bernard Boriello, thèse doctorale de mars 1993¹⁹ ;

¹⁸ Consulté le 1^{er} décembre 2011, <http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/2011/01/un-viajero-y-cronista-frances-del-siglo.html>

Claude Lara

« Indigénismes littéraires et réformes agraires dans les œuvres de Jesús Lara (Bolivie), Manuel Scorza (Pérou) et Gustavo Alfredo Jácome (Équateur) » par Danielle Pier, thèse doctorale de mars 1996²⁰.

Les 22 et 23 novembre 1985, au Musée d'histoire naturelle de Paris et à l'Université Paris X – Nanterre, se déroule le Colloque international²¹ « La Condamine (France-Équateur) 1735-1985, deux cent cinquantième anniversaire de l'expédition des académiciens français à l'Équateur »²². Dix spécialistes interviennent sur le sujet, dont deux éminents humanistes équatoriens invités, Jorge Salvador Lara et Plutarco Naranjo. Les résultats de ces recherches scientifiques, historiques et littéraires sont publiés dans un volume de 120 pages par l'Instituto Panamericano de Geografía de Historia de México et l'Université de Paris X - Nanterre.

Au sujet du deuxième colloque, intitulé « L'Équateur d'hier à aujourd'hui, hommage à Eugenio Espejo », des 14 et 15 mars 1995, la présidente du Centre d'études équatoriennes, Jeanine Potelet, déclare :

En mars 1995, à l'occasion du bicentenaire de la mort de Eugenio Espejo, notre Centre a organisé un colloque intitulé « L'Équateur d'hier à aujourd'hui », hommage à l'humaniste, encyclopédiste et précurseur de l'indépendance équatorienne. Descendant d'un indien et d'une mulâtresse, Eugenio Espejo a réussi à obtenir le titre de médecin, franchissant ainsi, grâce à son intelligence et à son travail, les frontières de l'exclusion raciale et économique. Il représente en lui-même une symbiose biologique et culturelle originale et éminemment représentative à la fois de l'Équateur et de l'Amérique latine de la fin du XVIII^{ème} siècle. L'ouvrage que nous présentons aujourd'hui regroupe les contributions en espagnol et en français d'enseignants chercheurs de différentes Universités (Aix-Marseille 1, Bordeaux III, Lille III, Nantes, Nice, Perpignan, Poitiers, Tours, Paris III et Paris X)²³.

Le très bel ouvrage de 195 pages issu de ces travaux, publié par l'Université de Paris X - Nanterre, comprend trois sections, « Le temps des Lumières », « Des réformes et des hommes », « La littérature des années 30 », dont l'objectif est rappelé par Jeanine Potelet :

¹⁹ Voir <http://www.scribd.com/doc/35318037/Edison-Macias-Nunez-Un-rey-llamado-Atahualpa>

²⁰ Darío LARA, document inédit, collection particulière de l'auteur.

²¹ Consulté, 1^{er} décembre 2011, <http://ambassade-equateur.org/esp/wp-content/uploads/2010/06/La-Condamine-et-Pedro-Vicente-Maldonado.pdf>

²² Consulté le 1^{er} décembre 2011, http://www.u-paris10.fr/coloc985/0/fiche__pagelibre/&RH=FR#KLINK

²³ Consulté le 1^{er} décembre 2011, http://www.u-paris10.fr/14577194/0/fiche__pagelibre/&RH=criia-activites#KLINK

En réunissant ces textes nous pensons contribuer à une meilleure connaissance et une plus large compréhension de l'Histoire et des Lettres de l'Équateur, culturellement très riche, attaché à la France par une longue amitié qui naît avec les Lumières et n'a jamais été démentie depuis lors²⁴.

L'Équateur, au plus haut niveau politique, a salué la création du CEE, lorsque le Président de la République en personne, Sixto Durán-Ballén, par le décret N° 2165-A du 30 septembre 1994 considère :

Qu'en août 1809, les patriotes de Quito ont créé l'ORDRE DE SAN LORENZO, destiné à récompenser les services extraordinaires faits à la République, la liberté et la fraternité entre les peuples ;

Que le docteur Darío Lara²⁵ s'étant illustré comme éducateur, historien, homme de lettres et qu'il a été pendant plus de cinquante ans le plus grand promoteur de la culture équatorienne à Paris, non seulement à travers ses publications et ses recherches historiques, mais aussi comme professeur de littérature hispano-américaine et équatorienne des Universités Catholique et de Paris-X Nanterre de la capitale française [...] ²⁶.

Ce regard équatorien, celui du Professeur Darío Lara, a donc été déterminant pour l'élaboration, la création et l'évolution du Centre d'études équatoriennes de Paris X - Nanterre, actuellement Paris Ouest Nanterre - La Défense. L'année prochaine, en mai 2012, lors du cinquième Colloque international sur « Culture et histoire dans le monde luso-hispanophone de l'Université de Nancy 2 », intitulé « Emprunts et transferts culturels : du monde luso-hispanophone vers l'Europe », nous aborderons d'autres facettes de cette œuvre si riche et si variée. Signalons toutefois que plusieurs de ces œuvres sont déjà reproduites dans leur intégralité, en français et en espagnol, livres, essais et articles, sur le blog « Ecuador : apuntes arqueología y diplomacia »²⁷.

²⁴ *Idem.*

²⁵ Voir plusieurs de ses livres et écrits reproduits dans <http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/2011/04/obras-de-dario-lara-en-internet.html>

²⁶ Darío LARA, *Clemente Ballén de Guzmán, un notable guayaquileño condenado a muerte por la Gestapo*, Quito, Crear Gráfica editores, 2007, p. 157. Consulté le 1^{er} décembre 2011, <http://www.scribd.com/doc/35422051/A-Dario-Lara-Clemente-Ballen-de-Guzman-Un-notable-guayaquileno-condenado-a-muerte-por-la-Gestapo>

²⁷ Consulté le 1^{er} décembre 2011, http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/2010/04/presentacion_7263.html

En 1996, une crise terrible frappe le CEE : les principaux professeurs intéressés font valoir leurs droits à la retraite ; l'Ambassade de l'Équateur n'assure pas le suivi nécessaire. Cependant, en 2008, l'Ambassade de l'Équateur reprend le flambeau et, le 26 mars 2009, l'Ambassadeur Marco Erazo et moi-même invitons à une réunion de travail les professeurs Marie-Claude Chaput, Thomas Gomez, Emmanuelle Sinardet et Alvar de la Llosa de l'Université de Paris Ouest, en vue de préparer la commémoration du Bicentenaire de l'Indépendance de l'Équateur (1809-2009) avec la réactivation Centre d'études équatoriennes. À l'époque, c'est Darío Lara lui-même qui avait rédigé le projet de note d'invitation aux professeurs de Nanterre et insisté pour que la structure nanterroise redevienne le cœur de la coopération culturelle franco-équatorienne.

Ce regard équatorien n'a pu voir la réactivation du Centre, une des œuvres majeures de sa longue et fructueuse carrière diplomatique et universitaire, car le 9 janvier 2009, il nous fait ses adieux. Cependant, le 26 mai 2009, le Centre renaît, lorsque sa future présidente répond positivement à l'Ambassadeur Marco Erazo :

Mes collègues et moi-même tenons de nouveau à vous remercier de nous avoir reçus le jeudi 26 mars 2009, en vue de relancer les activités du Centre d'Études Équatoriennes. Afin d'institutionnaliser le Centre, nous avons composé un comité de direction. Pour mieux l'inscrire dans la durée, ce comité sera composé du Directeur du département d'espagnol de l'Université, du sous-directeur du département ainsi que de l'enseignant chercheur amené à suivre les étudiants dans leurs travaux et études sur l'Équateur. Le comité est donc composé de Christophe Couderc, directeur du département d'espagnol, d'Alexandra Oddo, sous-directrice, et de moi-même, professeure et équatorianiste²⁸.

Cette renaissance est un fait, puisque sa présidente, Emmanuelle Sinardet, en collaboration avec le Service culturel de l'Ambassade de l'Équateur, organise dès novembre 2009 un colloque intitulé « L'Équatorianité en question(s) : Journées d'études scientifiques à l'occasion du bicentenaire du 'Primer grito de Independencia' du 10 août 1809 », dont les travaux font l'objet d'une publication par la revue d'histoire de l'Amérique latine *HISAL*²⁹. La manifestation s'accompagne d'une importante donation de livres équatoriens à

²⁸ Les communications de Marco Erazo et d'Emmanuelle Sinardet sont reproduites dans leur intégralité sur le blog http://arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com/2010/04/presentacion_7263.html

²⁹ Publication mise en ligne dans son intégralité ; Consulté le 1^{er} décembre 2011, [http://www.hisal.org/index.php?journal=revue&page=issue&op=view&path\[\]=4-2010](http://www.hisal.org/index.php?journal=revue&page=issue&op=view&path[]=4-2010)

la BDIC. De plus, en novembre 2010, le Centre organise la rencontre littéraire consacrée aux écritures équatoriennes contemporaines, avec la présence de quatre auteurs équatoriens, Rocío Durán-Barba, Telmo Herrera, Alfredo Noriega et Ramiro Oviedo, ponctuée d'une nouvelle donation d'œuvres équatoriennes de la part de l'Ambassade de l'Équateur à la BDIC³⁰.

Pour conclure, qu'il nous soit permis simplement de formuler ce vœu : que le regard équatorien de Darío Lara, fondateur en novembre 1972 puis animateur du CEE, nous invite à préparer, pour l'année 2012, la commémoration des quarante ans du Centre d'études équatoriennes de l'Université de Paris Ouest Nanterre – La défense.

Claude LARA
Délégué Permanent de l'Équateur auprès de l'UNESCO

³⁰ « Écritures équatoriennes: Rencontres avec quatre auteurs équatoriens, programme » ; consulté le 1^{er} décembre 2011, http://www.u-paris10.fr/Equateur/0/fiche__pagelibre/&RH=FR

Première partie :

*Regards croisés
au prisme des champs civilisationnels*

Chapitre premier :

*Voyageurs et scientifiques français en Équateur :
échanges culturels et coopérations*

Les Indiens sous la Révolution libérale (1895-1912) en Équateur à travers le regard de Paul Rivet

Le musée du Quai Branly abrite une collection équatorienne de 1318 pièces archéologiques ou à valeur ethnographique, que Paul Rivet a apportées après son long séjour en Équateur, de 1901 à 1906. Paul Rivet, anthropologue reconnu, auteur de l'une des grandes théories du peuplement de l'Amérique, fondateur du Musée de l'Homme, résistant, député socialiste à la Libération, s'est d'abord engagé comme médecin et naturaliste au sein de la deuxième Mission géodésique française envoyée en Équateur pour procéder à une nouvelle mesure de l'arc de méridien de Quito. Il profite de son long séjour pour étudier de près les différentes cultures indiennes qui habitent en Équateur et publie ses observations dans de nombreux articles, dont la plupart sont parus dans deux revues, *L'Anthropologie* et le *Journal de la Société des Américanistes*, pendant et après son voyage.

Il ne faut pas oublier le contexte dans lequel Paul Rivet poursuit ses recherches. À l'époque, l'anthropologie se définit comme une histoire naturelle de l'homme et privilégie donc l'approche naturaliste. Cela explique l'intérêt tout particulier que Paul Rivet porte aux études anthropométriques. Pendant cinq ans, il mesure près de trois cents Indiens¹. En réalité, « le regard de Paul Rivet n'arrive pas vierge de tout présumé »². Mais bien qu'il soit en partie déterminé par la doxa du savoir anthropologique de son époque, Paul Rivet

¹ Christine LAURIÈRE, *Paul Rivet, le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'Histoire naturelle, 2008, p. 73.

² *Ibidem*, p. 104.

s'efforce de réduire « épistémologiquement le gouffre qui s'est creusé entre les Indiens et les descendants des colons espagnols, les créoles, d'après ce qu'il constate par lui-même et ce qu'il apprend de l'histoire et des conditions sociales et économiques faites à la classe indienne depuis des siècles »³. Paul Rivet offre une description minutieuse du mode de vie des Indiens équatoriens et parvient à éviter des amalgames courants à l'époque. Ainsi, il parle rarement de l'Indien au singulier, car il est conscient de la diversité des peuples autochtones. Il ne réduit pas les Indiens aux seuls Quichuas, bien que ceux-ci soient très largement majoritaires, puisqu'il a lui-même étudié d'autres peuples, les Záparos, les Shuars ou les Tsáchilas (à l'époque, ces deux derniers peuples étaient appelés Jíbaros et Colorados respectivement). Il reconnaît aussi la richesse du monde quichua, qu'il ne présente pas comme un bloc monolithique. Ses articles sont une mine d'informations pour quiconque s'intéresse au sort des Indiens pendant la Révolution libérale, puisque Paul Rivet apporte un regard extérieur qui n'apprécie pas la situation des Indiens de la même manière que les élites équatoriennes, même s'il dépend en grande partie des indications que lui fournissent ses informateurs locaux.

Le discours des libéraux, arrivés au pouvoir en 1895, quelques années avant que Paul Rivet débarque à Guayaquil, est favorable aux Indiens. Quelques grandes figures du libéralisme, comme Abelardo Moncayo, dénoncent les conditions de vie effroyables de l'immense majorité des Indiens et en appellent à une abolition du principal instrument de domination des Indiens par les grands propriétaires terriens, le *concertaje*. Il s'agit d'une institution créée « à l'époque coloniale, qui consistait en un contrat verbal de travail entre le propriétaire terrien [...] et l'ouvrier agricole, presque toujours indien, qui s'engageait devant le patron à habiter un petit lopin de terre appelé *huasipungo*, sans avoir jamais le droit de l'acheter, en échange de la prestation de services agricoles très mal rémunérés »⁴.

Paul Rivet décrit d'abord dans ses articles les conditions très dures dans lesquelles vivent les Indiens. Mais il s'aperçoit que la misère qui règne dans les communautés indiennes est en grande partie le résultat d'un système de domination implacable fondé essentiellement sur le *concertaje*. Finalement, Paul Rivet évoque la politique des gouvernements libéraux à l'égard des Indiens mais aussi les limites de celle-ci.

³ *Ibidem*, p. 104-105.

⁴ Rodolfo PÉREZ PIMENTEL, « Victor Manuel Peñaherrera Espinel », *Diccionario biográfico del Ecuador*, tome 9, <http://www.diccionariobiograficoecuador.com/tomos/tomo9/m1.htm>, site consulté le 18 novembre 2011.

Le mode de vie des Indiens

Les articles de Paul Rivet sont souvent composés d'une énumération de remarques sur chaque aspect du mode de vie des Indiens, mais il s'agit là d'une structure classique pour des textes de l'époque cherchant à présenter une image la plus complète possible d'une société indigène quelconque⁵. S'ils peuvent ressembler à des catalogues d'observations, ils ont le mérite de donner un panorama global de la situation des Indiens équatoriens, qui vivent dans le plus grand dénuement.

Les Indiens ne reçoivent pratiquement aucune instruction du fait de leur isolement : ils habitent, pour la plupart d'entre eux, à la campagne, dans les *haciendas*, dans les *páramos* ou dans les forêts vierges. L'immense majorité ne sait ni lire ni écrire et souvent ne parle pas espagnol. Paul Rivet s'étonne d'ailleurs qu'après trois siècles de domination coloniale les Indiens aient gardé leur langue originale⁶. Les Indiens se consacrent à une agriculture de subsistance. La nourriture est presque entièrement végétale⁷. « La grande majorité des Indiens, en effet, vit du travail de la terre et de la vente des produits du sol. Quelques-uns, il est vrai, tiennent de petits établissements, des *tiendas*, où se vendent la *chicha* et l'*aguardiente*, mais il s'agit d'une infime minorité, de sorte que l'on peut dire que la race indienne est essentiellement rurale »⁸.

Le dénuement des Indiens est d'abord visible dans l'habillement, qui est très simple, qu'il s'agisse des Indiens de Riobamba, des Tsáchilas ou des Shuars⁹, d'autant plus qu'en général, les Indiens marchent pieds nus¹⁰. Il est également visible dans les maisons indiennes, où le sol est toujours en terre battue¹¹. Dans la *Sierra*, les demeures ont rarement des fenêtres ou une cheminée. Elles ne comptent qu'une seule pièce, où la femme fait la cuisine et où la famille mange et dort. Souvent les animaux de compagnie, en particulier

⁵ Christine LAURIÈRE, *op. cit.*, p. 119.

⁶ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *Journal de la Société des Américanistes, Nouvelle Série*, tome I, 1903, p. 65 et 80, et « Cinq ans d'études anthropologiques dans la République de l'Équateur (1901-1906). Résumé préliminaire », *Journal de la Société des Américanistes, Nouvelle Série*, tome III, 1906, p. 233.

⁷ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 62, et « Les Indiens Colorados, récit de voyage et étude ethnologique », *Journal de la Société des Américanistes, Nouvelle Série*, tome II, 1905, p. 195.

⁸ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 69.

⁹ *Ibidem*, p. 59 ; Paul RIVET, « Les Indiens Colorados », *art. cit.*, p. 186, et « Les Indiens Jíbaros. Étude géographique, historique et ethnographique », *L'Anthropologie, Nouvelle Série*, n°18, 1907, p. 361.

¹⁰ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 59, et « Les Indiens Colorados », *art. cit.*, p. 186.

¹¹ *Ibidem*, p. 190.

le *cuy*, habitent à l'intérieur même de la maison. Rivet insiste sur la simplicité du mobilier : il n'y a pratiquement pas de meubles et très peu d'ustensiles¹².

Paul Rivet décrit aussi les conditions sanitaires dans lesquelles vivent les Indiens. L'alcool, que ce soit l'*aguardiente* en général, le *guarapo* pour les Tsáchilas¹³ ou la *chicha* pour les Quichuas, sert d'exutoire, en particulier lors des fêtes. L'alcoolisme est d'ailleurs un fléau qui frappe durement les Indiens. À cela s'ajoutent une hygiène et un accès aux soins déficients, rendant les Indiens vulnérables aux maladies, la dysenterie, le paludisme, la vérole¹⁴, qui sont à l'origine d'une forte mortalité, en particulier infantile. Les conditions sanitaires précaires dans lesquelles vivent les Indiens, de même que leurs dures conditions de travail, réduisent donc drastiquement leur espérance de vie. Rivet signale que, parmi les Tsáchilas, « je n'en ai vu qu'un seul qu'on pouvait appeler vieillard : Marco Chauco », qui avait soixante-dix ans¹⁵.

Cela explique, en partie, le fait que les Indiens se marient très tôt, entre 14 et 20 ans¹⁶. Au sein du couple, la femme se trouve dans une situation subalterne, puisqu'elle est considérée inférieure à son mari, lequel a le droit de la battre quand il lui plaît. Paul Rivet explique la nature de la relation entre les époux : l'Indien

considère sa femme non pas comme une esclave, mais comme une servante, bien qu'il ait pour elle une véritable affection. Celle-ci serait, d'ailleurs, tout étonnée qu'il en fût autrement, et a pour son mari un attachement vraiment extraordinaire, même s'il la bat, même s'il est ivrogne. Voici un fait, entre mille, qui en est la preuve. Le mari ne paraissant plus à la maison depuis quelque temps, la femme le cherche et le rencontre à peu près ivre-mort [...] La femme, au lieu de l'abandonner, l'arrange du mieux qu'elle peut, s'assied à ses côtés et passe toute la nuit, veillant sur lui pour qu'il ne lui arrive pas malheur. Au réveil, l'ivrogne, encore ivre, l'aura battue ; ce qui n'empêchera pas qu'à la première occasion la femme ne lui prête la même assistance¹⁷.

La soumission des femmes indiennes, victimes de la violence conjugale, et qui considèrent cette violence comme normale, rappelle cette scène de

¹² *Ibidem*, p. 191-194, et Paul RIVET, « Les Indiens Jíbaros », *art. cit.*, n°19, 1908, p. 589-590.

¹³ Paul RIVET, « Les Indiens Colorados », *art. cit.*, p. 196.

¹⁴ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 63-64, et « Les Indiens Colorados », *art. cit.*, p. 177 et 201.

¹⁵ *Ibidem*, p. 201.

¹⁶ *Ibidem*, p. 200, et Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 65.

¹⁷ *Ibidem*, p. 66.

Huasipungo où Andrés Chiliquinga bat sa femme. Le narrateur explique que « si alguien hubiera pretendido defenderla, ella se encararía de inmediato al defensor para advertirle furiosa: “Entrometido. Deja que pegue, que mate, que haga pedazus, para esu es maridu, para esu es *cari* propiu” »¹⁸.

Finalement, ce qui frappe le plus Paul Rivet est la grande dévotion des Indiens et leur syncrétisme religieux, qui d'ailleurs s'exerce dans les deux sens : « rien n'est plus curieux que le spectacle de cérémonies cultuelles où apparaissent dans toute leur ingénuité les concessions que se sont faites, sans bien s'en rendre compte, maîtres et disciples »¹⁹. Il cite en exemple plusieurs manifestations culturelles précolombiennes associées à des fêtes chrétiennes où le syncrétisme religieux des Indiens, et des Équatoriens en général, éclate au grand jour, comme les danses de la Fête-Dieu (le *Corpus Christi*), la procession du Vendredi Saint, ou l'habitude des Indiens de déposer de la nourriture sur les tombes des membres de leur famille lors de la fête des morts²⁰. Mais Rivet se rend compte que la fonction la plus importante de la religion consiste à préserver le lien social : « la religion est devenue, et restera longtemps encore, le seul terrain d'entente de deux races opposées, ennemies, qu'une longue existence côte à côte n'a ni mêlées, ni réconciliées »²¹.

En somme, les adjectifs « simple », « sommaire », « misérable » et « primitif » sont les plus récurrents dans la description du mode de vie des Indiens que donne Paul Rivet. Mais celui-ci ne se contente pas de broser un tableau, aussi précis soit-il, des mœurs des Indiens ; il cherche également à déterminer les raisons qui expliquent leur situation précaire.

Le système d'exploitation des Indiens

Pour Enrique Ayala Mora, « après l'indépendance [...], d'importants traits coloniaux ont subsisté dans la relation entre l'État et les peuples indiens. Malgré les déclarations constitutionnelles d'égalité démocratique, l'État oligarchique *terrateniente* se fondait sur l'inégalité, le racisme et la justification idéologique de l'exploitation »²².

¹⁸ Jorge ICAZA, *Huasipungo* (1934), Quito, Libresa, 2004, p. 110. *Cari* signifie « homme » en Quichua.

¹⁹ Paul RIVET, « Le christianisme et les Indiens de la République de l'Équateur », *L'Anthropologie*, n°17, 1905, p. 81.

²⁰ *Ibidem*, p. 89 et 93-101.

²¹ *Ibidem*, p. 81.

²² Enrique AYALA MORA, *Historia de la Revolución Liberal ecuatoriana* (1995), Quito, Taller de Estudios Históricos - Corporación Editora Nacional, 2002, p. 236.

Certaines réformes, menées notamment au début des années 1850 sous la présidence d'Urvina, général de tendance libérale, telles que l'abolition du tribut indigène²³, l'impôt collectif que devaient payer les Indiens, étaient destinées à soulager la pression fiscale qui les accablait. Toutefois, elles n'ont nullement bouleversé l'ordre établi, puisque le mécanisme du *concertaje* et d'autres moyens de domination ont été préservés.

Paul Rivet se rend compte que le *concertaje* est la clef de voûte du système de domination des Indiens et il en comprend parfaitement le fonctionnement :

Le contrat entre l'Indien *concierto* et le propriétaire est des plus simples. L'Indien s'engage à travailler cinq jours par semaine, pour le compte de l'*hacienda* ; en échange il reçoit une parcelle de terre (*huasi-pungu*) de 80 mètres carrés environ (*una cuadra*), où il peut bâtir sa case et qu'il peut cultiver pour sa propre subsistance, le samedi, jour de liberté²⁴.

Mais l'Indien devient rapidement débiteur du maître, qui lui fournit des avances (*socorros*) que l'Indien ne pourra jamais rembourser, d'autant plus que son salaire est dérisoire, et l'oblige à acheter les produits de première nécessité dans le magasin de l'*hacienda*, occasion supplémentaire pour l'Indien de s'endetter. Le *concertaje* permet alors de fixer la main d'œuvre de l'*hacienda* et de la rendre corvéable à merci :

La dette du père est reportée, à sa mort, sur le fils, et, de cette façon, force est aux enfants de suivre le sort accepté par le père. Ainsi se trouve reconstituée, dans un pays libre, une servitude qui diffère bien peu de celle qui, au Moyen-âge, liait le serf à la terre du seigneur. [...] Ainsi le malheureux Indien travaille, peine jusqu'à sa mort, sans avoir même la consolation de voir ses enfants plus heureux que lui, émancipés de cette vie de misère²⁵.

Le *concertaje* suscite l'indignation de certains libéraux, en particulier d'Abelardo Moncayo, qui dénonce les abus de ce système dans un essai célèbre publié à peine quelques mois après l'arrivée des libéraux au pouvoir²⁶. Moncayo plaide tout simplement pour une abolition du *concertaje* et une généralisation des relations de type salarial, seul moyen, pour lui, de respecter la dignité des Indiens mais aussi d'élever leur niveau de vie pour permettre la

²³ *Idem.*

²⁴ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 69.

²⁵ *Ibidem*, p. 69-70.

²⁶ Abelardo MONCAYO, « El concertaje de indios », *Somatén*, Quito, 1896.

création d'un marché intérieur²⁷. Moncayo estime en outre que toute tentative de démantèlement du *concertaje* passe nécessairement par une remise en cause du pouvoir hégémonique de l'Église, qui joue un rôle central dans le dispositif de domination des Indiens²⁸. Cela n'échappe pas à Paul Rivet. Il indique que, pour l'Indien, en effet,

Le prêtre est entouré [...] d'un respect absolu. [...] Car le prêtre pour l'Indien est un peu sorcier. [...] Le premier missionnaire, et, depuis lors, le clergé presque tout entier, s'est plu davantage à la description des châtiments divins qu'à la description des récompenses paradisiaques. Par eux, le Christ s'est révélé un maître plus puissant, aussi dur, aussi peu miséricordieux que le patron d'*hacienda* [...]. Par l'intermédiaire de ses prédicateurs, il a courbé le malheureux, terrifié sous le coup d'une menace plus terrible et plus impitoyable²⁹.

En revanche, les peuples indiens qui vivent en marge de l'espace national intégré à l'axe Guayaquil-Quito, là où l'autorité de l'État et de l'Église n'est que formelle, échappent en partie à ce système d'exploitation, comme les Shuars³⁰ ou les Tsáchilas, qui habitent dans des communautés éloignées, les *estancias*³¹. À Santo Domingo, la petite agglomération autour de laquelle habitent les Tsáchilas, il n'y a pas de prêtre. Paul Rivet explique que « les Indiens en sont réduits aux visites d'ecclésiastiques, soit fortuites, soit ordonnées par l'archevêque de Quito [...]. Ces visites n'ont guère lieu que tous les trois ans. L'autorité civile n'est elle-même aussi représentée qu'à de rares intervalles à Santo Domingo, par un *teniente político*. Son action momentanée n'est qu'illusoire »³². Mais les visites des prêtres constituent un autre moyen de s'endetter : les Indiens doivent payer le voyage du prêtre, à raison d'un *sucre* par personne, et les cérémonies : dix-sept *sucres* pour un mariage, dix pour une messe simple, quinze pour une messe chantée, trente pour une messe pour les morts³³.

Cependant, le territoire des Tsáchilas se trouve sur l'un des fronts agricoles de la Côte et les Indiens doivent alors faire face à l'immigration de

²⁷ *Ibidem*, p. 280.

²⁸ *Ibidem*, p. 265.

²⁹ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 74.

³⁰ Paul RIVET, « Les Indiens Jíbaros », *art. cit.*, p. 351-356.

³¹ Paul RIVET, « Les Indiens Colorados », *art. cit.*, p. 184-185 et 189-190.

³² *Ibidem*, p. 204.

³³ *Ibidem*, p. 205.

Blancs qui cherchent à occuper leurs terres. Le procédé, très simple, est décrit par Rivet :

Il suffit pour cela de « dénoncer » le terrain désiré, c'est-à-dire d'adresser une requête, en indiquant les limites, au gouverneur de la province. [...] Puis à un jour dit, le terrain est adjugé aux enchères publiques. Le prix de la vente va au trésor ; l'acquéreur reçoit en échange un titre de propriété. [...] Il doit indemniser les Indiens qui possèdent des plantations sur sa propriété. Il est inutile de dire que cette indemnisation est le plus souvent dérisoire. L'Indien dont les terrains se trouvent pris dans une de ces ventes, ne peut donc que s'en aller ailleurs faire un défrichement nouveau, ou bien rester sur le territoire de la nouvelle *hacienda*. [...] [Le plus souvent, le nouveau propriétaire] laisse à l'Indien le terrain qu'il occupe et ses plantations, mais celui-ci devient *concierto*³⁴.

De ce fait, le système du *concertaje* s'étend dans les territoires Tsáchilas aussi.

Mais ce mécanisme d'exploitation entre en contradiction avec l'idéal libéral d'égalité de tous les citoyens face à la loi, et de respect de la dignité humaine. Les libéraux, arrivés au pouvoir en 1895, vont donc mettre en œuvre des réformes visant à supprimer, ou du moins adoucir, le *concertaje*.

La politique indienne de la Révolution libérale

La mobilisation des Indiens

Les propriétaires terriens craignent toute mobilisation militaire de leur main d'œuvre indienne, car cela peut finir par subvertir l'ordre social, de sorte qu'il existe un « accord tacite, mais réel, entre propriétaires terriens pour ne pas donner d'armes à la paysannerie lors de leurs affrontements »³⁵ afin de préserver la paix sociale.

Mais les libéraux vont, au contraire, chercher à mobiliser les Indiens, notamment ceux de la *Sierra*, pour prendre le pouvoir. Dès le début de la guerre civile de 1895, le chef de file des libéraux, Eloy Alfaro, « est parvenu à obtenir le soutien de certaines communautés indiennes. Son attitude d'ouverture envers ceux qui l'ont soutenu, la nomination de Sáez, Morocho et d'autres officiers militaires, a consolidé son image de défenseur, parfois de rédempteur, des Indiens »³⁶. En raison de l'intérêt qu'il porte à la cause indienne, Alfaro est

³⁴ *Ibidem*, p. 205-206.

³⁵ Enrique AYALA MORA, *op. cit.*, p. 236.

³⁶ *Idem*.

d'ailleurs souvent appelé avec mépris *el indio* Alfaro par ses adversaires politiques, en particulier les conservateurs.

Pour gagner le soutien des Indiens, Alfaro n'hésite pas à nommer certains d'entre eux généraux. Ces nominations permettent une relative promotion sociale, du moins à l'intérieur des communautés indiennes, puisque les généraux indiens sont auréolés du prestige d'avoir servi *el Viejo luchador*, *el indio* Alfaro, comme a pu le constater Paul Rivet :

Lors de la dernière révolution qui amena le général Alfaro au pouvoir, Sáenz entraîna à sa suite plusieurs milliers d'Indiens et joua un grand rôle dans la lutte entre libéraux et conservateurs. En récompense de ses services, il reçut du nouveau Président de la République le titre de général, général sans emploi naturellement. Actuellement encore, il est le véritable roi des Indiens de la région de Riobamba, entouré de respect, écouté dans ses conseils, obéi dans ses ordres, et jouit d'un pouvoir incontesté³⁷.

Mais si les Indiens sont parfois sollicités pour défendre la Révolution libérale, il ne s'agit, en aucun cas, pour les nouvelles autorités, d'encourager l'organisation des peuples indiens. En effet, « dans leur effort d'unification nationale, de démantèlement du pouvoir clérical et local, les libéraux n'ont vu dans l'organisation communautaire indienne qu'un obstacle et un instrument de manipulation de l'Église. [Ils] ont fait de grands efforts pour éliminer les fêtes et d'autres formes d'expression de la culture indienne »³⁸. Ils ne cherchent pas à reconnaître la spécificité des peuples indiens mais à les dissoudre dans le creuset national.

Des réformes limitées

Dans un message adressé à la Convention nationale de 1896, Alfaro dénonce violemment le *concertaje*, qu'il assimile à une forme déguisée d'esclavage³⁹. Mais la radicalité de son discours ne trouve pas d'écho dans la solution qu'il propose finalement : il se contente de convoquer les grands propriétaires terriens, sans inviter aucun représentant indien, afin de leur demander de se mettre d'accord entre eux pour régler le problème du *concertaje*⁴⁰. Cette convocation ne pouvait donner lieu à aucune réforme.

³⁷ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 65. Paul Rivet parle du général Sáenz, mais en réalité son nom est Sáez, tel que l'indique Ayala Mora.

³⁸ Enrique AYALA MORA, *op. cit.*, p. 241.

³⁹ *Ibidem*, p. 237.

⁴⁰ *Idem*.

Si on ne peut douter de l'intention d'Alfaro de mettre un terme aux abus de ce système, il apparaît que le général a une connaissance très sommaire du monde indien, alors qu'il connaît très bien la question paysanne de la Côte. Ce n'est que lors de la guerre civile de 1895 qu'il se rend pour la première fois dans les Andes. Il s'agit donc d'un problème tout nouveau pour lui⁴¹.

Alfaro prend, toutefois, quelques mesures pour soulager la pression fiscale qui s'exerce sur les Indiens et leur charge de travail, en abolissant par exemple le « travail subsidiaire », qui permettait à l'administration publique de réquisitionner la main d'œuvre indienne pour les travaux publics⁴². Lors de son passage au Ministère de l'Intérieur, Abelardo Moncayo fait adopter une circulaire en 1898 indiquant que, désormais, les *alcaldes de indios*, les autorités indiennes qui font office de médiateurs entre l'État et les communautés indiennes, doivent être nommés par les gouverneurs des provinces, eux-mêmes nommés par le ministre de l'Intérieur, et non plus par les autorités locales ou ecclésiastiques, l'objectif de la réforme étant de soustraire les autorités indiennes au contrôle de l'Église⁴³.

En réalité, malgré les discours, Alfaro, au lieu de supprimer le *concertaje*, s'efforce plutôt de faire en sorte que l'État régule mieux les relations entre les Indiens et les propriétaires terriens⁴⁴. Comme l'indique Paul Rivet, le gouvernement fait adopter une loi censée réglementer le contrat du *concertaje*, qui établit une rémunération pour l'Indien et selon laquelle le contrat doit désormais être signé devant le juge du canton et renouvelé chaque année⁴⁵. Or, non seulement cette loi est peu ambitieuse, mais, de surcroît, elle n'est pas respectée :

En effet, [l'Indien] ne reçoit jamais l'argent de son travail. Le système de la paie, journalière, hebdomadaire ou mensuelle, n'existe pas. Les comptes ne se règlent qu'en fin d'année. [...] Fatalement, en fin d'année, l'Indien se trouve être débiteur du maître pour lequel il travaille. [...] Il traîne ainsi sa dette avec lui comme un véritable boulet. Et chaque année, elle va grossissant. La loi d'Alfaro n'a donné à l'Indien d'autre avantage que d'en

41 *Idem.*

42 *Ibidem*, p. 236.

43 *Informe del Ministro de lo Interior, Circular n°26*, Quito, Imprenta Nacional, 1898.

44 Gonzalo RUBIO ORBE, « Los indios ecuatorianos: síntesis histórica », in Enrique AYALA MORA (ed.), *La Historia del Ecuador: ensayos de interpretación*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1985, p. 353.

45 Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 69.

connaître le montant exact, mais la chaîne subsiste, dont chaque jour les anneaux se resserrent, qui unit l'Indien à la terre où il vit⁴⁶.

La persistance de ces pratiques en 1903, l'année où Rivet écrit cet article, alors que les libéraux sont au pouvoir depuis huit ans, montre la portée limitée des réformes qu'ils ont menées.

En outre, malgré ces aménagements, la question de la répartition des terres, pourtant essentielle, ne se pose jamais. Moncayo n'en parle pas dans son essai et lors de la nationalisation des terres du clergé, à travers les lois de *manos muertas* ou de *beneficencia*, on ne pense pas à les redistribuer entre les travailleurs. Finalement, l'Assemblée constituante de 1906 proclame l'abolition du *concertaje*, mais cette décision ne pourra pas s'appliquer avant 1918, lorsque sera abolie la prison pour dettes, fondement juridique de ce système de domination⁴⁷.

Les travaux de Paul Rivet offrent un panorama très riche du monde indien au temps de la Révolution libérale. Outre leur intérêt anthropologique ou ethnologique, ces articles peuvent ouvrir de nouvelles perspectives pour les études historiques portant sur les Indiens pendant la Révolution. Le croisement avec d'autres sources, comme l'essai de Moncayo, les discours des responsables libéraux ou des documents produits par l'Église concernant les politiques d'évangélisation des Indiens⁴⁸, devrait permettre de développer une réflexion sur, par exemple, le système de domination des Indiens, leur mode de vie, la religiosité populaire ou la politisation et la mobilisation des secteurs dits subalternes, particulièrement intenses pendant la Révolution libérale. La comparaison entre l'essai de Moncayo et les articles de Paul Rivet, en particulier celui sur les Indiens de Riobamba⁴⁹, est riche d'enseignements. Les deux hommes ne se sont jamais rencontrés, mais Paul Rivet a lu par la suite le texte de Moncayo, qu'il cite dans sa bibliographie américaniste⁵⁰. En tout cas, ils analysent avec beaucoup de lucidité le *concertaje*, qu'ils considèrent comme le principal instrument d'exploitation des Indiens. Ils sont aussi

⁴⁶ *Ibidem*, p. 70.

⁴⁷ Enrique AYALA MORA, *op. cit.*, p. 240.

⁴⁸ Par exemple, Federico GONZÁLEZ SUÁREZ, « Quinta instrucción pastoral, sobre la evangelización de los indios » (1911), *Obras Pastorales*, tome II, Quito, Imprenta del clero, 1927.

⁴⁹ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*

⁵⁰ Paul RIVET, « Bibliographie américaniste », *Journal de la Société des Américanistes*, n° 16, 1924, p. 497.

conscients du rôle de l'Église dans ce système de domination. Les deux hommes croient également dans les bienfaits de l'éducation, qui doit permettre aux peuples de connaître la prospérité. Rivet estime, en effet, que l'éducation peut améliorer la situation des Indiens et, de son côté, Moncayo a toujours fait preuve d'un très grand intérêt pour l'accès de tous à l'instruction publique ; c'est pourquoi il a fondé plusieurs collèges et lycées, notamment dans la province d'Imbabura et à Quito.

Certes, l'étude des articles de Paul Rivet appelle à la prudence, dans la mesure où ils sont empreints de topiques courants à l'époque : il est dit que les Indiens sont des ivrognes, qu'ils sont sales et paresseux, qu'ils n'ont pas de véritable religiosité, que nombre de leurs pratiques culturelles sont archaïques, que les Shuars sont des sauvages⁵¹. Paul Rivet n'en est pas moins conscient que la situation des Indiens n'est pas le résultat de leur nature profonde, mais le fruit d'une situation de soumission :

On comprendra mieux, après cet exposé rapide, cet être, à la fois si simple et si complexe, ses défauts et ses vices ; on verra dans ceux-ci une conséquence logique et nécessaire des misères supportées et non le signe d'un naturel primitivement mauvais, et l'on comprendra que l'abjection de ces malheureux doit exciter non pas la répulsion, mais une immense pitié⁵².

Il rejette donc tout essentialisme et refuse de « naturaliser cette différence, selon lui historiquement et socialement construite »⁵³ entre Indiens et créoles. Il croit dans les bienfaits de l'éducation, qui peut permettre aux Indiens de retrouver leur dignité : « Peut-être, à force de patience et de douceur, serait-il possible d'éduquer, d'élever graduellement cette race stationnaire et figée, de la sortir de sa vie purement animale, en un mot d'en faire une race d'hommes »⁵⁴.

De surcroît, aux yeux d'Ayala Mora :

Il n'y a pas de doute que la Révolution libérale et en particulier l'"alfarisme" ont levé l'espoir dans la population indienne. De même qu'ils ont soulevé des craintes et des résistances parmi les propriétaires terriens. De toute

⁵¹ Paul RIVET, « Les Indiens Jíbaros », *art. cit.*, n°19, par exemple p. 583, 588, 592, 604, 614.

⁵² Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 78.

⁵³ Christine LAURIÈRE, *op. cit.*, p. 105.

⁵⁴ Paul RIVET, « Étude sur les Indiens de la région de Riobamba », *art. cit.*, p. 80.

façon, la question indienne s'est transformée en question nationale qui exigeait une réponse de la part de la société et de l'État⁵⁵.

Le *concertaje* sera finalement aboli en 1918, avec la *Ley de jornaleros* qui supprime la prison pour dettes, interdit la transmission de celles-ci de génération en génération, de même que l'attribution de *socorros* ou autres avances, et cherche à généraliser les relations de type salarial⁵⁶. Mais après l'abolition du *concertaje*, les propriétaires terriens trouvent d'autres instruments de domination qui limitent la portée de cette loi, malgré le progrès réel que représente l'abolition de la prison pour dettes, avec la persistance de pratiques comme le *huasipungo*, y compris dans les années 1930, comme le montre le roman d'Icaza, publié en 1934. Enfin, parmi les libéraux, « on n'en est pas venu jusqu'à proposer, en revanche, la reconnaissance des peuples indiens en tant que tels, ni la mise en valeur de leur culture ni le soutien à leur propre organisation. Cela allait au-delà de l'horizon historique, y compris de plus radicaux »⁵⁷.

Alexis MEDINA
Université Paris Ouest Nanterre La Défense, CRIIA – EA 369

⁵⁵ Enrique AYALA MORA, *op. cit.*, p. 240.

⁵⁶ Rodolfo PÉREZ PIMENTEL, « Victor Manuel Peñaherrera Espinel », *art. cit.*

⁵⁷ Enrique AYALA MORA, *op. cit.*, p. 241.

L'Équateur et la visite du président français Charles de Gaulle (1964)

1^e partie : un contexte politique et économique difficile

« Lo que tiene este país no es un secreto de magia; es buenamente la ley por la cual los pueblos directores ejercen un poder natural sobre los que, sin advertirlo quizás, están recibiendo su influjo ».¹

« Néanmoins, tout reste possible dans ce pays où la politique défie les règles de la plus élémentaire logique ».²

AU COURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, la France et l'Amérique latine tissèrent des relations privilégiées. En effet, après le discours du 18 juin 1940, des hommes politiques et des intellectuels latino-américains aidèrent les communautés françaises à créer des Comités locaux d'aide et de solidarité avec la France libre, la France combattante opposée à Vichy et sa collaboration. Ces comités offrirent un appui international et participèrent au financement du gouvernement de la France libre installé à Londres. Après Montevideo et

¹ Juan Montalvo, « La República Francesa », *El Espectador*, Libro III, Ambato, Ilustre Municipio de Ambato, 1987, p. 273.

² Quito, 25 avril 1963, n° 176 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

à l'instar de celui de Quito, nombreux furent les gouvernements latino-américains qui reconnurent le Comité National de la France libre.

Le retour aux affaires de la personnalité emblématique de ces années de lutte raviva le souvenir et les réseaux qui avaient été ceux de la solidarité et de l'admiration. L'arrivée de De Gaulle à l'Élysée en 1959, dans un lourd contexte marqué par le lancinant conflit algérien, supposait une inconnue de taille. Face au silence qui entourait la politique qui serait menée, la presse latino-américaine interpréta l'avenir à l'aune du passé. De Gaulle apparaissait comme un général démocrate qui, après avoir participé activement à la sauvegarde des idéaux républicains et démocratiques en juin 1940, avait, après la victoire de 1945, refusé de se servir de son prestige et de son aura pour se maintenir au pouvoir et s'était retiré du jeu politique pour y revenir onze ans après.

Après une visite présidentielle de trois jours au Mexique, du 16 au 19 mars 1964, la visite officielle du général de Gaulle en Amérique du Sud se déroule entre le 21 septembre et le 16 octobre dans un périple qui le conduit à rendre visite à dix pays. Ainsi, le président français séjourne en Équateur les jeudi 24 et vendredi 25 septembre 1964. Le voyage présidentiel s'inscrit dans la tradition du « tourisme diplomatique » tel que Marcel Merle l'a défini³ et dont le but est de relancer, par le déplacement de hautes personnalités prestigieuses, des relations anciennes mais qui semblent s'essouffler ou ne plus répondre aux attentes créées par l'urgence d'une situation désormais dépassée par l'évolution politique des relations internationales modernes.

La richesse de la documentation du Quai d'Orsay, encore peu exploitée, dévoile la diversité des points de vue (celui des ambassadeurs, celui de la direction centrale, celui exprimé par les acteurs équatoriens dans les cercles officiels et dans celui de la presse) permettant de la sorte d'approfondir une vision historique équilibrée concernant une époque qui nous est proche et qui est celle de deux pays qui nous sont chers. Afin de mieux comprendre la portée et le sens du voyage du président français, nous nous intéresserons dans une première partie au regard porté sur la politique interne de l'Équateur et à l'analyse qu'en tire le représentant français, et ce, afin de mieux comprendre le cadre dans lequel se déroule la visite présidentielle de De Gaulle. Le contexte dans lequel s'insère le projet français d'un resserrement des liens avec l'Amérique latine, et plus particulièrement avec la République de l'Équateur, en dévoile la portée.

En 1964, pour la première fois, un président de la République française se rend en Amérique latine. Les allocutions en espagnol – passées à la postérité –

³ Marcel Merle, *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Economica, 1986, p. 136.

que le président français adressa directement à la foule contribuèrent à la renommée du voyage et au prestige de celui qui les prononça⁴. C'est justement à Quito que, pour la première fois au cours de son périple, le général français s'adressa en espagnol à la population locale. Après Quito, seules les villes de Lima, Cochabamba, Rancagua, Buenos Aires, Assomption et Montevideo bénéficieront de cet honneur parmi les dix pays sud-américains visités.

À Quito, en s'adressant à la foule depuis le balcon du palais présidentiel, le Général affirme que le peuple équatorien « longtemps isolé dans ses montagnes [...] participe maintenant à tous les courants du monde »⁵. Il intégrait ainsi l'Équateur aux grands problèmes qui, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, divisaient la planète. Le soir, au cours d'une réception, le général de Gaulle aborde de façon plus nette encore ce qui sera l'un des thèmes privilégiés de ses multiples interventions : « l'apparition de l'Amérique latine au premier plan de la scène monde »⁶.

Sous les ors coloniaux de la salle capitulaire du couvent de San Francisco, dans son discours face aux membres de la Junte, répondant au toast de l'amiral Castro-Jijón, le général De Gaulle rappela « les relations morales et intellectuelles établies entre (les deux pays), voici deux siècles, quand La Condamine envoyé par l'Académie des Sciences de Paris, vint à Quito pour y mesurer l'axe méridien » ; de la même façon, il rappela le rôle joué par Juan de Montalvo : « Para honra, para gloria, para orgullo del mundo, es preciso que Francia viva y levante la cabeza »⁷.

1. Le contexte équatorien

Il convient de connaître le contexte équatorien pour mieux comprendre la portée du périple présidentiel en Amérique latine. L'Équateur était, en ce début des années 1960, le pays d'Amérique du Sud le moins étendu, mais, par sa densité démographique, le plus peuplé, 4,5 millions d'habitants⁸.

⁴ Ayant reçu une éducation traditionnelle et de qualité, le Général avait à son actif une pratique du latin qui lui permit d'intégrer rapidement, en dépit de son âge, la langue espagnole. Spitalier, haut-fonctionnaire du Quai d'Orsay, descendant des *barcelonnettes* mexicain, fut son « professeur » avant le départ pour l'Amérique latine en 1964.

⁵ Allocution prononcée en espagnol au balcon du Palais national de Quito le 24 septembre.

⁶ De Gaulle (1970). Les allocutions prononcées par le général de Gaulle et ses homologues latino-américains sont aussi contenues dans *Espoir*, n° 114 (janvier 1998). Dès 1952, Tibor Mende avait publié *L'Amérique latine entre en scène*, Paris, Seuil, 1956 (1952), 318 p.

⁷ 24 septembre 1964.

⁸ Selon les chiffres disponibles en 1963.

Carlos Julio Arosemena Monroy fut président de l'Équateur du 7 novembre 1961 au 11 juillet 1963. Il faisait partie de ces dirigeants libéraux qui, dans le sillage de la nouveauté que semblait proposer John F. Kennedy à partir de son arrivée à la Maison Blanche en janvier 1961, tentèrent d'offrir un nouveau visage à l'Amérique latine après des années de dictatures. Dès 1958, l'Argentine retrouvait un président civil en la personne d'Arturo Frondizi ; le Honduras en faisait de même avec Ramón Villeda Morales ; la Colombie se défaisait de la junte militaire qui avait succédé Gustavo Rojas Pinilla, et le Venezuela renversait le dictateur Marcos Pérez Jiménez pour, l'année suivante élire Rómulo Betancourt, comme au Guatemala Miguel Ydígoras succédait à une série de régimes militaires instables depuis qu'ils avaient abattu le processus démocratique incarné par Jacobo Arbenz. L'année suivante, en 1959, Batista abandonnait Cuba et Trujillo ne tarderait pas à disparaître. En ce début des prometteuses années 1960, toute l'Amérique latine - fait rare dans son histoire - était dirigée exclusivement par des gouvernements civils favorables, à des degrés divers, à une représentation populaire.

1.1. La situation politique : le gouvernement Arosemena

Le génie politique d'Arosemena fut, afin de neutraliser l'extrême gauche, de conserver dans son entourage présidentiel des personnalités politiques proches des communistes ou des admirateurs de la Révolution cubaine. Le président Arosemena s'était lui-même enfermé dans un dilemme en constituant un cabinet d'union nationale « groupant tous les partis, sauf ceux d'extrême gauche, alors qu'il avait été porté au pouvoir à la suite d'émeutes déclenchées par les éléments castristes et communisants du pays »⁹. Cela avait contribué à tendre la situation politique interne de l'Équateur. En Amérique latine, ce début des années 1960 était dominé par l'affaire cubaine et sa principale conséquence : la position que chaque gouvernement latino-américain adopterait face à la demande étasunienne d'exclusion de l'île des Caraïbes de la communauté américaine du sein de l'OEA. Cette opposition avait ses incidences à l'intérieur de chaque pays américain où les opinions publiques s'étaient emparées du sujet. En Équateur, les 14, 18 et 20 janvier 1962 furent marqués par des manifestations à Cuenca, Quito et Guayaquil qui demandaient la rupture des relations avec La Havane. L'ambassadeur de France à Quito

⁹ Quito, 2 février 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 72 : MAE, Équateur 20. [dossier non folioté]. En fait, face aux émeutes qui s'étaient emparées notamment de Cuenca, Velasco Ibarra alla chercher le renfort de l'Armée ; ayant quitté le Palais présidentiel, le Parlement déclara la vacance du pouvoir et y plaça son vice président, Arosemena.

jugeait que, face à cette soudaine « prise de conscience du danger » communiste, ceux-ci étaient peu nombreux « mais déterminés à saisir le pouvoir à plus ou moins longue échéance »¹⁰. Dès le 8 décembre 1960, à Quito, de violentes manifestations eurent lieu devant l'ambassade des États-Unis. On voulait croire à un soudain développement de l'activité communiste en Équateur plus qu'à une prise de conscience continentale comme on ne l'avait pas vu depuis des décennies, d'autant que « de 1945 à 1960, ce pays a connu une stabilité relative et semblait même avoir perdu le goût des coups de force ». L'ambassadeur français reconnaissait cependant que « la révolution cubaine [avait] agi comme un catalyseur des forces de bouleversement social jusque-là latentes et sans direction »¹¹ ; dit autrement, la Révolution cubaine avait « fait prendre conscience des injustices séculaires dont » les sociétés latino-américaines étaient « victimes, et leur a ouvert l'espoir d'y porter remède »¹². Une réalité économique désastreuse, une situation sociale désespérée s'éveillaient soudainement. Somme toute, il n'y avait là qu'un schéma propre à l'ensemble de l'Amérique latine. D'autant que, comme le signalait le représentant français, « si la révolution cubaine a trouvé tant de résonance en Équateur, comme dans d'autres pays de l'Amérique latine, c'est que beaucoup des réformes qu'elle a permis d'introduire [...] correspondaient une nécessité pressante »¹³. La nécessité politique était donc de trouver un parti capable de rallier une grande partie de la population « y compris un nombre grandissant de conservateurs auxquels le danger même d'instauration d'un régime véritablement communiste a fini par ouvrir les yeux »¹⁴, afin de mener à bien les réformes dont le pays avait besoin, tout en restant ancré dans le Monde libre.

Il y avait là cependant de nombreux paradoxes puisque, si d'aucuns accusaient Arosemena d'être favorable aux communistes..., il convenait de ne pas oublier qu'il était néanmoins le représentant des grands hommes d'affaires de Guayaquil et qu'il avait secondé Araujo Hidalgo, son futur ministre de l'Intérieur et ex secrétaire particulier de Velasco Ibarra¹⁵, ce qui

¹⁰ *Ibidem*, p. 2.

¹¹ *Idem*.

¹² *Ibidem*, p. 3.

¹³ *Ibidem*, p. 4.

¹⁴ *Ibidem*, p. 5.

¹⁵ José María Velasco Ibarra (1893-1979) fut président de l'Équateur à cinq reprises : 1^{er} septembre 1934 au 20 mai 1935 ; 28 mai 1944 au 30 mars 1946 ; 1^{er} septembre 1952 au 31 août 1956 ; du 1^{er} septembre 1960 au 7 novembre 1961 et du 1^{er} septembre 1968 au 22 juin 1972.

avait permis à ce dernier de remporter un quatrième mandat présidentiel¹⁶... Ainsi, Ibarra avait remporté les élections avec l'aide de la gauche représentée par Arosemena, c'est-à-dire de fait un parfait gouvernement d'union nationale. Mais, le 7 novembre 1961, Ibarra avait été remplacé à la tête du gouvernement.

Comme dans toute l'Amérique latine, la politique de Washington à l'égard de La Havane était peu appréciée. Non sans raison, de nombreux hommes politiques latino-américains considéraient que l'agression étasunienne à l'égard de l'Île ne conduisait qu'à pousser Fidel Castro dans les bras de l'URSS¹⁷, rendant de la sorte encore plus dangereuse la situation. Par ailleurs, la politique d'exclusion de Cuba de la famille latino-américaine, au cours de la réunion panaméricaine de Punta del Este, fut très mal vécue. Dans un premier temps, l'Équateur refusa d'emboîter le pas à Washington ; Quito ne le fit que sous la pression de ses propres militaires.

Ainsi, la coalition gouvernementale autour d'Arosemena montrait des signes de désintégration – d'autant que les communistes devaient être conscients « que l'Équateur n'est pas encore mûr pour une subversion communiste » –. Il convenait d'ajouter à cela la dégradation de la situation économique et financière¹⁸. Face à cette situation, l'Armée, « foncièrement anticommuniste », restait « l'arbitre de la situation » et on s'attendait à ce qu'elle intervienne à plus ou moins brève échéance.

En même temps, les « efforts sincères » du gouvernement Arosemena pour améliorer la situation sociale étaient reconnus. Ces mesures¹⁹ prises, « qui ne présentent pourtant pas un caractère marxiste suscitent néanmoins l'émotion et l'hostilité des milieux conservateurs traditionnels »²⁰. La situation intérieure, en particulier dans les campagnes, restait marquée par les *huasipungos* et l'expulsion des Indiens vivant sur les terres des grandes haciendas ; on

¹⁶ *Ibidem*, p. 2. En mai 1961, suite à ses prises de positions pro-castristes, Manuel Araujo Hidalgo fut écarté de ses fonctions. Cet événement facilita l'ascension d'Arosemena.

¹⁷ Quito, 2 février 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 72, p. 6 : MAE, Équateur 20.

¹⁸ *Ibidem*, p. 7. Le dollar était à 23 sucres.

¹⁹ Allègement des droits de douanes pour faciliter une baisse des prix des médicaments importés, réduction de 15 % des loyers, augmentation de 2 à 50 % des retraites versées par les assurances sociales, mise en route d'un programme de construction de 10.000 logements avec aide d'un prêt de 13,6 millions de dollars (une partie servant à l'amélioration de l'adduction d'eau à Quito et dans quinze municipalités rurales), programme d'alphabétisation avec construction de 11.000 salles de classes avec l'aide de l'UNESCO.

²⁰ Quito, 5 mars 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, n° 114, p. 3 : MAE, Équateur 20.

craignait la révolte de plusieurs communautés indigènes, et les propriétaires réunis à Cayambe s'étaient armés²¹.

Le 28 mars 1962, exprimant en cela une opinion partagée par la majorité du corps²², un groupe d'officiers supérieurs de Cuenca demanda officiellement la rupture des relations entre Quito et La Havane. Le spectre de l'intervention des militaires dans la vie publique planait, le précédent argentin était craint²³. Afin de calmer le chef de l'État-major, le président accepta la démission des ministres socialistes du Travail et du ministre du Développement ainsi que celui de l'Intérieur, « de tendance libérale, mais très discutée »²⁴. Arosemena souffrait désormais du même syndrome qui avait conduit son prédécesseur Velasco Ibarra à sa chute : « vouloir mener une politique modérée et certainement anti-communiste, alors que c'est dans une large mesure grâce aux forces d'extrême gauche qu'il a été amené au pouvoir »²⁵. Pris entre deux extrêmes, il craignait de passer aux réformes : à Punta del Este, l'Équateur avait voté en faveur de l'exclusion de Cuba de la famille américaine, mais il n'avait pas rompu ses relations diplomatiques avec La Havane ; quant à la réforme agraire, de peur de mécontenter les oligarchies, elle n'était pas décrétée²⁶. La coalition gouvernementale était donc disloquée et le président isolé : les conservateurs abandonnaient le gouvernement, seuls les nouveaux réformateurs de centre-gauche acceptaient de les remplacer²⁷. Cependant, la pression restait forte puisque l'hacienda Tengel, appartenant à une filiale de la United Fruit C°,

²¹ *Ibidem*, p. 3.

²² Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 167, p. 4 : MAE, Équateur 20.

²³ Paris, 9 avril 1962, Note sur l'Équateur, p. 1 : MAE, Équateur 39. Et Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 167, p. 1 : MAE, Équateur 20. À la même époque, en Argentine, alors que les formes et les représentations démocratiques perdurent officiellement, l'Armée contrôle, dicte et défait les gouvernements quand elle ne dépose pas les présidents de la République. Après le Sommet économique et social de Montevideo d'août 1961, le président argentin Frondizi se réunit avec *Che* Guevara, prétendant de la sorte devenir l'intermédiaire entre Washington et La Havane et jouer un rôle historique au sein de la communauté américaine. Le 18, les émissaires argentins entrent en contact avec Richard Goodwin, conseiller de Kennedy. Les services d'intelligence argentin sabotent l'initiative et une campagne d'intoxication est déclenchée par l'extrême droite et l'exil cubain qui produit une série de faux documents présentant des membres du gouvernement Frondizi comme des agents d'un complot castriste. En janvier 1962, Cuba est exclue de l'OEA. Sous la pression des militaires, Frondizi doit annuler des élections locales remportées par les péronistes. Le 29 mars, Frondizi est renversé et confiné en exil intérieur à Bariloche jusqu'en juillet 1963.

²⁴ Paris, 9 avril 1962, Note sur l'Équateur, p. 1 : MAE, Équateur 39.

²⁵ Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 167, p. 1 : MAE, Équateur 20.

²⁶ *Ibidem*, p. 2.

²⁷ Ceux du nouveau Frente Democrático Nacional.

d'une valeur de plus d'un million de dollars, était occupée par ses 800 employés qui demandaient son morcellement et sa vente aux travailleurs²⁸.

Arosemena proposa de soumettre la rupture des relations diplomatiques avec La Havane à « un référendum populaire, sous le contrôle de l'Armée »²⁹ ; mais le projet fut jugé anticonstitutionnel par le Tribunal suprême électoral³⁰ et refusé par les conservateurs et les chrétiens-démocrates. Désormais, comme l'écrivait l'ambassadeur Robert Valeur, la question des relations avec Cuba apparaissait comme « le catalyseur des forces politiques adverses du pays »³¹.

Craignant le coup d'État, Arosemena s'attaqua à l'extrême gauche³² ; il reçut de la sorte le soutien des États-Unis qui, dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès, ne pouvaient qu'accepter son esprit réformiste, d'autant que le 3 avril 1962 Quito avait rompu avec Cuba, la Tchécoslovaquie et la Pologne³³. Ainsi, avril 1962 vit l'annonce de dizaines de projets qui tendaient à laisser croire que, désormais, une dynamique « d'industrialisation et de réformes sociales » l'avait emporté³⁴. Mais derrière ceux-ci, au-delà de la lutte féroce

²⁸ Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 167, p. 4 : MAE, Équateur 20.

²⁹ Paris, 9 avril 1962, Note sur l'Équateur, p. 1 : MAE, Équateur 39.

³⁰ Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 167, p. 5 : MAE, Équateur 20.

³¹ *Ibidem*, p. 6.

³² Arrestation des guérilleros de Santo Domingo de los Colorados, en avril 1962.

³³ Analyse du message du président de la République de l'Équateur au Congrès national, le 10 août 1962, contenu dans la suite de la dépêche n° 385, Quito, 20 août 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 20.

³⁴ Rapport sur le mois d'avril 1962 qui suit la dépêche n° 167, Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 20. Dès la fin mars 1962, les États-Unis prêtèrent 13,6 millions de dollars pour la construction de 7.100 logements à Guayaquil et Quito et la construction d'égouts à Quito et en province. Le 6 avril, la Banque Interaméricaine de Développement de Washington octroya un nouveau prêt de 200.000 dollars pour l'étude de l'unification des chemins de fer équatoriens. Le 12 avril, les États-Unis donnèrent 6 centrales électriques, d'une valeur de 21 millions de dollars ; installées sur des navires, elles fourniraient plusieurs villes de la Côte. Le 13, un programme officiel - financé par l'Alliance pour le Progrès (APLP) - de construction de logements populaires était inauguré. Le 17, il fut décidé qu'une mission de techniciens étasuniens conseilleraient l'Équateur à réaliser des programmes de la APLP. Le 18, un contrat d'assistance technique sur deux ans vit l'apport par les États-Unis de 1,2 millions de dollars pour l'installation et l'équipement de 5 collèges techniques et le maintien de 12 experts. Le 19, un technicien du Surinam réalisa en Équateur des études sur la production et l'industrialisation de la banane. Le 20, on annonce que les États-Unis apporteront une aide économique et technique à l'École d'Administration de l'Université centrale de Quito. Le 24, les deux pays signent un accord d'aide technique destiné à la réforme de la législation fiscale ; avec un crédit étasunien de 220.000 dollars. Le 25, un cours permanent de spécialisation douanière est inauguré dans le cadre du point IV de la charte de l'APLP. Le 27, on annonce l'installation de services d'eau potable dans 5 municipalités, pour un coût de plus de 5 millions de dollars, toujours dans le cadre du point IV. Le 26, était annoncée l'arrivée d'une mission de la BID qui financerait les projets de développement scientifique et technique des

que provoquait la conquête des marchés, subsistait une réalité tout aussi poignante : « l'Équateur est l'un des pays les moins développés de l'Amérique du Sud ». Les statistiques le prouvaient. Car l'Alliance pour le Progrès avait entraîné la production d'une série d'études qui, enfin, livraient des chiffres et des données fiables :

Fig. 1 : Pyramide des revenus des groupes sociaux, revenus annuels et leurs pourcentages

Classe sociale	Nombre de personnes	Pourcentage de la population	Sucres annuels par personne
Aisée	50.000	1,1%	26.721
Moyenne	889.000	20,7%	2.606
Pauvre	2.851.000*	79,5 %	1.334

* dont plus d'un million d'Indiens dont le revenu est de 450 sucres / an / personne, soit 20 us \$³⁵.

Si pour l'ambassadeur français le revenu d'un million d'Indiens était « effarant », il n'oubliait pas de remarquer que « la soi disante [sic] classe moyenne, traditionnellement considérée comme un rempart contre le communisme »³⁶, avait un revenu inférieur à 120 us\$... la réalité offrait des « arguments pour la propagande fidéliste et communiste qui a beau jeu de dénoncer les "oligarchies" »³⁷.

Face à cela, à un mois des élections du 3 juin 1962, la classe politique était divisée par de vaines querelles. Les conservateurs et les chrétiens-sociaux qui n'étaient « séparés que par la question de la laïcité » et les libéraux refusaient de s'allier au centre gauche du FDN qui, selon toute vraisemblance, face à ces divisions, allait remporter les élections. Mais il n'était pas sûr que,

universités et des écoles du pays et d'une mission de l'Unesco pour étudier le financement d'un plan quinquennal de construction d'écoles pour un montant de 40 millions de dollars. Le 18, la Junte monétaire autorisait la Banque centrale de Quito à signer un accord de stabilisation du sucre avec le FMI. Le 20, l'Allemagne fédérale attribuait 5 millions de sucres pour la réalisation d'un collège technique industriel à Manta, et le 27, elle envoyait deux experts du logement bon marché. Le 25, le Japon signalait l'envoi d'une mission technique pour l'électrification du pays. À cela s'ajoutait l'octroi, depuis le début de mars 1962, d'une aide militaire étasunienne de 2.256.000 dollars.

³⁵ La réalisation est nôtre, sur la base des données contenues dans le Rapport sur le mois d'avril 1962 qui suit la dépêche n° 167, Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 20.

Remarquons que, de nos jours, en France, 1 % de la population détient 17 % du patrimoine, 5 % ont 35 %, 10 % 48 % et 50 % 93 %. Les 10 % des Français les mieux dotés détiennent un patrimoine 205 fois supérieur à celui des 10 % les moins riches. La différence entre les avoirs des 10 % les mieux dotés et des 10 % les moins bien lotis est en hausse de plus de 30 % entre 2004 et 2010 (Données INSEE, 2011).

³⁶ Rapport sur le mois d'avril 1962 qui suit la dépêche n° 167, Quito, 2 avril 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 20, p. 5.

³⁷ *Ibidem*, p. 6.

seuls, ils parviendraient à mettre en œuvre le « programme d'industrialisation et de réformes sociales qui [...] peut sauver le pays d'une subversion castriste »³⁸, d'autant que, comme le signalait un éditorial de presse, « il ne reste plus beaucoup de temps »³⁹.

Cependant, la rupture des relations diplomatiques avec Cuba n'apporta pas le calme escompté ; plus encore, les troubles provinrent de la droite et de l'institution militaire⁴⁰. Le pouvoir civil affirma son autorité vis-à-vis des Forces armées qui avaient imposé la rupture avec La Havane, et, tout en assurant ses positions, il se rapprocha de la droite en nommant à la Défense le ministre des Affaires étrangères, le conservateur catholique Francisco Acosta, et des personnalités peu marquantes, sans rôle politique prépondérant, des libéraux et des indépendants. L'Armée ne réagit pas outre mesure, attendant le résultat des élections⁴¹. Grâce à ce coup politique d'une certaine envergure, Arosemena « dont l'ambition est de rester à la présidence », dépasse les considérations « idéologiques et de parti » et prétend de la sorte se maintenir au pouvoir en y invitant des personnalités conservatrices ou modérées dont on suppose qu'elles seront les vainqueurs des élections du 3 juin⁴².

³⁸ *Idem.*

³⁹ *El Comercio*, 28 avril 1962 (éditorial).

⁴⁰ Le 16 mai 1962, le ministre de la Défense, le lieutenant-colonel en retraite Francisco Tamariz, démissionne alors que le commandant en chef de l'Armée, le colonel Arregui Viteri est nommé attaché militaire à Paris et le colonel Hernán Valdés à Buenos Aires. Il semble donc que l'Armée a tenté des pressions sur le gouvernement civil qui se défend en éloignant les personnalités « dangereuses » et affirme son autorité vis-à-vis des Forces armées qui ont imposé la rupture avec La Havane. Le 18 mai, le Dr Alfredo Albornoz démissionna de ses fonctions de ministre de l'Intérieur. Il est suivi, le 19 mai, par 3 ministres - Économie, Prévoyance sociale et Développement - du Front Démocratique National. En fait, le FDN se retire dans l'espoir d'apparaître détaché d'Arosemena afin de pouvoir s'imposer plus encore après les élections du 3 juin qu'il est sûr de remporter. D'une façon plus générale, voir : Quito, 21 mai 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 253, 3 p. : MAE, Équateur 20.

⁴¹ Quito, 21 mai 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 253, p. 2 : MAE, Équateur 20.

⁴² *Ibidem*, p.3.

Or, au cours de ces élections, le FDN s'effondre, la gauche disparaît⁴³ et les conservateurs remportent la majorité (32 des 73 sièges du Parlement). Il en va de même pour les élections municipales⁴⁴. Dès lors, la gauche poursuit sa lutte politique par d'autres moyens, notamment la grève⁴⁵, d'autant que, suite aux consignes d'abstention lancées par l'extrême gauche, la proportion d'abstentionnistes atteint 45 % de l'électorat⁴⁶. Face à cela, la droite organise des syndicats « libres » qui accaparent les festivités du 1^{er} mai, pendant que les syndicats catholiques assistent en masse, place San Francisco, à une messe officinée par le cardinal Torres⁴⁷.

1. 2. L'action des États-Unis

En réalité l'avenir de l'Équateur est préparé longtemps à l'avance puisque l'armée étasunienne est sur le point de lancer un programme d'aide dans la république du centre du monde. Les États-Unis envisagent une coopération militaire avec les forces armées locales à travers des projets concernant le développement économique et social. Une équipe de trente-neuf membres de l'armée des États-Unis et 1,5 million de dollars provenant des fonds d'assistance étasuniens doivent aider l'armée équatorienne et 10.000 travailleurs civils volontaires (*laborers*) pour construire des canaux, des routes, un terrain d'aviation, une école et l'adduction d'eau d'une ville. Telle était l'action civique envisagée par le Pentagone contre le sous-développement. Il s'agissait d'améliorer

⁴³ Dan Kurzman (Staff Reporter), « Far-Left Dealt Severe Blow in Ecuador Voting »: *The Washington Post*, Tuesday, June 12, 1962. L'article résume parfaitement la personnalité complexe d'Arosemena : « This attitude stemmed from long personal friendships with leading Communists, and also from desire to assert Ecuador's independence from U.S. influence, though he has eagerly embraced the Alliance of Progress ». Selon l'article, le FDN avait quitté le gouvernement parce qu'il considérait que la purge contre les Rouges n'avait pas été assez poussée. Kurzman affirmait aussi que si Arosemena ne réussissait pas à trouver un accord avec les conservateurs, il ne pourrait se maintenir longtemps au pouvoir. En juin-juillet 1961, afin de montrer son indépendance, Arosemena avait faussé compagnie à l'ambassadeur des Nations Unies, Adlai Stevenson, en visite officielle en Équateur, en partant le jour même de son arrivée en voyage officiel à Moscou, manière - sans doute peu habile - d'affirmer son indépendance politique.

⁴⁴ Quito, 4 juin 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 274, 3 p. : MAE, Équateur 20.

⁴⁵ *L'information latine* de juillet 1962 rapportait la fin de la grève des enseignants à l'approche de la période des examens et l'arrestation de 22 personnes de gauche suite à des manifestations près du palais présidentiel, parmi lesquelles Victor Zúniga, dirigeant des travailleurs de gauche, Jorge Rivadeneira, dirigeant communiste, Gustavo Herdoiza, dirigeant vélazquiste, et Carlos Rodríguez, dirigeant communiste. Par ailleurs, des grèves avaient éclaté dans la province de Manabí.

⁴⁶ Quito, 4 juin 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 320, p. 3: MAE, Équateur 20.

⁴⁷ Quito, 4 mai 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 222, p. 1: MAE, Équateur 39.

les conditions économiques et sociales des pays menacés par le communisme en utilisant leurs forces militaires dans un large spectre de projets concernant les travaux publics, l'agriculture, la santé, l'assainissement, les communications et les transports. Selon les officiers de l'armée des États-Unis, le but était double : faire travailler les armées locales (notamment là où elles étaient les seuls organismes possédant l'équipement pour réaliser de tels travaux de génie, en particulier dans les zones troublées) afin qu'elles engrangent la sympathie de la population face aux insurgés, en la convainquant de la sorte que l'Armée travaille pour son bien⁴⁸. Telles étaient les motivations qui poussaient les *Military Peace Corps* à agir. Par l'entremise des forces militaires étasuniennes, le gouvernement de Washington avait déjà développé à la même époque ce type d'action dans le Sud-est asiatique.

En janvier 1962, à la demande du gouvernement de Quito, une équipe d'officiers de l'armée des États-Unis débarqua en Équateur. Suite à une tournée dans des zones rurales, elle recommande douze projets d'amélioration. Un groupe de militaires attachés à la Mission militaire des États-Unis à Quito aidera l'armée équatorienne à entraîner et à encadrer les 10.000 volontaires non payés qui travailleront dans des projets locaux. Le Pentagone s'engage à fournir l'équipement, et l'Agence internationale pour le Développement (AID), les matériaux de construction, les carburants et les fonds opérationnels ; d'autres plans devaient suivre.

1. 3. Difficultés et obstruction du pouvoir législatif

Le 10 août 1962, l'ouverture du nouveau Congrès fut marquée par des actes violents. Le député Luis Félix dégaina son revolver, sans doute pour donner plus de poids à sa diatribe contre l'ex-président Ibarra⁴⁹. Pour Robert Valeur, l'ambassadeur français, cela laisse mal augurer des travaux à venir : « Une fois de plus, dans ce pays, les passions politiques et les querelles de personnes risquent de prendre le pas sur le travail législatif au moment précisément où le Parlement doit voter des réformes de structures comme la

⁴⁸ « U.S. Army Aid Plan To Start in Ecuador » : article découpé de la presse étasunienne conservée sans mention de date, et contenu à la suite de : Quito, 4 juin 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 274 : MAE, Équateur 20.

⁴⁹ Exilé à Buenos Aires, dont il ne reviendra qu'en 1979, après le décès de son épouse à la suite d'une chute en descendant d'un autobus urbain, Velasco Ibarra est accusé ce jour-là d'avoir négocié avec les États-Unis, pour une valeur de 700.000 dollars, l'achat de matériel de transport militaire qui se révélera être périmé et en grande partie inutilisable. Cette affaire fut nommée par la presse *l'affaire de la Chatarra*.

réforme agraire et la réforme fiscale »⁵⁰ qui sont intégrantes de la supposée réussite du plan de l'Alliance pour le Progrès. Cette incapacité des forces de droite à faire preuve d'une attitude moderne était d'autant plus navrante que ni le Parlement, ni le Sénat ne comportaient un seul représentant communiste. Le représentant français Valeur, qui rêvait que les assemblées soient capables de trouver « de substantielles majorités pour élaborer un programme de réformes économiques et sociales, seul remède au danger d'une révolution à la Castro », en conclut que « ce qui se passe actuellement au Congrès équatorien est à faire désespérer de jamais voir les dirigeants du pays, si intelligents et capables que soient nombre d'entre eux, faire face résolument à leurs responsabilités nationales devant l'ennemi qui épie leurs errements et applaudit leur désunion ». En élargissant sa réflexion à l'ensemble continental, il affirmait : « Cette observation semble d'ailleurs s'appliquer, *mutatis mutandis*, à d'autres pays de l'Amérique latine »⁵¹. Les conflits de personnes et d'intérêts prenaient le pas sur les conflits produits par de réelles différences idéologiques.

Pour appuyer sa réflexion, l'ambassadeur français en arrive à citer volontiers l'analyse de l'hebdomadaire communiste *Mañana* : « les groupes majoritaires du Congrès sont les conservateurs et le Front Démocratique National, ce qui signifie, d'un côté, la droite terrienne et féodale et, de l'autre, la droite commerciale et financière »⁵². Attachés à « la défense de leurs privilèges, et, si ce n'était la révolution cubaine et les admonestations des États-Unis, ils seraient peu disposés », comme le lui avait rapporté un conservateur, « "à voter des lois dirigés contre leurs propres intérêts" »⁵³. L'Équateur apparaissait à cet égard comme un parfait microcosme qui reproduisait exactement les conditions générales de l'ensemble latino-américain.

Dans ces conditions, Arosemena, dont l'habileté politique était notoire, pouvait finalement escompter parvenir à surmonter les obstacles qu'offrait la nouvelle assemblée et se maintenir au pouvoir. Son récent voyage aux États-Unis, fin juillet 1962, avait renforcé sa situation politique, et Washington observait avec intérêt et bienveillance son évolution politique vers la droite, d'autant que l'Armée le contrôlait parfaitement puisqu'elle avait réussi à le faire rompre avec La Havane⁵⁴.

⁵⁰ Quito, 14 août 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 372, p. 1-2 : MAE, Équateur 20.

⁵¹ *Ibidem*, p. 2.

⁵² *Mañana* (Quito), 9 août 1962.

⁵³ Quito, 14 août 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 372, p. 2 : MAE, Équateur 20.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 6.

Preuve de ce redressement présidentiel, au cours de la séance d'ouverture parlementaire du 10 août, Arosemena dresse un excellent tableau, certes « parfois tragique », de la situation nationale qui souffre de « l'absence d'un programme de réformes suffisamment radical et vraiment coordonné ainsi que des ressources nécessaires à son exécution ». Mais il existait « surtout, l'indifférence, l'égoïsme et le manque de sens civique des Équatoriens »⁵⁵ que le chef de l'État souligne à maintes reprises.

Le président présente un tableau sombre de la situation financière, bien qu'elle se soit améliorée si on la compare au lourd passif laissé par son prédécesseur : « la réforme des impôts sur le revenu, les successions, legs et donations est une bonne mesure, mais rien ne sera vraiment résolu tant que n'existera pas un minimum d'honnêteté tant chez les agents du fisc que chez les contribuables », conclut l'ambassadeur français.

Arosemena dénonce la misère dans laquelle vivent les Équatoriens moyens : des taudis dans les villes, des cabanes dans les campagnes ; il en va de même avec l'analphabétisme et « l'un des taux de maladie les plus élevés de l'Amérique latine ». Quant à la sécurité sociale, elle ne bénéficie qu'à 181.000 salariés sur 4,5 millions d'habitants⁵⁶... L'opinion publique n'est pas insensible à ces propos. Les grands quotidiens se félicitent de la brièveté et de la pondération d'un discours plein de chiffres qui contraste particulièrement avec ce que l'on a pu entendre de la part de ses prédécesseurs (dixit *El Universo* de Guayaquil). Pour *El Comercio* de Quito, si « le pays était pratiquement paralysé [...] la nation avait repris sa marche vers le progrès »⁵⁷.

Le problème de Cuba surgit encore et il va, de façon inattendue, rapprocher la France et l'Équateur. On l'a vu, Arosemena avait voulu, avant la conférence de Punta del Este, soumettre la rupture des relations avec La Havane à un référendum populaire sous le contrôle de l'Armée ; le Tribunal suprême électoral a décrété que ce type de consultation est anticonstitutionnel. Aussi Arosemena demande-t-il à la Chambre d'envisager la possibilité d'introduire le plébiscite dans la Constitution équatorienne, d'autant que des nations avancées d'Europe et d'Amérique y avaient recours en cas de crise aiguë. Il cite le cas de la France face au problème algérien et celui du Brésil où le peuple a été consulté pour choisir entre le système parlementaire et le système présidentiel.

⁵⁵ Quito, 20 août 1962, Robert Valeur à Couve de Murville, dépêche n° 385, p. 1 : MAE, Équateur 20.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 2.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 3 : MAE.

1. 4. La situation économique

En 1961, la production pétrolière avait augmenté de 6,7 %, et les mines de charbon de Biblián, si les prévisions se révélaient exactes, devaient changer la physionomie du pays⁵⁸. Arosemena se livre donc à un travail consciencieux de préparation de l'avenir national qui correspond aux attentes de la partie la plus éclairée de la bourgeoisie équatorienne et des objectifs de l'Alliance pour le Progrès.

Arosemena considérait désormais que les Forces armées, « imbues d'un esprit constitutionnaliste », le soutiendraient tant qu'il n'y aurait pas de désordres graves⁵⁹. Or, pour le président de la République équatorienne, le principal obstacle était toujours le Parlement dont il critiqua certains députés dont les « tendances anarchisantes » obstruaient les débats et empêchaient la ratification des 20 millions de dollars de prêts pour la construction d'habitations à bon marché et le développement industriel du pays⁶⁰. Des députés vélasquistes demandèrent alors l'inscription au débat des déclarations du chef de l'État jugées « comme offensantes pour la législation ». On assistait là à l'action typique d'une bourgeoisie dont l'égoïsme conduisait à l'échec du plan de réforme nécessaire dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès. En trois semaines, les législateurs n'avaient fait œuvre positive qu'une seule fois, en approuvant le prêt de 5 millions de dollars de l'AID pour le développement de l'industrie⁶¹. Cette bourgeoisie se contentait d'encaisser les prêts extérieurs sans procéder aux réformes structurelles nécessaires pour assurer l'avenir du pays. Analysant les « pénibles débats » concernant « l'affaire de la *chatarra* », l'ambassadeur français observait : « ce conflit stérile entre le législatif et l'exécutif est d'autant plus inquiétant qu'il se déroule sur le fond de tableau peu rassurant de l'économie du pays »⁶².

Clemente Yerovi, le président de la Junte de Planification économique, avait beau, à l'instar du président lui-même, rappeler l'« immobilisme » des forces productives nationales, le revenu mensuel moyen du travailleur équatorien était de 139 sucres en 1950 et de 162 en 1961, alors que la hausse du coût de la vie avait dévoré cette maigre augmentation. Quant à l'augmentation de la production agricole, elle avait été compensée par la chute

⁵⁸ *Ibidem*, p. 4.

⁵⁹ Quito, 3 septembre 1962, n° 191 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

⁶⁰ *Idem* ; propos de Arosemena lui-même.

⁶¹ *Ibidem*, p. 4.

⁶² *Idem*.

des prix mondiaux qui, pendant le même espace temporel, avait vu le prix du café chuter de 55 à 28 dollars⁶³. La conclusion de l'ambassadeur était sans appel : « cette instabilité politique, combinée avec l'indifférence, l'égoïsme et le manque de civisme des classes dirigeantes explique que l'Équateur, qui pourrait facilement nourrir vingt millions d'habitants, laisse plongés dans la plus noire misère une bonne partie de ses quatre millions et demi d'habitants »⁶⁴. Valeur remarquait encore que la crainte d'une « révolution de type castriste » avait « amené les classes possédantes à accepter quelques sacrifices de principes » mais, pour l'heure, ni la réforme des impôts – que l'Alliance pour le Progrès considérait indispensable puisqu'elle serait la pourvoyeuse des capitaux nécessaires à la création d'une infrastructure de production capable de sortir les pays latino-américains du sous-développement⁶⁵ – ni la réforme agraire n'étaient sur la voie de la réalisation, alors qu'on en parlait tant.

Or, déjà, on remarquait que « les classes possédantes, dans la crainte [...] d'une révolution », avaient exporté leurs capitaux, « notamment en Suisse et à New York », aggravant de la sorte la situation. Cette fuite de capitaux représentait approximativement « ce que l'Équateur a reçu ou recevra éventuellement au titre du programme de *l'Alliance pour le Progrès* »⁶⁶, ce qui augmentait les possibilités de son échec et conduisait Arosemena à rappeler que « le salut du pays réside dans ses propres efforts ».

Face à la mauvaise volonté politique du Congrès, qui rechignait à discuter et à adopter les réformes que la présidence proposait dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès, apparaissaient des grèves produites par le mécontentement populaire⁶⁷. En septembre 1962, irrité par l'attitude négative du Congrès depuis l'ouverture de la session parlementaire et son hostilité à son égard, Arosemena prononça un discours incendiaire qui en étonna plus d'un : « Je me f... que le Congrès national me destitue ; Guayaquil est mon bastion et je sais qu'il sera nécessaire de faire disparaître cette ville avant que soit renversé un président *guayaquileño* [...] Si, demain, lorsque je retournerai à Quito, il m'arrive quelque chose, je vous invite à enlever mon cadavre, à mettre à feu la République [...] afin que, sur ses cendres vous construisiez une

⁶³ *Ibidem*, p. 5.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 6.

⁶⁵ Levinson y Onís (1972).

⁶⁶ Quito, 3 septembre 1962, n° 191 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 6 : MAE, Équateur 41.

⁶⁷ Quito, 27 septembre 1962, n° 431 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

patrie digne de vous tous »⁶⁸. Mais c'était aussi, et surtout, une manière de rappeler la rivalité historique entre Guayaquil et Quito, c'est-à-dire entre une bourgeoisie productive et la bureaucratie administrative de la capitale.

Face à ce morceau oratoire « surprenant, inusité et hyperbolique »⁶⁹, les conservateurs accusèrent le président de faire ressurgir le spectre du régionalisme qui risquait de déchirer l'unité nationale. Arosemena dut le lendemain démentir toute velléité de ce type⁷⁰. Plus sage, la presse considérait dans son ensemble qu'il était facile de disqualifier Arosemena mais que personne ne pouvait le remplacer, certainement pas son vice-président compromis dans un scandale d'achat d'armement⁷¹. Quant aux Forces armées, elles considéraient, elles aussi - comme une partie de la presse -, que disqualifier le président était ouvrir la porte à la dictature communiste qui ne tarderait pas à s'installer. De sorte que l'institution militaire, qui avait déjà soutenu le président au moment de la crise ministérielle du 25 août, publiait le 24 septembre un communiqué officiel où elle affirmait vouloir défendre l'ordre constitutionnel et refusait tout aventurisme⁷². Le document fut lu à l'Assemblée par le député aroséméniste Morán Lucio, ce qui participa à calmer les esprits. Autre soutien de taille, le gouvernement équatorien reçut de Washington un prêt de 7 millions de dollars pour combler le déficit budgétaire. Le geste contribua grandement à renforcer la position présidentielle, alors même que dans la nuit du 26 au 27 septembre 1962, après des « attaques d'une violence inouïe » et des accusations « d'ivrognerie », une motion de disqualification fut rejetée par 64 voix contre 33⁷³.

Le soutien des Forces armées avait empêché le gouvernement d'être renversé, mais le calme n'était qu'apparent puisque le 7 novembre 1962, au cours de la session annuelle, le Congrès national, qui pourtant « dans sa quasi-unanimité, est anticommuniste »⁷⁴, s'était perdu dans « de stériles

⁶⁸ *Ibidem*, p. 2.

⁶⁹ Selon les mots de l'éditorial d'*El Comercio*, pro gouvernemental.

⁷⁰ Quito, 27 septembre 1962, n° 431 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

⁷¹ *El Telégrafo* (Guayaquil) in Quito, 27 septembre 1962, n° 431 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

⁷² Quito, 27 septembre 1962, n° 431 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

⁷³ *Ibidem*, p. 4.

⁷⁴ Quito, 12 novembre 1962, n° 534 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

débats de politique partisane », alors que le problème fondamental du pays était « de s'opposer au danger de la subversion communiste » par l'adoption d'un vaste plan de réformes économiques et sociales tel que le requerrait le cahier des charges de l'Alliance pour le Progrès. Ainsi, le Congrès s'était séparé sans avoir entamé la discussion de la réforme agraire, la réforme fiscale et la réforme administrative⁷⁵. Alors même que, le 9 novembre, le Comité équatorien de l'Alliance pour le Progrès déclarait que « si l'Équateur ne met pas immédiatement en route la réforme agraire, la réforme fiscale et la réforme administrative, il perdra toutes les occasions d'obtenir des crédits internationaux alors que l'Alliance pour le Progrès en a de disponibles et en qualité suffisantes »⁷⁶.

En septembre, la « majorité antigouvernementale » avait tenté de renverser le chef de l'État en le déclarant inapte à l'exercice de ses fonctions. Ce fut la plus violente remise en question de sa personne. La presse avait cependant défendu le président. Le représentant français notait que la lutte entre le pouvoir exécutif et le législatif représentait « l'éternel problème de l'équilibre des pouvoirs que les démocraties latino-américaines [...] semblent incapables de résoudre »⁷⁷. Pour sa part, *El Comercio* remarquait que s'il ne convenait pas que le Parlement soit un simple appendice de l'Exécutif, « il ne faut pas davantage qu'il s'érige en barricade afin de mener une lutte implacable contre ce dernier »⁷⁸.

Dans son message du 10 août, en se référant au problème algérien, Arosemena avait fait une allusion à un intérêt pour le système constitutionnel que la V^e République française avait mis en place, notamment concernant le recours possible au référendum. Car, dans son conflit latent avec le Congrès, le président ne pouvait s'appuyer directement sur la population ; seul l'appui de l'Armée semblait lui être acquis⁷⁹.

Par ailleurs, mécontent de l'aide que l'Armée avait apportée au président, en représailles, le Congrès refusait de se réunir pour entériner la promotion de 24 officiers⁸⁰. Le Parlement ne retrouvait son unité que quand il

⁷⁵ *Idem.*

⁷⁶ *Ibidem*, p. 6.

⁷⁷ *Ibidem*, p. 2.

⁷⁸ Organe connu pour « sa modération et ses sentiments démocratiques » aux dires de l'ambassadeur français : Quito, 12 novembre 1962, n° 534 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 3.

⁸⁰ *Idem.*

convenait d'adopter une « résolution approuvant les dispositions prises par le Chef du Gouvernement des États-Unis pour la défense de la civilisation occidentale »⁸¹.

1. 5. Une situation économique difficile

La non-intervention directe des États-Unis à Cuba avait « grandement aggravé l'inquiétude qui règne en Équateur depuis la révolution castriste », en jetant le trouble sur la volonté réelle des États-Unis d'empêcher, par la force, « toute nouvelle tentative de subversion au sud de Rio Grande »⁸². Ainsi, la fuite des capitaux nationaux s'accroissait, et on remarquait « une répugnance [...] des classes possédantes à investir dans le pays afin de contribuer à son développement économique et, par voie de conséquence, à l'élévation du niveau de vie qui, seul, à longue échéance, permettrait d'enlever à la propagande communiste son arme principale »⁸³, car ce manque de capitaux contribuait à empêcher le bon fonctionnement des projets de l'Alliance pour le Progrès.

Parallèlement, la popularité de Castro était en chute, d'autant que les négociations directes entre Kennedy et Khrouchtchev avaient refroidi les ardeurs des pro-castristes. Le sucre avait ainsi gagné quelques points sur le marché libre, augurant d'un léger retour de la confiance ; le ministre du Trésor espérait même un retour progressif des capitaux expatriés⁸⁴.

Fig. 2 : *Mouvements commerciaux*⁸⁵

	Les exportations de l'Équateur atteignaient	Les importations de l'Équateur atteignaient	Excédent de la balance commerciale
De janvier à septembre 1961	72.615.000 us\$	85.025.000 us\$	14.359.000 us\$
De janvier à septembre 1962		70.666.000 us\$	4.799.000 us\$
au 31 décembre 1962	116.918.000 us\$	97.837.000 us\$	solde positif de 19.081.000 us\$

À son arrivée au pouvoir, en novembre 1961, le gouvernement fit face à un déficit budgétaire de 800 millions de sucres ; la réserve monétaire

⁸¹ *Ibidem*, p. 4.

⁸² *Idem*.

⁸³ *Idem*.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 5.

⁸⁵ Quito, 12 novembre 1962, n° 534 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 et 2 : MAE, Équateur 41.

atteignait son niveau le plus bas, passant de 569 à 307 millions de sucres⁸⁶. La balance des comptes était déficitaire de 15 millions. L'augmentation des impôts et la dévaluation du sucre avaient fini par mécontenter la nation.

En 1962, la réserve monétaire s'élevait à 592 millions de sucres, un niveau jamais atteint. La balance des comptes marquait un actif de 12 millions. Les experts financiers internationaux qui avaient visité l'Équateur affirmaient que, désormais, le pays était en état de se développer rapidement, d'autant que le sucre voyait sa cotation remonter à New York. Mais la liste des tâches à entreprendre, dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès, était longue⁸⁷. Dans son discours de fin d'année, le président Arosemena affirma que si 1962 avait été l'année de la récupération, 1963 serait une année décisive. Ces bons résultats étaient principalement dus aux mesures d'austérité qu'il avait introduites, notamment la restriction des importations qui avait permis un assainissement de la balance des paiements et, par conséquent, une hausse du sucre, « phénomène probablement unique en Amérique latine »⁸⁸.

Fig. 3 : Accumulation de devises

Augmentation des réserves de devises au 31 octobre...	1961 : 350.000.000 sucres ⁸⁹	1962 : 539.200.000 sucres	Différence = + 189.200.000 sucres
---	--	------------------------------	--------------------------------------

Les classes possédantes se montraient rassurées par l'attitude des États-Unis face à Cuba ; la Banque centrale prétendait même observer un « retour progressif de la confiance » qui avait ramené des capitaux. Mais, face à cet optimisme, l'ambassadeur français se montrait plus critique : « le pays reste désespérément pauvre ». Et certaines provinces possédaient une économie précaire. Après les grèves des provinces de Carchi et de Manabí, les travailleurs de celle de Cañar avaient arrêté le travail, attirant l'attention du gouvernement sur leur province affectée par la mévente des *toquillas*. Mais, pour le représentant français, le plus urgent restait la mise en place des grandes réformes, agraire, fiscale et administrative, et il espérait que 1963 serait l'année où, en dépassant de vaines querelles politiques, les partis

⁸⁶ Quito, 7 janvier 1963, n° 13 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

⁸⁷ *Ibidem*, p. 2.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 3.

⁸⁹ En février 1963, le sucre est coté à 21,50 dollars, contre 23 à l'automne 1962 : Quito, 3 février 1963, n° 65 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

travailleraient « au développement économique du pays et à l'amélioration des conditions de vie des masses populaires »⁹⁰.

Pourtant, le 27 décembre 1962, le Congrès devait se réunir pour destituer le président, suite à l'incident du 22 décembre. Mais les 2/3 des législateurs (83 voix) n'étaient pas favorables à la convocation. Par ailleurs, les Forces armées n'étaient pas favorables à la destitution⁹¹.

En concluant son analyse de l'amélioration de la situation économique et, par conséquent, politique de l'Équateur en 1962, l'ambassadeur français affirmait qu'il convenait désormais que le président Arosemena, qui « malgré ses défauts » avait fait preuve d'une gestion des affaires publiques « marquée par la modération et la raison », ne suscitât pas « par son intempérance, de nouveaux incidents qui risqueraient de replonger l'Équateur dans le chaos »⁹². Propos prémonitoires qui montraient l'excellence du suivi et de l'analyse des affaires équatoriennes...

Le début de 1963 fut marqué par une série de rumeurs concernant un supposé développement de « l'action communiste » en Amérique latine, même si la réalité en Équateur ne dépassait pas le lancement d'un cocktail Molotov contre la radio *Panamericana*⁹³.

1.6. La répression anticommuniste

La répression qui s'abattit sur le dirigeant communiste Manuel Araujo Hidalgo, ancien ministre de l'Intérieur, qui fut arrêté avec quatre de ses compagnons, prouvait l'obsession de l'infiltration subversive dans laquelle le pays vivait et constituait une action typique de la Guerre froide. Ainsi, le 9 janvier, la presse publia un texte rédigé par l'OEA en décembre 1962, qui dévoilait le plan gouvernemental équatorien de lutte contre la subversion. En même temps, la police accusait les communistes d'infiltrer les syndicats catholiques. Et, le 22 janvier, à Guayaquil, elle effectua une perquisition au siège de l'Union Révolutionnaire des Jeunesses Équatoriennes, arrêtant dix-sept personnes dont quinze lycéens⁹⁴.

⁹⁰ Quito, 7 janvier 1963, n° 13 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

⁹¹ Quito, 26 décembre 1962, télégramme n° 79 AM, signé Valeur : MAE, Équateur 41.

⁹² Quito, 7 janvier 1963, n° 13 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

⁹³ Quito, 3 février 1963, n° 65 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

⁹⁴ *Ibidem*, p. 3.

En ce début de 1963, l'ambassade des États-Unis se plaisait à rappeler que l'assistance de Washington, dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès, s'élevait en 1962 à 30.731.000 us\$, dont 8.498.000 sous la forme de prêts non remboursables, soit au total plus d'un quart du budget national⁹⁵. Le 1^{er} février, le nouveau port de Guayaquil fut inauguré, un investissement de 17 millions de dollars remporté par la firme étasunienne Raymond⁹⁶. Les navires seraient désormais chargés à quai, sans avoir recours aux chalands et aux gabares. Une augmentation du volume des exportations équatoriennes était donc prévue. De la même façon, cinq des principaux collèges techniques équatoriens allaient être équipés gratuitement par les États-Unis jusqu'à concurrence de 800.000 dollars. La République fédérale allemande prendrait à sa charge la construction d'une école technique à Quito et on supposait que la France serait sollicitée pour apporter une aide à la création et au fonctionnement d'une école technique à Santo Domingo de los Colorados et d'une section technique du collège de Manta⁹⁷.

« Arguant de la stabilité politique et monétaire du pays », le 4 janvier, le ministre du Développement lança « un appel aux techniciens et capitaux étrangers pour accélérer l'industrialisation de l'Équateur »⁹⁸. Cependant, face à cette volonté de développement, Valeur regrettait, une fois encore, que les grandes réformes structurelles proposées par l'Alliance pour le Progrès restent lettre morte.

Le calme qui régnait depuis octobre 1962 fut mis en difficulté dès le mois d'avril : les exportations baissaient, les importations augmentaient, les réserves monétaires s'amenuisaient, le coût de la vie augmentait et les difficultés de trésorerie de l'État retardaient de plusieurs semaines le paiement des fonctionnaires ce qui provoquait un mécontentement qui avait déjà conduit à la grève des instituteurs et des cheminots⁹⁹.

En même temps on assistait à une recrudescence de l'activité de la guérilla que l'on disait être dirigée par le Parti socialiste révolutionnaire, « dont

⁹⁵ *Idem*. Le budget de l'année 1963 s'élevait à 2.012.647.000 sucres : Quito, 12 novembre 1962, n° 534 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

⁹⁶ Depuis Levinson et Onís, l'histoire économique critique moderne a montré comment, suite à la crise économique qui sévissait aux États-Unis depuis le milieu des années 1950 et qui atteint son paroxysme en 1963, en Amérique latine, les grands contrats étaient vitaux pour empêcher des chutes d'activité qui auraient pu conduire certaines grandes entreprises étasuniennes au dépôt de bilan.

⁹⁷ Quito, 3 février 1963, n° 65 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

⁹⁸ *Idem*.

⁹⁹ Quito, 10 avril 1963, n° 164 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

l'attitude idéologique évolue entre Moscou et Pékin »¹⁰⁰, mais d'obédience castriste, et l'Union révolutionnaire de la jeunesse équatorienne curieusement pro chinoise, numériquement peu nombreuse mais très active. Au contraire, le Parti communiste, numériquement plus important, et qui, sans doute parce qu'il craignait de se faire doubler sur sa gauche, avait été contraint de « se rallier au programme d'action préconisé par les deux autres groupes », participait à leurs actions¹⁰¹. On s'attendait même à une action subversive de grande envergure pour le mois de juin ou de juillet, au point que l'ambassadeur des États-Unis avait confié à son homologue français qu'il renonçait à son voyage à Lima prévu pour la fin avril¹⁰².

D'autant plus que l'on accusait Arosemena de freiner la lutte contre la subversion et de ménager l'extrême gauche – qui comprenait moins de dix mille militants¹⁰³ – en faisant libérer Manuel Araujo. La police était démoralisée et la popularité du chef de l'État en baisse. Restait l'inconnue que serait l'attitude des Forces armées, divisées entre les trois armes mais toujours « opposées à l'instauration d'une dictature d'extrême gauche »¹⁰⁴. Des conversations qu'il avait maintenues avec des officiers, l'ambassadeur français retirait que, chez les officiers « les plus intelligents », il existait « une désaffection croissante pour les institutions parlementaires »¹⁰⁵ et ils ne cachaient pas « leur dégoût de voir les trois grands partis politiques, les Libéraux, les Chrétiens-Sociaux et les Conservateurs, se déchirer dans de vaines querelles de personnes et de clochers au lieu de travailler, coude à coude, aux réformes administratives, fiscales et sociales qui sont le seul véritable antidote contre le péril communiste »¹⁰⁶. Et au représentant français d'ajouter : « le respect traditionnel de ces officiers pour la constitutionnalité, respect inculqué dans les stages qu'ils ont suivis aux États-Unis, s'effrite. Ils sont anticommunistes mais réformistes et l'exemple de Nasser les inspire »¹⁰⁷.

¹⁰⁰ Quito, 10 avril 1963, télégramme n° 26 AM, Robert Valeur à Couve de Murville : Équateur 41.

¹⁰¹ Quito, 10 avril 1963, n° 164 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 : MAE, Équateur 41.

¹⁰² *Idem*.

¹⁰³ Quito, 10 avril 1963, télégramme n° 26 AM, Robert Valeur à Couve de Murville : Équateur 41.

¹⁰⁴ Quito, 10 avril 1963, n° 164 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 5.

¹⁰⁶ *Idem*.

¹⁰⁷ Allusion au colonel Gamal Abdel Nasser [Jamāl Abd al-Nāssir] (1918-1970). Héros de la Guerre israélo-arabe de 1948, il prit la tête des jeunes officiers, au sein du Mouvement Officiers Libres, dont le programme luttait pour la fin du colonialisme, du féodalisme, de

Ainsi, un officier lui avait confié des paroles prémonitoires : « si les démocraties américaines poursuivent leurs errements actuels dans deux ans, toute l'Amérique latine sera gouvernée par des Juntas militaires »¹⁰⁸.

Dès la fin avril 1963, la situation intérieure équatorienne s'était suffisamment dégradée pour que des rumeurs de crise ministérielle fussent rapportées par la presse et que des bruits de bottes se fissent entendre dans les casernes¹⁰⁹, provoquant à leur tour des mises en garde de la part des syndicats prêts à les contrecarrer par un appel à la grève générale¹¹⁰. En province, des mouvements de mécontentement secouaient la troupe qui était

la soumission du pouvoir politique au capital des grandes entreprises étrangères, et en faveur de l'établissement de la justice sociale, de l'instauration d'une vie démocratique stable et de la formation d'une armée nationale moderne. Le Mouvement renversa le roi Farouk en juillet 1952. En juin 1956, après avoir mis hors d'état de nuire la confrérie religieuse radicale des Frères musulmans, il devint second président de la république égyptienne et centralisa l'État égyptien, augmenta les pouvoirs du président de la République, nationalisa l'industrie, décréta une réforme agraire et proclama la mise en place de grands travaux d'intérêt public. Nasser, tout en s'affirmant membre des pays non-alignés, joua de la rivalité des super puissances – URSS et États-Unis – pour obtenir les armes et les capitaux nécessaires à la mise en place de sa politique de modernisation nationale. Sa nationalisation du Canal de Suez, en 1956, et la crise qui s'en suivit, lui conférèrent une audience et un prestige international inattendu. Le droit de passage des navires serait désormais versé au trésor égyptien et non empoché par les actionnaires européens, principalement britanniques et français. Cette action sonnait le glas de l'impérialisme britannique au Proche-Orient mais elle permettait aussi de dégager un capital de base nécessaire à la mise en œuvre des grandes réformes et de la modernisation nationale, ce qu'en son temps – mars 1938 – Cárdenas avait obtenu au Mexique. Rappelons qu'avant la Seconde Guerre mondiale, l'APRA péruvienne de Haya de la Torre demandait la nationalisation sous-continentale du Canal de Panamá. La politique de Non-alignement – Nasser étant avec Tito et Nehru l'une des trois figures emblématiques du mouvement – s'allia à une répression sans merci à l'égard des communistes arabes (Partis communistes syrien et égyptien). Cette volonté de la part de jeunes officiers de prendre en main les destins de leur pays en menant une politique de développement économique national et de répression à l'égard des communistes séduisit en son temps de nombreux officiers dans le Tiers monde, y compris en Amérique latine.

¹⁰⁸ Quito, 10 avril 1963, n° 164 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

¹⁰⁹ L'armée équatorienne présentait la particularité d'avoir été formée, entre 1920 et 1922, par des officiers chiliens qui lui avaient transmis les traditions militaires allemandes et italiennes. L'Italie avait pris la relève en organisant l'aviation et n'avait quitté le pays qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale [Paris, juillet 1964, [Note sur l'] « Équateur, l'Armée : son rôle », direction des Affaires politiques – Amérique p. 1 : MAE, Équateur 39].

Selon l'analyse du Quai d'Orsay, une moindre propension de l'Armée à intervenir dans la vie politique caractérisait le pays qui avait « eu moins de gouvernement militaires que beaucoup d'autres pays d'Amérique latine ». Cela s'expliquait aussi par la tendance commune à tous les présidents de la République à satisfaire les demandes de crédits de l'institution. En 1959, la somme allouée aux Armées représentait 30 % du budget national. Cette proportion n'avait eu de cesse de baisser ; en 1964, elle ne représentait plus que 11,54 % [*Idem*].

¹¹⁰ Quito, 25 avril 1963, n° 176 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

mal nourrie et mal payée ; le bruit courait que les cadres militaires, même subalternes, fermement anticommunistes, n'attendaient qu'une vague de terrorisme subversif pour s'emparer du pouvoir¹¹¹.

En juin 1963, la situation politique redevint calme et la situation économique s'améliora¹¹², mais on s'attendait à ce que ce calme trompeur fût vite remis en cause par l'opposition parlementaire qui cherchait à renverser le président. Cependant, l'ambassadeur français remarquait qu'à moins qu'il « ne provoque de nouveaux "incidents", il semble difficile que ses ennemis puissent réunir la majorité constitutionnelle des deux tiers requise pour sa destitution »¹¹³. Le représentant français ne cachait pas sa considération pour Arosemena, jugeant que « l'administration actuelle [...] a été marquée jusqu'ici par une sage prudence, d'autant plus appréciée après le gaspillage désordonnée de son prédécesseur », bien qu'il critiquât son « inaction dans le domaine si important des réformes de structures »¹¹⁴.

Après un séjour de deux semaines, la mission du Fond monétaire international (FMI) soulignait que « la réforme de la politique monétaire entreprise dans le courant de 1961 a permis à l'Équateur, non seulement de rétablir la stabilité, mais d'obtenir une amélioration de l'économie à un rythme relativement satisfaisant »¹¹⁵, de sorte que le produit brut et le revenu national avaient augmenté de 5 %, ce qui était le double du rythme moyen que l'on pouvait observer en Amérique latine. Quant aux menaces subversives de l'extrême gauche, elles s'étaient apaisées et la logique répressive semblait se mettre lentement mais sûrement en marche, notamment à la suite de l'arrestation, le 11 mai, de cinq étudiants qui s'apprêtaient à commettre un attentat contre l'ambassade des États-Unis. Une semaine plus tard, à son retour d'un voyage au-delà du Rideau de Fer, le communiste José María Mora avait été arrêté¹¹⁶. Les maoïstes semblaient être les plus combattifs mais, passés aux aveux, ils avouaient un manque de coordination et de fonds. Moscou apparaissait comme étranger à ces activités et ne tentait de reprendre de l'influence en Amérique latine qu'à travers la modération. Ainsi, l'hebdomadaire communiste équatorien *Mañana* marquait sa différence avec les maoïstes.

¹¹¹ *Ibidem*, p. 2.

¹¹² De janvier à avril 1963, la balance commerciale présentait un solde excédentaire de 4.332.000 us\$ et celle des comptes un excédent de 420.000 us\$.

¹¹³ Quito, 4 juin 1963, n° 241 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹¹⁴ *Ibidem*, p. 2.

¹¹⁵ *Idem*.

¹¹⁶ *Ibidem*, p. 3.

Les élites dominantes prenaient conscience de l'urgence des réformes, au premier plan desquelles la réforme agraire. L'épiscopat, le parti libéral, le parti conservateur et la commission équatorienne de l'Alliance pour le Progrès avaient successivement proclamé l'urgence d'une redistribution de la terre¹¹⁷. Seule l'Action Révolutionnaire Nationaliste Équatorienne se déclarait totalement opposée à celle-ci¹¹⁸. Pour sa part, le 20 mai, Arosemena avait affirmé que cette réforme se ferait « de gré ou de force »¹¹⁹. L'amélioration de la situation économique et sa décision de réprimer les actes de subversion contribuaient à laisser penser qu'Arosemena pourrait se maintenir au pouvoir jusqu'aux élections présidentielles de juin 1964¹²⁰.

Or, le 10 juillet, au cours d'un dîner au palais présidentiel en l'honneur du président de la *Grace Line*, à l'occasion du voyage inaugural d'un navire de cette ligne, Arosemena, « dans un état d'ébriété dépassant l'imagination »¹²¹, incapable de lire son discours, improvisa une allocution « rendant hommage au peuple américain mais spécifiant que ce dernier n'a rien de commun avec son gouvernement »¹²², « exploitateur de l'Amérique latine »¹²³. Présent, l'ambassadeur des États-Unis se leva pour rétorquer que son gouvernement était l'émanation du peuple. Les chefs des trois armes se scandalisèrent de l'attitude de leur président et le lendemain...

Le 11 juillet 1963, le président Arosemena fut renversé par un coup d'État organisé par les trois Armes. La troisième tentative contre sa personne se révélait être la bonne. L'ambassadeur français affirmait tenir de « très bonne source » que des cadres subalternes militaires avaient profité des incidents du dîner du 10 juillet pour forcer la main des chefs des forces armées¹²⁴. Mais la plus grosse surprise provenait des rangs de l'extrême gauche que l'on s'était efforcé de présenter comme représentant un danger subversif

¹¹⁷ Quito, 4 juin 1963, n° 241 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

¹¹⁸ « Ephémérides pour la période du 1^{er} au 15 juin 1963 » in Quito, 4 juin 1963, n° 241 AM, Robert Valeur à Couve de Murville : MAE, Équateur 41.

¹¹⁹ Quito, 4 juin 1963, n° 241 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

¹²⁰ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹²¹ *Ibidem*, p. 2.

¹²² *Idem*.

¹²³ Propos du président Arosemena rapportés par l'ambassadeur français Robert Valeur : *Idem*. Voir aussi télégramme n° 451/452 AM, Quito, 12 juillet 1963, signé Robert Valeur : MAE, Équateur 41.

¹²⁴ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

de première importance et qui fit preuve d'une curieuse absence de réaction, notamment les pro-chinois. Une semaine après le coup d'État, pas une manifestation, pas un acte terroriste n'avait dérangé le calme public¹²⁵. On ne déplorait que quelques échauffourées devant le palais présidentiel entre l'Armée et des membres de l'URJE, qui s'étaient soldées par la mort de deux militaires et d'un civil et une vingtaine de blessés¹²⁶. Le Quai d'Orsay dressa un portrait équilibré tout en nuances, tant de sa personnalité que de son œuvre, en considérant :

Avant d'accéder à la magistrature suprême, M. Arosemena avait donné l'impression d'un homme de gauche. En fait, une fois installé au pouvoir, il s'est empressé de rassurer les partis modérés et les chefs de l'armée en s'entourant d'un cabinet qui ne comptait apparemment aucune personnalité d'extrême gauche ; il n'a marqué aucune hâte excessive à passer à la réalisation des réformes qu'il préconisait lorsqu'il était à la tête de l'opposition.

La personnalité de M. Arosemena n'était cependant pas exempte de reproche. Alcoolique invétéré, l'on ne pouvait avoir une grande confiance en lui, mais nul ne pouvait contester son intelligence. Contre toute attente, ce personnage instable a réussi, ça et là, à redresser la situation. Il a restauré notamment les finances équatoriennes.¹²⁷

Pour l'heure, l'ambassadeur de France tentait de tirer un portrait du personnage complexe qu'avait été ce président équatorien désormais exilé de force à Panamá : « le Président Arosemena possédait, à côté de grands défauts, intempérance, manque total de scrupules, de réelles qualités. Il était fort intelligent et doué d'un grand sens politique » ; son penchant pour l'alcool était mis sur le compte de sa timidité¹²⁸. Sa sage gestion du pays, qui avait permis la remontée record du sucre – coté 17,5 puis 23 sous Velasco Ibarra – à 21 pour un dollar, resterait dans les annales. Arosemena avait maintenu les contrats signés par son prédécesseur – la française Fives-Lilles Cail avait remporté la construction d'une sucrerie pour une valeur de 5 millions de dollars en Imbabura – et avait su se montrer francophile¹²⁹. Qu'en serait-il des membres de la Junte ?

¹²⁵ *Idem.*

¹²⁶ [Unión Revolucionaria de la Juventud Ecuatoriana]. Quito, 13 juillet 1963, télégramme n° 2 AM, signé Robert Valeur : MAE, Équateur 41.

¹²⁷ [Note] « Équateur », Décembre 1963, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹²⁸ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

¹²⁹ *Ibidem*, p. 6.

2. La Junte au pouvoir (11 juillet 1963 – 29 mars 1966)

La Junte était composée du capitaine de vaisseau (*capitán de navío*) Ramón Castro Jijón, qui la présidait, du colonel Luis Cabrera Sevilla, du colonel Marcos Gándara Enríquez (de l'armée de Terre) et du lieutenant colonel Guillermo Freile Posso (de l'Aviation)¹³⁰. Castro, Cabrera et Freile étaient, respectivement, commandant en chef de la Marine, de l'armée de Terre et de l'Aviation. Toutes étaient des personnalités de second plan ; on jugeait qu'elles seraient rapidement remplacées¹³¹. La Junte légitimait son coup d'État en affirmant « que afectaba seriamente la dignidad nacional, y poderosas razones de orden legal y moral, asimismo de general conocimiento y aceptadas por la ciudadanía, obligaron a que las Fuerzas Armadas pusieran fin a las funciones de quien hasta ayer ocupó la Presidencia de la República »¹³². Ces généralités étaient accompagnées d'une série de stéréotypes :

La seguridad del Estado hallábase seriamente amenazada por una permanente actividad subversiva de agentes comunistas encaminados a la destrucción de las instituciones democráticas ecuatorianas y al establecimiento de un régimen totalitario, siguiendo consignas del comunismo internacional y bajo el directo auspicio intelectual y material de los Gobiernos de Moscú, Pekín y La Habana, todo esto manifestado en graves y repetidos actos de terrorismo que ampararon en la lenidad de quienes hasta ayer estuvieron obligados a prevenirlos y reprimirlos.¹³³

Le communiqué des Forces armées affirmait finalement qu'elles avaient agi, bien évidemment, à la demande des citoyens et qu'elles respecteraient tous les engagements internationaux que l'Équateur avait contractés et qu'elles désiraient maintenir les bonnes relations avec la France¹³⁴. Le coup d'État avait eu lieu 15 mois avant l'arrivée du général de Gaulle.

La réalité du coup d'État était moins amène : instauration de la loi martiale, couvre feu à 21 heures, suspension du droit de rassemblements et

¹³⁰ Évidemment à la fin de la période de la Junte, ces messieurs avaient changé de grade... d'où, parfois, une certaine confusion dans les livres.

¹³¹ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 6 : MAE, Équateur 41.

¹³² República del Ecuador, Ministerio de Relaciones Exteriores, n° 10-DDPP/D, Quito, a 12 de Julio de 1963, p. 1, del coronel Luis A. Mora Bowen, ministro de gobierno, encargado de la cartera de relaciones exteriores al Excellentísimo Señor Doctor Don Robert Valeur, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Francia, Presente : MAE, Équateur 41.

¹³³ República del Ecuador, Ministerio de Relaciones Exteriores, n° 10-DDPP/D, Quito, a 12 de Julio de 1963, p. 2 [...] : MAE, Équateur 41.

¹³⁴ *Ibidem*, p. 3.

de réunion, application du code de justice militaire à toutes les infractions contre l'ordre public¹³⁵. Les arrestations « de communistes notoires » se succédaient, officiellement une vingtaine, mais en réalité plus d'une centaine selon l'ambassadeur français¹³⁶. Selon le Quai d'Orsay, le coup était principalement motivé par les intrigues d'éléments de gauche et d'extrême gauche à qui on prêtait l'intention d'exploiter les faiblesses du président pour faire élire aux élections de juillet 1964 un vice-président d'extrême-gauche¹³⁷.

La Junte affirmait « que su permanencia en el Poder se limitará estrictamente al tiempo necesario para la organización de elecciones en las que el pueblo del Ecuador se pronuncie libremente dentro de nuevos cauces constitucionales que garanticen la dignidad nacional y su progreso integral »¹³⁸, mais le colonel Gándara, homme fort de la Junte, avait déclaré que cela ne serait pas possible avant deux ans, au cours desquels la Junte édicterait « les lois fondamentales que réclame le peuple » concernant les lois agraires, la fonction publique, le code pénal et une nouvelle constitution¹³⁹. Quant aux garanties constitutionnelles, elles ne seraient rétablies que lorsque le péril communiste serait « contenu »¹⁴⁰. Il n'y avait là, sommes toutes, qu'un schéma traditionnel de coup d'État.

Face au coup d'État, les avis étrangers étaient partagés. L'ambassadeur des États-Unis était satisfait du renversement d'un président « qui avait tenu des propos inacceptables sur le gouvernement de son pays » mais, tout comme Washington, il ne cachait pas sa défiance vis-à-vis d'une dictature militaire même si elle se disait décidée à agir contre les communistes¹⁴¹. Il s'agissait donc, après le Pérou, du second coup d'État en Amérique latine. Cela créait une image peu favorable pour le processus de l'Alliance pour le Progrès. Cependant, preuve de l'exigence de l'époque, au contraire de ce qu'il avait écrit un an auparavant lors du coup d'État au Pérou, le *New York Times* estimait pour sa part que « tout indiquait qu'un changement était nécessaire » et il invitait la Junte « à se justifier en organisant rapidement des élections et en remettant le pouvoir entre des mains civiles »¹⁴². À la requête de Washington,

¹³⁵ Quito, 13 juillet 1963, télégramme n° 53 AM, signé Robert Valeur, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹³⁶ *Ibidem*, p. 2.

¹³⁷ [Note] « Équateur », Décembre 1963, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹³⁸ República del Ecuador, Ministerio de Relaciones Exteriores, n° 10-DDPP/D, Quito, a 12 de Julio de 1963, p. 2 [...] : MAE, Équateur 41.

¹³⁹ Quito, 13 juillet 1963, télégramme n° 53 AM, signé Robert Valeur, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁴⁰ *Idem*.

¹⁴¹ *Ibidem*, p. 3.

¹⁴² *New York Times*, 3 juillet 1963, éditorial.

condition préalable à sa reconnaissance, la Junte s'était engagée à convoquer une Assemblée constituante dans l'espace d'un an¹⁴³. Conscient de l'inactivité de la Junte péruvienne pendant un an, les militaires équatoriens se déclaraient décidés à introduire « un important programme de réformes »¹⁴⁴.

De son côté, l'ambassadeur français considérait que le colonel Gándara, « l'homme fort » de la Junte, était froid, intelligent et excellent technicien ». Ayant fait ses études militaires en Espagne, il était jugé par ses ennemis comme « phalangiste »¹⁴⁵. La passivité, voire le bon accueil que la population avait fait à l'arrivée de la Junte, s'expliquait par la fatigue qu'elle éprouvait face aux conflits permanents entre l'Exécutif et le Législatif et face aux querelles de partis et de personnes dont le Congrès était le théâtre. Le représentant français affirmait même qu'en Amérique latine, les militaires « constituent une force vraiment et honnêtement dévouée aux intérêts de la nation »¹⁴⁶ et il jugeait que la Junte était « remplie de bonnes intentions »¹⁴⁷. Les deux principaux partis, le démocrate-chrétien et le conservateur, approuvaient les mesures anticommunistes de la Junte et acceptaient de collaborer avec elle à la révision de la Constitution et à l'étude des réformes administratives et sociales. De la même façon, les grands quotidiens, après quelques réserves, s'étaient ralliés au gouvernement militaire. En fait, cette curieuse unanimité s'expliquait par la crainte de nombreux secteurs de voir Velasco Ibarra revenir au pouvoir avec l'aide de son éloquence et de son populisme¹⁴⁸. Aussi une nouvelle Constitution était-elle de nature à empêcher le retour sur la scène politique des « vieux démagogues »¹⁴⁹ ?

Le malaise régnait cependant parmi le corps diplomatique, notamment les représentants des pays de la CEE, en particulier celui de l'Allemagne fédérale, qui refusaient d'assister à une quelconque représentation auprès de la Junte, puisque cela revenait à reconnaître implicitement le nouveau régime militaire ; ce qu'ils ne pouvaient faire tant qu'ils n'avaient pas reçu de décision de leur gouvernement à ce sujet¹⁵⁰. Pour sa part, appliquant la doctrine

¹⁴³ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 8 ; voir aussi télégramme n° 59/61, Quito, 16 juillet 1963 : MAE, Équateur 41.

¹⁴⁴ Quito, 16 juillet 1963, n° 302 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 8 : MAE, Équateur 41.

¹⁴⁵ *Ibidem*, p. 7.

¹⁴⁶ *Idem*.

¹⁴⁷ *Ibidem*, p. 8.

¹⁴⁸ *Ibidem*, p. 7.

¹⁴⁹ *Ibidem*, p. 8.

¹⁵⁰ Quito, 13 juillet 1963, télégramme n° 2 AM, signé Robert Valeur, p. 3 : MAE, Équateur 41.

Betancourt, le Venezuela avait rompu ses relations avec Quito¹⁵¹. Or, pour Paris, le problème de la reconnaissance de la Junte ne se posait pas¹⁵². Bonn demanda à son ambassadeur de ne remettre son accusé de réception à la note adressée par la Junte au lendemain du coup d'État qu'après s'être concerté avec ses collègues de la CEE¹⁵³. Seul le Saint-Siège avait déjà envoyé un « accusé de réception » que la Junte s'empressa de présenter comme une « reconnaissance tacite » ; quant aux États-Unis, ils désiraient que les Européens reconnaissent la Junte avant eux, affirmant vouloir tenir compte de leur opinion publique qui demeurerait méfiante vis-à-vis des gouvernements militaires et, surtout, parce qu'ils étaient impliqués dans les circonstances qui avaient provoqué le coup d'État¹⁵⁴. La position de Paris était arrêtée de longue date : les relations diplomatiques n'avaient été ni rompues ni suspendues, en conséquence de quoi la question de la reconnaissance ne se posait pas. Dès lors, il convenait que le représentant français accuse réception de la lettre l'informant de la constitution d'un nouveau gouvernement¹⁵⁵, sans plus. Par ailleurs, il convient de remarquer que, pour protester contre la rupture de l'ordre constitutionnel, Cristóbal Bonifaz Jijón, représentant de l'Équateur à Paris depuis 1960, démissionna de son poste en août 1963 ; Carlos Tobar Zaldumbide lui succéda à la tête de la légation. En Amérique latine, seuls le Honduras, le Costa Rica et le Venezuela avaient rompu leurs relations avec Quito. Par ailleurs, le Pérou, l'Argentine, le Brésil et la Colombie avaient décidé de sursoir à la reconnaissance de la Junte puisque sa position vis-à-vis du protocole de Rio était ambiguë¹⁵⁶.

Après s'être concerté avec ses partenaires européens, le 25 juillet 1963, le représentant français se rendit au ministère des Relations extérieures

¹⁵¹ La Doctrine Betancourt, du nom du président libéral vénézuélien (1959-1964) Rómulo Betancourt qui accéda au pouvoir après la chute du dictateur Pérez Jiménez (1952-1958) et qui fut sans aucun doute l'un des plus fidèles alliés de Kennedy et de sa politique latino-américaine, préconisait de ne reconnaître aucun gouvernement, militaire ou civil, issu d'un coup d'État. C'était aussi pour le Venezuela une façon d'essayer de s'imposer sur la micro scène caribéenne, en hypertrophiant la capacité réelle de son action diplomatique et en renvoyant de la sorte dos à dos Castro et Trujillo ; le premier accusé de commettre des attentats au Venezuela ; le second étant le véritable financier instigateur des actions terroristes.

¹⁵² Mention manuscrite portée en marge de : Quito, 13 juillet 1963, n° 294 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁵³ Quito, 19 juillet 1963, télégramme n° 65/67 AM, signé Robert Valeur, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹⁵⁴ *Idem*, p. 2.

¹⁵⁵ Paris, 19 juillet 1963, Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques, Amérique, n° 25 AM, note, p. 3 : MAE, Équateur 41.

¹⁵⁶ Quito, 22 juillet 1963, télégramme n° 69/72 AM, signé Robert Valeur, p. 1 : MAE, Équateur 41.

équatoriennes auprès du colonel Luis A. Mora Bowen, le ministre de l'Intérieur chargé des Affaires extérieures, tout comme l'ambassadeur d'Allemagne, et les chargés d'Affaires de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas qui avaient de la sorte marqué l'unité de la diplomatie européenne¹⁵⁷. La presse présenta ce geste comme une reconnaissance de la Junte¹⁵⁸.

Sept semaines après sa prise du pouvoir, la seule chose à mettre à l'actif de la Junte était l'efficacité de sa répression anti-communiste : dès le 16 juillet, le PC avait été déclaré hors la loi et les fonctionnaires soupçonnés d'appartenance au parti avaient été licenciés sans indemnités¹⁵⁹. Deux cents arrestations avaient eu lieu, dont celle de Pedro Saad, le secrétaire général du PCE. Manuel Araujo Hidalgo avait trouvé refuge à l'ambassade de Bolivie. « Étourdie par la brutalité du coup d'État », l'extrême gauche n'avait pas réagi¹⁶⁰. Pour plaire à la population, la Junte avait engagé une politique visant à contrecarrer une corruption qui gangrénait l'appareil d'État¹⁶¹ et elle s'était lancée dans la mise en place d'une série de réformes correspondant aux objectifs de l'Alliance pour le Progrès¹⁶². À l'issue d'un réexamen approfondi de l'application du programme de l'Alliance pour le Progrès, Ponce Miranda, le nouveau ministre des Relations extérieures¹⁶³, affirma que « l'absence de justice sociale a été et continue d'être le mal dont nous souffrons »¹⁶⁴. Pour le représentant français, « la révolution cubaine [...] avait fait ressentir l'urgence » d'une réforme agraire partout en Amérique latine¹⁶⁵ mais, en Équateur, les congrès de 1961 et de 1962 n'avaient jamais abordé le sujet. Ainsi, « cette

¹⁵⁷ L'ambassadeur d'Italie n'avait pas été habilitée par son gouvernement à le faire. Quito, 2 août 1963, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁵⁸ 25 gouvernements avaient « reconnu » la Junte : par ordre chronologique, le Saint-Siège, la Suisse, Taiwan, le Liban, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Danemark, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Portugal, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Paraguay, la République arabe unie, l'Argentine, le Chili, les États-Unis, l'Autriche, l'Uruguay, l'Italie, le Guatemala, le Nicaragua, le Brésil, le Pérou et le Salvador.

¹⁵⁹ Le Quai d'Orsay jugeait que la junte équatorienne se comportait « de façon beaucoup plus dictatoriale que la junte péruvienne après le départ du président Prado » et considérait qu'en procédant « à des révocations, mutations et nominations », elle faisait « apparaître ses tendances réactionnaires » : [Note] « Équateur », Décembre 1963, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁶⁰ Quito, 29 août 1963, n° 363 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹⁶¹ *Ibidem*, p. 2.

¹⁶² *Ibidem*, p. 3.

¹⁶³ Neftalí Ponce Miranda était diplomate de carrière, Grand Officier de la Légion d'Honneur depuis 1951, et avait été par deux fois ambassadeur à Washington.

¹⁶⁴ Quito, 29 août 1963, n° 363 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

¹⁶⁵ *Ibidem*, p. 5.

impuissance à prendre en main l'un des problèmes clés du pays a donné aux militaires l'un de leurs meilleurs arguments contre la démocratie équatorienne, telle que celle-ci a fonctionné dans le cadre de la constitution de 1946 »¹⁶⁶.

Le projet de la Junte prévoyait que, de 1963 à 1973, des terres seraient distribuées à 130.000 familles et qu'en 1976, 170.600 familles seraient propriétaires de terres. L'ambassadeur français prêtait aux militaires de la « junte les meilleures intentions »¹⁶⁷. Suite à un discours prononcé à Guayaquil le 21 août, où le colonel Freile avait déclaré que « les mêmes castes et les mêmes familles privilégiées » avaient gouverné le pays, mais que l'heure des changements avait sonné, l'ambassadeur français assurait que :

Depuis quatre cents ans, l'Équateur a été dominé, pour ne pas dire mis en coupe réglée par « les mêmes castes et les mêmes familles privilégiées ». Prises de peur au moment de la révolution cubaine, celles-ci ont, pour un temps, accepté le principe d'indispensables réformes. Puis l'allégeance à Moscou proclamée par Fidel Castro lui ayant fait perdre beaucoup du prestige dont il jouissait auprès des peuples latino-américains, les possédants se sont rassurés. S'ils ne vont pas jusqu'à rapatrier leurs capitaux mis en sûreté à l'étranger, du moins ont-ils repris leur attitude de sourde opposition à tout changement.¹⁶⁸

La question était désormais de savoir si les militaires seraient capables d'imposer aux classes privilégiées « les sacrifices que ne leur a pas fait consentir la crainte du communisme »¹⁶⁹. Il convenait que la Junte inspire « aux classes dirigeantes le minimum de désintéressement patriotique qui leur fait si grandement défaut depuis la conquête espagnole »¹⁷⁰ affirmait aussi l'ambassadeur français...

L'autre problème était la nature de la Junte. Le *quadrumvirat*, constitué de 4 officiers secondaires, entravait son action. Valeur craignait que Gándara n'éliminât ses collègues. Car, de la longue conversation que l'ambassadeur français avait eue avec le militaire équatorien, il en concluait que le colonel était « un homme intelligent et fin, très cultivé, bien au fait des besoins de son pays et de l'évolution du processus démocratique sous l'influence [...] de la technique moderne ». Gándara l'avait questionné au sujet de la procédure de

¹⁶⁶ *Idem.*

¹⁶⁷ Quito, 29 août 1963, n° 363 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

¹⁶⁸ *Ibidem*, p. 6.

¹⁶⁹ *Idem.*

¹⁷⁰ *Idem.*

référendum telle que la V^e République l'avait instituée en France. Il admirait le général de Gaulle et affirmait que celui-ci avait réussi à résoudre l'éternel problème des démocraties latines, le conflit entre l'Exécutif et le Législatif et les partis¹⁷¹.

Les plus optimistes et favorables à la Junte considéraient qu'en un an, elle réaliserait plusieurs des buts qu'elle s'était assignés. La crainte était qu'un échec ouvre la voie à une alternative entre une révolution communiste et la perpétuation de la dictature militaire¹⁷².

Trois mois après sa prise du pouvoir, la Junte décevait ; l'impatience de l'opinion était relayée par la presse. Le bilan des réformes était mince. *El Liberal Popular* parlait d'immobilisme et *El Comercio* de tentative de sabotage par les oligarchies. Le 13 octobre, la Junte publia un document qui était plus un programme annonçant une quarantaine de projets en début de réalisation¹⁷³ : fixation du prix des médicaments, versement par l'État de 34 millions de sucres pour mettre en vigueur l'accord passé depuis plusieurs mois avec la BID¹⁷⁴ qui avait mis 10.600.000 dollars à disposition pour la construction d'habitations à bon marché¹⁷⁵. Quant à la réforme agraire si claironnée, elle débutait modestement par la distribution de terres administrées par l'Assistance publique, n'affectant « aucun intérêt acquis »¹⁷⁶.

La Junte faisait état de l'aide substantielle qu'elle avait obtenue de Washington¹⁷⁷, mais faisait preuve de timidité¹⁷⁸ au moment de la réalisation des projets. Teodoro Moscoso, coordinateur général de l'Alliance pour le Progrès, avait signé des accords aux termes desquels l'AID¹⁷⁹ consentait à Quito un prêt de deux millions de dollars pour des études de développement en vue de l'application de réformes administratives et fiscales, et de 2,7 millions de dollars pour achever la route Quito-Aloag-Santo Domingo-Quevedo. Quant au ministre du Développement, Cárdenas, il avait obtenu de la BID 5,5 millions de dollars pour financer la distribution d'eau potable et

¹⁷¹ *Ibidem*, p. 7.

¹⁷² Quito, 29 août 1963, n° 363 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 8 : MAE, Équateur 41.

¹⁷³ Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 1 : MAE, Équateur 41.

¹⁷⁴ Banque internationale de Développement.

¹⁷⁵ Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁷⁶ *Ibidem*, p. 3

¹⁷⁷ *Idem*.

¹⁷⁸ *Ibidem*, p. 2.

¹⁷⁹ Agence internationale de Développement.

de voirie dans 18 localités de la côte et de la Sierra, en plus d'un prêt de 4.150.000 dollars pour le financement d'un projet de colonisation de la région de San Lorenzo et d'assistance aux Indiens andins¹⁸⁰. Cárdenas avait obtenu de la BID qu'elle fût l'agent financier de la mise en route du plan de développement économique de l'Équateur ; mais cela était en fait le résultat des études menées depuis plusieurs années avec l'assistance d'experts de la CEPAL, de l'OIT, des services d'assistance technique des Nations Unies, de la FAO, de la BID et de la BIRD¹⁸¹, qui prévoyaient un investissement total de 40 millions de dollars dont 78 % devait être fournis par les Équatoriens eux-mêmes, le reste consistant en prêts de l'étranger. « Il semble que l'on rêve », s'écriait l'ambassadeur français¹⁸². Car, ni les capacités économiques et financières de l'Équateur – dont les recettes budgétaires de 1962 n'avaient atteint que 133 millions de dollars – ni la confiance toute relative des capitalistes équatoriens dans l'avenir de leur pays « ne permettait d'envisager que les buts de cet ambitieux programme puissent être atteints, même de loin »¹⁸³.

Le soutien financier de Washington à la Junte était total et il employait les moyens mis à disposition par l'organisation internationale des Nations Unies. Mais une autre inconnue subsistait. Les dissensions entre les membres de la Junte faisaient craindre un manque de stabilité politique pour l'avenir, d'autant que ces militaires manquaient de popularité dans certains secteurs de l'Armée. La figure du colonel Freile, considéré comme ayant le plus de capacités et de dynamisme, semblait prendre une place de plus en plus importante au sein de la Junte¹⁸⁴. Un *diumvirat* Freile-Gándara était même envisagé, ce dernier conservant son poste d'homme fort de la Junte¹⁸⁵ dont il

¹⁸⁰ Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 3 et 4 : MAE, Équateur 41.

¹⁸¹ Commission Économique pour l'Amérique latine (dépendant des Nations Unies), Organisation Internationale du Travail, Food & Agriculture Organisation (dépendant des Nations Unies), Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.

¹⁸² Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 4 : MAE, Équateur 41.

¹⁸³ *Idem*. Le sucre continuait de progresser ; en juillet 1963, il avait atteint 21,28 sucres pour un dollar, 20,08 en août, 19,75 en septembre et 18,18 en octobre. Preuve sans doute de la confiance qu'insufflait l'aide massive des États-Unis, alors même que la balance des paiements continuait à être défavorable, le déficit atteignait du 1^{er} janvier au 31 août 1963, 3.970.000 dollars contre un solde positif de 3.178.000 dollars à la même période en 1962. Pour l'ambassadeur français, l'artifice du gouvernement qui intervenait sur le marché libre expliquait ce phénomène plus qu'un supposé rapatriement des capitaux suite au rétablissement de la confiance qu'aurait provoqué l'arrivée de la Junte au pouvoir.

¹⁸⁴ Il quittera cependant la Junte le 11 novembre 1965, cinq mois avant la fin de celle-ci.

¹⁸⁵ Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

était, aux dires de l'ambassadeur français, le « cerveau »¹⁸⁶. Mais le représentant français restait extrêmement indulgent à l'égard du nouveau gouvernement et, comme il l'écrivait lui-même, des « bonnes intentions de la Junte militaire »¹⁸⁷.

Ainsi, le 27 octobre, au cours des célébrations du 43^e anniversaire de la création de la Force Aérienne équatorienne, Freile avait créé l'émoi en affirmant dans son discours que la Junte ne pouvait remettre le pouvoir qu'une fois accomplie « notre mission réformatrice et d'assainissement du pays » qui prendrait plus que l'année prévue qui devait se conclure par le retour des civils au pouvoir. Telle avait été la condition de la reconnaissance de la Junte par Washington où, désormais, deux sénateurs étasuniens demandaient la suppression de l'aide de l'Alliance pour le Progrès au gouvernement « de facto »¹⁸⁸. La démission des ministres civils, qui s'étaient sentis visés par le discours de Freile lorsqu'il avait mis en cause « les hauts fonctionnaires civils qui « sabotent l'action de la Junte », avait été refusée¹⁸⁹. Derrière ces événements se profilait le combat pour la suprématie au sein du gouvernement, entre deux chefs qui reproduisaient les dissensions existantes au sein de l'Armée. Quant à presse, même celle de la très conservatrice Cuenca, elle soutenait la Junte, accusant la bourgeoisie et les droites d'obstruer les réformes¹⁹⁰.

Suite à la prise de position de Freile, au cours du mois suivant, on assista à un développement de la propagande de l'œuvre gouvernementale par le biais des officiers qui la composaient : le 12 novembre Cabrera à Ambato, le 18 Gándara à Loja puis à Tulcán, Cabrera à Guayaquil le 30 novembre, prenaient la parole en public. Les militaires réformistes, forts de l'appui étasunien, affirmaient que la Junte était « révolutionnaire », disposée à « modifier complètement les vieilles structures et les habitudes traditionnelles de l'État, sans toutefois sortir du cadre de la démocratie ». L'unité de l'Armée était célébrée et on affirmait même que l'heure viendrait où l'on ferait payer « aux puissants qui cherchent à frauder le fisc [...] avec les intérêts ce qu'ils ont escroqué à la Nation »¹⁹¹. Cependant, « l'opinion publique et la presse

¹⁸⁶ Quito, 1^{er} novembre 1963, n° 443 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁸⁷ Quito, 15 octobre 1963, n° 421 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 5 : MAE, Équateur 41.

¹⁸⁸ Quito, 1^{er} novembre 1963, n° 443 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

¹⁸⁹ *Idem*.

¹⁹⁰ *Ibidem*, p. 4.

¹⁹¹ Quito, 4 décembre 1963, n° 489 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 2 : MAE, Équateur 41.

semblent prendre ces propos révolutionnaires de moins en moins au sérieux devant la carence de la Junte à procéder sans plus de délais aux réformes de structures annoncées depuis plus de quatre mois »¹⁹² ; d'autant que le projet de réforme agraire avait été repoussé à décembre. On ne mettait à son actif que le changement de nom du ministère du Trésor et une nouvelle loi de réglementation de la circulation automobile. Quant au contrôle des prix exorbitants des médicaments, l'ambassadeur de France considérait qu'il était fait « dans un esprit plus démagogique que réformateur »¹⁹³.

L'apathie de l'opinion publique, qui ne se montrait plus aussi chaleureuse à l'égard d'une Junte qui n'entreprenait réellement aucune réforme profonde, entraîna un réveil de l'opposition¹⁹⁴, d'autant que, aux dires de l'ambassadeur français, la classe moyenne, confortée par la stabilité du sucre, prenait en Équateur, « grâce au développement du commerce et de l'industrie », une importance grandissante. Le *boom* de la construction, avec le développement rapide des banlieues des grandes villes, et la multiplication de résidences à l'architecture moderne en étaient la preuve¹⁹⁵. L'apparition de cette classe moyenne confortait le rêve démocrate-chrétien : « cette classe moyenne, qui comme dans le reste du monde, constitue le meilleur rempart contre le péril communiste », concluait l'ambassadeur français. Cette classe moyenne avait sans doute manifesté de l'enthousiasme lors de la prise de pouvoir de la Junte, considérant que les réformes profondes que l'Alliance pour le Progrès demandait seraient de nature à provoquer un nouvel espace économique dont elle pourrait être en partie bénéficiaire. Cette classe était par conséquent la plus déçue du manque de mise en place réelle des transformations annoncées. Au Quai d'Orsay, on jugeait que les réformes envisagées étaient « très en retrait de ce que les masses populaires attendent »¹⁹⁶.

En attendant, la junte proposait de recourir au référendum pour entériner les réformes promulguées et la nouvelle constitution. *El Comercio* de Quito en arrivait à affirmer que le système des constituantes avait conduit à l'échec et qu'y revenir empêcherait « de progresser politiquement, économiquement

¹⁹² *Idem.*

¹⁹³ *Ibidem*, p. 3.

¹⁹⁴ *Ibidem*, p. 4.

¹⁹⁵ *Ibidem*, p. 5. Les classes moyennes soutiendront le régime issu du coup d'État, car, dans la modernisation de la bureaucratie et l'apparition de bureaux de consulting et de promotion du développement – qui soulignaient le caractère technocratique du régime militaire –, elle trouva un espace social qui lui était propre, cf. Cueva (1977), 308.

¹⁹⁶ [Note] « Équateur », Décembre 1963, p. 2 : MAE, Équateur 41.

et socialement. L'opinion en faveur du plébiscite est seule valable » ; l'exemple français était cité¹⁹⁷.

À la veille de la visite du président de Gaulle, le Quai d'Orsay jugeait que les relations entre les deux pays étaient « très confiantes ». On expliquait aussi que « l'influence française s'est exercée sur l'élite intellectuelle du pays durant tout le XIX^e siècle » et « bien que cette influence ait diminué depuis lors, l'Équateur demeure attaché à notre culture ». On regrettait que dans les établissements publics et secondaires équatoriens, l'enseignement du français fut seulement facultatif, alors que dans le supérieur public (Droit, Médecine, Pharmacie) il était encore dispensé, bien que non obligatoire. Fondée en 1955, l'Alliance Française de Quito regroupait 4.360 élèves, celle de Guayaquil 200. Il n'y avait plus d'établissement religieux français mais il existait encore de nombreuses écoles confessionnelles d'origine française où professaient des religieux et des religieuses français. Les bourses d'études restaient un moyen d'influence efficace¹⁹⁸.

Pour ce qui était de l'influence économique, la France ne se plaçait qu'au 7^e rang des clients de l'Équateur (2,4 % des achats) et au 9^e des fournisseurs (2,2 % des ventes). Il était difficile pour la France d'augmenter la part des importations équatoriennes, puisqu'elles étaient identiques à celle que Paris devait importer de l'Afrique francophone. La plus grande réalisation française était la ligne de chemin de fer San Lorenzo-Suito et la fourniture de matériel ferroviaire. La société Fives-Lille agrandissait la sucrerie d'Imbabura et P.I.C. poursuivait la construction d'une cimenterie et les recherches géologiques qui avaient conduit à la découverte de charbon à Biblián¹⁹⁹. En cette veille de 1964, le voyage présidentiel du premier des Français allait-il contribuer à relancer les échanges et la coopération économique, scientifique et culturelle ? C'est ce qui nous appartiendra de voir dans une seconde partie.

*

Le regard posé par la diplomatie française sur les difficultés rencontrées par l'Équateur en ce début des années soixante montre l'ambiguïté et le paradoxe d'une situation dominée par les trois principaux acteurs de la vie nationale équatorienne : le président, l'Armée et les Chambres.

Si, dans un premier temps, un accord tacite de respect mutuel se met en place entre l'Armée et la présidence, en revanche le Parlement veut affirmer sa primauté. En effet, au-delà de leurs différences idéologiques, l'Armée et le

¹⁹⁷ Quito, 4 décembre 1963, n° 489 AM, Robert Valeur à Couve de Murville, p. 6 : MAE, Équateur 41.

¹⁹⁸ [Note] « Équateur », Décembre 1963, p. 3 et 4 : MAE, Équateur 41.

¹⁹⁹ *Ibidem*, p. 4.

président de la République partagent un même désir de modernisation nationale. Au contraire, les partis politiques, trop soucieux de défendre les intérêts établis des groupes dominants qu'ils représentent, s'ils ne sont pas sur le fond contraires aux engagements de l'Alliance pour le Progrès, rechignent néanmoins à s'engager dans un processus qui pourrait contrarier leurs intérêts. L'équilibre des pouvoirs s'est ainsi rapidement transformé en une opposition sourde qui met en danger la construction nationale (disparités entre les régions, prééminence des intérêts régionaux et locaux et des groupes humains qui leur sont attachés). Dans ce jeu triangulaire, l'Armée, en dépit de très fortes divergences idéologiques, fait plus confiance au président qu'aux Chambres qui développent un jeu stérile et sans avenir.

Les militaires apparaissent alors rapidement comme la seule institution capable de s'imposer et de dénouer la paralysie dans laquelle l'affrontement et l'ostracisme développés par le Législatif contre l'Exécutif a plongé le pays. L'incident d'un Arosemena qui dit ses quatre vérités face à un ambassadeur des États-Unis n'est, sommes toutes, qu'un non-événement dans une Amérique latine où, à la même époque, les critiques à l'encontre du très paternaliste *Oncle Sam* sont bien virulentes. L'incident n'est qu'un prétexte pour justifier un coup d'État organisé et prévu de longue date. Ce *pronunciamiento* annonce la politique de recours à la répression que, sous la présidence de Lyndon B. Johnson, le successeur de Kennedy, Washington instaure en Amérique latine. Mais il montre aussi à quel point, à la fin du mandat de Kennedy, l'Amérique latine n'est plus une priorité pour l'administration démocrate. Obsédé par la Sécurité nationale, Washington privilégie désormais l'action répressive et Johnson donnera la priorité à l'action militaire au Viêt-Nam.

D'autant que, suite aux accords directement passés entre Washington et Moscou, sans que La Havane n'ait son mot à dire, en conclusion de la Crise des missiles d'octobre 1962, la Révolution cubaine perd de son attrait en Amérique latine et ne représente plus un réel danger pour les États-Unis. La subversion communiste, si crainte en son moment, apparaît trop dépendante de l'image extérieure qui est construite et divulguée de Cuba et de sa révolution. Il est cependant intéressant de constater l'importance hypertrophiée prêtée aux maoïstes, sans doute à cause de l'urgence du problème des paysans sans terre (*huasipungos*).

Cependant, l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire provoque la gêne puisqu'elle détruit l'image que l'Alliance pour le Progrès veut offrir dans la bataille pour gagner l'opinion publique latino-américaine. Le paradoxe est alors d'avoir recours au pouvoir de l'Armée pour, face à l'obstruction de l'oligarchie, faire passer les réformes nécessaires à la survie politique et

économique. Comme de nombreux pays d'Amérique latine, l'Équateur paye le prix d'une situation créée par l'accumulation de manque de réformes depuis, au moins, la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sans illusions cependant, la diplomatie française juge avec nuance la personnalité controversée et complexe d'Arosemena en lui reconnaissant une volonté réelle de réformer le pays en mettant en œuvre les projets de l'Alliance pour le Progrès, même s'il le faisait sans empressement de peur de subir la violente réaction de l'oligarchie. Elle louait sa gestion qui permettait le maintien et même une hausse de la monnaie nationale, situation exceptionnelle au regard des autres pays latino-américains. Arosemena apparaît donc comme un président pris en étau entre deux forces conservatrices qui elles-mêmes s'opposent sur le projet national à mettre en œuvre. Il en va de même de la caractérisation des membres de la Junte et de l'armée équatorienne auprès de laquelle l'ambassadeur français semble bien introduit et dont il obtient des informations fiables.

Les États-Unis soutiennent économiquement l'Équateur avec de grandes largesses et des fonds en provenance des organismes internationaux. L'accession de l'Armée au pouvoir offre le cadre favorable à la mise en place autoritaire des réformes recommandées par l'Alliance pour le Progrès et désirées par Washington. Il est à remarquer que l'Armée, par sa formation, ses contacts et l'importance de l'aide en conseillers, en instructeurs, en matériel et en fonds, est constamment en relation avec Washington. L'Armée est mise à contribution puisqu'elle possède l'organisation, la discipline, le matériel, l'esprit technologique nécessaire et, parfois même, le degré de technicité indispensable à la création d'infrastructures de génie et de grands travaux de modernisation. C'est dans ce cadre que l'on apprécie l'apparition remarquable des classes moyennes qui, à la faveur de moments de non crise économique, affirment le développement d'une modernisation urbaine.

Il convient finalement de se demander si, dans ce contexte, l'apparition d'une junte militaire à Quito n'était pas de nature à contrarier la visite d'un président de la République française qui justement avait, par deux fois dans l'histoire de son pays, construit, *volens nolens*, son image internationale sur sa défense de la légalité et son respect de la démocratie face à la prise du pouvoir par des militaires et des extrémistes en juin 1940, comme face à la tentative du *quarтерon* du putsch d'Alger en avril 1961. C'est ce que nous tenterons d'élucider dans une seconde partie où nous apprécierons aussi le renforcement de la coopération économique, scientifique et culturelle entre l'Équateur et la France.

Alvar de la LOSA
Université Lyon 2 - Lumière

Bibliographie d'intérêt

Sources primaires

Ministère des Affaires étrangères, Paris,

B – Amérique, 1952-1963, *Équateur* 20.

B – Amérique, 1964-1970, *Généralités*, 126.

B – Amérique, 1964-1970, *Équateur* 36, 39, 41, 49.

Sources secondaires

« Le voyage du général de Gaulle en Amérique latine » : *Espoir*, n° 114, Paris, revue de la Fondation et de l'Institut Charles de Gaulle, janvier 1998, 126 p.

ANON, *Visita del General Charles de Gaulle (tragedia en 2 actos)*, Bogotá, Editorial Progreso, 1964, 24 p.

Jorge Enrique ADOUM (compilación de), *Cronología del siglo XX: cultura y política en Ecuador y el mundo*, Quito, Eskeletra Editorial, 2000, 199 p.

Patricio ALMEIDA GUZMÁN y Rebeca ALMEIDA ARROBA, *Estadísticas económicas históricas 1948-1983*, Quito, Banco central del Ecuador, Cuenca, Centro de investigación y cultura, 1988.

Felipe BURBANO de LARA, (coordinador), *Transiciones y rupturas: El Ecuador en la segunda mitad del siglo XX*, Quito, FLACSO Sede Ecuador, Ministerio de Cultura, 2010, 562 p.

Enrique AYALA MORA, "Ecuador desde 1930" in BETHELL, Leslie, *Historia de América Latina*, vol. 16 "Los países andinos desde 1930", Barcelona, Crítica & Cambridge University Press, 2002, p. 259-300 + bibliographie p. 387-392.

David CORKILL y David CUBITT, *Ecuador fragile democracy*, London, Latin America Bureau, 1988, 115 p.

Agustín CUEVA, « Ecuador, 1925-1975 », in Pablo González Casanova, (ed.), *América Latina, historia de medio siglo*, México, Siglo XX, 1977, 557 p.

Pablo CUVI (Publisher), *Ecuador in the world, 1830-2006: the foreign policy of the republic*, Quito, AFESE, 2006, 267 p.

Francisco Rafael DÁVILA ALDÁS, *Las luchas por la hegemonía y la consolidación política de la burguesía en el Ecuador 1972-1978*, México, Universidad Nacional Autónoma, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, 1984, 247 p.

Charles de GAULLE, *Discours et messages*, tome IV « Pour l'Effort (août 1962-décembre 1965) », Paris, Plon, 1970, 459 p.

Alvar de La Llosa

- Darío A. LARA, Jorge CARRERA ANDRADE, *Memorias de un testigo*, tomo 2 "Paris", Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana "Benjamín Carrión", 1999, 457 p.
- Jerome LEVINSON, Juan de ONÍS, *La Alianza extraviada – Un informe crítico sobre la Alianza para el Progreso*, México, Fondo de Cultura Económica, 1972, 339 p.
- Alberto León MACHUCA, *El Ecuador ante América y el mundo*, conferencia leída en el salón de la Casa de la Cultura el 5 de octubre de 1960, Cuenca, Editorial del Núcleo del Azuay de la Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1961, 39 p.
- José MONCADA SÁNCHEZ, *La economía ecuatoriana en el siglo XX: algunos elementos relativos a la génesis, apropiación y utilización del excedente económico*, Quito, Instituto de Investigaciones Económicas, Universidad Central del Ecuador, 1980, 172 p.
- Juan MONTALVO, « La República Francesa », *El Espectador*, Libro III, Ambato, Ilustre Municipio de Ambato, 1987, 370 p.
- Lucas PACHECO, *La política económica en el Ecuador: una visión histórica*, Quito, Publicaciones Tercer Mundo CIPAD, 1985, 219 p.
- Ricardo PAREDES, Joaquín GALLEGOS LARA y Pedro SAAD [et al.], *Los comunistas en la historia nacional: 1926-1986*, Guayaquil, Instituto de investigaciones y estudios socioeconómicos del Ecuador, 1987, 254 p.
- Jorge SALVADOR LARA, *Breve historia contemporánea de Ecuador*, México, D.F., Fondo de Cultura Económica, 2000 (2ª ed.), 642 p.

Aux sources de la collaboration scientifique franco-équatorienne : apports de la première mission géodésique française à l'archéologie équatorienne

D'UN POINT DE VUE SCIENTIFIQUE, parler de « France / Équateur : regards croisés », c'est bien sûr penser d'emblée à la Première mission géodésique française. Envoyée par l'Académie des Sciences de Paris en 1736¹ afin de « (...) faire aux environs de l'Équateur, des observations de divers genres, et surtout celles qu'on jugeait les plus propres à déterminer la Figure de la Terre »², cette expédition rassembla dix membres (dont Godin, La Condamine, Jussieu et Bouguer sont les plus cités), spécialisés dans les mathématiques, l'astronomie, la médecine, la botanique et la géographie. Ce sont donc-là les domaines les plus récurrents dans les nombreux écrits publiés par la suite, en ce qui concerne les principaux apports scientifiques de la Mission géodésique.

L'expédition partit de La Rochelle en 1735. À son arrivée à Carthagène, deux lieutenants de marine espagnols sont mis à sa disposition pour la « surveiller » : Don Jorge Juan y Santacilia et Don Juan Antonio de Ulloa. Tous rejoignent le Panama puis Manta et Guayaquil. Pendant près de huit années, les scientifiques vont parcourir une grande partie du pays dans leur prise de mesures et réaliser des découvertes à plusieurs niveaux, ainsi que

¹ Eloy Soria Sánchez, « Semblanza biográfica del autor », in *Diario del Viaje al Ecuador, Introducción Histórica a la Medición de los tres primeros grados del Meridiano*, Quito, Coordinación General del Coloquio "Ecuador 1986", 1986, p. xii.

² Charles-Marie de La Condamine, *Diario del Viaje al Ecuador, Introducción Histórica a la Medición de los tres...*, *op. cit.*, p. 1.

des rencontres mémorables, telle que celle entre La Condamine et Pedro Vicente Maldonado. Malgré des tensions survenues aussi bien parmi les géodésiens qu'entre ces derniers et les autorités locales, la Mission réussit à avancer dans son entreprise, dont la fin en 1743 est marquée par le retour de Bouguer en France, bientôt suivi par celui de La Condamine accompagné de Maldonado qui, eux, choisissent de remonter l'Amazone³.

La Première mission géodésique française s'inscrit dans un contexte scientifique et épistémologique bien particulier, à savoir l'apogée des récits de voyage, caractéristiques de l'époque des Lumières qui, suite à la découverte de l'Amérique, se multiplient dans le monde. Comme nous le verrons par la suite, ces deux aspects expliquent pourquoi les apports scientifiques de la Première mission géodésique française vont bien au-delà des disciplines représentées par ses membres. Ainsi, moins souvent évoquée, l'archéologie contemporaine a-t-elle aussi bénéficié des précieuses descriptions fournies par les géodésiens.

L'objectif de l'étude qui suit est donc de présenter pourquoi, en quoi et comment la Première mission géodésique française constitue une contribution pour l'archéologie équatorienne d'aujourd'hui. Deux types d'acteurs et d'époques seront ainsi mis en présence : les archéologues équatoriens (ou travaillant en Équateur) aujourd'hui et dans le contexte actuel, et les géodésiens français, voyageurs et scientifiques de l'époque des Lumières. Il s'agit donc bien de « regards croisés », quoique d'un point de vue diachronique. Cet exposé est organisé en deux parties : la première consiste en une brève définition de l'archéologie et de ses enjeux, plus particulièrement dans le contexte nous concernant, tandis que la deuxième se penche plus précisément sur le type de contributions réalisées par les géodésiens français à l'archéologie équatorienne contemporaine, ainsi que l'usage que les archéologues équatoriens ou travaillant en Équateur en font aujourd'hui.

L'archéologie : définition, enjeux, contextes

L'archéologie est la science qui se consacre à l'étude des cultures du passé à travers les vestiges laissés par celles-ci ; elle est aussi, à maints égards, le fruit de « regards croisés ». Il s'agit en effet d'une discipline qui est traversée par plusieurs types de savoirs. Ainsi, les études directes des vestiges archéologiques trouvés sur le terrain font appel aux sciences dites « dures » et aux sciences humaines. La science archéologique puise ses racines dans deux moments historiques précis du Monde Occidental : la Renaissance et les

³ Hélène Minguet, « Introduction », in *Voyage sur l'Amazone*, Paris, éditions FM/La Découverte, 1991, p. 14-17.

Lumières tout d'abord, avec l'intérêt suscité par le monde Antique et le développement de la figure de l'Antiquaire, puis la mise en place du paradigme évolutionniste, avec l'essor des théories de Darwin.

En règle générale, le développement de l'archéologie en Amérique latine est lié à la progression des idées évolutionnistes aux États-Unis, où la formation de chaires et de musées spécialisés motive très tôt l'organisation d'expéditions d'exploration qui seront à l'origine des premières études sur les Mayas ou les Incas par exemple. Naturellement, cet engouement envers les cultures du passé existait aussi dans chaque pays latino-américain, où proliférèrent très vite, à cette époque, des archéologues amateurs / collectionneurs dont les contributions – dans certains cas – sont encore citées aujourd'hui. Il faut attendre la fin du XX^e siècle pour voir apparaître une généralisation et une institutionnalisation des chaires d'archéologie en Amérique latine.

De façon à brosser ne serait-ce qu'un bref panorama simplifié et général du passé précolombien tel qu'on se le représente aujourd'hui en Équateur, il faut retenir que ce dernier a été divisé en 4 grandes périodes : l'archaïque / précéramique (9 000 à 3 500 av. J.-C), avec les premières tribus nomades vivant de la chasse et la cueillette ; puis la période dite formative (3 500-500 av. J.-C.), avec l'apparition des premiers villages agricoles, céramistes et sédentaires ; les étapes du Développement régional puis d'intégration ensuite, où se développent des noyaux politiques hiérarchisés caractérisés par l'essor de savoir-faire complexes au niveau technique (agriculture, métallurgie notamment). La conquête inca, vers la deuxième moitié du XV^e siècle, puis celle des Européens, moins d'un siècle plus tard, marquent enfin des tournants culturels décisifs dans l'évolution de ces sociétés.

Bien que l'archéologie soit considérée comme une science et que, en tant que telle, elle se fonde sur des principes d'application « universels », l'histoire culturelle de chaque région met l'accent sur un ou plusieurs outils spécifiques. En Équateur, à l'instar des autres pays latino-américains, les archéologues portent un intérêt particulier aux écrits des chroniqueurs qui ont fait partie des expéditions successives menées par les Espagnols dans leur entreprise de conquête du sous-continent dès le XVI^e siècle. L'« avidité », que l'on trouve dans ces récits, de transmettre la stupéfaction éprouvée face à la découverte d'un monde nouveau laisse peu à peu la place à un autre regard, plus posé et plus scientifique. Ancré dans l'esprit des Lumières, cet autre regard surgit avec l'essor des missions d'exploration réalisées par les principaux royaumes d'Europe, missions dont tirent profit de nombreux domaines scientifiques et qui suscitent de nouveaux questionnements, comme l'illustre le débat enfiévré au sujet du Bon sauvage.

Fidèles à cet esprit éclairé de leur temps, c'est en qualité non seulement de voyageurs mais de scientifiques que les géodésiens entreprennent leur expédition en Équateur. Curieux de tout, ils enquêtent néanmoins avec une grande rigueur et documentent les moindres détails des lieux et des cultures avec lesquelles ils entrent en contact : « ceux qui ont pris quelque intérêt à nos opérations trouveront dans ce récit de quoi satisfaire leur curiosité à plusieurs égards : quant à ceux à qui ces matières sont indifférentes; s'ils rencontrent ici quelque chose qui puisse les amuser, j'aurai plus tenu que je n'ai promis »⁴.

Contribution des géodésiens à l'archéologie équatorienne d'aujourd'hui

Comme l'objectif de la Mission n'avait pas directement à voir avec l'archéologie, les informations portant sur ce domaine sont présentes de façon plutôt dispersée dans les écrits laissés par les géodésiens, ce qui exige un certain travail de recherche bibliographique afin de les identifier. Ce sont surtout les écrits de La Condamine et de Juan et Ulloa qui sont abordés ici, plus complets et accessibles.

Un des principaux atouts des géodésiens est le bon état de conservation, à l'époque, des vestiges archéologiques qu'ils décrivent, qui permet d'avoir accès à des éléments d'informations, structurels par exemple, qui ne sont plus visibles aujourd'hui. De même, les traditions orales recueillies chez les populations locales sont encore relativement intactes et « fraîches » dans les esprits. D'autre part, la minutie scientifique dont ils font preuve dans leurs descriptions – à l'aide de plans le cas échéant – est un outil précieux pour l'archéologue d'aujourd'hui, soucieux de récupérer les moindres détails lui permettant de retracer les modes de vie anciens. Ainsi la précision des descriptions de La Condamine représente-t-elle une réelle garantie pour l'archéologue contemporain. Barnes et Fleming, qui se sont plus particulièrement penchés sur le travail de La Condamine à Ingapirca (sur lequel nous revenons par la suite), n'hésitent pas à voir en La Condamine « un des pionniers de l'archéologie éclairée »⁵.

⁴ Charles-Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur, servant d'introduction historique à la mesure des trois premiers degrés du Méridien*, Paris, Imprimerie Royale, 1751, p. 2.

⁵ Monica Barnes, David Fleming, « Charles-Marie de La Condamine's report on Ingapirca and the development of scientific field work in the Andes, 1735-1744 », *Andean Past*, n°2, 1989, p. 192-195.

Deux aspects de l'archéologie contemporaine sont concernés par les écrits des géodésiens : les sites archéologiques monumentaux d'une part ; le domaine des coutumes et des traditions ancestrales d'autre part. Nous verrons l'interprétation et la vision qu'en donnent les géodésiens, ainsi que l'utilisation qu'en font ou peuvent en faire les archéologues travaillant en Équateur aujourd'hui.

Description de monuments

Les membres de la Première mission géodésique française parcourent une grande partie du territoire de l'actuelle République de l'Équateur, nous léguant des cartes fort utiles du point de vue de l'étude des toponymies anciennes. Leurs expéditions leur permettent également de visualiser un certain nombre de sites archéologiques⁶, dont des monuments. Ce sont surtout ces derniers qu'observent les géodésiens, aux côtés des systèmes de voirie traditionnels (souvent associés au Chemin de l'Inca ou Qhapac Ñan - sorte de Via Appia de l'Empire Inca - mais, on le sait aujourd'hui, bien plus anciens en réalité). Ainsi La Condamine mentionne-t-il d'anciens monuments tels que El Callo (aux environs de Latacunga) ou encore « les divers autres monuments de l'industrie » des anciens habitants de la région d'Esmeraldas⁷. Son intérêt pour le sujet le pousse même à chercher les ruines de Caranqui et de Tomebamba, sans succès. Toutefois, c'est à Ingapirca, à ses yeux la structure la mieux conservée, que La Condamine se consacre⁸.

Si l'on en croit Fresco, Barnes et Fleming, la description de La Condamine, enrichie d'illustrations, est à ce jour la plus complète sur l'aspect général du site d'Ingapirca⁹. Forts de leur formation militaire, La Condamine, Juan et de Ulloa en concluent qu'il s'agit d'une forteresse inca destinée à protéger les frontières de l'empire¹⁰. Les fouilles archéologiques menées depuis n'ont fait que confirmer la précision du plan de La Condamine¹¹, quoique les

⁶ Un site archéologique est un endroit renfermant des vestiges associés à des cultures aujourd'hui disparues (monuments par exemple).

⁷ Charles Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur...*, *op. cit.*, p. 104.

⁸ Charles-Marie de La Condamine. « Report on some ancient monuments of Peru, from the time of the Incas » (1748 [1746]), in Monica Barnes, David Fleming, "Charles-Marie de La Condamine's report on Ingapirca and the development of scientific field work in the Andes, 1735-1744", *Andean Past*, n°2, 1989, p. 198.

⁹ Antonio Fresco, *La arqueología de Ingapirca (Ecuador): costumbres funerarias, cerámica y otros materiales*, Quito, Comisión del Castillo de Ingapirca, Consejo de Gobierno del Museo Arqueológico del Banco Central del Ecuador, 1984, p. 15, p. 176.

¹⁰ Monica Barnes, David Fleming, *op. cit.*, p. 176, p. 185, p. 190.

¹¹ Antonio Fresco, *op. cit.*, p. 69.

avis des spécialistes divergent quant à la fonction exacte de la structure à l'époque précolombienne. Les études les plus poussées sur le site d'Ingapirca sont réalisées en 1975, dans le cadre de la Deuxième mission archéologique espagnole dirigée par José Alcina Franch, avec la collaboration d'archéologues équatoriens. Franch reconnaît avoir suivi les indications de La Condamine et de Humboldt pour la reconstruction des structures¹². D'ailleurs, le secteur décrit et dessiné par La Condamine a été baptisé du nom de celui-ci, en son honneur.

La Condamine est considéré par les archéologues actuels comme le premier à avoir examiné un site préhispanique d'Amérique du Sud du point de vue de l'interprétation historique, c'est-à-dire en joignant des plans minutieux à une comparaison des récits des chroniqueurs sur l'architecture inca (une nouveauté à cette époque) et à des considérations d'ordre linguistique¹³. Ce souci linguistique est pionnier en ce qu'il annonce les principes de base du concept de glotochronologie, ou étude interprétative de l'évolution des familles de langues¹⁴. La Condamine en propose ainsi de nombreux exemples dans son *Journal de Voyage*, tels « Pamba-marca¹⁵ », « Cotopaxi »¹⁶, « Chimborazo »¹⁷.

La structure de son rapport et la méthodologie employée annoncent elles aussi les modèles appliqués par la suite en archéologie. La Condamine préfère en outre s'abstenir de toute interprétation au sujet des structures les moins conservées¹⁸, parti pris dont la prudence déontologique demeure exemplaire pour les archéologues d'aujourd'hui. Néanmoins, cette prudence contraste avec une des anecdotes du voyage : La Condamine y évoque les difficultés rencontrées au cours de ses triangulations, difficultés qui l'ont visiblement amené à détruire une forteresse du complexe archéologique de Pambamarca¹⁹.

¹² Voir aussi Jaime Idrovo. *Aspectos Funerarios entre los Cañaris de Ingapirca*, Maîtrise d'Archéologie / UER d'Art et d'Archéologie, Paris, 1979, p. 10.

¹³ Monica Barnes, David Fleming, *op. cit.*, p. 177, p. 184, p. 194.

¹⁴ Colin Renfrew, *La cuestión de los orígenes indoeuropeos*, Editorial Crítica, Barcelona, 1990, p. 98.

¹⁵ Charles-Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur...*, p. 52.

¹⁶ *Ibid.*, p. 53.

¹⁷ *Ibid.*, p. 184.

¹⁸ Charles-Marie de La Condamine, « Report on some ancient monuments of Peru, from the time of the Incas (1748 [1746]) », *op. cit.*, p. 200-203.

¹⁹ Charles-Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur...*, p. 52.

Description de coutumes ancestrales

L'archéologie en Amérique latine et en Équateur accorde une place toute particulière aux récits des populations indigènes, considérées comme descendantes des cultures précolombiennes ayant habité la zone. Les géodésiens ont aussi recueilli quelques-uns de ces récits, qu'on peut classer en trois grands domaines : l'histoire locale, les coutumes et les croyances, les techniques autochtones.

Juan et de Ulloa sont les seuls à donner des détails précis sur la chronologie historique locale, en particulier sur la conquête inca dès les origines de l'empire²⁰. À l'instar de tous les récits des chroniqueurs et voyageurs, récits supposés issus des traditions orales locales, cette narration est accueillie avec circonspection par les archéologues d'aujourd'hui, quand elle n'est pas simplement ignorée s'agissant des allusions au Règne de Quito dont aucune trace archéologique n'a été retrouvée à ce jour. Il s'agit toutefois d'un texte que les archéologues considèrent comme une référence dans le cadre du débat sur la nature et la durée de la présence inca en Équateur, notamment sur la côte où les « fils du soleil » ne semblent pas être parvenus à s'imposer entièrement aux populations locales.

La Condamine, pour sa part, associe ce genre d'épisodes historiques à des traditions²¹ face auxquelles il se montre incrédule, comme en témoigne son allusion distanciée au lac Quilotoa qui, d'après les populations locales, produirait des flammes²². D'esprit sans doute plus cartésien, le géodésien préfère évoquer le savoir-faire et les techniques caractéristiques des populations locales, qu'il a lui-même pu observer et décrire, laissant-là aux archéologues indices et détails précieux sur les modes de vie anciens. La Condamine explique ainsi le principe et la solidité des briques d'adobe²³ ou encore le procédé de la récupération de la glace du Pichincha par les indigènes locaux²⁴, pratique aujourd'hui totalement perdue à Quito mais documentée dans la région du Chimborazo, où vivrait encore le dernier de ceux que l'on nomme « hieleros ». Juan et de Ulloa citent quant à eux la pratique de la pêche

²⁰ Jorge Juan y Antonio de Ulloa, *Relación Histórica del Viaje a la América Meridional Hecho de Orden de S. Mag. para Medir Algunos Grados de Meridiano Terrestre, y Venir por Ellos en Conocimiento de la Verdadera Figura, y Magnitud de la Tierra, con Otras Varias Observaciones Astronómicas, y Físicas (Segunda Parte)*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1978, s. p.

²¹ Charles-Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur...*, p. 35-36.

²² *Ibid.*, p.62.

²³ Charles-Marie de La Condamine, *Diario del Viaje al Ecuador...*, p. 120.

²⁴ *Ibid.*, p.128.

de perles dans la Baie de Manta²⁵, le travail des émeraudes²⁶ ou les principes de base régulant l'exploitation des troupeaux de vigognes²⁷, essentielle du point de vue de l'industrie textile et marquée par des codes sociaux bien précis. Juan, de Ulloa²⁸ et La Condamine (ce dernier pour l'Amazonie surtout²⁹) fournissent également une liste détaillée des substances et résines employées localement pour la fabrication de teintures et de matériaux de construction. Ils s'attachent à décrire les systèmes traditionnels de ponts en lianes et en roseaux³⁰, avec une intention qui va bien au-delà de la simple curiosité technique qui caractérisait le regard des Espagnols : ils rédigent un véritable plaidoyer en faveur du talent des « Indiens »³¹.

On le voit, Juan et de Ulloa associent volontiers les Indiens, ces « malheureux enfants de la nature »³², au passé glorieux des Incas, dont la représentation est nettement idéalisée³³. À l'instar de La Condamine, et en dépit même des références historiques qu'ils produisent, ils ne différencient pas les populations pré-incas locales des Incas en tant que tels ; les indigènes qui leur sont contemporains sont perçus de façon homogène et comme descendant tous des Incas. À maints égards, ce regard témoigne du degré d'assimilation du discours impérialiste inca, qui a réussi à amoindrir, voire à anéantir, la mémoire des cultures pré-incas parmi les descendants des peuples conquis.

Certes, La Condamine semble admirer lui aussi les diverses prouesses techniques du monde préhispanique, mais d'un point de vue qui diffère de ceux de Juan et de Ulloa. Dans un premier temps, le Français associe l'absence d'outillage complexe à une certaine paresse, semblant reprocher aux « Indiens » de ne pas être allés plus loin au niveau technique. Néanmoins, La Condamine signale que la pauvreté de l'outillage n'a pas empêché ces « Indiens » de fabriquer des objets et d'ériger des constructions remarquables³⁴, ce

²⁵ Antonio de Ulloa et Jorge Juan, *Noticias secretas de América*, Madrid, Historia 16, 1991, tomo1, p. 552.

²⁶ *Ibid.*, p. 575.

²⁷ *Ibid.*, p. 599.

²⁸ Antonio de Ulloa, Jorge Juan, *Noticias secretas de América...*, p. 577.

²⁹ Charles-Marie de La Condamine, *Voyage sur l'Amazone...*, p. 74.

³⁰ *Ibid.*, p. 49.

³¹ Antonio de Ulloa, Jorge Juan, *Noticias secretas de América...*, p. 99, p. 314.

³² Georges Juan, Antonio d'Ulloa, de la Condamine, Frézier, *Description de l'Amérique Méridionale*, Tours, Ad. Mame et Cie., Imprimeurs Libraires, 1845, tome 1, p. 99.

³³ Antonio de Ulloa, Jorge Juan, *Noticias secretas de América...*, p. 99, p. 423.

³⁴ Charles-Marie de La Condamine, « Report on some ancient monuments of Peru, from the time of the Incas (1748 [1746]) » ..., p. 206, p. 212.

qui exige, en définitive, beaucoup plus d'efforts que l'emploi d'une technologie sophistiquée. Le lecteur peut y voir une preuve du talent et du savoir-faire de ces sociétés, à même de compenser et de racheter leur « paresse technologique ».

Pourtant, La Condamine porte aussi des jugements durs sur les indigènes de son époque, qu'il n'hésite pas à associer aux animaux³⁵. Il décrit leur insensibilité et recourt à des champs lexicaux peu flatteurs : les indigènes auraient de nombreux « défauts » et seraient « gloutons », « pusillanimes », « poltrons à l'excès », « ennemis du travail »³⁶. Comment La Condamine établit-il un lien entre les talentueux artisans préhispaniques qu'il décrit et les indigènes de son époque, si négativement dépeints ? De fait, La Condamine s'interroge sur l'apparente opposition entre les indigènes qu'il a rencontrés et la magnificence des anciens péruviens, magnificence que décrivent des auteurs locaux comme Garcilaso et qu'il a lui-même observée et admirée à travers divers témoignages artistiques de l'époque précolombienne. Il en conclut à une dégénérescence culturelle ou à une exagération idéaliste de la part de Garcilaso³⁷. Minguet observe dans les propos de La Condamine au sujet des indigènes « l'esprit européo-centrique et rationaliste du siècle des Lumières, assoiffé de « modernité », imbu du pouvoir qu'il s'octroie pour remplir la « mission » qu'il croit avoir de propager les lumières de Dieu ou celles des sciences dans les pays colonisés. L'Indien de La Condamine n'est pas le bon sauvage des philosophes »³⁸.

Il est difficile de porter aujourd'hui un jugement sur l'attitude du géodésien, confronté en outre à des situations complexes. Rappelons les nombreuses mésaventures, au dénouement quasi fatal, survenues avec les guides indigènes de la Mission ; elles n'ont sûrement pas contribué à améliorer l'impression de La Condamine. Les indigènes de leur côté n'ont pas semblé montrer de grande considération envers le travail des géodésiens ; en témoigne cette fête populaire à Tarqui, où ces derniers sont imités de façon burlesque³⁹. On peut supposer, étant donné le contexte de l'époque, que les guides n'aient pas été informés des objectifs de la Mission. Il n'est donc pas si surprenant qu'ils se soient facilement enfuis lors des étapes les plus pénibles, voire dangereuses. De surcroît, ils devaient associer les géodésiens à la figure despotique des maîtres dont ils dépendaient. Peut-on alors parler de

³⁵ Charles-Marie de La Condamine, *Diario del Viaje al Ecuador...*, p. 44-45.

³⁶ Charles-Marie de La Condamine, *Voyage sur l'Amazone...*, p. 61-62.

³⁷ *Ibid.*, p. 63.

³⁸ Hélène Minguet, *op. cit.*, p. 26.

³⁹ Charles-Marie de La Condamine, *Journal du Voyage fait par ordre du Roi à l'Équateur...*, p. 88.

malentendu socioculturel ? Nous avons affaire à un débat d'autant plus complexe qu'il ne reste pas de trace des témoignages des indigènes, contrairement à ceux des géodésiens, ce qui réduit toute analyse à des considérations fortement subjectives. Toutefois, même s'ils sont épars et fortement teintés de partis pris philosophiques, même s'ils restent liés aux circonstances historiques et politiques de l'époque, il est certain que les précieux indices laissés par la Mission géodésique française, tels que les divers apports sur la monumentalité, les langues, les coutumes, les traditions, restent d'actualité pour l'archéologie équatorienne⁴⁰.

C'est au XX^e siècle, bien après l'étape mouvementée des luttes indépendantistes, que la collaboration scientifique et archéologique en particulier s'instaure pleinement entre la France et l'Équateur. Dès le début du XX^e siècle, l'archéologie occupe une part importante des apports de la Deuxième mission géodésique française, grâce à Paul Rivet, médecin et naturaliste, qui parcourt lui aussi une grande partie du pays. Il formule un ensemble d'observations non seulement sur les populations de son époque, mais aussi sur les vestiges qu'il a pu apprécier et, le cas échéant, ramener en France pour y constituer la collection aujourd'hui conservée dans les réserves du Musée du Quai Branly. Les observations de Rivet concernent la linguistique, la métallurgie, l'anthropologie physique, entre autres. *Ethnographie ancienne de l'Équateur*, qu'il écrit avec René Verneau et publie en 1912, fait toujours autorité en la matière, parmi les archéologues travaillant en Équateur⁴¹. Depuis, sept missions françaises spécifiquement archéologiques se sont succédé en Équateur, dont deux sont encore en cours. Ces dernières reposent sur des conventions signées avec les autorités locales et sur la participation de chercheurs et étudiants équatoriens qui, pour certains d'entre eux, poursuivent ensuite leur formation archéologique en France. Toutes ces missions se penchent, avec succès, sur des aspects encore mal connus de l'archéologie équatorienne. La première, dans les années 70 et 80, dirigée par Jean Guffroy, se consacre à la période Formative de la province de Loja. Dans les années 80 puis 2000, Jean-François Bouchard du CNRS étudie la culture Tumaco – La Tolita dans la province d'Esmeraldas, sur la côte nord de l'Équateur, où l'intervention de l'IRD est également à signaler ; il prolonge ensuite sa mission sur la côte centrale de la province de Manabí, dans le

⁴⁰ Voir Francisco Valdez, « La investigación arqueológica en el Ecuador, reflexiones para un debate », *Revista del Patrimonio Cultural del Ecuador*, Quito, INPC, 2002, p. 8.

⁴¹ *Idem*. Voir aussi p. 9.

cadre d'un projet en collaboration avec l'Université Complutense de Madrid⁴². En 1995, la mission dirigée par Stéphane Rostain de l'Institut Français des Études Andines (IFEA) marque l'ouverture d'un tout nouveau front de recherche, cette fois en Amazonie, plus concrètement dans la vallée de l'Upano (province de Morona Santiago). Stéphane Rostain se trouve aujourd'hui de nouveau en Équateur, afin de poursuivre ses recherches dans la province amazonienne de Pastaza, peu connue d'un point de vue archéologique : les quelques indices étudiés laissent présager des découvertes appelées à remettre en question bien des présupposés sur le rôle culturel de l'Amazonie. Celle-ci a en effet déjà révélé quelques surprises stupéfiantes en Équateur, notamment grâce à la mission de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dans la province de Zamora-Chinchipec, toujours en cours. Cette mission, dirigée par Jean Guffroy puis Francisco Valdez, a permis la découverte d'une nouvelle culture qui a relancé le débat au sujet des possibles origines amazoniennes des cultures andines. Soulignons ici deux autres contributions d'importance dans le cadre de cette mission : celle de Geoffroy de Saulieu en ce qui concerne l'archéologie de la province de Pastaza et celle de Gaëtan Juillard, à l'origine de la première page web professionnelle consacrée à l'archéologie équatorienne⁴³. Sur les traces de Godin et de ses pairs, ces missions archéologiques françaises viennent s'ajouter à des dizaines de campagnes de recherche menées en Équateur par d'autres pays durant le XX^e siècle. Grâce à l'initiative et à l'ouverture d'esprit des archéologues équatoriens, ces travaux conjoints ont peu à peu contribué à forger l'archéologie équatorienne telle qu'on la connaît aujourd'hui, avec ses lacunes bien entendu, mais aussi ses atouts et ses perspectives prometteuses.

Catherine LARA
Archéologue, Université de Paris I – Panthéon Sorbonne

⁴² *Idem.*

⁴³ *Idem.* Voir www.arqueo-ecuatoriana.ec et www.arqueologia-diplomacia-ecuador.blogspot.com

La contribución científica y técnica del IRD al conocimiento de la ciudad de Quito

AL INTERESARNOS EN EL PROCESO DE DESARROLLO del Distrito Metropolitano de Quito a través del análisis de las condiciones sanitarias, educacionales y ambientales de la ciudad, podemos darnos cuenta del trabajo de investigación efectuado en estos campos por la ORSTOM-IRD dentro de programas de cooperación científica y técnica con instituciones ecuatorianas. Gracias a este trabajo conjunto, disponemos hoy de un conocimiento amplio sobre la ciudad de Quito y el Distrito Metropolitano. El objetivo de esta comunicación es realizar un breve estado de la cuestión sobre las actividades científicas realizadas en Quito con el apoyo del *Institut pour la Recherche et le Développement* (IRD) e interrogarnos acerca de la situación de la investigación-acción participativa en el marco del trabajo de cooperación de la institución francesa.

En Francia, la creación en 1943 de la Oficina de Investigación Científica Colonial (ORSC), que dependía de la Secretaría de Estado de la Marina y Asuntos Coloniales, marcó el inicio de la institucionalización de la investigación científica fuera del país. En aquel entonces, los objetivos de la ORSC eran la constitución de un equipo de investigadores, la instauración en países tropicales de una formación científica de alto nivel y el establecimiento de una red de centros de investigación en los territorios franceses de ultramar. A raíz del proceso de independencia de las colonias francesas africanas, la Oficina de Investigación Científica y Técnica de Ultramar (ORSTOM), que reemplazó en 1953 a la ORSC, amplió su campo de acción a través del desarrollo de una

cooperación con países del Sudeste asiático, países árabes y de América del Sur. Fue así como en 1984, con el impulso de René de Maximy, la ORSTOM inició sus actividades científicas en Quito. Efectivamente, la Municipalidad de Quito, el Instituto Geográfico Militar (IGM) y la sección ecuatoriana del Instituto Panamericano de Geografía e Historia (IPGH) se mostraron bastante interesados por el proyecto planteado por la ORSTOM: «crear y perfeccionar un sistema de información geográfica (SIG) eficiente, constituir una base datos urbanos (BDU) e implantar un observatorio urbano»¹.

Los primeros pasos de la ORSTOM en la ciudad de Quito

A partir de 1988, la cooperación científica y técnica de la ORSTOM-IRD² en la ciudad de Quito se ha concretizado mediante diferentes programas. En cooperación con el IGM, el IPGH y el Municipio de Quito, el primer proyecto impulsado fue la elaboración de un atlas de la ciudad. Sin embargo, para llevarlo a cabo era necesario crear un SIG adaptado a las exigencias del proyecto y, por consiguiente, formar técnicos para su manejo. Comenzó entonces un largo y complejo trabajo de desarrollo de un *software* como herramienta informática para el tratamiento de datos geográficos. En las actas de los seminarios y talleres científicos que se llevaron a cabo en 2004 como celebración de los treinta años de cooperación del IRD en Ecuador, Marc Souris, diseñador y ejecutor del SIG «Savane» describe de manera bastante clara y detallada la construcción del *software*, poniendo en evidencia todas las dificultades materiales y técnicas que tuvieron que ser superadas para alcanzar los objetivos³. Los estudios y actividades para el programa Atlas Informatizado de Quito (AIQ) se iniciaron en un contexto urbano sumamente complejo. La ciudad se caracterizaba ya en aquella época por una fuerte

¹ René de MAXIMY, «De Kinshasa a Quito», in Pierre GONDARD (ed.), *IRD: treinta años en Ecuador*, Actas de los seminarios y talleres científicos del 11 al 16 de octubre de 2004, Quito, IRD, 2007, p. 121.

² En 1998, la ORSTOM experimentó cambios en su funcionamiento y pasó a denominarse IRD (Institut de Recherche pour le Développement), adoptando unidades temáticas especializadas en entornos y medio ambiente, recursos vivos, sociedad y salud, peritaje y valorización y, por último, apoyo y formación de comunidades científicas de países del sur. Información disponible en el portal del IRD: <http://www.ird.fr/l-ird/historique> (consultado el 25 de septiembre de 2011).

³ Marc SOURIS, « La construction d'un système d'information géographique dans le cadre de la coopération entre l'IRD et la Municipalité de Quito », in Pierre GONDARD, *op. cit.*, p. 127-129.

concentración de la población y una tasa de crecimiento anual del 4,43 % entre los dos censos de 1974 y 1982⁴.

El Atlas Informatizado de Quito y el Sistema Urbano de Información Metropolitana

Para evaluar la importancia del proyecto interinstitucional Atlas Informatizado de Quito (AIQ), es necesario volver rápidamente sobre la gestión del proceso de urbanización de la ciudad. A finales del siglo XIX y a principios del siglo XX, el crecimiento de Quito comenzaba a plantear problemas de organización. Se evocaba ya la necesidad de un plan regulador por parte de las autoridades locales. Con el objetivo de construir un espacio urbano continuo e instaurar servicios municipales para el mantenimiento de los espacios públicos, la Alcaldía dictó varias ordenanzas. En 1930 se votó la primera ley en materia de urbanismo pero sólo en 1942 se creó un plan de regulación: el Plan Odriozola⁵. Frente al crecimiento urbano, resultado de una fuerte tasa de natalidad y de flujos migratorios internos importantes, el plan de 1942 no logró responder a las necesidades de la población y en 1967 las autoridades decidieron establecer el Plan director de urbanismo, con el cual se redujeron de manera drástica los espacios verdes. El objetivo era multiplicar las infraestructuras urbanas y las zonas de vivienda. Este plan de regulación estaba previsto para la planificación de 7 355 hectáreas hasta el año 2000⁶ pero fue superado rápidamente por la realidad: una urbanización descontrolada pese al marco legal existente en materia de regulación. Efectivamente, si nos interesamos en las cifras podemos darnos cuenta del fuerte crecimiento de Quito en cuarenta años: en 1942, la ciudad ocupaba una superficie de 975 hectáreas, en 1967, 6 497 hectáreas y en 1982, 10 000 hectáreas. Esta situación condujo a problemas de funcionamiento y de gestión del espacio, agravados por los limitados recursos de la Municipalidad y la falta de voluntad política. En aquel contexto de crisis urbana, la ORSTOM inició sus

⁴ Henri GODARD, Marc SOURIS, « L'Atlas Informatisé de Quito (AIQ) : un outil au service de la gestion et de la planification urbaine », Communication présentée à l'occasion du séminaire organisé par l'ISTED à Lyon les 20, 21 et 22 septembre 1988. Disponible sur http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/doc34-06/27398.pdf (consultado el 26 de septiembre de 2011).

⁵ El Plan Odriozola preveía la planificación de 3 376 hectáreas, caracterizada por una fuerte zonificación del territorio: el norte acogería barrios jardines con viviendas para grupos socioeconómicos acomodados y para la clase media, el sur reuniría una zona industrial y barrios obreros y el centro estaba destinado a la actividad comercial, edificios históricos y entidades municipales y gubernamentales (*Plan regulador de Quito*, Quito, Municipio de Quito, 1942).

⁶ *Plan de ordenamiento urbano de Quito*, Quito, Municipio de Quito, 1967.

actividades de cooperación científica y técnica en Quito. Según Henri Godard y Marc Souris, cuando emprendieron los primeros estudios para la realización del AIQ, utilizando el censo de población de 1982, pudieron constatar que casi el 50 % de los quiteños tenía que hacer frente a diversos problemas: el difícil acceso a las infraestructuras urbanas y a los servicios de base, el mal funcionamiento del transporte urbano y de la red vial, el desequilibrio en la distribución espacial de las actividades, la falta de empleo y la disminución del salario real⁷. A las dificultades urbanas cotidianas se sumaba la crisis económica, lo cual tuvo consecuencias catastróficas en la calidad de vida de los quiteños.

En tales circunstancias, parece lógico que el Municipio de Quito, el Instituto Geográfico Militar y el Instituto Panamericano de Geografía e Historia vieran en la iniciativa de la ORSTOM una oportunidad para mejorar los conocimientos sobre la ciudad y disponer de un diagnóstico de la situación. Si el objetivo principal del Atlas Informatizado de Quito era crear una base de datos urbanos, el Municipio se dio cuenta rápidamente de que los resultados podrían favorecer «la toma de decisiones [...], reforzar sus órganos de comunicación, de planificación, de investigación, así como sostener la capacitación de sus ingenieros y técnicos»⁸. El AIQ no solo permitiría comprender mejor la ciudad sino también buscar soluciones a los problemas ya citados, creando una verdadera dinámica entre las instituciones implicadas en el proyecto. Como lo afirman Henri Godard y Marc Souris, era fundamental que los organismos de control y de gestión de la ciudad tuvieran por medio del AIQ «una información actualizada que permitiera aprehender de manera regular el funcionamiento de la urbe y un instrumento metodológico que respondiera a las necesidades a través de la actualización»⁹. Para disponer de una herramienta eficaz, se emprendieron varios estudios dirigidos a la identificación y caracterización de las diferentes zonas de la ciudad mediante el conocimiento de la población y del espacio. De esta manera se pondría en evidencia las posibilidades de construcción, de implantación de infraestructura y de servicios así como la necesidad de establecer zonas de protección ecológica¹⁰. Además, el análisis de los comportamientos de los quiteños ayudaría a distinguir los problemas de funcionamiento de la ciudad y a observar la evolución del tejido urbano. Se examinaron por lo tanto diversos

⁷ Henri GODARD, Marc SOURIS, *op. cit.*, p. 2.

⁸ René de MAXIMY, *op. cit.*, p. 129.

⁹ Henri GODARD, Marc SOURIS, *op. cit.*, p. 4.

¹⁰ *Idem.*

elementos: la relación entre los habitantes y las infraestructuras, las viviendas y sus ocupantes, las migraciones, el empleo y las zonas de actividad económica y de ocio. Estos estudios exigieron grandes esfuerzos para la obtención de información fiable; se utilizaron las estadísticas del censo nacional de 1982 y la recolección de datos realizada específicamente para el programa AIQ.

Pese a la voluntad común y al trabajo conjunto de las instituciones que participaban en el AIQ, a las dificultades técnicas y materiales de la ejecución del atlas, se sumaron desacuerdos y rivalidades entre las contrapartes. Esta situación revela la complejidad que comporta la gestión de un convenio en el que los intereses de las instituciones pueden diferir, sobre todo dentro del marco de la cooperación. Como lo señala René de Maximy, en el caso del AIQ se plantearon dos enfoques opuestos que crearon a menudo divergencias:

una visión más bien universitaria, dedicada a la producción de conocimientos sobre la ciudad de Quito y a la publicación de la obra, a corto plazo, y una visión más bien operacional dedicada al diseño y a la producción de herramientas informativas que permitan garantizar una mejor información y un mejor manejo de la ciudad, a largo plazo¹¹.

Frente a la urgencia del proyecto, el Municipio de Quito se retiró del convenio, el cual fue renovado por el IGM, el IPGH y la ORSTOM. Estas tres instituciones se encargaron por lo tanto de la redacción y publicación del Atlas¹². Sin embargo, se estableció un acuerdo entre la ORSTOM y el Municipio para la implementación del Sistema Urbano de Información Metropolitana (SUIM) en la Dirección de Planificación. En definitiva, gracias a los esfuerzos realizados, se logró ir más allá de la diferencia de enfoques y cumplir con los objetivos fijados. En 1992, por una parte, la publicación del AIQ abrió el camino a las investigaciones sobre la ciudad y, por otra, la creación de una base de datos localizados y de un servicio de información ha permitido a las autoridades municipales disponer de herramientas metodológicas eficaces para el mejoramiento de la gestión urbana, a través de políticas de planificación que permitieran organizar, ordenar y regular las actividades, el espacio y el territorio¹³.

¹¹ René DE MAXIMY, *op. cit.*, p. 128-129.

¹² María Augusta FERNANDEZ, «Memorias de un proyecto exitoso. Del Atlas Informatizado de Quito al Sistema Urbano de Información Metropolitana de Quito», p. 3. Artículo disponible en www.crid.or.cr/cd/CD_GERIMU06/pdf/spa/doc5951/doc5951-contenido.pdf (consultado el 07 de octubre de 2011).

¹³ Los diferentes actores sociales tienen acceso a todos los servicios del SUIM: «análisis, tratamiento y restitución gráfica y estadística, información de síntesis en forma de

La consolidación de la cooperación entre la ORSTOM-IRD y el municipio de Quito

Tras siete años de cooperación entre la institución francesa y las entidades ecuatorianas, la publicación del Atlas Informatizado de Quito y la implementación del Sistema Urbano de Información Metropolitana constituyen un éxito incontestable. A partir de 1994, con estas herramientas metodológicas se iniciaron varios programas científicos con el objetivo de profundizar los conocimientos sobre la ciudad de Quito y el Distrito Metropolitano y fortalecer de esta manera la actuación de las autoridades municipales en la planificación y el ordenamiento urbanos.

El programa «Medio ambiente urbano»

Entre 1994 y 1998, se llevaron a cabo estudios sobre el ambiente en el Distrito Metropolitano de Quito (DMQ) gracias a la iniciativa de Pierre Peltre, la dirección de Pascale Metzger y el apoyo técnico de la Dirección General de Planificación del DMQ. Se efectuó un trabajo sumamente interesante sobre la ciudad al «desarrollar conceptos y métodos capaces de aprehender científicamente la cuestión del medio ambiente urbano y elaborar un diagnóstico [...] que constituya un conocimiento realmente útil para el manejo de la ciudad»¹⁴. Cabe señalar que las investigaciones desarrolladas estuvieron orientadas hacia el análisis de los bienes comunes, suelo, agua, aire, aseo y movilidad y su modo de producción y consumo. El objetivo final era establecer el perfil ambiental de cada bien común dentro del espacio urbano. Dentro de esta perspectiva, los resultados del inventario, la observación y el análisis dieron lugar a la publicación del libro *El medio ambiente urbano en Quito* en 1996¹⁵. Los elementos cartográficos que ilustran los diferentes ejes analizados permiten una comprensión clara de las desigualdades territoriales en cuanto a la producción y el consumo de los bienes comunes en la ciudad de Quito.

listados y mapas, generación de situaciones hipotéticas predecibles mediante modelos de simulación, tratamiento de la información altimétrica para generar modelos numéricos de terreno, monitoreo de usos de suelo y fenómenos ambientales mediante imágenes satelitarias y fotografías aéreas, consulta del diccionario-catálogo, consulta y distribución de datos y resultados a los usuarios, capacitación y asesoramiento a usuarios interesados en el desarrollo de sistema similares» (*Ibidem*, p. 18).

¹⁴ Pascale METZGER, «El programa 'medio ambiente urbano' (1994-1998)», in Pierre GONDARD (ed.), *op. cit.*, p. 144.

¹⁵ Pascale METZGER, Nury BERMUDEZ, *El medio ambiente urbano en Quito*, Quito, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito, Dirección General de Planificación, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération, 1996.

A partir de esta primera etapa de reflexión, Pascale Metzger profundizó el estudio poniendo de relieve la problemática ambiental de la ciudad por medio de la identificación de «las combinaciones de los modos de producir y de consumir los bienes comunes con el fin de obtener ‘tipos’ o ‘perfiles’ ambientales»¹⁶. La publicación en 2001 de *Perfiles ambientales en Quito*¹⁷ me parece crucial en el proceso de conocimiento de la ciudad y para la eventual implementación de políticas de gestión ambiental. Desde un punto de vista operativo, el trabajo realizado por Pascale Metzger, con la colaboración técnica de la Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda, constituye una herramienta esencial para plantear soluciones a los problemas de desigualdad frente al acceso a los diferentes bienes comunes así como a las cuestiones relacionadas con la degradación ambiental. Como lo señala la autora, «el reto consiste en concebir una política ambiental destinada a asegurar ante todo la calidad del medio ambiente urbano y el bienestar de todos los ciudadanos»¹⁸.

El estudio de nueve barrios de Quito

Paralelamente a los estudios realizados sobre el entorno urbano, un equipo pluridisciplinario e interinstitucional se dedicó al análisis de diferentes barrios de la ciudad. La colaboración entre el IRD, la Facultad de Arquitectura y Urbanismo de la Universidad Central de Quito (FAU) y la Dirección General de Planificación del Municipio de Quito fue plasmada por René de Maximy y Karine Peyronnie en el libro *Gente de Quito*, publicado en el año 2000¹⁹. El estudio de nueve barrios de la capital ecuatoriana fue realizado gracias a la dirección pedagógica del Arquitecto Antonio Narváez, decano de la FAU y a la dirección científica del director de investigaciones del IRD, René de Maximy. Las reflexiones elaboradas alrededor de los barrios La Loma, San Juan, Chimbacalle, La Mariscal, El Batán, La Kennedy, San Carlos, Comité del Pueblo y La Ecuatoriana, nos permiten disponer hoy de un enfoque científico sobre barrios esenciales en el desarrollo de la ciudad. Los conocimientos creados en torno a las características de cada barrio se fundamentan tanto en datos estadísticos fiables, fruto de un trabajo de encuesta sumamente arduo, realizado por colaboradores ecuatorianos, como en análisis serios sobre la

¹⁶ Pascale METZGER, «El programa ‘medio ambiente urbano’ (1994-1998)», *op. cit.*, p. 146.

¹⁷ Pascale METZGER, *Perfiles ambientales de Quito*, Quito, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito, Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda, Institut Recherche Scientifique pour le Développement, 2001.

¹⁸ *Ibidem*, p. 112.

¹⁹ René DE MAXIMY, Karine PEYRONNIE, *Gente de Quito*, Quito, IRD, Abya Yala, CEDIME, 2000.

situación demográfica, la vivienda, las actividades comerciales, la escolarización y la movilidad de los habitantes. Gracias a este estudio y a la publicación del trabajo, la comprensión de las dinámicas sociogeográficas de estos barrios puede constituir un punto de partida para la toma de conciencia de la problemática urbana y la posibilidad de una mejor gestión municipal. *Gente de Quito* es, sin duda alguna, una herramienta indispensable para todos quienes se encuentran vinculados con la cuestión urbana. Lamentablemente, por el momento, no se han llevado a cabo nuevos estudios sobre otros barrios de la capital, la cual no ha dejado de extenderse.

El Sistema de información y riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito

Más allá de perspectivas exclusivamente científicas, la cooperación del IRD en materia de geografía urbana se ha ido adaptando a las necesidades de la ciudad y de la población. En este sentido, ante la actividad volcánica del Guagua Pichincha en 1999, el IRD lanzó un nuevo programa de investigación con el fin de establecer un Sistema de Información y Riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito. Un amplio equipo de investigadores de diferentes instituciones fue dirigido por Pascale Metzger durante el primer año y Robert d'Ercole hasta 2004, con el apoyo técnico de la Unidad de Estudios Metropolitanos de la Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda (DMTV)²⁰. Gracias a la experiencia adquirida en cuanto a la utilización e interpretación de los datos administrados por el sistema «Savane», se logró desarrollar un programa bastante complejo de gran interés tanto para la comunidad científica como para los poderes públicos. Como lo indica Robert d'Ercole, el objetivo del estudio era «producir conocimientos socialmente útiles y rápidamente utilizables en una perspectiva de prevención de los riesgos»²¹. Para esto, se establecieron tres ejes de investigación: fijar un método de análisis de los riesgos en el entorno urbano, enriquecer los conocimientos acerca de los riesgos en Quito y crear un instrumento para respaldar la acción municipal. Este estudio ha contribuido de forma significativa a la comprensión de la ciudad. Al determinar los elementos esenciales del funcionamiento de la capital, los investigadores analizaron una gran diversidad de factores de desarrollo del Distrito Metropolitano de Quito (DMQ). Efectivamente, se logró analizar un conjunto complejo de datos relacionados con la población y sus

²⁰ Robert D'ERCOLE, «Sistema de información y riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito», in Pierre GONDARD (ed.), *op. cit.*, p. 152-156.

²¹ *Ibidem*, p. 152.

necesidades (educación, salud, patrimonio, cultura y recreación), la economía de la ciudad (empresas, valor del suelo, instituciones públicas y capitalidad) y la logística urbana (agua, suministro alimentario, electricidad, abastecimiento de combustibles y movilidad).

Después de esta primera etapa en el proceso de investigación, el trabajo consistió en poner de relieve la vulnerabilidad de los elementos esenciales a través de la identificación, caracterización y jerarquización de los espacios generadores y difusores de vulnerabilidad. Gracias a la cartografía realizada pudieron definirse iniciativas para la reducción de los riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito. Se analizó también el marco normativo relacionado con la gestión de riesgos a fin de enriquecer la reflexión en torno a las herramientas existentes para enfrentar las posibles situaciones de emergencia. Los resultados de este amplio programa de estudios dieron lugar a dos publicaciones: *Los lugares esenciales del Distrito Metropolitano de Quito* (2002) y *La vulnerabilidad del Distrito Metropolitano de Quito* (2004) de Robert d'Ercole y Pascale Metzger²². En el marco de las investigaciones del IRD y del Municipio, Florent Demoraes dedicó sus estudios doctorales al análisis de los riesgos del DMQ dentro de una perspectiva concreta: la movilidad cotidiana de los habitantes y la accesibilidad. Como lo resume Florent Demoraes, autor del libro *Movilidad, elementos esenciales y riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito*²³, «además de un profundo trabajo de actualización, la base fue enriquecida en muchos campos, en particular en el de la movilidad, en la óptica de convertirla en una herramienta de ayuda a la decisión en materia de planificación preventiva y manejo de crisis»²⁴.

El programa Sistema de Información y Riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito no solo dio lugar a la creación de conocimientos indispensables para el manejo de la ciudad y del territorio metropolitano y para la gestión de riesgos naturales y antrópicos, sino que llevó también a la constitución de un equipo de jóvenes investigadores asociados al IRD, denominado PAUD (Por el Ambiente Urbano y el Desarrollo). Con el apoyo científico y financiero del IRD,

²² Robert D'ERCOLE, Pascale METZGER, *Los lugares esenciales del Distrito Metropolitano de Quito*, Quito, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito, Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda, Institut Recherche Scientifique pour le Développement, 2002; Robert D'ERCOLE, Pascale METZGER, *La vulnerabilidad del Distrito Metropolitano de Quito*, Quito, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito, Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda, Institut Recherche Scientifique pour le Développement, 2004.

²³ Florent DEMORAES, *Movilidad, elementos esenciales y riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito*, Quito, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito, Dirección Metropolitana de Territorio y Vivienda, Institut de Recherche Scientifique pour le Développement, 2005.

²⁴ Florent DEMORAES, «Elementos esenciales, movilidad y riesgos en el Distrito Metropolitano de Quito (Ecuador)», in Pierre GONDARD (ed.), *op. cit.*, p. 161.

este equipo tiene como objetivo continuar los estudios sobre el medio ambiente urbano y los riesgos en el Ecuador. A través de este equipo, la cooperación del IRD se mantiene firmemente en la ciudad.

Los resultados de la investigación-acción

Todos los programas en los que ha participado el *Institut de Recherche pour le Développement* para contribuir a la comprensión de la ciudad han tenido como objetivo participar en la elaboración de herramientas que fomenten la toma de decisiones y la acción de las autoridades municipales encargadas de la gestión urbana. Pese a las dificultades iniciales entre las instituciones involucradas en cuanto a las perspectivas de los estudios, cabe señalar que las óptimas relaciones entre los investigadores, los responsables administrativos y los técnicos²⁵ permitieron sin duda alguna fortalecer los convenios científicos. Al tratarse de acuerdos interinstitucionales cada parte ha aportado su experiencia y sus competencias para la realización de los diferentes programas. La contribución científica del IRD en Quito desde los años ochenta ha generado metodologías, conocimientos e instrumentos y ha posibilitado también la formación de investigadores y técnicos ecuatorianos tanto en el país como en Francia.

Si bien es cierto que las publicaciones de los estudios producidos en el marco de la cooperación entre el IRD y el Municipio de Quito han permitido difundir conocimientos en beneficio de todos los actores interesados en la ciudad y su desarrollo, no disponemos de referencias concretas sobre la aplicación de los resultados de las investigaciones en la elaboración de políticas municipales. Sin embargo, al observar el Plan de Uso y Ocupación de Suelo de 2003 y el Reglamento Urbano de Quito de 2005, no se puede descartar la influencia del trabajo conjunto del IRD y del Municipio en la reflexión sobre la planificación urbana y en el manejo de los datos estadísticos y de la cartografía. Los objetivos científicos han sido ampliamente alcanzados, pero el balance en términos de investigación-acción participativa (IAP) es menos alentador si consideramos la IAP como una «forma de investigación que permite vincular el estudio de los problemas en un contexto determinado con programas de acción social, de una manera que se logren de forma simultánea

²⁵ Alexis SIERRA, « Une recherche en partenariat au service de l'action contre les risques », *EchoGéo*, n° 15, 11 avril 2011. Artículo publicado en <http://echogeo.revues.org/12329> (Consultado el 10 de septiembre de 2011).

conocimientos y transformaciones sociales»²⁶. Henri Godard, en su artículo «Viaje al final del Atlas... (1985-2005): de un balance a medias tintas a un éxito indiscutible», pone en evidencia «las dificultades de conciliar investigación y aplicación (la investigación-acción)». Naturalmente, el establecimiento de proyectos municipales, de normas y de decretos no solo depende de la comprensión de la problemática urbana sino también de la voluntad política de los poderes públicos y de los recursos tanto humanos como financieros de la ciudad. No se trata aquí de poner en tela de juicio la actitud de las autoridades municipales de la capital ecuatoriana, sin embargo, es bastante sorprendente que durante los seminarios y talleres de 2004, en la mesa redonda sobre el balance de la cooperación entre la ORSTOM-IRD y el Municipio de Quito, no se haya evocado de manera explícita la aplicación de iniciativas municipales basadas en los resultados de los diferentes programas de investigación.

Pese a las publicaciones de los estudios y a la voluntad de difundir los conocimientos, la información ha permanecido en un ámbito científico y universitario, sin una participación activa de la población. Resulta bastante complejo involucrar a los habitantes en el proceso de investigación y de producción de conocimientos. A través de las encuestas, los habitantes constituyen principalmente el objeto de investigación dentro de una reflexión ajena. Al observar las metodologías utilizadas por los investigadores del IRD y los técnicos del Municipio, no encontramos referencias concretas acerca de los habitantes como actores de su propio desarrollo. Esta situación es tanto más lamentable cuanto que uno de los principales objetivos de la investigación acción participativa es contribuir al mejoramiento de las condiciones de vida de las personas concernidas por los estudios. Orlando Fals Borda, uno de los fundadores de la IAP, afirma que la investigación y el trabajo científico y técnico tienen que ser enriquecidos por la sabiduría popular y estar acompañados de educación e información²⁷. Si estos aspectos han estado poco presentes en la comunicación de los diferentes programas efectuados, a partir de 2006 tanto el IRD como el Municipio de Quito han iniciado actividades de sensibilización de la ciudadanía, dando al conocimiento científico una nueva dimensión.

²⁶ Orlando FALS BORDA, *Conocimiento y poder popular*, Bogotá, Siglo XIX Punta de Lanza, 1985.

²⁷ Orlando FALS BORDA, «Orígenes universales y retos actuales de la IAP (investigación acción participativa)», *Análisis político*, n° 38, septiembre-diciembre de 1999, p. 71-88. Artículo disponible en el portal de *Peripecias*. <http://www.peripecias.com/mundo/598FalsBordaOrigenesRetosIAP.html> (consultado el 01 de septiembre de 2011).

En 2006, el IRD y el Municipio de Quito emprendieron un nuevo proyecto denominado «Medio ambiente urbano y riesgos en Quito: reorganización de la base de datos, creación de un diccionario de la base y capacitación sobre el software SavSig©»²⁸. A través de este convenio se quiere poner a disposición del público los resultados de varios años de cooperación entre las dos instituciones. Gracias al financiamiento del IRD y del programa SPIRALES 2006 «Soutien aux Projets Informatiques dans les Equipes Scientifiques» fue creado un sitio web que ya está en funcionamiento²⁹. A partir de 2007, la Dirección Metropolitana de Planificación Territorial se encarga de la gestión de la base de datos y de la actualización del portal internet. La Municipalidad del DMQ, por su parte, a través del Museo de la Ciudad, llevó a cabo la Exposición «Mapas de Quito», inaugurada en diciembre de 2006, en la cual se expuso también un fondo cartográfico elaborado por el IRD a partir de los conocimientos generados.

Por último, en marzo de 2007, surgió una idea original de transmisión de saberes científicos a la ciudadanía. Lejos de la problemática urbana estudiada en el marco de la cooperación con el Municipio de Quito, el IRD – junto a la Alianza Francesa, la Embajada de Francia y la Maestría de Comunicación Pública de la Ciencia – puso en marcha el *Café Scientifique-Ecuador*, con el objetivo de «promover el fomento de la cultura científica y tecnológica de la comunidad ecuatoriana para aportar a la formación integral como ciudadanos, líderes productivos, con responsabilidad social y pensamiento innovador»³⁰. Con el fin de fortalecer este espacio de encuentro y de reflexión, los miembros fundadores crearon una corporación con el mismo nombre, legalizada jurídicamente por un decreto del Ministerio de la Cultura en 2008. Bajo la coordinación de María de los Ángeles Erazo, periodista ecuatoriana especialista de la divulgación de la ciencia y la tecnología, y la participación de científicos e investigadores, esta manifestación cultural se desarrolla en un lugar simbólico de la capital, el Café libro, alrededor de temas variados: el agua, las energías del futuro, la biodiversidad del Ecuador, las mujeres y la investigación, los volcanes, las enfermedades crónicas, el estrés y la depresión, el chamanismo y medicina occidental, entre otros tantos temas gran interés. Esta experiencia cultural es sin duda alguna un excelente ejemplo de apertura y de transmisión de conocimientos.

²⁸ Programa presentado por Robert d'Ercole, responsable de PACIVUR (Programa Andino de Capacitación e Investigación sobre Vulnerabilidad y Riesgo Urbano).

²⁹ La URL de la página web es: <http://sthv.quito.gov.ec/spirales/index.html>.

³⁰ Toda la información sobre el *Café Scientifique-Ecuador* está disponible en el portal: <http://www.cafe-scientifique.org.ec/>.

El trabajo realizado desde finales de los años 1980, por medio de convenios entre el IRD e instituciones locales, ha generado un amplio conocimiento sobre la ciudad de Quito y el conjunto del territorio metropolitano. Las diferentes problemáticas urbanas planteadas ponen en evidencia elementos esenciales para el fomento de políticas de gestión de la urbe. En una ciudad como Quito, cuyo crecimiento urbano ha acarreado un desequilibrio ecológico incontestable, la mejora de las condiciones de vida de la población está estrechamente relacionada con los conocimientos que las autoridades municipales tengan sobre el funcionamiento de la ciudad. Por medio de la transferencia de tecnología y de metodología se ha logrado formar y capacitar a profesionales locales que podrán actualizar y enriquecer los estudios realizados y, de este modo, contribuir al desarrollo sostenible de la capital ecuatoriana.

Los resultados obtenidos gracias a los diversos programas científicos no solo proporcionan información sumamente útil para la administración y la población sino que muestran también la importancia de este tipo de cooperación para el desarrollo de la investigación. No obstante, no hay que olvidar que el potencial de investigación de la mayoría de universidades ecuatorianas merece ser fomentado ya que muy pocos establecimientos de educación superior innovan generando conocimientos útiles que contribuyan al mejor desarrollo de la sociedad ecuatoriana. Por lo tanto, sería interesante vincular mejor las instituciones dedicadas a la investigación y aquellas que transmiten conocimientos con el fin de poner en marcha una dinámica interinstitucional de producción de saberes, dando mayor interés y eficacia a la investigación-acción participativa.

Diana SARRADE COBOS
Université de Bordeaux Montesquieu IUT – CRIIA

La cooperación lingüística francesa y la enseñanza del francés en la educación secundaria ecuatoriana

A FINALES DE LOS AÑOS 60, Ecuador y Francia establecen lazos de cooperación en diversas áreas. Francia, que en esta época vivía una revolución en lo que respecta a la enseñanza del francés, hace de la difusión del francés uno de los ejes más importantes de su política extranjera. Así, el Gobierno francés a través del Servicio cultural de la embajada, se convierte en uno de los impulsores más importantes de la lengua francesa en Ecuador. Esta política lingüística¹ podríamos definirla como exógena. Y es que gran parte de los cambios en materia de enseñanza y didáctica del francés provenían de Francia, una nación extranjera. Dentro del marco de la cooperación lingüística, una de las preocupaciones principales era la formación y el perfeccionamiento docente. De tal suerte que, a largo plazo, se pasara de una política lingüística exógena (indicada y prescrita por el Gobierno francés) a una política endógena (generada por los docentes formados en colaboración con la Embajada de Francia). Esta política lingüística endógena se ve plasmada en el *Currículo para la enseñanza, aprendizaje y evaluación del idioma francés* (de ahora en adelante *Currículo* o *Currículo para el idioma francés*) elaborado

¹ A lo largo de todo el documento nos limitaremos a la política lingüística aplicada al ámbito educativo, llamada **política lingüística educativa**. Como ya lo expusimos en nuestro artículo « La interculturalidad dentro de la Constitución ecuatoriana del 2008 », aunque los términos **política lingüística** y **política educativa** poseen puntos de encuentro, éstos no hacen alusión a lo mismo. David Macías Barres « La interculturalidad en la constitución ecuatoriana del 2008 », *HISAL*, vol. 4, 2008. Disponible en <http://www.hisal.org>.

por la Coordinación nacional del idioma francés del Ministerio de Educación ecuatoriano en el 2007. En la presente contribución expondremos el paso de una política lingüística exógena a una endógena, destacando la impronta francesa en el *Currículo para el idioma francés*. Para eso, en una primera parte, presentaremos cómo la Cooperación lingüística en el Ecuador incita a este país a una mayor autonomía en términos de políticas lingüísticas para la difusión del francés. Luego, desde un punto de vista de la didáctica contrastiva, presentaremos los puntos de encuentro que tienen la enseñanza del francés como lengua extranjera en el Ecuador con la enseñanza de idiomas extranjeros en Francia.

De una política lingüística exógena a una endógena

Durante los años 50 y 60, el francés como lengua extranjera (de ahora en adelante FLE) está en plena efervescencia. En efecto, el desarrollo del FLE se enriquece de los estudios e investigaciones en lingüística aplicada, tal como lo indica Gérard Vigner². Así, durante los gobiernos de la Quinta República Francesa, la difusión de la lengua y cultura francesas en el mundo se vuelve uno de los ejes importantes³. Esto lo podemos evidenciar a través de la creación de instituciones reconocidas hasta la actualidad en esa área como lo son el CIEP (creado en 1945), el CREDIF (creado en 1959) y el CAVILAM (creado en 1964) entre otros. Los avances en la enseñanza del FLE, si los comparamos a los de la enseñanza del francés como lengua materna (FLM), cuajaban mejor fuera de las fronteras francesas tal como lo indica Vigner⁴. El Ecuador no es una excepción. Podemos constatar que la cooperación lingüística francesa en el Ecuador apunta hacia la autonomía, es decir, pasar de una política lingüística prescrita por el Gobierno francés (**política exógena**) a una política generada por los ecuatorianos para los ecuatorianos (**política endógena**)⁵. Los elementos claves para dicho proceso forman tres pilares

² Gérard VIGNER, « Un moment d'échange entre F.L.M. et F.L.E. dans la France des années 60. Le Plan Rouchette et le Manifeste des Charbonnières », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 43, 2009.

³ *Ibidem*, p. 6

⁴ « Le F.L.E. donne ainsi l'impression, dans les années 60, de se constituer en un domaine puissant d'intervention pédagogique, puisqu'il se réfère à la linguistique dont il prétend constituer un champ d'application majeur, s'appuie sur un outillage de nature audio-visuelle et dispose de centres de recherche et de formation particulièrement dynamiques. Le contraste avec ce que sont les enseignements du français à la même époque dans le système éducatif français, pilotés par une Inspection générale des Lettres fort sourcilleuse, n'en est plus que fort. ». *Ibidem*, p. 4.

⁵ Esto lo afirmamos en función de los documentos del Ministerio analizados y las comunicaciones personales con la Dirección nacional del currículo para el francés.

fundamentales: un marco jurídico, la creación de entidades de derecho local para la difusión del francés y el énfasis puesto en la formación/capacitación docente.

Marco legal para la difusión del francés en el Ecuador

Los convenios firmados por ambos países para la difusión del francés ponen de realce la importancia que adquiere su difusión en el Ecuador. A partir del final de los años 60, se firman varios convenios entre Francia y Ecuador. En el año 1966, el Gobierno ecuatoriano firma un convenio con el Gobierno francés que tiene como objetivo « poner en ejecución los medios necesarios para un mejor conocimiento recíproco de su lengua y su civilización »⁶. Este documento, publicado en el Registro Oficial n° 145, sirve como base para la entrada del francés en la educación pública ecuatoriana. El mismo fue ratificado en el año 1975, permitiendo a los futuros bachilleres ecuatorianos recibir una formación lingüística en francés (además de en inglés). Como lo indica Patricio Villalba Sevilla⁷, ex director nacional del *Currículo para el francés*, el francés se extiende rápidamente en al menos 50 colegios públicos a partir de 1972. Cinco años más tarde, el 16 de mayo de 1978, el francés se vuelve « lengua extranjera oficial en el sistema escolar ecuatoriano ». Dicho sea de otra manera, el estudiante en un colegio público puede escoger entre el inglés o el francés y el Ministerio de Educación del Ecuador debe procurar poseer una estructura pedagógica para poder ofertar ambas lenguas. El 10 de enero de 1979, a través de la Resolución ministerial n° 40, el francés se vuelve una lengua extranjera de carácter opcional en el nivel medio (o educación secundaria). Durante los años 80, el francés se encuentra en pleno apogeo⁸. Una muestra de la importancia que adquiere el francés en el Ecuador es la colaboración del CAVILAM de Vichy para la creación de un manual de FLE destinado al público ecuatoriano llamado *Bonjour, l'Équateur*. Dicho método se publicó en 1983 y fue utilizado durante diez años en la enseñanza media⁹.

⁶ Basándose en el mismo convenio, en Francia se crea en 1975 el Centro de Estudios Ecuatorianos con el fin de promover los estudios sobre la República del Ecuador. Cf. http://www.u-paris10.fr/Équateur/0/fiche__pagelibre/&RH=FR

⁷ Patricio VILLALBA SEVILLA, *Proyecto Panorama*, Quito, Ministerio de Educación del Ecuador, 2006, p. 2.

⁸ « Durante los años 80 y comienzos de los noventa, el éxito [del francés] en los colegios públicos fue rotundo ». Patricio VILLALBA SEVILLA, *ibidem*.

⁹ Patricio VILLALBA SEVILLA, entrevista realizada el 15/11/2011.

Finalmente, en el año 1998, se pone en marcha el Proyecto Panorama que busca reforzar en los colegios públicos la enseñanza del francés, que iba perdiendo terreno frente a la enseñanza del inglés¹⁰.

Creación de entidades de derecho local para la promoción del francés en el Ecuador

Además del marco legal, se crea en el Ecuador una serie de entidades de derecho local que permiten la promoción de la lengua y la cultura francesas. Así se desarrolla la red de Alianzas francesas del Ecuador, siendo la de Quito la primera (1953) como lo indica Jean-Claude Jacq de la Fundación Alliance Française¹¹. De igual manera se buscó fortalecer los departamentos de francés en las Escuelas de idiomas situados en la Universidad Central en Quito y en la Estatal de Guayaquil entre otras. Para que estos organismos se vuelvan cada vez más autónomos, la Embajada de Francia contaba con un servicio especial. En un inicio, se llamó *Bureau de la Coopération Linguistique de l'Ambassade*¹² para luego llamarse *Service de coopération pour le français*. Como lo deja evidenciar el Convenio Franco-Ecuatoriano de Cooperación educativa¹³, este servicio tiene como uno de sus objetivos principales la formación y el perfeccionamiento docente. Así uno de los pilares de la cooperación fue la formación/capacitación docente que permitiría a largo plazo pasar a una política lingüística endógena.

Importancia de la formación y capacitación del docente de FLE

Con el fin de alcanzar a largo plazo una mayor autonomía por parte del Ecuador, la cooperación lingüística invirtió en el capital humano en el Ecuador. En la actualidad es la Dirección Nacional de Currículo (D.N.C.)¹⁴,

¹⁰ Patricio VILLALBA SEVILLA, *op. cit.*

¹¹ *L'Équateur à Paris*, Paris, IHEAL-Paris 3, 2011.

¹² Lo encontramos referenciado así (bajo la abreviatura BCLE) en la circular n° 14685, del 17 de julio de 1992, escrito por el Ministerio de Educación del Ecuador dirigido a « los rectores de los colegios que tienen el programa de francés ».

¹³ El *Convenio Franco-Ecuatoriano de Cooperación educativa para la enseñanza de francés en el Ecuador*, firmado en Quito el 11 de junio de 1998 que estipula: « [El Servicio Cultural de la Embajada de Francia] financiará y planificará los cursos de perfeccionamiento lingüístico y didáctico de los profesores de francés así como la realización de congresos locales; financiará los gastos de animadores locales de los cursos de perfeccionamiento; financiará y programará la formación de responsables educativos; financiará el desplazamiento de expertos y consejeros pedagógicos en misión y su permanencia en el país ».

¹⁴ Así lo constatamos en el *Currículo*, donde se cita un documento firmado el 25 de octubre del 2002 por el Subsecretario de Educación y Director Nacional de Currículo

División de Idiomas Extranjeros (de ahora en adelante DIEX), del Ministerio del Ecuador la que dirige, financia y toma iniciativas (bajo la supervisión del Gobierno francés) en lo que concierne a la enseñanza del francés en la educación pública. Con el fin de ilustrar la inversión francesa en el capital humano, cabe mencionar la trayectoria de Patricio Villalba Sevilla, ex coordinador nacional del francés en el DIEX del Ministerio de Educación del Ecuador. En efecto, Villalba hizo sus estudios de pre-grado en el Ecuador, en la Pontificia Universidad Católica del Ecuador en Quito, tanto en el área de Ciencias de la educación como en la Escuela de idiomas y lingüística¹⁵. Luego realizó varias estadías de perfeccionamiento docente en Francia en instituciones especializadas en el FLE como lo son el CIEP, el CREDIF y CAVILAM. Subrayaremos, en sus períodos de capacitación docente, su entrenamiento como « formador de futuros formadores »¹⁶, lo que pone en evidencia la visión multiplicadora de la cooperación lingüística. Y es que la labor de Villalba ha sido doble: enseñar el francés (desde 1980) y formar a los futuros profesores de francés (desde 1986 en la Universidad Central del Ecuador). Así, llega a ocupar puestos como el de Director de la Escuela de idiomas en la Universidad Central e incluso el de Director de Currículo del idioma francés en el DIEX. El Gobierno francés reconoce su trabajo y esfuerzo en la difusión del francés en el Ecuador otorgándole las Palmas académicas en el año 2002.

Por lo tanto la inversión francesa en términos de cooperación lingüística busca la autonomía del Ecuador¹⁷. Es así como Patricio Villalba, mientras ocupó el puesto de Director del Currículo del idioma francés, impulsó la creación de un nuevo programa escolar con la ayuda de expertos nacionales e internacionales¹⁸. El *Currículo para la enseñanza, aprendizaje y evaluación del idioma francés* termina de ser escrito en el 2007. De dicho documento, que marca una política endógena, se desprende lo que denominaremos una « mirada francesa », es decir, la influencia francesa en términos de política lingüística educativa.

con respecto al proyecto Panorama (sin la participación de representantes del Gobierno francés). *Currículo*, op. cit., p. 6

¹⁵ Patricio Villalba Sevilla, entrevista realizada el 15/11/2011.

¹⁶ Traducción del término francés *formateur de formateurs*.

¹⁷ En la actualidad la cooperación francesa, en términos de formación docente, se limita a apoyar iniciativas ecuatorianas. El gobierno francés provee personal para participar en los coloquios, congresos y demás actividades que permiten capacitar y perfeccionar los docentes de FLE en el Ecuador. La logística y organización de dichos eventos es asumida en gran parte por el Ecuador. Comunicación personal, 09/07/2010.

¹⁸ Sobre todo M.Sc. Elida Romero Aguilar, quien elaboró el *Currículo* contando con el soporte técnico de docentes de los veintidos colegios donde se enseña el francés en el Ecuador.

La impronta francesa en el currículo del idioma francés

El documento *Currículo para la enseñanza, aprendizaje y evaluación del idioma francés* posee rasgos que encontramos en los programas escolares franceses sobre todo en el *Zócalo común de competencias al final de la escolaridad*¹⁹; *Zócalo*; *Zócalo común*. Hay dos parámetros que siguen ambos documentos: 1) el desarrollo de la competencia lingüística bajo un enfoque comunicativo y 2) el desarrollo de la competencia intercultural, siendo el nivel A2 del Marco europeo el mínimo previsto en ambos documentos.

Desarrollo de la competencia lingüística bajo un enfoque comunicativo

Ambos documentos concuerdan en el hecho de que el aprendizaje de un idioma conlleva a su uso para comunicar e interactuar con « el otro »²⁰. Por ende, la gramática no es una meta en sí sino una herramienta que permite alcanzar la competencia lingüística con fines comunicativos. En efecto, en lo que concierne a la competencia gramatical, ésta se pone al servicio de la comunicación como lo indica el *Currículo* refiriéndose a la sintaxis: « es fundamental para la competencia comunicativa »²¹. Así, si bien no se descuida la enseñanza de la gramática, tampoco se vuelve el centro principal del proceso de enseñanza/aprendizaje. El *Zócalo común* indica a su vez, con respecto al manejo de las reglas de gramática, que hay que centrarse en « [el] conocimiento de las reglas de gramática fundamentales ». Entonces se procura guiar al docente hacia una selección del contenido gramatical que será impartido en el aula. En efecto, no se trata de abarcar todas las reglas ni de memorizarlas. Por el contrario, se trata de seguir un enfoque comunicativo *accional*²² en el sentido de que las estructuras por aprender tienen que servir para una meta y ser enseñadas por medio de tareas: saludar, pedir una información, describir, etc. En lo que respecta a la metodología, se presta particular atención a la presentación contextualizada de los puntos gramaticales²³ y

¹⁹ La traducción es nuestra. *Socle Commun de Compétences à la fin de la scolarité*, Decreto n° 2006-830 del 11 de julio del 2006.

²⁰ Traducción de *l'autre* utilizado en francés para hacer alusión a aquel que posee una lengua/cultura distinta a la nuestra. De hecho, es el término utilizado frecuentemente en la literatura francesa con respecto a la interculturalidad como lo demuestra el sitio web del Consejo europeo dedicado a la competencia intercultural: <http://archive.ecml.at/mtp2/Gulliver/results/fr/competence-interculturelle.htm>

²¹ *Currículo*, *op. cit.*, p. 38.

²² Traducción de *approche actionnelle* que corresponde a la enseñanza por tareas.

²³ *Currículo*, *op. cit.*, p. 57; B.O. n° 7 del 26 de abril del 2007, p. 4.

tiene que estar relacionada con tareas comunicativas. Además se fomenta una metodología de enseñanza que no sólo va del profesor al estudiante (**gramática deductiva**: proceso semasiológico que parte de la regla expuesta por el docente a la aplicación por parte del estudiante) sino también que representa una reflexión del estudiante con respecto al funcionamiento de la lengua/sistema (**gramática inductiva**: proceso onomasiológico que parte de la reflexión del estudiante – guiada por el docente – hacia el planteamiento de la regla por el propio estudiante).

Con el fin de abarcar la globalidad del lenguaje, la competencia comunicativa ha sido organizada en tres subcompetencias interrelacionadas: la lingüística, la sociolingüística y la pragmática. Y es que, dentro de un marco comunicativo, el manejo de la lengua/sistema (gramática, léxico y pronunciación) no basta. Se necesita relacionar estos conocimientos con la práctica y sobre todo con la adecuación de la producción. De esta forma se relaciona el manejo del idioma a la competencia sociolingüística (adaptar su discurso en función del público) y a la competencia pragmática (saber qué efecto puede producir el enunciado en el receptor y adaptarlo en función)²⁴. Por eso, y con el fin de preparar al estudiante a interactuar con locutores de otras lenguas, se busca crear situaciones realistas utilizando en la medida de lo posible materiales auténticos (que han sido producidos por locutores nativos para otros locutores nativos). De esta manera se busca formar al estudiante tanto en el dominio de la lengua (como sistema o código) y del lenguaje (es decir, el empleo eficaz y contextualizado del sistema).

Formación de un ciudadano intercultural

Tanto el Ecuador como Francia desean formar un ciudadano intercultural que no sólo conozca (conocimiento/ saber) los rasgos culturales del « otro » sino que también sea capaz de interactuar utilizando el idioma del otro (competencia/ saber hacer), ya sea en el espacio nacional (donde coexisten diferentes comunidades lingüísticas) o para fomentar relaciones con el extranjero (con comunidades lingüísticas que ocupan territorios fuera del considerado como nacional). Por ende podríamos definir dos tipos de

²⁴ En el sitio web EduSCOL del Ministerio de Educación francés se indica que la competencia comunicativa tiene que abarcar los componentes siguientes jerarquizados: lingüístico, sociolingüístico y pragmático. En el sitio se resume el acto de comunicar de la siguiente manera: « Comunicar es utilizar un código lingüístico (competencia lingüística) relacionada a una acción (competencia pragmática) en un contexto sociocultural y lingüístico dado (competencia sociolingüística) ». Disponible en el sitio: <http://eduscol.education.fr/cid45678/cadre-europeen-commun-de-reference.html>

interculturalidad: **interculturalidad nacional** e **interculturalidad internacional**. Por lo tanto, y con el fin de alcanzar este objetivo, se busca fomentar el plurilingüismo y multilingüismo en ambos países²⁵.

La competencia intercultural va más allá del mero conocimiento de otra cultura. Mercè Pujol Berché define la competencia intercultural como « formas de actuación que permiten que las culturas, situadas en relación de igualdad, establezcan un diálogo fluido y fructífero»²⁶. Lo que se busca es que el estudiante, futuro ciudadano intercultural, pueda interactuar con individuos de otras comunidades lingüísticas, ya sean éstas locales o no. Para el Consejo Europeo el plurilingüismo y la interculturalidad buscan enriquecer al ciudadano desde el punto de vista humanístico, es decir, adquirir competencias que le permitan interactuar con el otro, interesándose y respetando su cultura²⁷.

En el caso del Ecuador y de Francia se busca que los futuros ciudadanos adquieran, como ya lo indicamos, por lo mínimo un nivel A2 en la

²⁵ Las nociones de plurilingüismo y multilingüismo llegan en parte por los movimientos indígenas pero también por la influencia de la cooperación lingüística francesa que promueve lo definido por el Consejo europeo. El plurilingüismo se centra en el individuo, es decir, en el manejo de dos o más lenguas (la materna y otras) sin tener en cuenta el nivel de maestría (desde el nivel A1 hasta el nivel C2). En cambio, el multilingüismo se centra más en el territorio y en la presencia de diferentes comunidades lingüísticas en éste. Estos conceptos aplicados a la educación secundaria, ya sea en el Ecuador o en Francia, apuntan a crear un ambiente multilingüe en los espacios educativos con el fin de crear ciudadanos plurilingües. Pero, ser plurilingüe no implica forzosamente ser pluricultural, es decir, conocer la lengua del otro no implica forzosamente conocer la cultura del otro y menos aún saber interactuar con él. De ahí, que también se fomente el conocimiento de la cultura y civilización del otro bajo un enfoque intercultural.

²⁶ Mercè PUJOL BERCHÉ, « Actuaciones interculturales del profesor en la enseñanza a inmigrantes adultos », in Barrientos Clavero, Agustín, Martín Camacho, José Carlos, Delgado Polo, Virginia & Fernández Bartola, María Inmaculada (Eds.), *El profesor de español LE/L2. Actas del XIX Congreso Internacional de la Asociación para la Enseñanza del Español como Lengua Extranjera (ASELE), Cáceres, 24-27 de septiembre de 2008*, Cáceres, Universidad de Extremadura, 2009, Vol. II, p. 713.

²⁷ « L'apprenant d'une deuxième langue (ou langue étrangère) et d'une deuxième culture (ou culture étrangère) ne perd pas la compétence qu'il a dans sa langue et sa culture maternelles. Et la nouvelle compétence en cours d'acquisition n'est pas non plus totalement indépendante de la précédente. L'apprenant n'acquiert pas deux façons étrangères d'agir et de communiquer. Il devient *plurilingue* et apprend *l'interculturalité*. Les compétences linguistiques et culturelles relatives à chaque langue sont modifiées par la connaissance de l'autre et contribuent à la prise de conscience, aux habiletés et aux savoir-faire interculturels. Elles permettent à l'individu de développer une personnalité plus riche et plus complexe et d'accroître sa capacité à apprendre d'autres langues étrangères et à s'ouvrir à des expériences culturelles nouvelles ».

Cadre européen commun de référence pour les langues: Apprendre, enseigner, évaluer, Conseil de l'Europe, 2001, p. 40. Disponible en : www.coe.int/+ /dg4/linguistic/source/framework-fr.pdf

maestría tanto lingüística como cultural, lo que implica el manejo de los ámbitos sociopragmáticos de la lengua blanco. Y es que el estudiante, integrado a un mundo donde coexisten diferentes culturas, tiene que manejar ciertos códigos sociales que se ven reflejados en la lengua. Por ejemplo, Flament-Boistrancourt, contrasta la manera de solicitar una acción del neerlandófono y del francófono, poniendo de relieve *la transferencia de la L1 a la L2* que sus estudiantes neerlandófonos hacen al hablar el francés. Así, la autora indica: « [...] lo intercultural, concierne también lo lingüístico que, aunque es lexical y gramaticalmente correcto, puede a veces en el plano perlocutorio vehicular un carácter impositivo que provoca el rechazo »²⁸. Flament-Boistrancourt pone de realce que aunque los enunciados de sus estudiantes son gramaticalmente correctos, son percibidos por el locutor del francés como una imposición²⁹. Por ende, la autora indica que no basta manejar las competencias lingüísticas y producir enunciados gramaticalmente viables, sino también se debe conocer y poder predecir la reacción que provocarán en el receptor (acto perlocutorio): rechazo, aceptación, invitación a realizar una acción, etc. Así, es importante adquirir las competencias lingüísticas en un contexto de comunicación (ya sea en situación exolingüe y/o endolingüe) que permita establecer un vínculo con la sociolingüística y la pragmática.

Por otro lado, el Marco Europeo de Referencia subraya que las competencias adquiridas con una lengua/ cultura foránea (**interculturalidad internacional**) pueden ser aplicables en el ámbito local/ nacional (**interculturalidad nacional**) incitando así al respeto de la diversidad regional y social de su propio país³⁰. El *Currículo para el idioma francés* plantea « la

²⁸ La traducción es nuestra: « [...] l'interculturel, c'est aussi le linguistique qui, tout en étant lexicalement et grammaticalement correct, peut parfois au plan perlocutoire véhiculer une jussivité qui provoque le rejet ». Danièle FLAMENT-BOISTRANCOURT, *Productions langagières de non-natifs, recherches linguistiques et enseignement du français L2*, Nanterre, Université Paris X, 2000, p. 160.

²⁹ « Ce que font bien apparaître les tendances dégagées *supra*, c'est que le néerlandophone est très centré sur ses objectifs, tandis que le francophone, de son côté, se soucie d'abord d'approcher l'autre avec prudence. Pour le premier, obtenir une information est un objectif à atteindre sans délai, tandis que, pour le second, il faut en premier lieu veiller à ne paraître ni jussif, ni coercitif ». *Ibidem*, p. 122.

³⁰ « Le *Cadre de Référence* souligne que "la prise de conscience interculturelle inclut la conscience de la diversité régionale et sociale dans ["le monde d'où l'on vient" et "le monde de la communauté cible"] » (p.83). Il précise que « les aptitudes et les savoir-faire interculturels » comprennent: la capacité d'établir une relation entre la culture d'origine et la culture étrangère; la sensibilisation à la notion de culture et la capacité de reconnaître et d'utiliser des stratégies variées pour établir le contact avec des gens d'une autre culture; la capacité de jouer le rôle d'intermédiaire culturel entre sa propre culture et la culture étrangère et de gérer efficacement des situations de malentendu et

importancia de la diversidad lingüística y cultural, dando cabida en ella no sólo a idiomas extranjeros sino también a las lenguas originarias, base de nuestra identidad »³¹. Entonces, no se trata sólo de poder interactuar con el extranjero desde el punto de vista de territorio nacional, sino también de interactuar con aquel que, perteneciendo al territorio nacional, posee una lengua/cultura diferente. En el caso de Francia, los objetivos definidos para la enseñanza/ aprendizaje de los idiomas regionales son los mismos que para las lenguas extranjeras tal como lo indica el decreto del 20 de marzo del 2007, puesto en práctica desde el inicio de clases en el 2008³². Sin embargo éste no es el caso en el Ecuador, donde la noción de interculturalidad parece sufrir una dicotomía. En efecto, la educación intercultural (basada en el bilingüismo) parece ser diferente en función de si se trata de educación **urbana** o **rural**. Como ya lo indicamos³³, el bilingüismo intercultural castellano/ lengua extranjera parece estar reservado a la ciudad, mientras que en el campo – sobre todo donde existen comunidades indígenas – se busca un bilingüismo intercultural castellano/ lengua ancestral.

Si comparamos el *Currículo del idioma francés* al *Modelo del Sistema de Educación Intercultural Bilingüe* de enero del 2010 (de ahora en adelante *MOSEIB*) ambos se centran en el desarrollo de competencias interculturales. En el *MOSEIB* se define la interculturalidad como: « [La] coexistencia e interacción equitativa, que fomenta la unidad en la diversidad, la valoración mutua entre las personas, nacionalidades y pueblos del contexto nacional o internacional ». Sin embargo, a diferencia de lo que ocurre con los programas escolares para las lenguas regionales en Francia, en el *MOSEIB* no se ha definido cómo alcanzar los objetivos previstos. En efecto, el *MOSEIB* se limita a indicar que: « El uso de la lengua en la enseñanza de las diferentes áreas considerará la realidad sociolingüística de cada nacionalidad y pueblo avanzando progresivamente a un bilingüismo eficiente con metodologías pertinentes de L1 y L2 »³⁴. Dicho de otra manera, se trata de aplicar una metodología idónea

de conflit culturel; la capacité à aller au-delà de relations superficielles stéréotypées (p. 84) ». David LITTLE et Barbara SIMPSON, *La composante interculturelle et apprendre à apprendre*, Conseil de l'Europe, 2003, p. 3.

³¹ *Currículo para la enseñanza, aprendizaje y evaluación del idioma francés. Educación Básica y Bachillerato*, Quito, Ministerio de Educación, 2007, p. 12.

³² Ver el Boletín oficial, fuera de serie, n° 10 del 4 de octubre del 2007, disponible en <http://www.education.gouv.fr/bo/2007/hs10/default.htm>

³³ David MACÍAS BARRÉS, « La interculturalidad dentro de la Constitución ecuatoriana », *op. cit.*

³⁴ *Modelo del Sistema de Educación Intercultural Bilingüe (MOSEIB)*, Quito, Ministerio de Educación-Dineib, 2010, p. 22.

para la enseñanza de la lengua materna (L1) y de la lengua segunda (L2). No obstante, como ya lo indicamos con respecto a la política lingüística que se desprende de la Constitución del 2008, en el *MOSEIB* quedan muchos puntos vacíos y que se deberían definir para alcanzar el objetivo de formar un ciudadano intercultural³⁵.

En todo caso, si analizamos el marco jurídico, constatamos que la formación del ciudadano intercultural, ya sea en Ecuador o en Francia, parece ser la preocupación principal. Esto refleja un interés por la variedad cultural y lingüística del patrimonio nacional así como por la que forma parte del patrimonio universal.

La cooperación lingüística del Gobierno francés ha conducido al Ecuador hacia una mayor autonomía. Se ha dejado de lado un enfoque tradicional de la enseñanza de idiomas, para adoptar una visión más moderna que reúne enfoque comunicativo e interculturalidad. El conocimiento de la lengua y cultura del otro, a más de permitir una mejor comunicación entre ambas naciones, permite igualmente aprovechar plenamente la cooperación técnica y científica ofrecida por Francia³⁶. Así, el bachiller ecuatoriano, que haya seguido una formación lingüística en el idioma francés, puede pretender seguir una formación de pre-grado y/o post-grado en Francia así como postular a las becas ofertadas por el Gobierno francés y los diferentes convenios interuniversitarios existentes. El manejo lingüístico se enriquece así con las competencias sociolingüísticas y pragmáticas que permiten interactuar mejor con el otro.

A nivel humanístico, habría que subrayar la inclusión de la noción de la interculturalidad en los programas escolares ecuatorianos, que se aplica no sólo al extranjero sino a la realidad pluricultural del Ecuador. El bachiller ecuatoriano, tal como lo prevé la Constitución del Ecuador del 2008, se destina a ser un ciudadano intercultural, integrado al mundo, capaz de interactuar con otras comunidades lingüísticas, ya sean éstas locales o extranjeras, respetando al otro y poniéndose en situación de igualdad. Aunque

³⁵ No se especifica el número de horas dedicadas a la enseñanza de la lengua ancestral y/o el castellano, ni el nivel previsto al final de la escolaridad para ambas lenguas, ni el enfoque metodológico con el que se cuenta formar al estudiante bilingüe.

³⁶ Remitirse a la página de la Cooperación Franco-ecuatoriana en el sitio web de la Embajada de Francia en el Ecuador: <http://www.ambafrance-ec.org/spip.php?rubrique9>

David Macías Barrés

sería de nuestra parte un poco ingenuo pensar que lo definido a nivel político corresponde a la realidad, no deja de ser un marco legal que permitiría poner en práctica estrategias con el fin de alcanzar dichos objetivos.

En efecto, los programas escolares ecuatorianos podrían emular lo que se ha aplicado en Francia, es decir, una homogeneización en el trato y la enseñanza de los idiomas (ya sean éstos nacionales y/o extranjeros). Por ejemplo, la DIEX podría trabajar y fomentar el intercambio con la DINEIB, de tal suerte que las lenguas indígenas cuenten con un currículo mejor definido (niveles de competencia, número de horas, metodología, etc.). Sin embargo, hay que recalcar que ha habido un avance en lo que concierne a las negociaciones a nivel del marco legal, como lo demuestra una definición coherente de interculturalidad tanto en el *Currículo* como en el *MOSEIB*. Vemos que las habilidades prescritas en el uno completan las del otro. Por ende, el Ecuador, en parte gracias a la Cooperación lingüística francesa, avanza hacia el proyecto de formar un ciudadano intercultural.

David MACÍAS BARRÉS
Université Paris Ouest - Nanterre - La Défense
Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-américaines – EA 369
Centre d'études équatoriennes

Chapitre second

*Perspectives comparatistes :
une histoire en commun ?*

*Le droit de vote des femmes
en Équateur et en France :
de Olympe de Gouges
à Matilde Hidalgo de Procel*

LA PERSPECTIVE COMPARATISTE paraît intéressante pour témoigner de l'histoire de deux femmes, l'une française, l'autre équatorienne, dont le combat pour la conquête des droits des femmes est remarquable. Deux histoires différentes pour une cause commune : obtenir pour les femmes le droit de vote et leur participation active et effective à la vie politique. La comparaison s'inscrit dans des époques différentes, l'une durant la révolution française, l'autre au début du XX^e siècle après la révolution libérale du Président Eloy Alfaro. Le récit de la vie et de l'engagement d'Olympe de Gouges et de Matilde Hidalgo de Procel permet de révéler comment toutes deux se sont avérées être des femmes d'exception pour la défense des droits des femmes dans leur pays. Des destins hors du commun tracent le parcours de leur combat qui a conduit à l'octroi du droit de vote des femmes, reconnu d'abord en Équateur, puis en France. Aujourd'hui quelles sont les répercussions de l'engagement d'Olympe et de Matilde dans le contexte politique de ces deux pays ? Les femmes équatoriennes et françaises sont-elles davantage présentes dans les institutions politiques ? L'analyse comparative portera sur la place des femmes dans la vie politique en Équateur et en France.

Olympe de Gouges et Matilde Hidalgo de Procel : deux femmes d'exception

Olympe de Gouges¹, née le 7 mai 1748 à Montauban sous le nom de Marie Gouze, est la fille adultérine d'une roturière et d'un aristocrate². Sa mère, Anne Olympe Mouisset est mariée à Pierre Gouze, un bourgeois. Lors d'une absence de son mari, elle a une relation avec Jean-Jacques Lefranc de Caix, marquis de Pompignan, de laquelle naît Marie Gouze. À la mort de Pierre Gouze, deux ans après la naissance de Marie, le marquis de Pompignan souhaite élever sa fille mais sa mère s'y oppose afin de ne pas l'humilier. Olympe de Gouges naît sous le règne de Louis XV, une époque où l'instruction reste un privilège pour les filles. L'année de sa naissance est celle de la publication à Genève de *l'Esprit des lois* de Montesquieu. L'on peut penser qu'Olympe, de par son histoire personnelle et dans le cadre du contexte historique de sa vie, représente à la fois la condition féminine de l'époque, dont le taux d'alphabétisation est faible (10% seulement d'entre elles savent signer leur nom), et la soif de s'élever socialement et intellectuellement.

Enfant, elle reçoit peu d'éducation. Sa langue maternelle est l'occitan. Elle présente un niveau d'instruction sommaire suite à un court séjour chez les Ursulines, à Montauban, où elle apprend à lire et à écrire. Sa bâtardise, que lui rappellent ses camarades et les religieuses, la conduit à abandonner l'école très tôt. Elle lit et écrit médiocrement le français, ce qui à l'époque est assez fréquent du fait que les dialectes régionaux étaient davantage employés. L'humiliation la plus importante de sa vie, qui marque les premiers pas de sa révolte, est son mariage forcé à 17 ans avec Louis-Yves Aubry, officier de bouche au service d'Alexis de Gourgues, intendant de la Généralité de Montauban³. Elle est révoltée d'avoir été donnée en mariage à un homme de condition inférieure ; le contrat de mariage établi devant notaire atteste d'une considérable différence de fortune. Les femmes de cette époque se mariaient rarement avec quelqu'un d'une classe inférieure à la leur.

¹ Les indications sur la vie d'Olympe de Gouges sont principalement issues de la lecture de l'ouvrage de Sophie Mousset, *Olympe de Gouges et les droits de la femme*, Paris, Ed. du Félin, 2003. Il convient toutefois de mentionner que la vie d'Olympe de Gouges n'est pas toujours facile à retracer dans la mesure où elle-même, dans son roman autobiographique *Mémoire de Madame de Valmont*, paru en 1784, ne révèle pas avec exactitude les faits et les dates concernant sa vie.

² Même si la rumeur affirmait qu'elle était bâtarde de Louis XV.

³ Olympe de Gouges, *Mémoire de Madame de Valmont*, in *Œuvres*, Paris, Mercure de France, 1986, p. 221 : « [...] l'on me maria à un homme que je n'aimais point, et qui n'était ni riche, ni bien né. Je fus sacrifiée sans aucune raison qui puisse balancer la répugnance que j'avais pour cet homme ».

Fin 1766, soit quelques mois après la naissance de son fils, elle devient veuve et refusera tout nouveau mariage. Très rapidement, elle change de prénom et de patronyme auquel, chose assez courante chez les bourgeois de l'époque⁴, elle ajoute une particule. Marie Gouze devient dès lors Olympe (prénom de sa mère) de Gouges, rétablissant ainsi certainement son appartenance à l'aristocratie dont sa filiation adultérine l'avait privée. En 1767, Olympe de Gouges rencontre Jacques Biétrix de Rozières, un riche entrepreneur des transports des armées, qu'elle suit à Paris et qui lui assurera une vie confortable. Elle ne reviendra plus à Montauban, même si elle conservera une relation épistolaire régulière avec sa mère. La vie parisienne offre des plaisirs nouveaux à Olympe de Gouges, devenue femme galante : toilettes, promenades aux Tuileries, opéra, théâtre, bals jusqu'au matin, etc. Elle fréquente le Palais-Royal, propriété du duc d'Orléans, où de nombreuses fêtes se déroulent, ainsi que les cercles littéraires et artistiques où se côtoient aristocratie libérale et bourgeoisie éclairée. Olympe s'intéresse aux idées de l'époque et est marquée par celles de Rousseau. Ce dernier aurait contribué à son éducation littéraire et sociale lorsqu'elle décide de combler son retard et reprend l'apprentissage de l'écriture avant d'embrasser une carrière littéraire. De 1778 jusqu'à sa mort, elle produit de nombreux écrits, principalement des pièces de théâtre, même si son premier ouvrage est le roman de ses mémoires qu'elle rédige après la mort de son père naturel.

Ses œuvres marquent son engagement pour des causes diverses. Elle prend parti contre l'esclavage (*Zamore et Mirza*⁵, *Le marché des Noirs*, *Réflexions sur les hommes nègres*) ; elle réclame la reconnaissance des enfants naturels, conteste l'obligation d'entrée au couvent pour les jeunes filles sans dot (*Les vœux forcés*) et demande l'autorisation du divorce (*La nécessité du divorce*). Combattante pour la liberté et la justice, face aux famines que génèrent les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques, elle publie dans *Le Journal général de France* des projets de nombreuses réformes sociales. Elle propose d'instaurer un impôt patriotique afin de venir en aide aux plus démunis⁶. En 1788, son projet voit le jour et de nombreux dons sont déposés à l'Assemblée nationale⁷. Elle publie un programme de réformes sociales dans lequel, entre autres, elle propose de créer des centres de soins

⁴ Danton et Robespierre en firent autant.

⁵ Olympe est l'une des premières à dénoncer l'esclavage ; aussi cette pièce a-t-elle tout pour être mal accueillie. Toutefois, grâce à l'intervention de Mme de Montesson, cette pièce est reçue en lecture à la Comédie française.

⁶ Olympe de Gouges, *Ecrits politiques*, Paris, Côté femmes, 1993, tome 1, p. 38.

⁷ Sophie Mousset, *op. cit.*, p. 62

pour les femmes afin de leur permettre d'être soignées et d'accoucher dans des conditions sanitaires convenables⁸.

La condition féminine est au cœur de ses préoccupations et se concrétise par la rédaction d'un texte visionnaire et révolutionnaire : la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*⁹. Face aux premiers mouvements révolutionnaires, elle manifeste un engouement, bien que son avis vacille sur le sort de la monarchie¹⁰. Alors qu'elle s'inscrit au cœur de l'action en publiant ses écrits pour servir la cause de l'égalité et de la liberté, sa déception est grande lorsqu'elle comprend que les révolutionnaires ne se soucient guère de la condition des femmes, ne leur accordant aucun droit de plus que sous l'Ancien Régime. La Constitution votée le 3 septembre 1791 opère une distinction entre les citoyens « passifs » et les citoyens « actifs »¹¹, deux concepts qui ne s'appliquent qu'aux hommes et excluent les femmes¹².

En réponse, Olympe rédige en septembre 1791 une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne¹³ dans laquelle elle reprend article par article la Déclaration des droits de l'homme sans commentaire, ni critique. Sa Déclaration constitue la version féminine du texte constitutionnel qui, dès le préambule, énonce que « La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits ». Une égalité qu'elle souligne dans l'article 7 de sa Déclaration en imposant aux femmes la même obligation que les hommes, celle de respecter les lois¹⁴.

Elle revendique le droit de vote pour les femmes et le droit d'être élues. L'article 10 de sa Déclaration, dont l'ajout (en italique ci-après) s'avèrera prémonitoire du sort qu'il lui sera réservé, précise que « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes fondamentales, *la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune*; pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la loi ».

⁸ Le 15 décembre 1788 sont publiées ses « Remarques patriotiques ».

⁹ Olympe de Gouges, *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, (1791), Paris, Ed. Mille et une Nuits, 2003.

¹⁰ Royaliste au départ, elle change d'avis pour revenir à sa première orientation et proposer d'aider Malesherbes dans sa défense de Louis XVI. Elle s'opposera à la condamnation à mort du Roi et à l'arrestation des Girondins.

¹¹ Les citoyens actifs forment le collège des électeurs. Par exemple, l'article 2 de la section II, du titre III de la Constitution du 3 septembre 1791 indique que pour être citoyen actif, il faut être né ou devenu français, être âgé de vingt-cinq ans accomplis, payer une contribution directe au moins égale à trois journées de travail, ne pas être dans un état de domesticité et avoir prêté le serment civique.

¹² Même si cela n'est pas explicitement énoncé dans le texte constitutionnel.

¹³ Qu'elle adresse à la Reine Marie-Antoinette.

¹⁴ Avant la Révolution, les femmes étaient souvent considérées comme irresponsables de leurs actes.

Bien qu'elle se présente comme une républicaine de la première heure, il lui est fait reproche d'avoir pris la défense de Louis XVI. En effet, elle ne pardonne pas à Philippe Egalité, à qui elle a dédié ses écrits politiques de 1791 à 1793, d'avoir voté la mort de son cousin le roi¹⁵. Après l'exécution le 21 janvier 1793 de Louis XVI, elle poursuit ses publications¹⁶. En juin 1793, elle adresse son testament politique à la Convention et prend la défense des Girondins tout en désignant ironiquement Danton comme exécuteur testamentaire. En juillet 1793, elle est arrêtée après avoir fait imprimer et placarder *Les Trois Urnes, ou le Salut de la Patrie*, qui reprend sous forme d'affiche la proposition girondine d'organiser un scrutin avec trois urnes, une pour la monarchie, une autre pour le gouvernement fédéral (prôné par les Girondins) et une troisième pour un gouvernement républicain. Après avoir séjourné dans plusieurs prisons, elle est enfermée à la Conciergerie. Elle ne cesse d'écrire durant sa détention. Suite à un procès expéditif mais habituel à cette époque trouble de l'histoire de France, elle est condamnée à mort le 2 novembre 1793. La sentence est exécutée le 3 novembre 1793. Elle est la première femme mise à mort après Marie-Antoinette.

Quelques jours plus tard, *Le Moniteur*, journal fondé en 1789, considéré comme un répertoire historique mais cependant versatile à cette époque, commentera l'évènement en ces quelques lignes : « Olympe de Gouges, née avec une imagination exaltée, prit son délire pour une inspiration de la nature. Elle voulut être un homme d'État ; et il semble que la loi ait punie cette conspiratrice d'avoir oublié les vertus qui conviennent à son sexe »¹⁷.

Matilde Hidalgo de Procel est née le 29 septembre 1889 à Loja. Sa mère Carmen Navarro est vénézuélienne et son père, Juan Manuel Hidalgo, est architecte à Loja. Il décède quelques mois après sa naissance. Matilde est la septième enfant de la famille et son frère aîné, âgé de quatorze ans de plus qu'elle, compense la place du père. Il lui apprend, dès l'âge de 4 ans, à lire. Aussi, lorsqu'elle entre à l'école La Inmaculada, tenue par les mères de la Charité, sait-elle déjà lire et écrire. Après ses études, elle travaille comme aide-soignante bénévole à l'Hôpital de la Charité qui se situait derrière l'école. C'est là que naît sa vocation pour la médecine ; son esprit de solidarité avec les plus démunis l'incite à devenir médecin.

¹⁵ Philippe Egalité sera guillotiné trois jours après Olympe de Gouges.

¹⁶ Le 10 mars 1793, elle adresse un *Avis pressant à la Convention, par une vraie Républicaine*.

¹⁷ Sophie Mousset, *op. cit.*, p. 120.

Pour passer le baccalauréat, elle va en 1907 au Lycée Bernardo Valdivieso (réservé aux garçons jusqu'à la réforme de l'éducation réalisée par le Général Alfaro et permettant, depuis peu, aux filles d'accéder aux études secondaires). Elle subit les vexations de ses camarades garçons et des mères de famille conservatrices de ses anciennes camarades filles qui n'hésiteront pas à la qualifier de « loca endemoniada ». Toutefois, elle reçoit le soutien d'un garçon du lycée, Fernando Procel Lafevre. Le 8 octobre 1913, Matilde obtient le baccalauréat avec la mention très bien. C'est la première femme à l'obtenir en Équateur. Pour suivre ses études de médecine, elle se rend à Cuenca où elle est mal accueillie tant par les femmes de la ville que par les autres étudiants, tous des garçons. Elle sera cette fois qualifiée de « laica sin vergüenza ». Elle écrit des poèmes dont l'un d'eux est intitulé « A Cuenca ». Elle le lit à l'occasion d'une soirée à l'Université et produit un tel enthousiasme que cela change radicalement l'attitude de ces camarades à son égard. Elle conclut ce premier cycle de médecine avec les félicitations. Puis, elle part à l'Université Centrale à Quito afin de suivre le cycle de docteur en médecine ; elle est la première femme à être admise au Doctorat en médecine, puis la première femme à réussir le concours de l'internat à l'hôpital San Juan de Dios et, enfin, la première femme à obtenir le titre de Docteur en médecine en Équateur, le 21 novembre 1921.

En 1923, elle épouse à 34 ans Fernando Procel Lafevre qui, après des études de droit, occupe les fonctions de Secrétaire du gouvernement de la province de El Oro. Le couple s'installe dans la ville de Machala. De cette union, naissent deux enfants. De 1923 à 1939, elle est professeur titulaire de la Chaire de Sciences Naturelles à Machala, au *Colegio 9 de octubre*¹⁸. De 1937 à 1939, elle devient vice-directrice de ce lycée. L'engagement de Matilde Hidalgo de Procel naît lorsqu'elle occupe à Guayaquil un poste de médecin auxiliaire à l'Hôpital général Santa Teresita et à la Casa Cuna. À Guayaquil, le coût de la vie augmente considérablement suite à la chute du prix du cacao. La famine provoque de grandes manifestations populaires et la grève générale du 15 novembre 1922 donne lieu à une répression militaire sanglante qui se solde par un millier de morts. Matilde apporte son aide pour soigner des centaines de blessés. Frappée par l'injustice et la cruauté de la répression, elle considère que la participation des femmes est nécessaire pour améliorer la situation politique du pays. Une participation qui passe par l'obtention du droit de vote pour les femmes, cause à laquelle elle voue son combat.

¹⁸ En 1877, l'établissement est créé par décret du gouvernement et dénommé « 9 octobre » en mémoire de l'auto-proclamation de l'indépendance de Guayaquil. En 1921, cet établissement ouvre ses portes aux jeunes filles.

En 1924, la situation politique équatorienne est très tendue car les problèmes sociaux ont redoublé. Le Président José Luis Tamayo cède sa place au nouveau président élu, Gonzalo Córdova. Afin d'organiser les élections des sénateurs et des députés, les registres électoraux s'ouvrent dans tout le pays. Matilde commence réellement son combat lorsqu'elle demande son inscription sur la liste des électeurs du Registre électoral de Machala. Son époux la soutient et à l'analyse de la Constitution, en vigueur depuis 1906, il remarque qu'aucune disposition ne pose d'empêchement légal au droit de vote des femmes. Aussi accompagne-t-il Matilde dans ses démarches. Cependant, l'assemblée électorale refuse catégoriquement l'inscription de Matilde au motif que le droit de vote est réservé aux hommes et qu'aucune femme n'a jamais exercé un tel droit en Équateur. Si elles n'ont pas voté, c'est parce qu'elles ne l'ont pas souhaité¹⁹ – leur répond Matilde soulignant que la Constitution de 1906 telle qu'elle a été établie par le Général Eloy Alfaro vise à donner aux femmes une place dans la vie politique afin qu'elles puissent, à égalité avec les hommes, résoudre les problèmes sociaux du pays.

Face à l'insistance de Matilde, l'assemblée électorale procède à son inscription provisoire sous réserve de la décision du Ministre de l'intérieur. Francisco Ochoa Ortiz confirme qu'il n'existait aucune interdiction légale quant à l'inscription des femmes sur les listes d'électeurs, soumises aux mêmes conditions que les hommes, à savoir être âgées au moins de vingt et un ans et savoir lire et écrire. Le Ministre précise que Matilde Hidalgo de Procel se trouve, de ce fait, dans son bon droit. Une décision du Conseil d'État, rendue à l'unanimité, le 9 juin 1924, officialise le droit de vote des femmes équatoriennes et le droit d'être élues. Une date historique pour les Équatoriennes mais également pour toutes les femmes d'Amérique latine, puisque l'Équateur est le premier pays d'Amérique latine à reconnaître ces droits aux femmes. Ils seront postérieurement inscrits dans la Constitution équatorienne de 1929.

Matilde, forte de cette première conquête pour les femmes, prend part dans les années suivantes à la vie politique équatorienne : d'abord élue Première conseillère municipale de Machala en 1925, puis candidate du Parti libéral en 1941, elle se présente pour le poste de député de la Province de

¹⁹ « No han sufragado porque no han querido pero no porque la Constitución lo prohíba, puesto que el General Eloy Alfaro dejó claramente establecido que los problemas sociales de un Estado deben ser solucionados por todos, hombres y mujeres por igual, debiendo únicamente preparar mejor a la mujer, tanto tiempo relegada a un segundo plano, para que esté capacitada para hacerlo » : « El voto femenino en Ecuador », publié le 06/04/1991, disponible sur : <http://www.hov.com.ec/noticias-ecuador/el-voto-femenino-en-ecuador-53818-53818.html>

Loja. Cela provoque le vote massif des femmes en sa faveur, mais lors de l'envoi des résultats à Quito, les résultats sont truqués et elle n'obtient qu'un poste de suppléante.

Parallèlement à son engagement politique, elle occupe des postes à responsabilité : troisième vice-présidente de la fédération médicale d'Équateur, elle fonde en 1954 la Croix rouge féminine de El Oro, puis l'Institut Féminin de la culture, le Comité patriotique féminin, etc. Elle reçoit de nombreuses médailles et décorations ; la dernière, en 1971, est la Décoration du Mérite de la Santé Publique. Mais suite à la mort de son mari, Fernando Procel, le 30 juillet 1973, elle ne supporte pas la solitude et décède le 24 février 1974, à 85 ans, à Guayaquil.

L'analyse croisée de la vie de ces deux femmes, nées à pratiquement un siècle et demie d'intervalle, permet de dégager des points communs et divergents. Olympe de Gouges et Matilde Hidalgo de Procel ont toutes deux passé leur enfance dans un milieu rural et ont été élevées par leur mère, sans la présence de leur père. Elles ont subi, pour des raisons différentes, une exclusion sociale qui a, en quelque sorte, dû forger leur caractère et justifier leur combat contre les inégalités. À la différence d'Olympe, Matilde vit presque le double d'années. La linéarité de la vie de Matilde, stable dans son couple, s'oppose à la vie libertine d'Olympe, résolument opposée au mariage. Matilde est brillante dans sa scolarité et s'élève socialement grâce à cette réussite qui lui sera reconnue tout au long de sa vie. Par contre, Olympe parvient à combler son instruction sommaire par sa volonté, sa curiosité et son intelligence. Leur engagement pour les droits des femmes s'initie dans des contextes historiques, économiques et sociaux difficiles, marqués par la misère, la famine et les révoltes populaires. Elles défendent la cause des femmes et des mères et croient toutes deux en la réelle capacité des femmes à œuvrer pour la vie politique de leur pays.

Les contextes historiques et politiques n'ont pas donné le même écho au combat de ces deux femmes d'exception. Matilde Hidalgo de Procel, dont l'engagement et les mérites ont été reconnus en Équateur et au-delà, reste dans la mémoire collective. Olympe de Gouges sera, quant à elle, oubliée des historiens et peu connue du public jusqu'à la fin du XX^e siècle²⁰.

²⁰ Elle sera révélée au public par Olivier Blanc dans les années 1980.

Les répercussions du combat d'Olympe et Matilde sur la place des femmes dans la vie politique

L'Équateur en 1924, soit vingt ans avant la France, octroie le droit de vote et d'éligibilité aux femmes alors que les Françaises doivent attendre l'ordonnance d'Alger de 1944²¹. En Amérique latine, la première constitution à reconnaître le droit de vote actif et passif aux femmes est celle de l'Équateur en 1929. Toutefois, le droit de vote passif demeure obligatoire pour les hommes mais facultatif pour les femmes jusqu'à la Constitution de 1967, qui rétablira l'égalité en rendant le droit de vote obligatoire également pour les femmes.

Dans le monde, avant 1924, des femmes avaient déjà acquis le droit de vote et d'éligibilité. En 1893, la Nouvelle-Zélande est le premier pays au monde à le leur accorder. Puis tel est le cas dans les pays suivants :

- 1906 : Finlande
- 1913 : Norvège
- 1915 : Danemark, Irlande
- 1917 : Canada
- 1918 : Pologne, Russie, Royaume-Uni
- 1919 : Islande, Allemagne, Pays-Bas, Suède
- 1920 : Autriche, Hongrie et les États-Unis (quelques États l'avaient déjà adopté avant)

L'analyse croisée de l'Équateur et de la France amène à s'interroger sur la place des femmes dans la vie politique actuelle de ces deux pays. Si l'Équateur a marqué une avancée notoire en accordant le droit de vote passif et actif aux femmes vingt ans avant la France, cette dernière s'est cependant démarquée en instaurant la première le droit à la parité hommes/femmes dans les élections.

La réforme constitutionnelle du 28 juin 1999²² a instauré une discrimination positive en faveur des femmes par l'ajout de deux nouvelles dispositions dans la Constitution. D'une part, il est énoncé que « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives »²³.

²¹ Ordonnance du 21 avril 1944, J.O. du 22 avril 1944, art. 17 : les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes. Les femmes ont voté pour la première fois à l'occasion des municipales du 29 avril 1945. La constitution du 27 octobre 1946 énonce dans son préambule : « la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme » (art.3).

²² Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République.

²³ Article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958.

D'autre part, il est donné mission aux partis politiques d'y contribuer²⁴. Par la loi du 6 juin 2000 modifiant le code électoral, le législateur encourage l'accès des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives. Les partis se voient contraints de faire figurer une parité hommes/femmes de manière panachée par tranche de six candidats (50% hommes/femmes), sur les scrutins de liste (municipales de plus de trois mille cinq cents habitants, régionales, européennes, sénatoriales dans les départements élisant trois sénateurs ou plus). Des pénalités financières sont prévues à l'encontre des partis politiques ne présentant pas autant de candidats que de candidates aux scrutins uninominaux.

La France est le premier pays au monde à introduire le principe constitutionnel de la parité hommes/femmes. Toutefois, l'Équateur a inséré, tout d'abord, dans sa réglementation, un système de quota électoral fixé à partir de 2000 à 30% au profit des femmes, puis, un système de parité dans sa Constitution adoptée par référendum le 28 septembre 2008²⁵. De ce fait, la Constitution équatorienne a été une fois de plus²⁶ la première d'Amérique Latine à consacrer ce principe ; les Constitutions de la Bolivie et du Costa Rica suivront l'exemple en 2009.

Les dispositions constitutionnelles équatoriennes sont davantage protectrices que celles de la France, car elles prévoient que 50% des femmes et 50% des hommes doivent être placés sur les listes plurinominales de façon alternée et séquentielle (un homme/une femme). En outre, le conseil national électoral peut refuser les listes ne respectant pas ces conditions. Une sanction qui peut s'avérer plus efficace que les amendes prévues en France.

En France, la loi du 6 juin 2000 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives a des répercussions positives sur la place des femmes dans la vie politique. Son application a permis de faire augmenter le nombre d'élues de 84,2% aux élections municipales et de 84,7 % aux élections sénatoriales. Par contre, les

²⁴ Article 4.

²⁵ Art. 65 : El Estado promoverá la representación paritaria de mujeres y hombres en los cargos de nominación o designación de la función pública, en sus instancias de dirección y decisión, y en los partidos y movimientos políticos. En las candidaturas a las elecciones pluripersonales se respetará su participación alternada y secuencial. El Estado adoptará medidas de acción afirmativa para garantizar la participación de los sectores discriminados.

²⁶ La constitution équatorienne ayant été également la première au monde à reconnaître les droits subjectifs à la Pacha Mama (voir Sylvie Monjean-Decaudin, « Constitution et équatorianité : la *Pacha Mama* proclamée sujet de droits », *Revue Histoire(s) de l'Amérique latine*, 2010, Vol. 4, *L'équatorianité en question(s)*, consultable sur : <http://www.hisal.org/revue/article/Monjean-Decaudin2010-1>).

dispositions de la loi concernant les élections législatives n'étant pas assez contraignantes²⁷, elles laissent la liberté de choix aux partis politiques soit de présenter 50% de candidats de chaque sexe, soit d'être sanctionnés par des pénalités financières. Pour les élections législatives de juin 2002, les grands partis ont préféré payer des amendes plutôt que de féminiser leurs investitures, afin d'éviter d'écartier des députés sortants. Le résultat est qu'au total, la part des femmes à l'Assemblée nationale est passée de 11,9% en 1997 à 12,3% en 2002. Une part qui a atteint les 18,5% pour les élections législatives de juin 2007²⁸.

Dans le classement établi en juin 2011 par l'Union interparlementaire, la France se situe à la soixantième place pour le pourcentage de femmes dans la Chambre basse ou la Chambre unique, derrière Le Salvador et le Tadjikistan²⁹. L'Équateur, quant à lui, se situe à la vingtième place avec 32,30%³⁰. Un classement très honorable, pour une première application du principe de parité en avril 2009, comparativement à la France.

À la différence de la France, le pouvoir législatif équatorien est exercé par une assemblée unique composée de cent vingt-quatre député(e)s. Parmi ces cent vingt-quatre député(e)s, quinze sont élu(e)s dans une seule circonscription nationale et cent neuf pour les circonscriptions provinciales et extérieures. Le scrutin de liste prévoit un système de listes ouvertes. Il permet aux électeurs de choisir, sur une ou plusieurs listes et en indiquant son ordre de préférence, les personnes pour lesquelles ils votent. D'après une étude menée sur les résultats des élections législatives de 2009, cette liberté de choix conférée aux électeurs a été à l'encontre du principe de parité imposé pour la confection des listes de façon alternée et séquentielle³¹. De ce fait, la parité 50% hommes/femmes n'a pas pu être atteinte. Les femmes ont obtenu quarante sièges

²⁷ Mariette Sineau, « Institutionnalisation de la parité : l'expérience française », p. 128, disponible sur http://www.idea.int/publications/wip/upload/chapter_04a-CS_France.pdf : « En effet, elle a "oublié" les exécutifs municipaux, les structures intercommunales, et surtout les assemblées départementales. Or, tant que celles-ci resteront bastions masculins (elles ne comportent que 9,8% de femmes), cela aura des répercussions négatives sur la distribution des investitures aux législatives. Les partis préfèrent attribuer les "bonnes" circonscriptions aux notables que sont les élus départementaux, connus des électeurs ».

²⁸ http://www.regardsdefemmes.com/Documents/Parite/legislatives_2007_note.pdf

²⁹ Voir le tableau 1 en annexe. Sur un panel de 187 pays, la France se situe dans le 2^e tiers du classement.

³⁰ Voir le tableau 1 en annexe. Sur un panel de 187 pays, l'Équateur se situe dans le 1^{er} tiers du classement.

³¹ Laura Albaine, « Sistema de paridad y acceso de las mujeres al poder legislativo nacional. El caso de Bolivia y Ecuador – 2009 », *ORG & DEMO*, n° 1, jan./juin. 2010, p. 69-88.

contre quatre-vingt-quatre pour les hommes. L'étude démontre également que le vote s'est davantage porté sur les femmes dans la circonscription nationale (six sur quinze élus) et que ce sont les circonscriptions les plus importantes qui accroissent les chances d'élection des femmes³².

L'engagement d'Olympe de Gouges et de Matilde Hidalgo de Procel, ainsi que celui de toutes celles qui ont suivi³³, a permis de compter sur une présence féminine accrue dans les institutions politiques françaises et équatoriennes. Toutefois, la mise en parallèle de l'avancée des droits des femmes dans ces deux pays conduit à constater que l'Équateur a doublement devancé la France. Tout d'abord, en reconnaissant dès 1924 le droit de vote et d'éligibilité des femmes puis en assurant une plus grande parité à l'Assemblée nationale. Avec quarante députées (sur cent vingt-quatre), l'Équateur permet davantage l'implication des femmes dans la vie politique que la France qui, avec cent sept députées (sur cinq cent soixante-dix-sept que compte l'assemblée nationale), se place au vingt-deuxième rang des vingt-sept États membres de l'Union européenne³⁴. Ne faudrait-il pas donner sa pleine réalité à la deuxième composante de la trilogie républicaine (liberté, égalité, fraternité), inscrite sur les frontons des bâtiments publics et des écoles ?

Sylvie MONJEAN-DECAUDIN
Professeure associée à l'Université de Cergy-Pontoise

³² *Ibid*, p. 83. Voir tableaux 2 et 3 en annexe.

³³ Par exemple, en France, Hubertine Auclert, née le 10 avril 1848 à Saint-Priest-en-Murat (Allier) et morte le 4 août 1914 à Paris, a été une militante féministe française en faveur du droit de vote des femmes.

³⁴ Derrière la France, se placent la Grèce, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Hongrie.

Tableau 1 :
Pourcentage de femmes dans la Chambre basse ou la Chambre unique en juin 2011

RANG	PAYS	Pourcentage de femmes dans la Chambre unique ou basse	Pourcentage de femmes dans la 2 ^{ème} Chambre ou Sénat
1	Rwanda	56.30%	34.60%
2	Andorre	53.60%	---
3	Suède	45.00%	---
4	Afrique du Sud ¹	44.50%	29.60%
5	Cuba	43.20%	---
6	Islande	42.90%	---
7	Finlande	42.50%	---
8	Norvège	39.60%	---
9	Belgique	39.30%	36.60%
"	Pays-Bas	39.30%	36.00%
10	Mozambique	39.20%	---
11	Angola	38.60%	---
"	Costa Rica	38.60%	---
12	Argentine	38.50%	35.20%
13	Danemark	38.00%	---
14	Espagne	36.60%	32.30%
15	République-Unie de Tanzanie	36.00%	---
16	Ouganda	34.90%	---
17	Nouvelle-Zélande	33.60%	---
18	Népal	33.20%	---
19	Allemagne	32.80%	21.70%
20	Equateur	32.30%	---

(...)

59	El Salvador	19.00%	---
"	Tadjikistan	19.00%	14.70%
60	France	18.90%	21.90%
61	Maurice	18.80%	---
"	République de Moldova	18.80%	---
62	Bangladesh	18.60%	---

Les données figurant dans le tableau ci-dessous ont été établies par l'Union interparlementaire à partir d'informations fournies par les parlements nationaux jusqu'au 30 juin 2011. 187 pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans la Chambre unique ou Chambre basse. (<http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>)

Tableau 2.
Équateur. Ordre de préférence des électeurs par liste

	MD (*)	Mujeres		Varones	
		N°	%	N°	%
Asambleístas Nacionales	15	6	40	9	60
Diputados Provinciales	103	32	31,06	71	68,93
Representantes del exterior	6	2	33,33	4	66,66

Tableau 3.
Résultats des élections législatives de 2009, répartition hommes/femmes

N°	MPAIS	PSP	PSC	PRIAN	PRE	MDP
1	V	V	V	V	V	V
2	V	V	M			
3	V	M				
4	M					
5	M					
6	M					
7	M					
Cargos ganados	7	3	2	1	1	1
N° Mujeres	4	1	1	0	0	0
% Mujeres	57,14	33,3	50	0	0	0
N° Varones	3	2	1	1	1	1
% Varones	42,85	66,66	50	100	100	100

Sources :
Laura ALBAINE, « Sistema de paridad y acceso de las mujeres al poder legislativo nacional. El caso de Bolivia y Ecuador – 2009 », *ORG & DEMO*, n°1, jan./juin. 2010, p. 83-84

Tableau 4.
France. Répartition des députés hommes/femmes selon les groupes politiques

Nuance	1997			2002			2007		
	Total	F	% F	Total	F	% F	Total	F	% F
SOC	241	43	17,8	140	23	16,4	186	48	25,9
COM	38	5	13,2	21	5	23,8	15	3	20,0
PRG	13	0	0,0	7	1	14,3	7	4	57,1
DVG	21	1	4,8	6	1	16,7	15	5	33,3
VEC	7	2	28,6	3	1	33,3	4	1	25,0
REG				1	0	0,0	1	0	0,0
DIV	1	0	0,0	1	0	0,0	1	0	0,0
Sous Total	321	51	15,9	179	31	17,3	229	61	26,6
RPR / UMP	134	5	3,8	355	36	10,1	313	45	14,3
DL				2	1	50,0			
UDF / Modem	108	7	6,6	29	1	3,4	3	0	0,0
UDF / MAJ							22	0	0,0
DVD	13	0	0,0	9	2	22,2	9	0	0,0
MPF				1	0	0,0	1	1	100,0
RPF				2	0	0,0			
FN	1	0	0,0						
Sous Total	252	12	4,8	398	40	10,1	348	46	13,2
Total	577	63	11,0	577	71	12,3	577	107	18,5

Source : OPFH – Ministère de l'intérieur, 18/06/2007.

Bibliographie d'intérêt

Équateur

Laura ALBAINE, « Sistema de paridad y acceso de las mujeres al poder legislativo nacional. El caso de Bolivia y Ecuador – 2009 », *ORG & DEMO*, Marília, v.11, n.1, p. 69-88, janvier/juin, 2010.

Jenny ESTRADA, *Una mujer total: Matilde Hidalgo de Procel (biografía)*, Imprenta de la Universidad de Guayaquil, 1980.

Rodolfo PÉREZ PIMENTEL, “Matilde Hidalgo de Procel”, disponible sur : <http://www.diccionariobiograficoecuador.com/tomos/tomo10/h2.htm>

France

Olivier BLANC, *Marie-Olympe de Gouges : Une humaniste à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, René Viénet, 2004.

Olympe de GOUGES, *Mémoire de Madame de Valmont, roman autobiographique, 1784*, in *Œuvres*, Paris, Mercure de France, 1986.

Olympe de GOUGES, *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2003.

Evelyne MORIN-ROTUREAU, *Olympe de Gouges*, Mouans-Sartoux, PEMF, 2002.

Sophie MOUSSET, *Olympe de Gouges et les droits de la femme*, Paris, Ed. du Félin, 2003.

Mariette SINEAU, « Institutionnalisation de la parité : l'expérience française », disponible sur http://www.idea.int/publications/wip/upload/chapter_04a-CS_France.pdf

Albert SOBOUL, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989, Quadrige, 2005.

Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, « Elections législatives 2007. Les petits pas de la parité », Note de synthèse 20/10/2011, disponible sur observatoire-parite@observatoire-parite.gouv.fr

La controverse de l'eau en Équateur : deux visions, deux origines

L'eau, une ressource singulière

LES RAISONS POUR ABORDER L'ÉTUDE de cette ressource naturelle sont diverses. Son utilisation comme son appropriation comporte des contraintes imposées et indépassables. L'eau à la fois indispensable à la survie de l'ensemble des espèces vivantes par l'absence irrévocable de substituts, aux activités économiques, sociales et culturelles.

Les activités humaines dépendent de l'utilisation des ressources naturelles. Le soleil, la terre et l'eau font partie des éléments essentiels au développement de l'agriculture. Si l'appropriation de l'énergie solaire diffuse demeure peu envisageable, les ressources foncières, font l'objet d'accaparement par les populations depuis des millénaires, l'eau, peut être partagée si une action collective est mise en œuvre. Cependant la complexité des aménagements hydrauliques requiert la coopération des différents riverains. L'interdépendance des usagers oblige à l'établissement d'un ensemble de conventions pour assurer le partage des ressources. Les règles de droits, d'usage et de gestion constituent de fréquentes sources d'opposition, de rivalité¹. Dans certains cas extrêmes, une carence de valeurs communes et/ou d'autorité stable, en situation de précarité peut conduire à des conflits violents.

¹ D'ailleurs, l'origine même du mot « rivalité », d'après le dictionnaire historique de la langue française *Robert*, renvoie à l'eau puisque le premier sens de « rival » définit ceux qui tirent leur eau du même cours d'eau (*rius*) et qui s'opposent fréquemment.

L'eau, un enjeu de pouvoir

Les régions andines équatoriennes pratiquent les techniques d'irrigation bien avant l'arrivée des Espagnols vers 1530 mais aussi avant celle des Incas vers 1470². Il existe sur cet espace, un vaste maillage de réseaux hydrauliques qui permet d'assurer la stabilisation de la production alimentaire. Encore aujourd'hui, la majeure partie de ces superficies irriguées est gérée par des communautés indigènes. L'eau, est une ressource stratégique et constitue la base de l'organisation socio spatiale, la gestion de l'irrigation est communautaire. L'eau, représente une des sources essentielles des valeurs sociales et symboliques des peuples autochtones³.

Les premières lois sur l'eau, dont celles de 1536, confirment l'importance de cette ressource et en établissent l'usage commun entre les Espagnols et les communautés autochtones. L'eau ne peut pas appartenir à des particuliers sauf concessions royales expresses, les *mercedes*⁴. Les droits des communautés sur leurs ressources sont reconnus, le régime de distribution doit être établi sur la base des pratiques indigènes, des sanctions pour les contrevenants sont prévus. Cette législation est d'inspiration castillane, elle-même inspirée du droit romain⁵. Compilées en 1680 dans le Recueil des Lois des Indes, ces lois sont expressément dictées pour ces territoires. Elles sont rédigées par des législateurs conscients de l'importance de l'eau, appréhendée comme un bien rare et précieux dans un environnement aride.

Pourtant, les communautés indiennes sont progressivement dépossédées de leurs droits grâce à l'adoption de différents stratagèmes comme les alliances familiales (héritage de droits d'eau), l'endettement (droits négociés en règlement d'une dette) ou les cessions forcées (pression d'ordre politique ou religieuse). Les archives sur les conflits relatifs aux questions hydriques montrent qu'à la fin du XVI^{ème} siècle, de nombreux canaux sont en fonctionnement. La construction de la plupart des ouvrages est due aux connaissances hydrauliques

2 MAZOYER Marcel, ROUDARD Laurence, *Histoire des agricultures du monde du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, France, p. 533.

3 SHERBONDY Jeannette, « El riego andino en una perspectiva histórica, Ecuador », in Rutgerd BOELEN, Gloria DAVILA (ed.), *Buscando la equidad. Concepciones sobre justicia y equidad en el riego campesino*, Netherlands, Van Gorcum, 1988, p. 402-424 ; LINARES URBINA F., *Evolución del derecho de aguas del Perú republicano. Tesis de la Pontificia Universidad Católica del Perú*, Lima, Instituto Riva Agüero, 2004.

4 Grâces royales.

5 ALVAREZ Pablo, *Un itinéraire de l'eau, approche géographique et agronomique d'une gestion de l'irrigation en zone aride du Chili. Thèse de l'Université d'Orléans*, Orléans, Université d'Orléans, 2005.

de colons et de congrégations religieuses devenus des propriétaires terriens, des *hacendados*. Ces derniers sont à l'initiative des aménagements mais les ouvrages sont réalisés grâce à la main d'œuvre indigène.

Les personnes qui investissent pour la construction d'un réseau sont reconnues comme propriétaires et considérées comme détentrices légitimes de droits d'eau. Lorsqu'un nouvel ouvrage intervient sur le même système cela entraîne souvent des tensions et provoque une modification physique de la circulation et de la distribution qui implique une redéfinition du partage et des droits sous-jacents. Les exploitants des systèmes irrigués souvent en concurrence doivent trouver des options acceptables par le plus grand nombre. La négociation, la recherche de compromis et la construction de nouveaux ouvrages constituent les solutions privilégiées pour éviter l'affrontement.

Les enjeux autour de l'eau sont de type économique mais aussi social. Le contrôle de la ressource permet la production de richesses et donc d'affirmer des relations de pouvoir entre les différents groupes sociaux. Les conflits ne concernent pas les seules institutions de gestion de l'irrigation, ils ont également un impact fort sur l'ensemble des relations sociales. Au cours de la période coloniale, les communautés rurales développent leurs intérêts pour le captage des sources et les *hacendados*, leurs premières interventions pour accaparer l'eau et la terre. Ces derniers, avec l'aide du pouvoir judiciaire, progressivement prennent le contrôle des sources et s'approprient les terres irriguées. Ils monopolisent les droits d'eau des autochtones. Ils adoptent de nouvelles pratiques, intensifient les productions et augmentent les surfaces exploitées. Ils déplacent les populations en fonction des besoins en main d'œuvre. Cette organisation de type féodal permet néanmoins un essor des activités agricoles⁶. La plupart des grands canaux sont élaborés durant cette période.

Les communautés quant à elles, ne contrôlent pas un territoire continu mais des parcelles dispersées. Les terres sont soumises à un régime de possession relativement stable et héréditaire administré par le chef de la communauté, le *cacique*. Selon l'historien Valarezo⁷, durant la période inca les peuples indigènes participent à la construction d'un pouvoir central relayé par des représentants locaux des différentes ethnies. En échange d'énergie humaine, le *cacique* redistribue des biens, des services et une protection. Il perpétue ainsi l'idée de la réciprocité andine et de la pluralité ethnique.

⁶ Les colons introduisent le fer, la charrue, la roue mais aussi de nouvelles espèces cultivées de céréales, de légumineuses et des rosacées.

⁷ VALAREZO Galo Ramón, « Los indios y la constitución del Estado nacional », in *Los Andes en la Encrucijada – Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX*, Quito, Ediciones Libri Mundi, 1991, p. 419-450.

Graduellement, cette organisation communautaire est remise en question. Perçue comme un système anachronique, peu conforme au schéma de modernisation des structures instauré dans le pays. Cette période détruit le compromis antérieur et installe un système d'extraction maximal, un état tributaire associé à un pouvoir central autoritaire. Elle dessine un nouveau territoire où l'utilisation majoritaire des ressources ne répond plus aux dynamiques de gestion collective, mais à une exploitation et à une appropriation individuelle par les *hacendados*. À un système qui combine une production familiale avec aide mutuelle et production collective sur propriété commune, se substitue un système où les moyens demeurent propriétés de l'État (terres, eaux, troupeaux, main d'œuvre) mais sont progressivement privatisés.

En 1830, débute la période républicaine. Une nouvelle loi sur l'eau est promulguée en 1832. Elle permet une forte extension des périmètres irrigués en autorisant la construction de canaux sur les terres d'autrui en échange d'une indemnisation⁸. Durant le siècle suivant, la gestion de l'eau se résume aux confrontations entre les *hacendados* qui cherchent à augmenter leurs droits d'usage et les organisations villageoises qui cherchent à préserver les leurs. Malgré d'incessants litiges les communautés demeurent fortement impliquées dans la création, la distribution et l'entretien des canaux d'irrigation.

La loi promulguée en 1960, reconnaît les ressources en eau comme bien national. Cette disposition essentielle sera reprise dans la Loi de Nationalisation des Eaux de 1972. Ces deux lois sont influencées par les pressions paysannes croissantes mais surtout par la volonté des gouvernements militaires nationalistes successifs qui souhaitent mettre en place de relations de production agricoles nouvelles (réforme agraires de 1964 et de 1973).

Les décennies 1980, 1990 et 2000 sont dirigées vers des programmes de libéralisation de l'économie, de privatisation des moyens de production et de nombreuses tentatives de marchandisation de l'eau à travers la mise en œuvre d'un marché de droits. L'opposition des communautés paysannes à ce modèle économique est à l'origine de forts mouvements de contestation et à une conflictualité sociale et politique intense.

Un cadre législatif à rénover

Dès 2007, dans le cadre d'un processus de rénovation des politiques publiques, le gouvernement Correa souhaite la réforme la loi sur l'eau de 1972. Ce texte indique que l'eau est un bien national d'utilisation publique

⁸ RUF Thierry, NUNEZ Pablo, « Enfoque histórico del riego tradicional en los Andes ecuatorianas », in *Memoria Marka*, Quito, s. ed., 1991, p. 185-282.

exclue du commerce et dont la propriété est inaliénable et imprescriptible. Les droits sur les eaux se limitent à l'usage de celles-ci. Les durées des acquisitions des droits d'approvisionnement de l'eau pour l'usage domestique sont indéterminées alors que les activités productives, la durée est déterminée.

Cette loi fondamentale instaure un centralisme légal basé sur la rationalité économique et sur l'égalité des usagers⁹. Néanmoins la faiblesse des institutions de régulation et la proximité d'intérêts entre propriétaires terriens et partis politiques traditionnels ont permis que ce texte soit utilisé en priorité pour justifier des aménagements d'envergure principalement dédiés aux activités agro-exportatrices. De plus, ce corpus de règles est peu compatible avec les formes locales de contrôle de l'eau. Il ne reconnaît pas la diversité des situations et encore moins les asymétries de pouvoir¹⁰.

Cette loi édictée dans le cadre de politiques nationalistes orientées vers le développement et l'ouverture au capitalisme fera progressivement l'objet de confrontation entre deux courants diamétralement opposés, l'un à visée libérale, l'autre à visée indigéniste. Dès les années 1980, les principales organisations internationales et les agro-exportateurs font pression sur les gouvernements successifs pour mettre en œuvre un processus de privatisation de l'eau et de promotion du modèle chilien¹¹. La décennie suivante est marquée par des réformes néolibérales qui affaiblissent les instances de régulation et visent à établir un marché de l'eau.

Face à cela, les organisations indigènes et professionnelles proposent des projets alternatifs¹². Au cours des dix années suivantes, plus de trente propositions de réforme seront soumises au Congrès National. Pourtant, malgré les difficultés liées à l'application de cette loi, sa réforme s'avère impossible compte tenu du manque d'implication des pouvoirs politiques, des intérêts divergents des nombreux acteurs, du grand nombre des propositions et de l'absence d'incitation internationale¹³.

⁹ CUBILLO Gonzalo, *Bases para la formulación de leyes referidas a recursos hídricos*, Santiago de Chile, CEPAL, 1994.

¹⁰ BOELENS Rudergerd, *The rules of the game and the game of the rules. Normalization and resistance in Andean water control*, The Netherlands, Wageningen University, 2008.

¹¹ Modèle qui met en place les marchés de l'eau après l'adoption du Code de l'eau en 1981 par le gouvernement militaire du général Pinochet. Le Chili est le seul pays au monde à avoir totalement privatisé ses eaux.

¹² Dès 1996, la CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*), la plus puissante des organisations indigènes, rédige une proposition de loi sur l'eau qui donne plus de droits aux peuples premiers.

¹³ KUFFNER Ulrich, « El proceso de la formulación de la política hídrica en Ecuador. Administración del agua en América Latina: situación actual y perspectivas. Recursos naturales e infraestructura », *Serie CEPAL*, n° 90, Santiago de Chile, 2005, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/6/21376/lcl2299s.pdf>

Depuis des siècles, la question du partage de l'eau met en relief les oppositions entre les différents groupes sociaux, les lois sur l'eau sont révélatrices des enjeux de pouvoir et des déséquilibres dans le système d'allocation. La dernière tentative de réforme ne déroge pas à cette logique. Dès son investiture en janvier 2007, le président Rafael Correa proclame l'avènement d'un socialisme du XXI^{ème} siècle. Il souhaite organiser une démocratie participative et abandonner le modèle néolibéral. Il est élu pour incarner la rupture. Répondre aux attentes économiques et sociales est déterminant dans ce pays où entre 1997 et 2005, les puissantes mobilisations populaires ont chassé quatre présidents.

En 2008, la volonté de transformer les politiques publiques se traduit par l'adoption d'une nouvelle Constitution¹⁴. Les principales innovations de ce texte concernent la reconnaissance de la pluri-nationalité de l'État et de son caractère interculturel. Elles font accéder les langues *kichwa* et *shuar* au statut de langues officielles (Art. 2)¹⁵. Elles intègrent la participation directe des citoyens comme définition de la souveraineté populaire. Elles s'engagent à promouvoir le *Sumak Kawsay*¹⁶. La nature est appréhendée comme une entité déifiée qui doit être respectée, comme dans la cosmogonie autochtone. C'est la première fois que cette acception est introduite dans la Constitution Équatorienne.

La reconnaissance du caractère interculturel de la nation équatorienne introduit une visibilité inédite des peuples indigènes qui vise à renforcer le pacte social national. De même, la reconnaissance de deux langues autochtones, symbole de l'identité et de la résistance indigène, comme langues usuelles au même titre que la langue officielle, tend à mettre sur le même plan les langues de solidarité et la langue du pouvoir. Cela améliore l'auto-estime des populations et induit de nouvelles attentes. La participation directe des citoyens dans les processus législatifs leur donne de nouvelles prérogatives, ils revendiquent alors plus d'équité dans la vie publique comme dans la sphère économique.

Selon le programme de la « Révolution Citoyenne », la nouvelle stratégie de développement est basée sur une économie sociale et solidaire. Cela passe par une action publique impliquée dans la régulation économique et une

¹⁴ Texte de la Constitution de 2008 : http://www.asambleanacional.gov.ec/documentos/constitucion_de_bolsillo.pdf

¹⁵ « El castellano es el idioma oficial del Ecuador; el castellano, el kichwa y el shuar son idiomas oficiales de relación intercultural ».

¹⁶ Ce concept issu de la culture *kichwa* se définit comme la volonté de vivre en harmonie entre les êtres humains et avec la nature.

stratégie nationale de développement. Le contrôle public sur les secteurs stratégiques comme l'énergie, l'eau et les mines est étendu. Des politiques redistributrices doivent renforcer une société de droits et soutenir le marché interne. Il s'agit pour l'État de défendre les droits constitutionnels des personnes et des collectivités et d'établir des politiques sociales universelles qui garantissent l'exercice effectif de ces droits¹⁷.

Les premières mesures prises concernent la refondation des institutions publiques et la réhabilitation du rôle de régulateur économique de l'État. Elles annoncent la recherche de la sécurité alimentaire comme une priorité nationale. Néanmoins, ces nouvelles dispositions qui favorisent la participation accrue des citoyens deviennent progressivement sources de malentendus puis de réelles divergences.

Une bipolarisation autour de l'usage d'un bien commun

Au cours de cette phase d'élaboration et de réformes des politiques publiques, des désaccords sur la définition des groupes sociaux impliqués, sur les formes de leur participation et de la hiérarchisation des objectifs à atteindre, émergent entre le gouvernement équatorien et la majeure partie des représentants des organisations indigènes¹⁸.

D'une part, le gouvernement intègre une partie de leurs exigences dans la nouvelle Constitution telles que la notion de pluri-nationalité¹⁹, l'octroi d'un droit de la nature et la reconnaissance du *Sumak Kawsay*. Il reconnaît la propriété des communautés sur leurs terres ainsi que leur droit de participer à la gestion des ressources naturelles qui s'y trouvent (Art. 57). D'autre part, il ne confère pas aux populations indigènes plus d'avantages qu'elles n'en avaient auparavant. Les peuples autochtones sont reconnus et respectés dans leurs droits au même titre que l'ensemble des citoyens équatoriens (Art. 6) ; il en est de même pour leurs participations dans les dispositifs de décision publics qui relèvent des principes globaux de la démocratie représentative citoyenne (Art. 95). « Les communautés, peuples et nationalités indigènes, le

¹⁷ http://revolucionciudadana.com.ec/wp-content/uploads/Principios_Programa.pdf

¹⁸ Les indigènes constitueraient environ 35% de la population équatorienne et la forte majorité des pauvres. Au cours du temps, ces groupes se sont organisés et ont acquis un poids déterminant dans les actions sociales et politiques nationales. La Conaie, la Fédération Nationale des Organisations Paysannes Indigènes et Noires (Fenocin), le Conseil des Peuples et Organisations Indigènes Évangélistes d'Équateur (Feine) sont les organisations les plus puissantes.

¹⁹ L'Équateur compte 27 nationalités, peuples indigènes et négro-afro-équatoriens.

peuple afro équatorien, le peuple de la Côte et les communes font partie de l'État équatorien unique et indivisible »²⁰ (Art. 56).

Cela étant, le gouvernement élabore un projet de loi sur l'eau dans lequel une instance publique unique doit détenir la compétence exclusive sur les ressources en matière d'irrigation comme de consommation humaine et prive, de facto, les associations communautaires d'usagers de tout pouvoir de décision dans l'administration de l'eau. Le texte propose la création d'une Autorité Unique de l'Eau (Autoridad Única del Agua, AUA) (Art. 7) seule responsable de la planification, de la gestion et de la régulation de l'eau sur l'ensemble du territoire national. Les droits d'usage et les normes internes de gestion communautaire sur les eaux sont maintenus mais dans le cadre législatif national.

Durant des mois, le mécontentement général des communautés s'exprime lors des discussions sur ce projet. Malgré de nombreuses négociations, les compromis proposés ne sont pas jugés satisfaisants. Finalement après plusieurs mois de conflits et de manifestations dans tout le pays, le gouvernement annonce le retrait du projet de loi en mai 2010. Les capacités de mobilisation des populations indigènes par leurs organisations demeurant puissantes. Ces dernières rejettent ce texte qui pourrait permettre la privatisation de la ressource et fragiliser leurs droits ancestraux. Elles considèrent que l'ensemble des propositions sont insuffisantes, peu favorables à leurs intérêts collectifs, jugées préjudiciables à leur environnement.

La défense de l'eau comme base de la structuration sociale, de la production agricole autoconsommée demeure vitale pour les communautés autochtones confrontées à une forte pression démographique, une dégradation des ressources naturelles et de leurs systèmes de survie. Ce projet de loi constitue un enjeu essentiel pour imposer une autre vision du partage des ressources et une possibilité d'affirmer le poids socio politique de leurs communautés. Cela constitue également la défense d'un pouvoir d'aménagement sur un territoire, de la survie d'organisations socio culturelles spécifiques, mises en difficulté par les modèles économiques et hydrauliques successifs.

Depuis les années 1990, la Conaie est l'un des acteurs majeurs de la contestation des projets successifs de réforme de la gestion de l'eau, tous orientés vers la privatisation. Dès 1996, elle remet un projet de loi auprès du Congrès National. En 2001, elle propose la création d'un Fonds National d'Irrigation Paysan, deux ans plus tard, la création d'un Institut d'Irrigation

²⁰ Traduction libre.

Indigène et Paysan. En 2008, elle propose une nouvelle loi alternative²¹. Cette dernière devait garantir un droit fondamental à l'eau pour les Équatoriens mais aussi pour la nature, démocratiser les institutions chargées de la gestion, octroyer les autorisations administratives des droits d'eau, mettre en place les politiques nationales et établir les bonnes conditions pour une participation sociale. Selon cette proposition l'eau devient un droit humain fondamental qui doit être traité comme un bien social et culturel et non comme un bien économique (Art. 5). « En cas de doutes ou d'absences de réglementation s'appliquera celle qui est la plus favorable à la nature, à la santé de l'eau, la souveraineté alimentaire des communes, communautés, peuples, nationalités et aux personnes » (Art. 6)²². L'accès à l'eau d'irrigation pour les petits agriculteurs qui produisent pour l'autoconsommation ou pour le marché national doit être gratuite (Art. 21).

Les organisations indigènes recherchent une plus grande participation dans la définition et la construction d'un modèle d'État basé sur une économie communautaire. Un malentendu originel sur les buts sociétaux à atteindre semble être à la base de l'opposition entre les deux principaux protagonistes. Le modèle politico-économique développé actuellement est plus proche de la conception occidentale des droits individuels du citoyen. L'individu n'est pas appréhendé comme le détenteur de la mémoire d'une collectivité et/ou d'un territoire, mais comme un acteur rationnel. L'activité économique est abordée comme une activité indépendante des situations sociopolitiques qu'elle a générée. Le gouvernement intègre les particularités des communautés indigènes comme faisant partie d'un ensemble normé dont il est l'ordonnateur final. Pour les communautés à l'inverse, il s'agit de maintenir une certaine continuité liée aux origines ethniques et collectives structurées autour d'un projet sociétal commun investit dans un territoire aménagé et entretenu au cours du temps.

De l'influence européenne... au principe de réalité

L'origine de ces différences de point de vue est à rechercher dans les fondements des structures législatives équatoriennes, influencées par les cadres normatifs européens et leurs principes développés au cours du siècle des Lumières. La métaphore de la lumière désigne un mouvement intellectuel et scientifique, critique dont les idées nouvelles caractérisent le XVIII^e siècle européen : cela illustre le passage de l'obscurantisme à la connaissance rationnelle. Plus qu'une doctrine achevée, elle constitue une démarche

²¹ http://www.conaie.org/images/stories/pdfs/libro_aguas.pdf

²² Traduction libre.

intellectuelle. Ce courant naît dans un contexte favorable aux changements sous l'influence grandissante de la bourgeoisie. Pour mieux se développer, cette dernière cherche à réduire les entraves politiques et sociales des anciennes sociétés fondées sur les coutumes, les privilèges et l'absolutisme. Pour les penseurs de ce courant, l'homme se caractérise par ses facultés cognitives dont il doit faire un usage critique. L'esprit scientifique doit prévaloir sur la providence. Les dogmes et les vérités révélées sont rejetés. Un système rationnel mis en œuvre par l'État, censé représenter le bien public, doit favoriser le progrès économique, assurer la diffusion de l'enseignement et combattre les préjugés. Ce mouvement va dépasser les frontières et influencer toutes les élites cultivées d'Europe, les intellectuels et leurs écrits sont à l'honneur²³. Cette prééminence provient du modèle de modernisme qu'elle incarne.

L'un des aspects fondamentaux de cette évolution porte sur la réflexion sur le gouvernement des sociétés humaines, sur l'exigence d'autonomie des individus et sur l'annonce de la souveraineté des peuples. Cette émancipation des contraintes antérieures s'accompagne de l'instauration de nouveaux principes de régulation justifiés par la recherche du bien commun des individus détenteurs de droits inaliénables. Le despotisme, le fanatisme et le colonialisme sont condamnés²⁴.

Ces idées constituent les bases du droit moderne en France et, plus généralement, elles influenceront le cadre normatif de nombreux pays occidentaux de tradition romaine²⁵. L'influence de ce mouvement de pensée est incontestable dans la conception et la mise en œuvre du Code civil français²⁶. La profusion des règles de l'ancien droit français laisse place progressivement à l'idée d'un corps de lois communes à tous les citoyens. Cette volonté de changement aboutit à l'adoption d'un code civil consensuel promulgué en 1804. Il portera le nom de code Napoléon à partir de 1807. Ce code vise à unifier les pratiques et à les moderniser. Il écrit le droit afin de le

²³ Voir le succès de l'ouvrage « Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes » de 1770, écrit par l'abbé de Raynal *Histoire philosophique et politique des établissements & du commerce des européens dans les deux Indes*, Amsterdam, [s. ed.], 1770, 6 vol., in-8°.

²⁴ Voir les *Lettres persanes* (1721) ou *l'Esprit des lois* (1748) de Montesquieu, *Lettre sur les aveugles* (1749) de Diderot, *l'Encyclopédie* de Diderot et de D'Alembert, *le Siècle de Louis XIV* de Voltaire (1751).

²⁵ Son influence est notable, par exemple, dans les principes de la Constitution de Cadix de 1812 : séparation des pouvoirs, égalité des citoyens, reconnaissance des droits individuels.

²⁶ Ce document reste encore aujourd'hui le fondement du droit français. Il porte essentiellement sur le droit des personnes, des biens, des obligations et des contrats.

rendre plus clair et accessible à chacun. Le droit à la propriété immobilière devient individuel et la liberté du travail, totale. Par l'adoption de ce code, l'État exprime sa volonté de réorganiser la vie politique, sociale et économique du pays. Il cherche à uniformiser la gestion légale du territoire national.

Le Code civil aborde la question hydraulique de façon indirecte. Comme l'ensemble des droits anciens, les réglementations relatives à la régulation des ressources sont initialement abolies. Les lois romaines sont abrogées (Art. 7) faisant ainsi disparaître les directives antérieures pour les remplacer par la nouvelle législation. Pourtant, les aménagements anciens dont certains ont plusieurs siècles, les accords contractés entre les différents groupes d'usagers, les alliances entre les communautés d'irrigants et les représentants administratifs et politiques obligent à reconsidérer ces directives qui ne prennent pas en compte l'histoire des droits anciens. Cette remise en cause conduit les communautés locales à défendre leurs acquis, à retracer la chronologie de leurs coalitions passées, à exhumer les titres, écrits divers ou témoignages anciens et à revendiquer les droits associés qu'ils considèrent comme inaliénables.

Ainsi, dans les Pyrénées-Orientales, département doté d'ouvrages hydrauliques très anciens, le premier texte connu sur les droits d'eau octroyés à Prades date de 1305²⁷. Une concession des eaux des sources d'en Gerner et de la rivière de la Têt est établie par Jacques, roi de Majorque, comte de Roussillon et de Cerdagne, au profit de l'université de Prades et de ses habitants pour l'irrigation de leur terre. Un acte notarié daté de 1371 établit une convention perpétuelle entre le représentant du roi et les syndics délégués de Prades, en échange du paiement d'une indemnisation de 50 livres²⁸. D'autres concessions datant de 1562 sont produites pour attester des droits d'usage. Le Roussillon, le Conflent et le Capcir sont rattachés au royaume de France en 1659, cela « [...] s'opère sans remise en cause des lois et des us et coutumes catalanes. Le conseil souverain de Roussillon arbitre les litiges de 1660 à la Révolution en appliquant des principes de jugement respectant les anciens usages » (Ruf, 2001). Un extrait du registre des délibérations du

²⁷ Source : B. Archives de l'association syndicale des canaux de Prades, n° 244 du répertoire de 1844, copie de 1365 de l'acte latin original, reçu par Laurent Placensa, notaire à Perpignan, le 13 des Kalendes de juillet 1305. C. Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 14 SP 134, seconde copie. D. Copie littérale de 1813 à partir d'une copie de 1610. Traduction littérale en français de 1813 et certifiée conforme par le maire de Prades en 1813.

²⁸ RUF Thierry, « Droits d'eau et institutions communautaires dans les Pyrénées-Orientales. Les tenanciers des canaux de Prades (XVI^e-XX^e siècles) », *Histoire & Sociétés Rurales*, 2001/2, vol. 16, p. 11-44, <http://www.cairn.info/revue-histoire-et-societes-rurales-2001-2-page-11.htm>

conseil des tenanciers des terres et canaux de Prades, datant de 1707, démontre la continuité de ces institutions locales.

Face à l'insistance de maintien des compromis de la part des organisations locales et aux difficultés pour renégocier les droits associés, certaines dispositions sont alors réintégrées dans le Code civil. C'est le cas des articles 644 et 645 qui abordent la question des règlements locaux sur le cours et l'usage des eaux. Le recueil des usages locaux et des règlements du département des Pyrénées-Orientales publié par la préfecture en 1972 indique que « [...] les anciens usages locaux ont conservé toute leur autorité obligatoire quand ils se rapportent à des situations antérieures au Code Civil et quand le Code se réfère expressément à eux ». Ces règlements et usages locaux ont alors la même force obligatoire que la loi dont ils font partie intégrante²⁹.

Selon le théoricien de l'hydraulique Jaubert de Passa³⁰, « l'article 645 [...] est dû [...] à M. Louis Ribes, jurisconsulte catalan, appelé à donner des éclaircissements sur cette matière, a heureusement maintenu et protégé les règlements particuliers et locaux sur les cours d'eau ». Cet article stipule que : « S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété ; et, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés ».

Ainsi donc, les idées progressistes qui prévalent dans l'élaboration du Code civil reconnaissent néanmoins certaines antériorités de pratiques et d'usages et les maintiennent dans le nouveau pacte législatif. Les règles locales sont alors réhabilitées. Le principal argument avancé et accepté, est que les droits anciens dont il s'agit ici ne constituent ni des droits seigneuriaux, ni des droits féodaux mais relèvent bien de droits d'usage des eaux partagées acquis par les communautés villageoises.

En France, au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, les débats sur la gestion de l'eau sont nombreux et aboutissent à la mise en place de la Loi sur les Associations Syndicales Autorisées (ASA) en 1865. Ces associations de propriétaires fonciers sont autorisées par l'État. Elles disposent de prérogatives de puissance publique pour exécuter certains travaux intéressant à la fois l'ensemble de leurs propriétés et d'utilité générale. Elles assurent un service public avec une dimension d'intérêt général. Elles sont contrôlées par

²⁹ Cass. Com.9 février 1953. Bull. Cass.1953-3-43 ; information extraite du recueil des usages locaux publié par la préfecture des Pyrénées-Orientales en 1972.

³⁰ JAUBERT DE PASSA François, *Mémoire sur les cours d'eau et les canaux d'arrosage des Pyrénées – Orientales*, Paris, Société royale d'agriculture, 1821.

les services hydrauliques de l'administration publique. La plupart de ces associations existent encore aujourd'hui. Il est extrêmement intéressant de préciser que les droits et obligations des adhérents sont attachés aux immeubles et les suivent quel qu'en soit le propriétaire.

Les écrits de Jaubert de Passa³¹ vont influencer la mise en place de cette loi. L'auteur « souligne le rôle de vigilance des autorités pour organiser des droits individuels en vue de l'intérêt général et compte tenu des besoins nouveaux » (Ruf, 2001). Il recommande des principes de prudence, avec la mise en place d'un règlement puissant pour éviter les abus, de moyens de surveillance et de tarification des amendes, l'ensemble du dispositif étant modifiable pour s'adapter aux transformations des sociétés. Il insiste sur le fait qu'il faille respecter la diversité des situations locales : « Ce serait une grave imprudence d'imposer les mêmes règlements à toutes les associations agricoles, et d'assujettir celles-ci à la même organisation. [...] Les besoins de la terre et la configuration de sa surface varient donc à chaque pas, et avec eux doivent varier aussi les moyens d'arroser, le mode de répartition et la pénalité des délits ruraux »³².

Mis en œuvre comme des systèmes de compromis permettant la continuité des actions collectives et la défense des droits d'usage historiques des sociétés locales face aux velléités d'appropriation de ces ressources par les pouvoirs centraux, des royautes comme des États, ces organisations d'usagers sont considérées aujourd'hui comme des modèles de réussite de coordination des actions collectives pour la prise en charge d'un bien commun.

Selon cette logique, les communautés paysannes équatoriennes peuvent se prévaloir d'une légitimité séculaire associée à une large expertise en matière d'aménagement et de gestion hydraulique. Mais bien que leurs droits soient reconnus, les communautés demeurent suspicieuses face à la mise en cause de leurs droits antérieurs. Les raisons de cette défiance résultent de l'histoire politique et productive de ce pays au cours de laquelle l'État a invariablement privilégié le développement de structures agro-exportatrices au détriment des producteurs locaux. L'opposition indigène au projet de loi de 2010 exprime à la fois le rejet de cette agriculture duale et une farouche volonté de reconnaissance et de défense de leurs droits sur leur environnement naturel.

³¹ JAUBERT DE PASSA François, *Recherches sur les arrosages chez les peuples anciens*, Paris, Éditions d'Aujourd'hui, collection Les Introuvables, (1846) 1981, p. 267-368. Il s'agit de la 6^e partie, chapitre 4 : « Des lois et du régime des eaux sous le rapport agricole ».

³² *Ibidem*, p. 324. Également cité par RUF Thierry, « Droits d'eau et institutions communautaires dans les Pyrénées-Orientales... », *op. cit.*, p. 11-44.

Si l'on devait tirer quelques enseignements des expérimentations réalisées au cours des siècles en l'Équateur et en France, et tenter de définir les éléments essentiels à des politiques publiques de l'eau acceptables par le plus grand nombre, certaines conditions semblent indispensables et quelques critères permanents. Tout d'abord, il paraît essentiel qu'il existe un climat de confiance et une volonté partagée par l'ensemble des acteurs de parvenir à une solution convenable par tous, que les accords établis soient entérinés par un système législatif incontestable. L'administration publique légitimée, doit être la garante de ces accords, veiller à leur application et à la mise en œuvre d'un système de sanctions proportionnées face aux contrevenants. Ensuite, la réglementation élaborée doit être équilibrée, évolutive et tenir compte de la diversité des situations comme des acteurs. Les spécialistes de la gestion de l'eau doivent être associés aux usagers afin de parvenir à concilier les droits individuels et collectifs dans le but de privilégier l'intérêt général. Enfin, la réglementation des droits d'usage doit tenir compte des compromis antérieurement mais également savoir élaborer des alternatives afin d'intégrer les nouveaux arrivants.

Christine RÉCALT³³

³³ Économiste, Unité Mixte de Recherche GRED (Gouvernance, Risque, Environnement, Développement) Institut de Recherche pour le Développement – Université de Montpellier III.
IRD 911 avenue Agropolis BP 64501 Montpellier cedex 5. Courriel: christine.recalt@ird.fr

*Approche psychanalytique
de la tradition thérapeutique kichwa
Le symptôme somatique
dans el espanto et el mal aire*

LA SIMPLICITÉ N'EST PAS TOUT À FAIT ce qui caractérise l'approche de la représentation de la maladie dans la tradition thérapeutique kichwa. Il suffit de se pencher sur les recherches autour de cette thématique pour se rendre compte de la fertilité de ce terreau pour des théoriciens qui tentent d'y voir clair dans ce qui semble être un amoncellement d'atteintes mystifiées qui affectent surtout, mais pas seulement, les sujets kichwa parlants. Remarquons que la multiplicité de classifications des maladies fait comme écho à la multiplicité de graphies de la famille linguistique quechua. En effet, au début du XX^e siècle, chaque personne écrivant le quechua possède sa propre « orthographe », généralement, comme l'affirme le philologue César Itier, très peu cohérente d'un point de vue phonologique¹. De même, il ne serait pas exagéré de dire que chaque personne décrivant la médecine traditionnelle propose sa propre représentation.

À l'instar de l'orthographe de la langue, les maladies tendent à se ranger selon le point de repère de l'observateur. Dans une multiplicité éparse, elles paraissent du même coup échapper à un ordre qui les fige, ne serait-ce que par convention. Mais poussons la métaphore jusqu'au bout : dans la mesure où la phonologie s'intéresse aux sons en tant qu'unités d'une structure et sert de norme aux processus d'encryptage des langues, quelle serait alors, par référence, l'unité de structure pour l'étude de ces maladies ?

¹ César ITIER, *Parlons Quechua*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 42.

Si nous acceptons de suivre avec Freud l'hypothèse de l'inconscient dans la névrose comme ce qui échappe à la conscience, à savoir le désir refoulé, et si nous admettons que l'inconscient est, selon Lacan, structuré comme un langage du fait que l'être parlant est sujet à la parole, alors le point de vue de la psychanalyse en tant que méthode d'investigation de l'inconscient se prête bien comme référence pour rendre intelligible les symptômes traités dans la tradition thérapeutique kichwa. Nous partons ainsi d'un présupposé : tout symptôme recèle un savoir à l'insu du sujet et il est, à ce titre, une formation de l'inconscient.

Pour suivre l'enquête du mystère physiologique à sa racine, l'axe que nous choisissons de prendre est la symptomatologie. Il ne s'agit pas ici de proposer une nouvelle classification selon l'étiologie, mais d'interroger ce fait étonnant qui fait du corps une scène par et dans le symptôme somatique. Mais de quelle scène s'agit-il ? De celle qui dépeint la genèse, qui explique la maladie elle-même. Là où cause et effet se tiennent dans une chaîne, le symptôme somatique fait mouche. Tel un grain de beauté, le symptôme somatique est opaque au centre et se remarque. Les travaux sur la tradition thérapeutique kichwa visent l'efficacité du symbolique au cœur de la conception de la maladie. Puisqu'elle résulte de l'influence d'un mauvais esprit ou émanation qui fait effraction et affecte le corps du malade, ce qui représente la maladie est ce qui agit en elle. L'esprit et la maladie sont dans un rapport de symbole à chose symbolisée ou, comme dirait Lévi-Strauss, « pour employer le vocabulaire des linguistes, de signifiant à signifié »². Ainsi la maladie apparaît-elle comme une formation langagière signifiante. Dans ces mêmes travaux, les symptômes de ces maladies, quand ils sont expliqués, sont qualifiés d'« affections psychosomatiques »³, de « réaction psychosomatique face à un péril externe ou menace »⁴ ou bien de « phénomènes de stress »⁵. La spécificité des troubles dits psychosomatiques est donnée par l'absence de contenu psychique ; ces troubles ne sont porteurs d'aucun « message », d'aucune énigme, et ils n'ont pas de caractère symbolique. La maladie s'avère être une formation langagière signifiante qui recèle un symptôme non symbolique, ce qui pose question. D'où vient ce recours aux termes psychosomatiques pour

² Claude LEVI-STRAUSS, *Anthropologie Structurale I*, Paris, Pocket, 1974, p. 226.

³ François LOUIS-BLANC, *Médecins et chamanes des Andes*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 119.

⁴ Eduardo ESTRELLA, *Medicina Aborigen*, Quito, Editorial Epoca, 1977, p. 127.

⁵ Silvio HARO ALVER, *Shamanismo en el reino de Quito*, Quito, Ediciones Santo Domingo, 1973, p. 90.

parler du symptôme ? Comment comprendre la relation entre le sens symbolique indéniable de la maladie et le non sens apparent du symptôme ?

Perspective critique de la théorie psychosomatique

La théorie psychosomatique s'intéresse aux symptômes qui ne trouvent pas de cause organique ; elle veut proposer une explication là où elle voit un manque dans le modèle de la conversion hystérique proposée par Freud. L'hypertension artérielle, l'ulcère de l'estomac, l'asthme, certaines maladies de la peau, les douleurs précordiales, les troubles digestifs sont des symptômes neurovégétatifs qui, à la différence des symptômes hystériques, ne sont pas concernés par la conversion. En effet, il n'est pas de conversion dans les organes végétatifs internes, la conversion ne toucherait que le corps de la vie animale, celui de la sensorialité et de la motricité, cette partie du corps en liaison avec le monde extérieur.

Cette théorie jette ses racines dans la tradition médicale anglo-saxonne. Après la guerre de 1914-1918, les Anglo-américains attachent une importance particulière à l'émotion-choc et aux facteurs psychologiques et affectifs des symptômes connus par ailleurs de la médecine, ce qui mènera à la théorie du syndrome de stress post-traumatique, SSPT, ou état de stress post-traumatique, ESPT. A partir de 1925, les travaux de F. Alexander à Chicago et de H.F. Dunbar, à New York, assoient la théorie psychosomatique sur l'idée de « réponses végétatives aux émotions ». Une identité évolutive se dessine entre les processus psychiques et physiologiques, identité appuyée sur une théorie de l'affectivité vitale ou de la sensibilité. En effet, on décèle des types d'émotions et d'affects spécifiques, qui trouveraient dans les différents appareils du corps une zone élective de réaction physiologique. En France, voit le jour l'école de Paris avec, à sa tête, Pierre Marty, Christien David, Michel de M'Uzan et Michel Fain et, à sa base, l'idée d'organisation psychosomatique. Selon cette idée, inspirée de la psychologie structurelle, il y aurait une structure psychique propre à la pathologie somatique repérable par la désertification du sexuel. Tout dérape chez ce sujet ; son appareil psychique est en crise ; ses fonctions s'effondrent ; les pulsions débordent et c'est son corps qui paye. Dans quels cas et comment se fait la transaction ? Par quelles modalités, biais, le psychisme règle son usufruit avec le corps ?

La théorie psychosomatique tente d'expliquer le conflit de l'incompatibilité de certaines tendances (agressive, homosexuelle, etc.) avec les normes imposées au moi par la société. Chaque individu en fonction de son caractère et de ses tendances va fournir une réponse par son corps : l'agressivité, qui ne trouve pas à se décharger dans le système de relation grâce à la communication

verbale, va emprunter la voie neurovégétative et provoquer des troubles cardiovasculaires. Chez d'autres sujets, les besoins de dépendance ou de protection, s'ils ne sont pas satisfaits, vont se traduire par des troubles de la sphère digestive (ulcère, constipation, colite) :

La peur, l'agressivité, la culpabilité, les désirs frustrés, s'ils sont sans cesse réprimés produisent une tension émotionnelle chronique qui perturbe le fonctionnement des organes viscéraux. La complexité de notre vie sociale fait que beaucoup de nos émotions ne peuvent être extériorisées et converties librement en activité volontaire.⁶

La perturbation du fonctionnement d'organes viscéraux trahit une somatisation par déliaison pulsionnelle qui tient à la pénurie économique du tonus vital et qui accouche d'une dépression essentielle. Cette somatisation se caractérise aussi par une pensée opératoire, un « mode de pensée actuelle, factuelle et sans lien avec une activité fantasmatique ou de symbolisation. Elle accompagne les faits plus qu'elle ne les représente. Il s'agit en réalité d'une non-pensée dans la mesure où elle a perdu ses liens avec sa source pulsionnelle »⁷. Dans l'affaire entre corps et psyché, l'économie psychosexuelle disparaît, ainsi que l'activité fantasmatique et la symbolisation, au profit de « la cause du Bios »⁸.

Dans cette explication, le conflit est moins spécifique que la réponse du sujet, selon son caractère, à la complexité de la vie sociale. La théorie psychosomatique relègue au second plan le système inconscient et écarte la dynamique psychosexuelle. Elle renoue avec les premières recherches demandées par des compagnies d'assurance pour évaluer l'espérance de vie sur la base d'une combinaison de facteurs psychologiques et sociaux. Ainsi, cette recherche qui caractérise la personnalité d'un individu en fonction d'une morbidité et de sa profession dans ses aspirations à compléter le manque de la théorie psychanalytique, en vient à s'en éloigner. Le sujet souffrant de troubles psychosomatiques paraît l'emporter sur son inconscient, et s'en défaire.

⁶ Franz ALEXANDER, *La médecine psychosomatique*, Paris, Ed. Payot, 1970, p. 40.

⁷ Claude SMADJA, *Le fonctionnement opératoire dans la pratique psychosomatique*, C.P.L.F.P.R., Paris, Revue française de psychosomatique, Tome 5, 1998, p. 23.

⁸ Paul-Laurent ASSOUN, *Corps et Symptôme, Leçon de psychanalyse*, Paris, Anthropos, troisième édition, 2009, p. 21.

L'état de stress post-traumatique, *males del campo* et maladies de l'habitat et de la cosmologie

A son bourgeonnement, la théorie psychosomatique donne naissance aux États-Unis au courant de pensée sur les phénomènes de stress. Tous deux ont comme point de départ la séparation entre l'âme, le corps et le social. Parler de symptôme psychosomatique suppose qu'on puisse faire une distinction facile entre ces sphères, ce qui est problématique si on se range dans la lignée de Marcel Mauss pour qui le mental et le social se confondent. Les développements autour de l'état de stress post-traumatique, ESPT, apparaissent après la guerre du Vietnam. Cet état désigne un individu autonome qui saurait se maîtriser, exerçant le contrôle sur lui-même et sur son environnement et qui, suite à un événement traumatique, vit dans un état « normalisé » d'angoisse et présente une « somatisation pathologique »⁹. L'ESPT se repère à partir de tests psychométriques. La théorie psychosomatique et l'ESPT sont des grilles de lecture. Elles catégorisent la souffrance par structure et syndrome et en donnent une identité au malade. Le malade est alors traité comme une unité d'analyse et d'intervention. Selon cette approche, le savoir est du côté de l'intervenant et non pas du côté du symptôme. Du point de vue de la psychanalyse, le symptôme est un savoir du sujet qui s'exprime à son insu. Faire la sourde oreille à ce savoir revient à gommer le statut de sujet de la parole, et à exercer une emprise sur le malade. Une enquête de santé (GHQ-12) sur le stress post traumatique a été menée par l'Université de Harvard au Pérou au cours des années 1990, suite au mouvement du sentier lumineux. Sur 142 personnes interviewées, 24,8% présentaient un ESPT, et 73% des « troubles actuels ou potentiels de santé mentale »¹⁰. Kimerly Theidon note que cette enquête a été effectuée à partir d'instruments psychométriques généralisés qui décontextualisent la problématique des communautés quechua. Si 73 % de la population présente des troubles de santé mentale d'après cette enquête, c'est que les symptômes sont pris de manière factuelle et quantitative et que l'enquête ne tient pas compte de la manière dont la population exprime une expérience traumatique en termes de mal et de guérison. La façon dont les gens font face à ce qui leur fait mal est rendu pathologique au regard de cette catégorisation.

⁹ Kimberly THEIDON, *Entre prójimos, El conflicto armado interno y la política de la reconciliación en el Perú*, Lima, Instituto de estudios peruanos, 2004, p. 41.

¹⁰ *Ibidem*, p. 45.

Sous le nom de *males del campo* sont regroupées un ensemble de maladies dont témoignent les communautés quechua ; l'ESPT est une interprétation psychométrique de ces maladies. Kimberly Theidon rapporte la catégorie de *males del campo* à un « bouleversement des rapports sociaux et à la confusion spirituelle et morale qui caractérise une société d'après-guerre »¹¹. Le mal, soulève-t-elle, ne se situe pas dans la personne ; mais plutôt saisit la personne et entre en elle. Ainsi, par exemple, dans le cas de la maladie *del alcanzo*¹², le sujet qui marche ou qui s'assoit là où il ne doit pas est atteint : l'*alcanzo* saisit son corps et il tombe malade. Il peut présenter de la nausée, une léthargie, de la douleur et des gonflements des parties du corps. Kimberly Theidon démontre les limites voire la nocivité de l'ESPT, et décrit de façon remarquable l'ambiance sémantique dans laquelle les symptômes des *males del campo* reçoivent leur sens. Elle nous permet de cerner qu'il y a, d'un côté, le symptôme et, de l'autre, le sens.

Bien que Theidon associe les *males del campo* aux bouleversements d'une société d'après-guerre, cette représentation de la maladie ne se trouve pas seulement dans la communauté quechua du Pérou. Dans les Andes équatoriales, les *enfermedades de la tierra* ne sont pas rares, leur étiologie s'inscrit dans des conceptions projetées dans l'habitat. Ces maladies correspondent aux *males del campo* décrits par Theidon. Cette étiologie, échappe au complexe froid/chaud et n'entre pas non plus dans le jeu des jalousies et rancunes qui caractérisent la magie et la sorcellerie. N'étant pas des maladies introduites par les blancs, ni considérées comme échappant au savoir des shamans ou *yachags*, elles ne font pas, à ce titre, partie du complexe appelé *enfermedades de Dios*.

Justement, c'est par opposition aux *enfermedades de Dios*, que Muñoz-Bernand définit les maladies qui ont un rapport à l'habitat et la cosmologie comme *enfermedades del campo* ou *enfermedades antiguas*. Estrella les appelle *enfermedades de la tierra o del alma*. Connues pour avoir une étiologie « surnaturelle », elles sont soignées et expliquées à travers des représentations de l'habitat auxquelles les membres de la communauté adhèrent par la tradition. Parmi les plus importantes se trouvent, *el mal aire*, *el espanto* (*manchari-kuy*), *el mal de ojo*, *el mal blanco*, *mal del arco iris* ou *chuichig*. Dans le cadre de cette communication, nous allons nous restreindre à l'étude de *el mal aire* et de *el espanto* ou *manchari-kuy*, car ces maladies atteignent les

¹¹ *Ibidem*, p. 58.

¹² Traduit en français par « maladie de l'atteinte ».

sujets sans distinction sexuelle et sont expliquées strictement par l'incidence de l'habitat sur le sujet.

En effet, *el mal de ojo* ainsi que *el mal blanco* étant expliqués par l'influence d'une personne sur le malade d'une part, le *mal del arco iris* (ou *chuichig*) étant plus particulièrement une affection de la femme (en tant qu'elle explique la naissance des enfants mal formés par incidence de l'arc en ciel sur le corps féminin) d'autre part, ces maladies, bien qu'elles présentent une symptomatologie somatique, comportent des facteurs qui méritent une étude à part entière.

Aussi utilisons-nous le terme de symptôme somatique, puisque le psychique et le soma sont dans tous les cas intrinsèquement liés.

El espanto comme répétition d'une séparation

Manchari-kuy se traduit en espagnol par *espanto*, ce qui veut dire frayeur en français. Il s'agit d'une affection qui atteint principalement les enfants ; elle s'explique par la perte de l'esprit due à une grande émotion ou peur. Prêtons oreille à quelques témoignages qui définissent l'étiologie :

El espíritu sale del cuerpo. Ya queda donde se ha caído : ahí queda espantado. Ya no puede mover. En eso ya se retira el espíritu, ya no viene, ya no vuelve al cuerpo, entonces ya morimos. Se llama para que vuelva¹³.

Por ejemplo usted fuera enfermo, un rosario pusiera y dijera, vea : "Pedrito, Pedrito, Pedro sombra, sombra pedro, pedro donde estas caído, donde estas espantado, ¡ven acá!"¹⁴.

Se enfermó la hija varias veces porque se cayó. El hijo también se enfermó por lo mismo. Los niños pueden caerse en la asequia o en el piso¹⁵.

En el espanto la almita esta fuera del cuerpo. Es igual que el mal viento¹⁶.

La frayeur, qui est à l'origine de la perte de l'esprit dans *el espanto*, est suscitée par un événement qui n'est pas attendu. L'enfant souffre de l'après-coup d'une mauvaise surprise qui le frappe et laisse son corps démantelé. L'âme tombe avec la chute réelle et, avec la perte de l'âme, c'est la force vitale

¹³ Eduardo ESTRELLA, *op cit.*, p. 125.

¹⁴ Pier Paolo BALLADELLI, Miguel COLCHA, *Entre lo mágico y lo natural, la medicina indígena. Testimonios del Pesillo*, Quito, Abya Yala, 1988, p. 112.

¹⁵ Germán RODRIGUEZ, *La faz oculta de la medicina andina*, Quito, Núcleo de América Ecuatorial, 1992, p. 54.

¹⁶ *Idem.*

que le sujet perd. La guérison consiste à faire que l'âme regagne le corps et, pour y parvenir, il faut l'invoquer, la nommer, la rappeler. Afin d'éviter que le trouble ne se reproduise, le patient est amené réellement ou métaphoriquement dans le lieu de la frayeur. Pour rendre la santé au malade, il est nécessaire de reconnecter son corps et son âme en revenant sur les lieux de la séparation.

Notons que, dans cette conception, la distinction entre corps et âme n'est pas tranchée ; l'être humain paraît être constitué d'un principe matériel et d'un principe spirituel unifiés. Bien qu'elle ne soit pas exhaustive, reprenons la description que fait Robin Azevedo de l'âme chez les quechua-parlants au Pérou. Elle distingue l'âme-*samay*, assimilée à la matérialisation physique de la respiration, de l'âme comme principe de force vitale. Sans âme-force vitale, l'enfant perd l'appétit, présente des troubles du sommeil ; il a la nausée, la diarrhée, de la fièvre, et cela peut même mener à la mort. L'âme, explique Robin Azevedo, viendrait se fixer au corps au moment de la naissance ; dans la petite enfance, elle serait mobile du fait d'une attache fragile au corps. Elle se concentre et s'attache davantage au corps avec l'âge adulte et, lors de la vieillesse, l'attache redevient fragile.

Remarquons que la fragilité de l'attachement de l'âme coïncide avec des moments de la vie où se joue une séparation pour le sujet. Or, si on considère que le sujet clivé de la parole est aussi le sujet du désir, et que désirer, c'est manquer de l'objet total que Lacan appelle « la Chose » incarnée dans la mère¹⁷, on comprend que le sujet entérine la perte de cet objet par le fantasme. Clivé de la parole, il désire selon la loi du signifiant, par rapport aux objets signifiants qui causent le désir et qui pointent vers la chose comme impossible.

Que ce soit entre la mère et les enfants ou avec l'entourage au cours de la vieillesse, la séparation avec l'Autre filial est vécue comme une perte douloureuse, en réponse à laquelle le fantasme sert de scénario imaginaire pour la leurrer, tout en construisant la réalité psychique. *El espanto* se présente comme l'occasion corporelle des enjeux intrapsychiques. Qu'est-ce qui fait que, dans ces lieux de la séparation, le corps soit au-devant de la scène de la séparation ? La scène qui dépeint la genèse, qui explique la maladie d'*el espanto*, est une *tuchê*, c'est-à-dire une mauvaise rencontre à laquelle le sujet ne s'attendait pas. Quand l'inattendu tombe sur le sujet, la réalité se fissure. Elle ne peut pas être appréhendée ; à la place se dévoile un trou. Le fantasme qui recouvre le trou chute dans le corps. Lacan, parlera du trou-matisme pour accentuer l'idée qu'il n'y a pas de représentation possible à

¹⁷ Roland CHEMAMA et Bernard VANDERMERSCH, *Dictionnaire de la Psychanalyse, Désir*, Paris, Larousse, 2003.

ce vide traumatique qui rejoue le vide de la séparation primordiale¹⁸. Dans *el espanto*, le symptôme somatique incarne la réalité psychique alors que la chute sépare âme et corps en jouant un laisser tomber traumatique. Le sujet désarmé, il lui faut retrouver sa force vitale.

Tel un théâtre, le corps est une scène visible où se déroule un conflit masqué se jouant sur une autre scène, invisible cette fois-ci, dite « psychique ». Ainsi le fantasme prend-il corps et, dans *el espanto*, il chute au réel du corps. Le phénomène morbide somatique s'installe quand le fantasme trouve complaisance dans le corps, c'est-à-dire quand le corps est assez complaisant pour lui offrir une parure de chair ; c'est le moment corporel du symptôme. La complaisance somatique est une caractéristique névralgique du symptôme hystérique que Freud repère. Il insiste sur le fait que le symptôme n'a pas de signification particulière de prime abord, mais qu'il utilise une faiblesse à un moment donné pour s'installer. Ensuite, le symptôme prend sens. « Ce sens, le symptôme hystérique ne l'a pas de prime abord, il lui est conféré, il est en quelque sorte soudé avec lui, et peut-être différent dans chaque cas, selon la nature des pensées qui cherchent à s'exprimer. »¹⁹ C'est parce que le corps peut accueillir le symptôme que celui-ci l'utilise. « Les processus psychiques sont, dans toutes les psychonévroses, pendant un bon bout de chemin les mêmes, c'est ensuite seulement qu'entre en ligne de compte la complaisance somatique qui procure aux processus psychiques inconscients une issue dans le corporel »²⁰.

Dans la maladie d'*el espanto*, le symptôme somatique met en exergue le rapport entre l'âme et le corps. Une lecture psychanalytique permet d'éclairer ce rapport par la propriété somatique de l'inconscient. L'âme s'attache au corps au moment de la naissance, au moment d'une séparation de chair qui n'a pas de sens en soit. *El espanto* explique l'attache et la séparation qui se réjouent lors d'une chute réelle. Le fantasme, assimilé à l'âme, s'attache réellement au corps lors d'une séparation qui se commémore au cours d'un moment de complaisance somatique.

***El mal aire* comme projection d'une angoisse**

Huayrashka est traduit en espagnol par *mal aire* et en français par *mauvais air*. Cette maladie est provoquée par l'action de certains mauvais

¹⁸ *Ibidem*, Trauma.

¹⁹ Sigmund FREUD, *Études sur l'hystérie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p. 28.

²⁰ *Ibidem*, p. 29.

esprits qui, par une « émanation », affectent la personne quand elle passe par certains endroits à des heures précises, en provoquant chez elle un trouble connu comme *accidente*. Lisons quelques témoignages qui en décrivent l'étiologie :

Es como un accidente, por salir a la noche o a la madrugada, verán cuco, o un cadáver, a veces cuando pasan por un puesto desfallecido²¹.

En el mal aire tienen temperatura y vómito, también les da diarrea²².

Es así. ¡Aquí por el campo es así! Es que nosotros derrepente madrugamos, entonces mala hora. Es que desde tiempo, dizque así pues, desde tiempo mismo yendo a algún lugar no mas derrepente, por ahí, por quebrada, por ahí, por monte, así casas botadas, tonce ya está, acompañado el demonio. Tonces derrepente se pasa así, a veces mayor también, a veces a niño también, o mas tiernito también. Vuelta a algunos no hace nada²³.

Si un niño está con mal viento llora, le duele el cuerpo y la cabeza. Puede coger cualquier parte del cuerpo²⁴.

Enfants, hommes et femmes sont affectés au moins une fois dans leur vie par *el mal aire*. L'anxiété, les céphalées, les douleurs abdominales, la nausée, la diarrhée, des douleurs musculaires voire des convulsions, constituent sa symptomatologie. *El mal aire* résulte de l'influence de lieux *pesados* (c'est-à-dire chargés d'un trop d'énergie et qui, de ce fait, deviennent lourds) comme de grands rochers, de grandes cavernes, des lieux abandonnés, sacrés ou sauvages, gouvernés par des *mamahuacas*, *urcutaytas*, *urcuyayas* ou *chuzalongos*. Il peut aussi être provoqué par l'influence de lieux marqués par la mort (cimetières) ou qui recèlent des objets précieux. Lorsque le sujet transgresse ces endroits, son corps paye la profanation. Nous savons, par l'ethno-histoire, que les êtres qui habitent ces lieux ont été considérés comme des ancêtres, êtres tutélaires d'une localité auxquels on faisait des offrandes. Après la Conquête, cette relation entre *huacas* (tombes, lieux sacrés) et ancêtres a disparu, mais ces derniers survivent dans le corps des membres de la société, par l'efficacité d'un symbolique projeté à l'extérieur.

Le traitement du *mal aire* consiste à « nettoyer » le corps du patient, pour extirper ce corps étrange qui est l'incarnation du mauvais air. Pour faire la *limpia* (nettoyage), le *yachag* (litt. « celui qui sait ». Personne qui principalement

²¹ Eduardo ESTRELLA, *op. cit.*, p. 132.

²² *Idem.*

²³ Germán RODRIGUEZ, *op. cit.*, p. 62.

²⁴ Pier Paolo BALLADELLI, Miguel COLCHA, *op. cit.*, p. 112.

remplit les fonctions du shaman) peut se servir de plusieurs objets dont, notamment, des habits, un œuf ou un cochon d'inde. Ils seront frottés contre le corps du malade afin de faire absorber en eux le mal.

El *mal aire* atteint le sujet dans des endroits où la nature prend le dessus ou dans des endroits où la mort règne, il ne s'agit pas d'endroits empreints de quotidianité ni d'habitat familial du sujet. Un rapport d'étrangeté lie le sujet à ces endroits sacrés et sauvages. Ces endroits introduisent une rupture dans la vie quotidienne rassurante du sujet. La problématique décrite par Freud dans la notion de «l'inquiétante étrangeté» (*das Unheimliche*) renvoie à cette idée²⁵. Les représentations inconciliables avec le moi sont refoulées hors de la conscience et font retour, non sans amener avec elles l'affect d'angoisse. Pour Freud, l'angoisse découle d'une transformation de tension accumulée pouvant être de nature psychique ou physique. Dans l'hystérie, « c'est une excitation psychique qui emprunte une mauvaise voie en menant à des réactions somatiques »²⁶. L'angoisse se traduit par des symptômes qui vont de la constriction épigastrique à la paralysie totale, accompagnés de douleur psychique. L'angoisse est aussi le signal d'un danger ; c'est un affect entre sensation et sentiment, une réaction à une perte, à une séparation. L'angoisse originaire serait produite par l'état de détresse psychique du nourrisson séparé de la mère. Pour Lacan, l'angoisse n'est pas le signal d'un manque, car celui-ci est structurel pour lui, mais la manifestation pour un sujet d'un défaut du manque. C'est une scène, une fenêtre où, comme dans le fantasme, vient s'inscrire l'horrible, l'innommable, l'inquiétant. Lorsque la place du manque n'est pas préservée pour un sujet, son image spéculaire devient l'image d'un double autonome et désarrimé²⁷.

Le *mal aire* met en scène une dynamique psychique sur une topologie qui relie l'externe à l'interne par le mécanisme de la projection. Si certains endroits ont une efficacité sur le corps du sujet, c'est qu'ils sont chargés d'une symbolique historique : délimitations entre familial et non familial, et entre mort et origine. Aussi la maladie sert-elle de support à ce qu'il y ait une rupture avec la vie quotidienne, avec le familial, avec la communauté. Les symptômes d'angoisse trahissent la séparation mais aussi la présence trop importante de l'Autre.

²⁵ Roland CHEMAAMA, Bernard VANDERMERSCH, *op. cit.*, « Etrangeté (sentiment) », p. 128.

²⁶ *Ibidem*, « Angoisse », p. 21.

²⁷ *Ibidem*.

En conclusion, *mal aire* et *espanto* sont des atteintes catégorisées suivant la modalité de l'affection corporelle. Ces entités faisant partie du répertoire nosographique dans la tradition thérapeutique kichwa ne caractérisent pas le sujet affecté d'une identité individuelle. Le malade n'est pas une unité d'analyse et d'intervention, il fait partie d'un ensemble culturel dans son rapport avec son habitat et la cosmologie.

La perte de l'âme dans *el espanto* et la manifestation d'angoisse dans *el mal aire* attestent d'une modalité fantasmatique commune aux membres d'un groupe social qui partagent une représentation et une expérience de la maladie que les membres de la communauté s'approprient de façon singulière. Le mécanisme de répétition dans ces atteintes priorise la direction des pulsions vers une réalisation corporelle. Dans les deux maladies, le mal n'est pas à l'intérieur mais produit par un élément externe, et le corps est affecté par une symptomatologie somatique. Les symptômes somatiques se présentent lors d'un contexte singulier, à un moment et selon une modalité différents pour les deux maladies, où le corps se montre complaisant.

L'anthropologie médicale montre dans la tradition thérapeutique kichwa une lacune entre la représentation de la maladie et le réel du corps que la théorie psychosomatique relève mais ne rend pas pour autant intelligible. Le symptôme somatique ne gagne pas à être pensé en termes d'identité évolutive. Dans la tradition thérapeutique kichwa la maladie lie le sujet à la communauté, par un rapport de continuité entre l'intérieur et l'extérieur, tout en l'en séparant. La théorie psychanalytique se présente comme une bonne candidate pour penser le rapport entre l'âme et le corps, car son hypothèse fondamentale, l'inconscient, permet de placer le savoir *in situ*. La métapsychologie explique le moment corporel de l'inconscient par la *réalisation* du fantasme et par la projection des affectes sur le corps. Elle explique ainsi la conjoncture dans laquelle la complaisance somatique permet qu'*el espanto* s'incarne et qu'*el mal aire* se convertisse en symptômes somatiques.

Veronica VALENCIA BANO
Université Paris 7 Denis Diderot
Centre de Recherches Psychanalyse Médecine et Société

²⁸ Pascal HERLEM, *L'hystérie hier, aujourd'hui, encore*, Lyon, Césura, 1994, p. 145.

Chapitre troisième

L'Équateur du 21^e siècle en France

Les élections présidentielles (2006, 2009) et la Constitution de 2008, vues par le journal Le Monde

ALORS QU'HUGO CHÁVEZ et la révolution bolivarienne vénézuélienne polarisent les médias, l'Équateur fait rarement la une de la presse française. Cependant, le journal *Le Monde* s'intéresse à ce pays au moment des grands événements qui ponctuent sa vie politique. La présentation faite par ce quotidien des moments phares de la présidence de Rafael Correa – les deux élections présidentielles et la Constitution de 2008 – mérite toute notre attention. Mais, pour apprécier au mieux les données qu'il transmet, il nous faut, auparavant, dresser un panorama de l'histoire de l'Équateur depuis 2006.

Les moments-clés de la présidence de Rafael Correa

Rafael Correa fait ses débuts en politique comme ministre de l'Économie et des Finances en avril 2005 sous la présidence d'Alfredo Palacio, après la destitution par le Congrès de Lucio Gutiérrez, mais il démissionne, le 6 août, pour protester contre le traitement réservé à son pays par la Banque mondiale, auprès de laquelle il a sollicité un prêt. Candidat à l'élection présidentielle de 2006, à la tête d'un parti de gauche créé pour l'occasion, Movimiento PAÍS (acronyme de Patria activa i soberana), mais qui ne présente pas de liste aux législatives, car son leader veut réformer le système politique, Rafael Correa obtient, le 15 octobre, 22,84 % des voix. Il est élu le 26 novembre avec 56,74 % des suffrages, alors que son adversaire, le magnat de la banane Álvaro Noboa, arrivé en tête au premier tour avec 26,83 % d'opinions favorables, était le

favori du scrutin¹. Le parti de ce dernier, le Parti rénovateur institutionnel d'action nationale (PRIAN), obtient vingt-huit sièges sur cent au Congrès². Dès sa prise de fonction le 15 janvier 2007, Rafael Correa oriente sa politique vers « la révolution citoyenne » promise pendant la campagne mais, le 26 mars, le Congrès, composé en majorité de députés de droite, destitue le président du Tribunal suprême électoral, pour contrecarrer le projet de référendum autorisant la convocation d'une Assemblée constituante. En réponse, cette instance révoque cinquante-sept députés de l'opposition, ce qui entraîne des heurts entre partisans des parlementaires déchus de leur fonction et manifestants pro-gouvernementaux³. Ce référendum, où le « oui » recueille 81,72 % d'approbations⁴, est organisé le 15 avril. Le 30 septembre, lors des élections pour désigner les membres de cette Assemblée constituante, Alianza PAÍS obtient quatre-vingts représentants sur les cent trente sièges prévus. Le 29 novembre, l'Assemblée constituante suspend le Congrès jusqu'au vote de la nouvelle Constitution. Les travaux de celle-ci traînent en longueur, ce qui accule son président à la démission en juin 2008. Les réformes annoncées suscitent des critiques dans tous les milieux. Toutefois, la Constitution est approuvée, le 28 septembre, par 63,93 % des suffrages⁵. Les élections générales sont organisées le 26 avril 2009. Rafael Correa est élu à la magistrature suprême au premier tour avec 51,99 % des voix. À l'Assemblée nationale, son mouvement Alianza PAÍS et les divers partis de gauche alliés obtiennent soixante-treize députés sur un total de cent vingt-quatre⁶. La voie est désormais libre pour mener les réformes nécessaires pour le développement du pays inscrites dans la Constitution.

La Constitution de 2008 compte quatre cent quarante-quatre articles. Elle reprend les grands axes que le président s'était fixés lors de son élection, au point qu'elle peut être qualifiée de « constitution programme »⁷. À côté des trois pouvoirs traditionnels (exécutif, législatif, judiciaire), elle instaure deux

1 TRIBUNAL SUPREMO ELECTORAL, <http://app.tse.gov.ec/ResultadosParciales2006/Presidente.aspx?CodDign=1> ; http://app.tse.gov.ec/Resultados2006_2v/.

2 « Équateur », *Amérique latine. Les surprises de la démocratie*, sous la direction de Georges COUFFIGNAL, Paris, La documentation française, 2007, p. 163.

3 « Équateur », *Amérique latine. Mondialisation : le politique, l'économique, le religieux*, sous la direction de Georges COUFFIGNAL, Paris, La documentation française, 2008, p. 174.

4 TRIBUNAL SUPREMO ELECTORAL, <http://app.tse.gov.ec/resultados2007/>.

5 *Idem*, site : <http://app.tse.gov.ec/resultadosrefe/2008/>.

6 CONSEJO NACIONAL ELECTORAL, <http://app.cne.gov.ec/resultados2009/>.

7 Georges COUFFIGNAL, Hubert GOURDON, « Alternances politiques et nouvel ordre constitutionnel en Amérique latine », *Amérique latine. La nouvelle donne politique et économique*, sous la direction de Georges COUFFIGNAL, Paris, La documentation française, 2009, p. 110.

nouveaux pouvoirs étatiques : une fonction électorale, déléguée au Conseil national électoral (art. 217 et 218), et une fonction citoyenne de transparence et de contrôle social (art. 204), confiée à un Conseil spécifique, chargé de lutter contre la corruption (art. 208)⁸. La charte affirme, dès son préambule, qu'elle vise « une nouvelle forme de vie en commun citoyenne », basée sur « la diversité et l'harmonie avec la nature, pour atteindre le bien vivre, el sumak kawsay » et elle engage le pays dans la construction de « l'intégration latino-américaine ». L'article 1 proclame que « l'Équateur est un État [...] interculturel, plurinational et laïc » et rappelle que « les ressources naturelles non renouvelables du territoire de l'État appartiennent à son patrimoine inaliénable, incessible et imprescriptible ». L'espagnol, le quechua et le shuar deviennent langues officielles (art. 2). L'article 5 s'oppose à la présence de bases militaires étrangères dans le pays et les articles 313 à 318 renforcent le contrôle de l'État sur les secteurs-clés de l'économie. Le président de la République jouit de pouvoirs élargis (art. 147). Il est élu pour quatre ans et peut briguer une réélection immédiate (art. 144). Il peut dissoudre l'Assemblée nationale une fois au cours des trois premières années de son mandat (art. 148). Cette dernière comptera quinze représentants nationaux aux côtés des députés régionaux (art. 118). Dorénavant, les élections locales, législatives et présidentielles auront lieu en même temps. Cette Constitution place l'être humain au centre des préoccupations de l'État (il est « sujet et fin », art. 283) et insiste sur le « bien vivre ». Elle définit les droits élémentaires de tout citoyen équatorien (art. 12 à 60) et en détaille longuement le régime (art. 340 à 394), tout en réaffirmant que les communautés, les peuples et les nationalités doivent être respectés (art. 343). La nature elle-même a des droits. Non seulement il convient de la protéger (art. 71) mais il faut également la restaurer (art. 72). La planification participative pour le développement est inscrite dans la charte (art. 279 et 280), tout comme la nécessité pour l'État d'assurer la souveraineté nationale sur le plan alimentaire (art. 281 et 282) et économique (art. 283 à 312). Dans ce pays plurinational, multiethnique et pluriculturel, la justice indigène est reconnue au même titre que celle exercée par le pouvoir judiciaire officiel (art. 171) et la Constitution préconise un système d'éducation bilingue avec l'enseignement d'une langue ancestrale (art. 347). Les populations amazoniennes qui vivent volontairement isolées peuvent préserver leur mode de vie et aucune activité extractive ne s'effectuera sur leur territoire (art. 21)⁹.

⁸ *Ibidem*, p. 108.

⁹ *Constitución del Ecuador, 2008*, http://asambleanacional.gov.ec/.../constitucion_de_bolsillo.pdf. Nous traduisons tous les éléments entre guillemets.

L'actualité politique équatorienne dans *Le Monde*

Le Monde relaie l'actualité équatorienne aux dates-clés représentées par les élections présidentielles et l'adoption de la nouvelle Constitution avec le souci de répondre aux orientations idéologiques de ses lecteurs et à leurs attentes. Bien que les articles soient peu nombreux, ils sont assez objectifs et mesurés, même s'ils n'évitent pas toujours la caractérisation excessive, et ils rendent compte de ce qui se passe localement avec des témoignages d'acteurs ou d'observateurs de la réalité politique. L'actualité est traitée à chaud, le discours souvent répétitif et la journaliste Marie Delcas, correspondante du journal à Bogota, propose rarement une réflexion approfondie sur les événements.

Les élections de 2006

Le Monde ne s'intéresse pas au premier tour de l'élection présidentielle, où treize candidats sont en lice. La veille du second tour, le titre « Scrutin sous haute tension à Quito » attire l'attention. L'article reprend les arguments avancés pendant la campagne par les deux candidats : risque de « *guerre civile* » et de « *communisme* », brandi par Álvaro Noboa, si Rafael Correa l'emportait, alors que, pour ce dernier, Álvaro Noboa est « soutenu par des « *mafias* » qui vont tenter une fraude électorale avec l'appui « *des chaînes de télévision liées à des banquiers corrompus* ». Le premier est qualifié de « millionnaire de droite » et le second d'« économiste de gauche ». Marie Delcas répercute le projet de Rafael Correa de convoquer « une Assemblée constituante pour refonder les institutions » et de « renégocier la dette extérieure pour relancer la croissance et pour payer la « *dette sociale* » du pays ». De son côté, « avec un discours émaillé de références divines, M. Noboa a juré de construire 300 000 logements par an ». Tous deux « promettent de lutter contre la pauvreté, qui touche 60 % de la population »¹⁰. Le débat entre deux projets de société opposés est résumé dans l'alternative présentée par Rafael Correa : « *L'enjeu est de construire une vraie patrie ou devenir l'hacienda de l'homme le plus riche du pays* ».

Le numéro du mardi 28 novembre s'appuie sur les sondages effectués à la sortie des urnes et annonce : « L'économiste de gauche Correa se proclame vainqueur ». Marie Delcas observe cependant une réelle prudence, puisque, au moment où elle écrit, « seuls les bulletins de 19 % des bureaux de vote avaient été dépouillés ». En effet, malgré la grande marge qui sépare les deux candidats, « 56 % des voix, contre 43 % », « M. Noboa a refusé de concéder la

¹⁰ Marie DELCAS, « Équateur. Second tour de l'élection présidentielle. Scrutin sous haute tension à Quito », *Le Monde*, 26-27 novembre 2006. Les expressions et phrases en italique le sont dans le texte original. Il en va de même dans tout l'article.

victoire à son adversaire avant la publication des résultats officiels » et dénonce « une éventuelle fraude ». Pourtant, lors de son premier discours,

le charismatique universitaire s'est voulu rassurant et rassembleur. Il s'est montré conciliant avec le secteur privé et les marchés financiers, assurant de son total soutien « *les chefs d'entreprise créateurs de richesses et d'emplois qui s'acquittent de leurs obligations fiscales* ».

Cette présentation du nouveau président sort des schémas réducteurs précédents¹¹.

Le journal rend compte de l'issue du scrutin le mercredi 29 novembre¹². Un petit entrefilet de dix lignes sur une colonne en Une proclame « Correa président » et le crédite de 59 % des voix, un article en page 7 est consacré à l'élu et à son programme et une pleine page (page 19) fait son portrait avec un titre évocateur, « Rafael Correa. À gauche toute en Équateur », qui occupe le quart supérieur de la page, un entrefilet horizontal, intitulé « Parcours », avec six dates caractéristiques de sa vie personnelle : sa naissance, son séjour dans la mission des salésiens dans la province de Cotopaxi, où il a travaillé à un projet de développement rural, son master d'économie à Louvain, son doctorat en économie aux États-Unis, sa fonction de ministre et son élection. Cette présentation schématique a le mérite de délivrer un message clair : le nouveau président est un homme bien enraciné dans la réalité de son pays, il a vécu dans la Sierra, au plus près des populations autochtones, alors qu'il est né à Guayaquil. Il connaît aussi l'Europe et les États-Unis et est un économiste patenté, bref, il possède d'énormes atouts pour diriger son pays. Une grande photo en noir et blanc du président, en bras de chemise, souriant, debout dans sa voiture devant une foule, relativement jeune, massée devant la façade du Colegio nacional mixto Huancavilca, allongeant ses bras pour répondre aux mains tendues, est placée dans le tiers central de la page. Cette mise en scène est évidemment choisie pour transmettre l'image d'un président proche du peuple, soucieux d'éducation et porteur d'espoir pour l'avenir. En regard de cette photo, dans la partie inférieure, figure un commentaire en gros caractères qui sert d'introduction directe à l'article : « Nationaliste et ami du chef de l'État vénézuélien Hugo Chavez, le nouveau président du petit pays andin est également un catholique pratiquant ». Il associe donc en sa personne des éléments qui, au premier abord, paraissent antagoniques mais qui

¹¹ *Idem* ; « Équateur. Élection présidentielle. L'économiste de gauche Correa se proclame vainqueur », *ibidem*, 28 novembre 2006.

¹² *Idem* ; « Correa président », *ibidem*, 29 novembre 2006, p. 1 ; « Rafael Correa vainqueur de l'élection présidentielle en Équateur », *ibidem*, p. 7 ; « Rafael Correa. À gauche toute en Équateur », *ibidem*, p. 19.

peuvent rassurer les lecteurs conservateurs. Ce « Chavez équatorien » « veut s'opposer à Washington et aux compagnies pétrolières » indique le sous-titre de la page 7 et son élection est présentée comme « un nouveau revers » pour Georges Bush. Cependant, l'auteur insiste sur le fait que l'administration américaine « a reconnu qu'«*il y a eu [...] un scrutin plutôt transparent, libre et juste*» ». Néanmoins, du fait que le vainqueur de l'élection présidentielle, « partisan d'une Assemblée constituante pour refonder les partis et les institutions », n'a pas présenté de candidats aux législatives, Marie Delcas prédit qu'« il devra affronter une féroce opposition : celle des parlementaires bien décidés à conserver leur poste ». Le projet politique déjà énoncé quatre jours plus tôt est réitéré et le désir du président de rejoindre l'OPEP, de renégocier les contrats avec les multinationales pétrolières et de ne pas renouveler l'accord donné aux États-Unis pour utiliser la base militaire de Manta, qui vient à échéance en 2009, est annoncé. Le portrait du chef de l'État, âgé de quarante-trois ans, que dresse le texte de la page 19, avec les points positifs et négatifs de l'homme, grâce aux témoignages de personnes qui l'ont côtoyé au cours des différentes étapes de sa vie, retrace son histoire. Il met en évidence sa connaissance du quechua, ses convictions de gauche, son nationalisme, son engagement politique, fruit de sa foi de catholique pratiquant, parfait connaisseur des encycliques sociales de l'Église, et s'interroge sur son avenir. Ce docteur en économie s'est lancé en politique « *pour tenter de tirer son pays de la crise et ses concitoyens de la misère* ». Cette présentation d'un homme qui réfléchit aux problèmes économiques que rencontre l'Équateur depuis 2000 avec « économistes, universitaires et chefs d'entreprise » ne peut que donner confiance au lecteur et le convaincre que le pays ne va pas à la dérive avec ce chef de l'État. Toutefois, les rapprochements constants avec Hugo Chávez sont gênants car ils projettent sur Rafael Correa l'image ambiguë de la gauche radicale du Vénézuélien. Même si *Le Monde* n'est pas totalement acquis à ce nouveau président, qui doit faire ses preuves dans le contexte d'instabilité politique notoire que connaît le pays¹³, il fait un effort d'objectivité et accorde beaucoup d'importance à cette élection.

¹³ Le pays a connu sept présidents en dix ans. Aucun des trois chefs de l'État élus n'est allé au bout de son mandat. Deux, Abdalá Bucaram (1996-1997) et Lucio Gutiérrez (2002-2005), chassé du pouvoir par la pression de la rue, ont été destitués par le Congrès, Jamil Mahuad (1998-2000) a été renversé par un coup d'État fomenté par Lucio Gutiérrez. Les autres ont assuré la transition.

Les élections de 2009

Les élections du 26 avril 2009 se présentent dans un tout autre contexte que celles de 2006, puisqu'elles se situent dans la continuité de la politique initiée avec la prise de fonction de Rafael Correa. Dans la mesure où la Constitution rend caducs tous les mandats en cours, ceux-ci sont remis en jeu¹⁴ et, en toute logique, le président en exercice sollicite les suffrages des électeurs pour poursuivre les réformes engagées. Cette situation fait que *Le Monde* accorde moins d'espace à ces élections qu'aux précédentes. Il consacre deux articles à cette consultation mais leur contenu est dense. Le premier, la veille du scrutin, en évoque les enjeux et rappelle qu'« outre le président et les députés, les Équatoriens doivent élire 23 préfets, 221 maires, et des centaines de conseillers provinciaux et municipaux ». Marie Delcas présente les trois principaux candidats qui s'opposent au président sortant : Lucio Gutiérrez, destitué de ses fonctions en 2005, et Álvaro Noboa, son adversaire de 2006, qui se partagent l'électorat de droite, et Martha Roldós, socialiste, représentante de la gauche radicale. De plus, elle signale que « quatre autres petits candidats présidentiels ne figurent même pas dans les sondages »¹⁵. La mairie de Guayaquil semble déjà acquise à la droite, ainsi que plusieurs villes intermédiaires, il n'y aura donc pas de raz-de-marée en faveur d'Alianza PAÍS. Pour Rafael Correa, l'objectif est d'obtenir une majorité pour mener à bien son projet réformateur. Marie Delcas énonce le principal changement introduit par la Constitution de 2008 : « L'État a assumé intégralement le coût des campagnes électorales », ce qui a permis à de petits candidats de se présenter, et elle répète que « l'intervention de l'État dans l'économie et les pouvoirs de l'exécutif » ont été renforcés. Elle mentionne également le bilan positif de ce court mandat : outre l'adoption de la nouvelle Constitution, « M. Correa a utilisé les revenus du pétrole – l'Équateur en produit 500 000 barils par jour – pour financer des mesures en faveur des plus défavorisés ». S'y ajoutent : « renégociations des contrats pétroliers, régulation du système bancaire, moratoire sur la dette extérieure, politique de relance et priorité au social ». Des points sombres à ce tableau compliquent la tâche du président : l'effondrement du prix du pétrole, qui représente 40 % des exportations, selon

¹⁴ *Constitución del Ecuador*, 2008, «Disposiciones transitorias. Capítulo Segundo. De las elecciones, Art. 3», *op. cit.*, p. 207.

¹⁵ Rafael Correa : 51,99 % des suffrages ; Lucio Gutiérrez : 28,24 % ; Álvaro Noboa : 11,41 % ; Martha Roldós Bucaram : 4,33 %. CONSEJO NACIONAL ELECTORAL, <http://app.cne.gov.ec/resultados2009/Presidente.aspx?CodDign=1>. Ces résultats confirment l'effondrement du système des partis traditionnels. Sur ce point, l'objectif de Rafael Correa a été atteint.

l'encadré placé au bas de l'article, la crise dans les pays industriels demandeurs de matières premières, la baisse des envois d'argent des émigrés à leur famille. Dans le portrait que la journaliste dresse du chef de l'État, elle mentionne son caractère peu conciliant et s'interroge : « Faut-il y voir un trait de caractère ou l'expression d'une conception autoritaire du pouvoir ? ». Pour compléter la présentation de la situation équatorienne, un encadré, tiré du *Bilan du Monde 2009*, mais beaucoup plus précis, dans lequel figure une carte du pays avec les principales villes, donne les informations nécessaires pour que le lecteur se fasse une idée précise de la réalité de l'Équateur. Sur treize millions huit cent mille habitants, il compte deux millions d'émigrés, son PNB par habitant est, en 2007, de trois mille quatre-vingts dollars, la pauvreté touche 35 % de la population, le taux de croissance est de 1,9 % en 2007 et il est le premier exportateur mondial de bananes. Une photo en couleur occupe la partie centrale de l'article, elle représente trois Indiens participant à un meeting, attentifs au discours qu'ils écoutent, un homme et deux femmes. Leurs visages se détachent sur l'arrière-plan de l'affiche de campagne du parti PAÍS, où figure un portrait du président, de profil, souriant, le visage inondé de lumière, les yeux levés vers le ciel, à côté duquel apparaît son slogan de campagne, rédigé de façon manuscrite avec des lettres de couleur blanche se détachant sur un fond noir : « Tú decides entre el oscuro pasado y esta hermosa revolución en Democracia. Hasta la victoria siempre! », signé Rafael. La ligne inférieure indique : « Vota todo! 35 PAÍS »¹⁶. Évidemment, « Hasta la victoria siempre » rappelle Cuba et Che Guevara, qu'admire le candidat. Sur cette affiche, la précision de la nature de la révolution est un point-clé, il s'agit d'instaurer une démocratie participative. Les Équatoriens qui sont allés aux urnes six fois en moins de trois ans savent qu'ils ont été consultés sur tous les changements institutionnels qui sont intervenus dans le pays. La signature du slogan par le prénom du candidat traduit une volonté de proximité avec les électeurs, tout comme le tutoiement. La légende de la photo indique : « Manifestation de soutien à Rafael Correa, mercredi 22 avril, à Pujili, au sud de Quito ». Le lieu n'a pas été choisi au hasard : Pujilí est une petite ville de la province de Cotopaxi, située en zone rurale, où 90 % de la population autochtone vit en situation de pauvreté. Le candidat s'est impliqué dans le passé au développement de celle-ci, puisque Zumbahua est la paroisse du canton dans laquelle il a travaillé entre 1987 et 1989. C'est donc un retour aux sources. De plus, la présence d'Indiens sur cette photo prend tout son sens, lorsque l'on sait que la CONAIE (Confédération des nationalités

¹⁶ Marie DELCAS, « En Équateur, Rafael Correa cherche un nouveau souffle aux élections générales », *Le Monde*, 25 avril 2009.

indigènes d'Équateur) a retiré son appui au président dès le 18 mai 2008 en raison de son désaccord avec sa politique minière et énergétique, suite au refus de ce dernier d'accorder aux communautés le droit de bloquer l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol situées sur leur territoire. Le 20 janvier 2009, des milliers de manifestants ont organisé des blocages de routes dans tout le pays pour protester contre la nouvelle législation sur les mines¹⁷. La récupération de cet électorat s'avère donc décisive pour réussir le projet engagé par le chef de l'État. Au vu du retentissement qu'il donne à ces élections, il est évident que *Le Monde* suit attentivement l'évolution de la politique de Rafael Correa et s'intéresse aux résultats qu'il obtient.

Le deuxième article paraît le mardi 28 avril et confirme la réélection du président. Marie Delcas s'appuie sur les sondages effectués à la sortie des urnes qui lui « conféraient entre 51 % et 54 % des voix, et plus de 20 points d'avance sur son principal rival, l'ancien président Lucio Gutierrez », lequel attend les résultats officiels pour admettre la victoire de son adversaire. Par contre, Álvaro Noboa, arrivé en troisième position, avec seulement 11 % des suffrages, a aussitôt reconnu sa défaite. Marie Delcas rapporte les propos du vainqueur : « *Nous avons fait un pas historique pour consolider notre révolution citoyenne* » et elle décrit l'immense affiche, accrochée sur le siège du parti présidentiel, déjà évoquée. Elle insiste sur l'événement historique que représente cette réélection, puisque Rafael Correa « est le premier président équatorien à se faire réélire depuis le retour de la démocratie, en 1979 ». Elle rappelle l'approbation de la nouvelle Constitution, en septembre 2008, par 64 % des Équatoriens. Elle indique aussi que M. Correa pourra être à nouveau candidat en 2013 et que « les pouvoirs de l'exécutif ont été renforcés pour tenter de stabiliser le pays ». Après sa victoire, Rafael Correa réaffirme que son « *engagement est d'en finir avec la misère* ». Pour Marie Delcas, la popularité du président est due en grande partie à l'augmentation des dépenses sociales et au moratoire partiel sur le paiement de la dette mais le chef de l'État sait que la chute du cours du pétrole peut freiner la croissance et que la crise économique n'est pas passée. Pour l'auteur de l'article, « la victoire de Rafael Correa marque indiscutablement une nouvelle étape ». L'encadré sur la situation de l'Équateur publié le samedi est mis à jour avec deux chiffres actualisés : la population est de quatorze millions d'habitants et la croissance en 2008 a été de 6,5 %¹⁸. La reprise de ces données traduit un réel souci de la

¹⁷ EFE, « Équateur. Des Indiens équatoriens protestent contre la nouvelle loi sur les mines », *ibidem*, 23 janvier 2009.

¹⁸ Marie DELCAS, « Le président équatorien Rafael Correa célèbre sa réélection dès le premier tour », *ibidem*, 28 avril 2009.

part du *Monde* de présenter à ses lecteurs l'information la plus exacte possible.

Le jeudi 30 avril, un communiqué des agences EFE et AFP rapporte que « Lucio Gutierrez conteste le résultat de l'élection présidentielle ». Vu l'écart qui sépare les deux candidats (51,8 % contre 28 %), cette demande ne peut que rester sans suite mais cette note précise que « selon la mission d'observation de l'Union européenne, *“la présence dominante dans les médias du président pendant la campagne n'a pas été positive pour l'équité”* du scrutin et le manque de contrôle des ressources de l'État »¹⁹. Cet avis était partagé par un des candidats d'opposition, interrogé par Marie Delcas le samedi précédant l'élection, lequel dénonçait l'hégémonie du parti au pouvoir²⁰. Cette information permet de contrebalancer le bilan globalement positif de la gestion du pays par Rafael Correa.

La Constitution de 2008

La présentation du référendum en vue de l'adoption de la nouvelle Constitution fait l'objet d'un article le mardi 30 septembre 2008. Selon Marie Delcas, l'approbation de cette charte à une très large majorité (plus de 60 % de oui, d'après les sondages à la sortie des urnes) est un véritable plébiscite pour « le projet réformateur du président Rafael Correa ». Pour ce dernier, elle est le signe que « *la révolution citoyenne avance* ». Marie Delcas rappelle surtout le parcours du chef de l'État et s'étend peu sur le contenu de ce texte. Elle intitule le paragraphe dans lequel elle s'y réfère « Légalisation de l'avortement ». Néanmoins, elle donne les grandes lignes de cette charte, dans laquelle le « *sumak kawsay* (le « bon vivre » en quechua) » devient « un droit fondamental », et énumère quelques-unes de ses orientations principales sans s'y attarder. Elle mentionne l'opposition de la droite, du patronat et des évêques, ainsi que les critiques de certains observateurs qui « voient dans le nouveau texte *“une liste de bonnes intentions”*, complètement irréalistes » mais, à gauche aussi, on s'inquiète de « *l'hyper-présidentialisme* » qu'il institue. Elle indique que les risques majeurs de tensions peuvent venir de Guayaquil, où le oui est minoritaire et où le maire pourrait renforcer l'autonomie municipale de la ville. Enfin, Marie Delcas annonce la tenue de nouvelles élections législatives et présidentielles, début 2009. Cet article est suivi d'un encadré énonçant « Les principaux points de la réforme ». Il retient quatre

¹⁹ EFE, AFP, « Équateur. Lucio Gutierrez conteste le résultat de l'élection présidentielle », *ibidem*, 30 avril 2009.

²⁰ Marie DELCAS, *op. cit.*, 25 avril 2009.

axes : économie, politique, relations internationales et société. Ainsi, « l'économie de marché est remplacée par un "système économique social et solidaire", plaçant l'être humain au centre des préoccupations de l'État ». Dans le domaine politique, le président peut « dissoudre l'Assemblée nationale notamment lorsqu'elle "obstrue le plan de développement (du pays) ou en cas de grave crise politique" ». En matière de relations internationales, la Constitution interdit la présence de bases militaires étrangères et, en ce qui concerne la société, « deux articles traitent, indirectement, de l'avortement et de la reconnaissance juridique des couples homosexuels »²¹. La plupart de ces points ont déjà été abordés dans l'article et ils s'adressent à un lecteur français moyen. La complexité de la Constitution, telle que nous l'avons présentée, n'apparaît pas dans cette évocation. Son côté avant-gardiste en matière de préservation de l'environnement et de développement durable, son insistance sur l'interculturalité du pays, la reconnaissance d'un État plurinational, qui marque une avancée notoire par rapport à la Constitution de 1998, ne sont même pas mentionnés. Or ce sont des innovations capitales pour l'Équateur.

La lecture du *Monde* apporte de précieux renseignements sur l'évolution politique de l'Équateur sous la présidence de Rafael Correa. L'intérêt porté par le journal aux étapes capitales du parcours de ce dernier prouve que l'équipe éditoriale a compris les enjeux ouverts par les évolutions constatées dans la nouvelle gouvernance nationale et « la révolution citoyenne » mise en œuvre. Le large soutien populaire dont jouit le chef de l'État se traduit dans les urnes et reflète les changements qui se produisent dans le pays. En effet, il s'agit d'un phénomène inédit qui attire l'attention du *Monde* et il l'observe dans la durée. Même si les analyses sont un peu réductrices et ne sont pas aussi approfondies que l'on pourrait le souhaiter, la fidélité aux événements, le souci de précision dans la présentation de la réalité équatorienne, la recherche d'une certaine objectivité face aux réactions induites par la gestion du président et les réformes innombrables qui interviennent depuis son accession au pouvoir, l'intérêt prêté aux controverses que celles-ci suscitent, reflètent un réel souci d'information. On ne peut pas en dire autant pour d'autres quotidiens français.

Nicole FORTANÉ
Romania, Université Nancy 2

²¹ Marie DELCAS, « Équateur. Référendum. Les Équatoriens approuvent une nouvelle Constitution qui renforce le pouvoir exécutif », *ibidem*, 30 septembre 2008, p. 7.

La visite en France de Rafael Correa au prisme de l'actualité politique (mai 2008)

C'EST FUT DANS L'EFFERVESCENCE d'une actualité régionale particulièrement dense et alors que les tensions avec la Colombie atteignaient leur paroxysme que s'effectua la visite officielle en France du président équatorien, Rafael Correa, les 13 et 14 mai 2008, au terme d'une tournée en Europe qui l'avait conduit d'abord en Espagne. On s'interrogera sur les raisons qui ont motivé ce déplacement aussi inattendu que discret, dix huit ans après la venue à Paris du président Rodrigo Borja en 1991 et quelques jours après celle du ministre des affaires étrangères français à Quito, Bernard Kouchner, le 29 avril 2008. Nous évoquerons les stratégies déployées de part et d'autre dans le resserrement des liens franco-équatoriens plutôt distendus ces dernières années. Car, au-delà des intérêts économiques et commerciaux réciproques qui ont prévalu dans l'établissement un agenda commun de coopération, sont apparus des points de convergence et de divergence autour des grands principes du droit international.

Un contexte sous-régional en crise

Revenons brièvement sur le contexte sous-régional mouvementé, engendré par le conflit interne colombien, afin de comprendre les enjeux liés à cette visite hautement diplomatique de Rafael Correa en Europe et le rôle indirect qu'a pu jouer la France dans la résolution de cette crise.

Si entre les deux pays voisins, la Colombie et l'Équateur, on peut volontiers parler d'une longue tradition de paix et d'amitié symbolisée par une

frontière commune ouverte à la libre circulation des populations, les relations bilatérales se sont pourtant peu à peu détériorées avec l'élection en 2002 du président Alvaro Uribe qui a fait de la lutte contre le « narco-terrorisme » la pierre angulaire de sa politique sécuritaire. Ces tensions ont été ressenties surtout à partir de 2003, avec l'intensification des opérations offensives par l'armée colombienne (*Plan Patriota*) contre les territoires contrôlés par les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de Libération Nationale (ELN) à l'est et au sud du pays, obligeant l'Équateur à renforcer son dispositif militaire le long de sa frontière nord sur près de 600 km. Environ 10 000 hommes ont été déployés dans les provinces d'Esmeraldas, de Carchi et de Sucumbíos avec pour mission de lutter contre les infiltrations d'éléments de la guérilla qui chercheraient à trouver refuge en territoire équatorien¹.

Puis, à partir de 2006, on a assisté à un durcissement de la position équatorienne qui s'explique par le lancement d'une nouvelle phase offensive colombienne et l'aggravation de ses dommages collatéraux². La multiplication des incursions de l'Armée colombienne en Équateur et les pratiques d'épandages au glyphosate menées à grande échelle contre les cultures de coca, dans le cadre du Plan Colombie, affectant l'environnement et la santé des populations vivant des deux côtés de la frontière, avaient déclenché de fermes protestations de la part du gouvernement équatorien qui a fait appel à la Cour internationale de La Haye, afin de mettre fin aux fumigations aériennes³.

Le paroxysme de cette escalade a été atteint lorsque, dans la nuit du 29 février au 1^{er} mars 2008, les avions *Super Toucans* de la Force aérienne colombienne ont bombardé le campement de Raul Reyes, situé en territoire équatorien, dans la province de Sucumbíos, tuant un des chefs historiques des FARC ainsi que 24 autres personnes, dont un citoyen équatorien et cinq

¹ La découverte de campements et le démantèlement de réseaux d'appui logistique des FARC par les forces de sécurité équatorienne tendraient à le prouver. Les gouvernements successifs de Lucio Gutierrez, puis Alfredo Palacio avaient à l'époque contribué activement à la mise en place d'un cordon sécuritaire avec la Commission binationale de frontière (*Combifron*) et d'une coopération opérationnelle entre les services de renseignement étasuniens (DEA), les forces de police colombiennes (DAS) et équatoriennes (UIES) qui avaient d'ailleurs permis l'arrestation à Quito, en janvier 2004, de Simón Trinidad, un haut responsable des FARC.

² Cette escalade militariste s'était affirmée ouvertement juste après l'attentat à la voiture piégée à l'École de Guerre à Bogota, en octobre 2006, mettant fin aux tentatives de négociations en vue d'instaurer un échange humanitaire de prisonniers. La force d'intervention Omega, dans le cadre du nouveau Plan Victoire, concentrait ses raids dans le sud de la province du Meta, du Guaviare et Vaupés, où étaient repliées les FARC. « Derrota total de las FARC es el objetivo de la nueva fase de operaciones militares en el sur del país », *El Tiempo* (Bogota), 10/12/2006.

³ « Ecuador demandará a Colombia ante Tribunal la Haya y otras instancias internacionales », *El Tiempo* (Bogota), 27/04/2011.

étudiants mexicains, dans des circonstances qui restent très controversées. Ce fut la fameuse opération combinée *Fénix* qui allait entraîner l'élimination progressive des autres leaders des FARC et marquer un réel déclin de l'action de la guérilla colombienne.

La crise a pris une ampleur tout à fait exceptionnelle avec l'implication indirecte du Venezuela dans le contentieux. Le rappel des Ambassadeurs respectifs, la convocation extraordinaire du Conseil de Sécurité de l'OEA, le 5 mars 2008, et la mobilisation des troupes déployées sur les frontières par l'Équateur et le Venezuela ont semblé marquer un point de non-retour. Et si le Sommet du Groupe de Rio, convoqué deux jours plus tard en République Dominicaine, avait freiné la montée des tensions par la condamnation unanime de la violation de frontière, cette apparente « réconciliation » avait cependant du mal à cacher la ligne de fracture qui se dessinait sur le sous-continent.

Deux visions politiques antagonistes

La guerre contre-insurrectionnelle engagée par l'ancien président Alvaro Uribe contre les mouvements de guérilla s'est inscrit dans la doctrine étasunienne de « guerre totale » contre le terrorisme à l'échelle internationale (Loi du *Patriot Act*), à laquelle la Colombie entendait apporter sa contribution ; une vision politique du problème colombien que ne partagent ni l'Équateur, ni les pays de l'Alba et de l'Unasur, favorables à un dialogue et à une sortie de crise pacifique⁴.

Face au conflit interne colombien, l'Équateur a toujours manifesté sa neutralité et sa ferme intention de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de son voisin. Les coûts humains et militaires occasionnés pour la sécurisation de la frontière commune, dépenses que le pays refuse d'assumer seul, sont une raison majeure du désaccord profond de l'Équateur sur la politique colombienne en matière de lutte antidrogue et antiterroriste.

Et c'est précisément sur les valeurs du droit international que se situe la pierre d'achoppement, entre la priorité accordée au respect du principe de non-ingérence et de souveraineté nationale et celui de la légitime défense, que les autorités colombiennes invoquent dans le cas d'une guerre mobile de

⁴ La majorité des pays latino-américains considèrent plutôt les FARC comme des belligérants d'un conflit interne de basse intensité, auxquels il conviendrait d'accorder une sortie politique par le biais de négociations. C'est d'ailleurs une demande que les guérilleros ont formulée dans une lettre adressée aux États d'Amérique latine et de la Caraïbe, réunis en Sommet à Cancun, le 22 février 2010, qui estiment cependant que la solution est avant tout une affaire nationale. « Chávez: "La guerrilla ya pasó a la historia" », *BBC mundo*, 9/6/2008 ; « Correa pide también a las FARC que dejen las armas », *El País*, 14/6/2008 ; « Las FARC condicionan diálogo en Colombia a salida de tropas de EU del país », *El Tiempo*, 2/3/2011.

guérilla impliquant des déplacements tactiques transfrontaliers. Car c'est bien de cet argument d'autodéfense et du recours à la doctrine de la « guerre juste » (*Jus ad Bellum*) dont va se servir le gouvernement colombien pour justifier toute action, qu'elle soit d'ordre sécuritaire (lutte anti-drogue) ou militaire (lutte anti-guérilla), entreprise hors du territoire national, quitte à contrevenir aux principes fondamentaux de non-ingérence de la Charte de l'OEA (art.19 et 21), comme ce fut le cas pour l'opération *Fénix* menée en Équateur en mars 2008.

Or, l'Équateur considère que l'attaque colombienne sur son sol est inacceptable, en raison de l'absence de toute concertation avec les autorités du pays. Raul Reyes aurait été bombardé dans son sommeil, puis achevé par des hommes envoyés sur place pour s'emparer du corps et des ordinateurs portables du guérillero. Il n'y a pas eu de « poursuite à chaud », dans le feu de l'action, comme le prétendent les Colombiens. En conséquence, le principe de légitime défense est ici illégal, puisqu'il n'a pas été proportionné à l'agression subie ni à une riposte immédiate.

Le gouvernement colombien ne donne pas la même lecture des faits et invoque la diplomatie préventive, demandant plus d'effectivité aux accords internationaux existants. Il constate l'incapacité institutionnelle et le manque de volonté politique dans la mise en œuvre d'une réelle coopération de sécurité entre les États, face aux exigences qu'imposent les nouvelles réalités géopolitiques des « guerres sans frontière »⁵.

En tout état de cause, dans l'exacerbation de ces tensions diplomatiques, il nous faut prendre en compte la nouvelle carte géopolitique de l'Amérique latine et le renversement du rapport de force qui s'est effectué dans la région. En adhérant à l'option militariste, la Colombie s'est retrouvée aux antipodes des positions politiques de la plupart des chefs d'État latino-américains ; une tendance forte que tend à confirmer la condamnation par l'Assemblée de l'OEA de l'attaque militaire en Équateur, considérée illégitime au regard du Droit international, en dépit de certaines objections étasuniennes (Résolution du 17 mars 2008 sur la base des accords du Sommet du Groupe de Rio). Cette réprobation générale attestait de l'isolement de la Colombie sur l'échiquier régional⁶.

⁵ G. Marcella, « La guerra sin fronteras », <http://www.airpower.au.af.mil/apjinternational/apj-s/2009/1tri09/marcella.htm>, dernier accès le 29/04/2011.

⁶ Discours de Rafael Corea, « Así se construyó la paz en Santo Domingo », Sommet du Groupe de Rio, 7 mars 2008, <http://www.laondadigital.com/laonda/laonda/301-400/380/A1.htm>, dernier accès le 5/04/2011.

La position française : entre éthique et *realpolitik*

Dans le cas du conflit colombien, la France a tenté de jouer un rôle de médiateur dans les tractations diplomatiques en vue de la libération de la Franco-colombienne Ingrid Betancourt, enlevée par les FARC depuis février 2002 ; une occasion pour elle de réaffirmer sa présence dans la région, en exerçant un leadership dans ces négociations. Depuis 2004, elle avait d'ailleurs envoyé à ce titre des « facilitateurs » qui, en accord avec des membres du CICR, des représentants du gouvernement suisse, espagnol et des membres de l'Église, étaient chargés d'élaborer des propositions conjointes avec les représentants de la guérilla dans le cadre d'un « échange humanitaire », ces dernières devant être présentées au président Alvaro Uribe⁷.

Or, la stratégie française, basée sur une volonté de dialogue et de paix, en syntonie avec celle des présidents Hugo Chávez, Rafael Correa et de la sénatrice colombienne Piedad Córdoba, s'est heurtée à la réticence de l'administration Uribe qui l'a finalement doublée par le recours à la force comme mode d'action prioritaire dans les opérations de sauvetages. Une tactique qui avait été déplorée, au niveau diplomatique, par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Bernard Kouchner⁸.

Ce fut justement ce soutien politique que vint chercher Rafael Correa en France, en cette journée du 13 mai 2008, auprès d'une diplomatie française qui, par tradition gaulliste, s'était toujours montrée attachée à la légalité internationale sur la question de la stricte égalité entre les États, du respect de leur souveraineté et de leur indépendance⁹. Ovationné, d'abord par un parterre d'étudiants à Sciences Po, puis lors d'une conférence à la Maison de l'Amérique latine à Paris, Rafael Correa a expliqué alors le caractère hautement diplomatique de sa démarche, dont l'intention clairement affichée était « de contrecarrer la campagne médiatique de diffamation que le gouvernement colombien avait lancée contre l'Équateur » dans le but de « justifier »,

⁷ La visite du président Uribe à Paris, le 22 janvier 2008, a été l'occasion de la réactivation du mécanisme de « facilitation » entre les trois partenaires en vue d'un accord humanitaire. <http://diariodominicano.com/n.php?id=22964>, dernier accès le 15/10/2011.

⁸ Entretien du ministre des Affaires Étrangères et européennes, Bernard Kouchner, avec France Inter. 03/03/2008 – Paris, http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php, dernier accès le 15/10/2011.

⁹ Dans un entretien accordé à la Radio Cadena Nacional colombienne, le 5 mars 2008, le président Nicolas Sarkozy avait déclaré que, pour des questions de sécurité nationale, un pays n'est pas en droit de poursuivre des terroristes au-delà de ses propres frontières : « Chacun doit respecter les frontières de l'autre et je pense que les démocraties doivent se défendre contre les terroristes avec les règles de la démocratie ». <http://discours.vie-publique.fr/notices/087000765.html>, dernier accès le 13/07/2011.

expliquait-il, le bombardement du campement de Raul Reyes. Cette opération, longuement planifiée, faisait fi des négociations sur la libération des otages, initiée plusieurs mois auparavant par le président vénézuélien, avec le soutien de la France et de l'Équateur, et donnait à la Colombie le prétexte qui lui servit ultérieurement à une autre démonstration de force, dont les enjeux furent décisifs. Les données contenues dans les ordinateurs du chef guérillero, retrouvés intacts dans les décombres et saisis par l'armée colombienne, allaient être un facteur de poids dans la suite des événements. Selon Bogota, les ordinateurs révélaient les complicités évidentes des présidents vénézuélien et équatorien avec les FARC, notamment dans des questions de financements occultes¹⁰.

Rappelons, en effet, que, contre toute attente, déjouant les plans prévus par les parties engagées dans l'accord humanitaire et court-circuitant les pourparlers entamés avec les émissaires français et vénézuélien¹¹, les Colombiens avaient finalement agi en cavalier seul et remporté diplomatiquement une victoire, avec la très médiatisée opération *Jaque* (2 juillet 2008), conduisant à la libération de quinze otages, dont Ingrid Betancourt. Ce coup d'éclat de l'armée colombienne a pu, à l'évidence, redorer le blason du gouvernement Uribe, isolé sur la scène régionale et déconsidéré par l'ensemble de la communauté internationale pour ses nombreuses violations des droits de l'homme¹².

Sans ignorer l'existence de ces dénonciations par les nombreuses ONG et les gouvernements européens, la diplomatie française a dû jongler entre la défense du principe de non-ingérence dans ce qui relève de la compétence exclusive d'un État, d'où son soutien réservé aux requêtes du Chef de l'État

¹⁰ Le rapport d'expertise d'Interpol indique en conclusion 99 : « En tenant compte de l'ensemble des éléments qui précèdent et en s'appuyant sur un examen complet de police technique et scientifique, les experts d'Interpol concluent qu'aucun fichier utilisateur n'a été créé, modifié ou supprimé sur l'ensemble des huit pièces à conviction informatiques postérieurement à leur saisie aux mains des FARC, le 1^{er} mars 2008 ». http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/Interpol_Farc.pdf, dernier accès le 29/10/2011.

¹¹ Noël Saenz, *L'émissaire*, Paris, éd. Robert Laffont, 2009.

¹² Le scandale des *falsos positivos*, révélé par la presse en 2008, implique des membres de l'armée colombienne dans un plan d'exécutions extrajudiciaires de jeunes paysans déguisés en guérilleros (on compterait plus de trois mille victimes), <<http://www.semana.com/nacion/casos-olvidados-falsos-positivos/141863-3.aspx>> consulté le 17/07/2010. Par ailleurs, les associations de défense des Droits de l'homme dénoncent l'augmentation de crimes et de disparitions forcées de la part d'escadrons paramilitaires, les affaires de corruption en lien avec les organisations criminelles impliquant l'entourage et la famille du président Uribe, notamment dans le problème de l'accaparement illicite des terres des personnes déplacées, le financement de la campagne électorale ou encore le scandale des services secrets colombiens (DAS) utilisés pour espionner et persécuter les défenseurs des droits humains, syndicalistes, opposants politiques, journalistes...

équatorien¹³, et celle de ses intérêts économiques et commerciaux avec la Colombie, l'un de ses partenaires privilégiés en Amérique latine¹⁴. La volonté française de maintenir le dialogue n'est pas exempte d'une certaine ambiguïté qui se retrouve sur le terrain politique et idéologique ; le président français n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler à son homologue colombien, lors de sa visite, en janvier 2008 à Paris, son soutien total à la lutte anti-insurrectionnelle légitime de l'État colombien et à la décision qu'avait prise l'Union européenne d'inscrire les FARC sur la liste des « organisations terroristes étrangères » du Département d'État américain. C'était une divergence de taille qui n'allait pas manquer de peser dans la balance, au moment où Rafael Correa venait chercher des appuis en Espagne et en France¹⁵.

Une relation bilatérale : pour quel type d'agenda ?

Tout en maintenant la priorité qui était celle de la libération d'Ingrid Betancourt, la politique française a cherché avant tout à concilier les sensibilités politiques antagonistes des deux pays en conflit, face à une situation qui s'était complexifiée et radicalisée avec l'inversion des rôles victime/agresseur. D'un point de vue plus pragmatique, c'est aux projets de coopération et de développement avec l'Amérique latine auxquels la France, assumant la présidence de l'Union européenne cette année-là, a accordé une attention toute particulière : l'accès aux marchés potentiels considérables d'une région trop longtemps reléguée à un second plan en dépendait.

En effet, alors que la crise commençait à toucher les économies les plus faibles en Europe, les grandes sociétés françaises voyaient avec plaisir leur cote d'amour grandir dans la région : les États-Unis et l'Europe, partenaires commerciaux traditionnels et principaux investisseurs, étaient en passe d'être concurrencés par les nouvelles alliances passées avec les pays du Sud, moins

¹³ Audition du ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Paris 13 mai 2008, http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php, dernier accès le 28/10/2011.

¹⁴ Ce sont plus de cent dix entreprises qui sont impliquées dans tous les secteurs de l'économie française et colombienne. <http://www.france-colombie.com/approcher-la-colombie/presence-francaise.html>, dernier accès le 15/10/2011.

¹⁵ « Comme vous le savez, j'apprécie l'action qu'a engagée le président Chávez pour libérer les otages. Grâce à lui, nous avons obtenu une preuve de vie et je lui en suis reconnaissant. Je l'ai moi-même reçu, en ami, à Paris. Ce n'est pas pour autant que je partage toutes ses opinions. Et je ne serai pas de ceux qui critiqueront les États-Unis en ce moment ». Entretien du président de la République, M. Nicolas Sarkozy avec la radio colombienne Radio Cadena Nacional. Paris, 5 mars 2008, *op. cit.* http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php, dernier accès le 11/10/2011.

protectionnistes. La France, sur ce terrain, entendait réagir et se déclarait prête à saisir les nouvelles opportunités qu'offrait la volonté de multilatéralisme et de diversification des échanges, souhaitée par les pays de l'Unasur.

D'une part, il s'agissait de conserver d'excellents rapports avec la Colombie, un des pays les plus stables économiquement, avec une croissance au-dessus de la moyenne régionale, qui devance de beaucoup l'Équateur en matière d'investissements et de commerce extérieur avec la France, notamment dans les domaines de la grande distribution, du pétrole et de l'automobile (Renault). L'implication des grands groupes français dans les systèmes productifs sont autant d'atouts qui témoignent d'une solide relation bilatérale et également interrégionale. La Colombie a multiplié la signature d'accords de libre-échange et d'intégration commerciale au sein même du sous-continent et jouit d'une projection d'envergure sur la scène économique mondiale, bénéficiant des systèmes généralisés de préférences tarifaires, octroyés par de nombreux pays développés¹⁶.

D'autre part, le renforcement des relations avec l'Équateur contribuait à la construction d'un monde multipolaire qu'espéraient la France et l'Union européenne, grâce à la consolidation des ensembles régionaux et l'établissement des liens de coopération et de partenariat. Si les liens culturels entre l'Équateur et la France sont anciens et solides, la présence française reste modeste sur le plan économique¹⁷. Néanmoins, une douzaine de sociétés françaises sont implantées en Equateur : Alcatel, Air France, Hôtel Mercure, EDF, Veolia, Schneider, Sanofi Aventis, Coface Rating, Bic, CGG, Pernod Ricard, Servier et, plus récemment, Alstom et Lafarge. D'importants contrats ont été passés avec des entreprises françaises dans les secteurs des transports urbains, des produits chimiques et pharmaceutiques, des centrales hydroélectriques. Le secteur agroalimentaire représente plus de 90% du total des importations françaises¹⁸.

Pour l'Équateur, cette visite en France répondait donc à un double objectif, économique et politique. Il importait de rompre l'isolement diplomatique dans lequel étaient relégués les pays de l'ALBA, dans un contexte régional très polarisé, et de contrebalancer l'image négative des gouvernements de la

¹⁶ Récemment, la Colombie a signé un TLC avec les États-Unis, approuvé par le Congrès le 10 octobre 2011, le *Colombia Trade Promotion Agreement* (TPA).

¹⁷ La France en Équateur représente « 1% des échanges commerciaux, 16ème partenaire commercial, 6^{ème} rang des pays de l'UE, 3^{ème} investisseur européen », <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/equateur/la-france-et-l-equateur/>, dernier accès le 30/10/2011.

¹⁸ Site de la Chambre de commerce et d'industrie franco-équatorienne, <http://www.ccifec.org/approcher-lequateur/economie.html>, dernier accès le 30/11/2011.

gauche bolivarienne, véhiculée par une guerre médiatique virulente, soutenue par les oppositions politiques internes. L'insistance sur les connexions supposées entre les FARC et ces chefs d'État, ainsi que les relations prioritaires que ces derniers entretenaient avec des États accusés de soutenir le terrorisme international, stigmatisaient ces pays et représentaient un facteur de risque pour les élections à venir¹⁹.

Sur le chapitre des droits de l'homme, Rafael Correa venait négocier, à titre bilatéral et dans le cadre de l'Union européenne, auprès du Président de la République française, un appui financier afin de redynamiser le *Plan Ecuador* lancé en 2007, destiné à pacifier la zone de frontière par le biais du développement social et économique de la région²⁰. C'est aussi dans la perspective d'un accord de plus grande envergure encore qu'intervenait le déplacement outre-Atlantique de Rafael Correa. Ce dernier espérait obtenir un financement permettant le lancement de l'Initiative ITT Yasuni (Ishpingo, Tiputini, Tambococha), qui prévoyait la non-exploitation pétrolière pour des raisons écologiques, mais aussi humaines et sociales, d'une des plus riches réserves de biosphère de la planète, située dans la partie amazonienne du pays. Ce projet est incontestablement une des mesures écologiques les plus audacieuses proposée par un pays producteur de pétrole dans la lutte contre le réchauffement climatique²¹. La France a fait connaître son intérêt pour cette proposition et lui a accordé son soutien. Aussi n'est-ce pas un hasard si, quelques jours plus tard, à l'occasion du Sommet de Lima qui a réuni du 14 au 16 mai 2008 les pays de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Premier ministre, François Fillon, réaffirmait le renforcement de la coopération sur la question primordiale du réchauffement climatique, appelant à l'union des efforts en vue d'un accord stratégique pour la

¹⁹ M. Lemoine, « Panne d'ordinateurs à Bogota », *Le Monde diplomatique*, 25/10/2011.

²⁰ Communiqué de la Présidence de la République à la suite de l'entretien du président de la République, Nicolas Sarkozy, avec le Président de la République de l'Équateur, Rafael Correa, Paris, 13 mai 2008. http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php, dernier accès le 25/11/2011

²¹ Rafael Correa, en invoquant le principe de coresponsabilité, demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50% de la manne financière dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole (soit 3,6 milliards de dollars). Les réserves de l'ITT représentent environ 20% des réserves totales connues dans le pays, soit quelques 850 millions de barils de pétrole. Un Fond fiduciaire avec l'appui du PNUD a été créé pour gérer l'affectation des contributions des États et de la société civile et doit servir au financement de la recherche sur la mise en place de sources renouvelables d'énergie en Équateur, afin de maintenir l'écosystème et les aires protégées et de promouvoir le développement durable et social dans les secteurs de la santé, éducation et tourisme. L'Équateur espère que l'idée puisse servir de modèle de développement pour une économie post-pétrolière. Voir à ce sujet l'interview d'Alberto Acosta, chercheur à la FLACSO et ministre du gouvernement de Rafael Correa : <http://www.cadtm.org/Le-projet-ITT-laisser-le-petrole>, dernier accès le 31/10/2011.

Conférence de Copenhague en 2009. Parmi les préoccupations de la présidence française de l'Union européenne, se trouvaient non seulement la promotion des projets économiques mais aussi les questions liées à la sécurité alimentaire et au développement dans le cadre d'une « mondialisation éthique », selon les termes du ministre français²².

La France qui a pris la présidence du G20, en novembre 2010, a rappelé sa volonté de faire de l'Amérique latine un partenaire privilégié de l'Union européenne, soulignant la forte convergence de valeurs et une préférence commune pour une organisation multipolaire du monde. Lors du 11^{ème} Forum de Biarritz, le 4 novembre 2010, reconnaissant la nouvelle donne qui se joue dans l'hémisphère américain, Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, soulignait « l'engagement naturel » de la France en Amérique latine, une présence qu'il estimait sans précédent depuis les années 1960²³.

Alors que l'Amérique latine reste décidément absente de l'agenda de politique étrangère des États-Unis, la France et l'Union européenne entendent récupérer une place qu'elles semblent avoir trop longtemps négligée, et c'est dans ce contexte que s'inscrit le resserrement des liens bilatéraux avec l'Équateur. Or, l'alignement ouvertement atlantiste de la France, au moment où se fissure le bloc européen en proie à une crise globale inédite, risque fort de contraster avec le positionnement d'une Amérique latine qui a le vent en poupe, désireuse plus que jamais de renforcer son unité et de concrétiser sa propre intégration régionale. Les pays d'Amérique latine font de la souveraineté nationale et de l'indépendance politique leur nouveau cheval de bataille, comme en témoigne la toute récente création, en décembre 2011, de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC).

Hortense FAIVRE D'ARCIER-FLORES
Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
GRIHAL/CICC (Université Cergy-Pontoise)

²² Sommet Union européenne - Amérique latine, point de presse du Premier ministre, François Fillon, Lima, 19 mai 2008, <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20080520.html>, dernier accès le 31/10/2011.

²³ Union européenne - Amérique latine, intervention du secrétaire d'État des Affaires européennes, Pierre Lellouche, au 11^{ème} Forum de Biarritz (Biarritz, 4 novembre 2010), http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php, dernier accès 31/10/2011

L'immigration récente des Équatoriens et Équatoriennes en France (1995-2010)

LA FRANCE A ENTRETENU au cours de son histoire des relations privilégiées avec l'Équateur. Durant tout le XIX^e siècle, l'Hexagone a été un modèle que le pays andin a essayé de suivre. Pour les autres pays latino-américains également, la France et Paris en particulier ont représenté un modèle culturel et architectural à imiter. Dans beaucoup de pays latino-américains durant le XIX^e siècle, et en Équateur au moment de l'*auge cacaotero*¹, les enfants de la bourgeoisie – enrichie grâce à l'ouverture de l'Équateur au commerce international – sont envoyés à Paris pour y poursuivre leurs études². La grande majorité retourne vivre en Équateur, forte de ses connaissances et de son expérience acquises en France. L'exemple de la ville de Vincennes, dans la province équatorienne de Los Ríos et principale zone d'exportation de cacao, est à ce titre significatif, puisqu'elle a été construite à l'image de la capitale française. Cette petite ville est surnommée *Pequeña París*³ et possède même une tour Eiffel. En ce qui concerne les modèles architecturaux, nous gardons en mémoire le « grand incendie de Guayaquil » de 1896 qui brûla environ six kilomètres de la ville dans la zone se situant derrière l'actuel *Malecón*⁴, lesquels furent reconstruits selon le modèle architectural haussmannien.

¹ Entre 1880 et la Première Guerre mondiale, l'Équateur est le premier exportateur mondial de cacao grâce la croissance de la demande internationale.

² Emmanuelle SINARDET, « El mito de París y la oligarquía cacaotera en el Ecuador (1895-1925) », *Revista del Instituto de Historia Marítima*, n° 23, juillet 1998, p. 147-158.

³ Petit Paris.

⁴ Cette partie du port de Guayaquil est aujourd'hui une zone touristique.

Malgré les échanges continus entre les deux pays, force est de constater que les recherches sur les Équatoriens en Europe ont surtout été menées en Espagne et, quoique dans une moindre mesure, en Italie ; aucune étude n'a encore été réalisée au niveau de la France⁵. En France, les études sur les migrations se sont concentrées sur les populations originaires de certaines régions africaines, en raison de l'ancien statut de colonie française de ces dernières et de l'importance majeure des flux, ces populations bénéficiant de facilités pour immigrer en France de manière régulière. S'agissant des flux latino-américains, les études existantes concernent surtout l'exil politique chilien, argentin et uruguayen des années 1970⁶. Durant les années 1950-1960, les premiers exilés des dictatures latino-américaines arrivent en France ; ils sont suivis dans les années 1970 d'un exil massif de ressortissants du Cône sud. Entre 1973 et 1982, les 6300 Chiliens représentent le groupe le plus nombreux de Latino-américains résidant dans l'Hexagone⁷. Il s'agit surtout d'hommes jeunes, issus de catégories socioprofessionnelles élevées. À la fin des années 1990 commence une migration qui se transformera en exode massif les années suivantes. Il s'agit cette fois de ressortissants originaires de la région andine (Équateur, Pérou, Colombie et Bolivie), essentiellement des femmes issues des classes moyennes et populaires⁸. Ce dernier flux entre dans la catégorie des migrations économiques à forte composante féminine.

Entre septembre 2009 et août 2010, nous avons recueilli des interviews et quinze histoires de vie d'immigrés équatoriens (12 femmes et 3 hommes) arrivés à Paris à partir de 1995. Nous avons utilisé comme espace d'enquête la ville de Paris, la capitale française étant le principal lieu d'arrivée de l'immigration en France (pas uniquement équatorienne). Pour réaliser notre recherche, nous avons fréquenté de manière assidue les espaces de rencontre des immigrés équatoriens à Paris (Association *La Unión*, Consulat équatorien, Parc de la Muette, Paroisse Saint Didier)⁹ ; les observations et les conversations menées au cours de cette enquête constituent la toile de fond et l'orientation

⁵ La seule exception existante à notre connaissance concerne un livre publié en espagnol : William HERRERA, *La inmigración ecuatoriana en Francia*, Quito, SENAMI, 2011.

⁶ Entre autres Marina FRANCO, « Testimoniar e informar: exiliados argentinos en Paris (1976-1983) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 8/2004, [En ligne], mis en ligne le 18 avril 2005. URL : <http://alhim.revues.org/index414.html>. Consulté le 10 octobre 2010 ; Ana VASQUEZ, Ana Maria ARAJUO, *Exils latino-américains : la malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1988.

⁷ Olga GONZALES, « La présence latino-américaine en France », *Hommes & migrations*, n° 1270, novembre-décembre 2007, p. 8-19.

⁸ *Ibid*, p. 12-13.

⁹ Les lieux indiqués ne sont pas des endroits fréquentés seulement par des Équatoriens, mais ils y sont les plus nombreux.

de cet article. Durant la phase de travail sur le terrain, nous avons suivi la méthodologie de l'histoire orale. Il faut cependant préciser que celle-ci ne recueille pas la vérité immédiate des faits, mais le récit des événements que les témoins nous ont transmis à travers le filtre de leur propre subjectivité, faisant silence sur les événements qui pourraient nuire à la représentation de soi qu'ils souhaitent transmettre¹⁰. Le but de l'article n'est pas d'atteindre l'objectivité mais, à travers la méthodologie des histoires de vie, de reconstruire la manière dont les témoins interviewés perçoivent et reconstruisent leur trajectoire, de comprendre le sens qu'ils donnent à certains événements, de cerner ce qu'ils ont fait mais surtout ce qu'ils voulaient faire, leurs aspirations, leurs désirs, leurs attentes, leurs réflexions, leurs jugements¹¹. Nous proposons dans cet article une étude sur la migration équatorienne contemporaine, en illustrant le contexte de départ et celui d'arrivée en termes quantitatifs. Nous nous arrêterons également sur l'insertion des migrants dans le tissu français, à travers les histoires de vie recueillies durant notre travail sur le terrain¹².

Quelques données sur l'immigration équatorienne en France

La migration équatorienne en Europe, plutôt récente, se produit essentiellement après la crise économique de 1997. Entre 1995 et 2000, l'Équateur est le pays qui a connu le processus d'appauvrissement le plus rapide de toute l'Amérique latine. Le nombre de pauvres est passé de 3,9 à 9,1 millions (c'est-à-dire de 34% à 71%), dont 2,1 millions vivent dans des conditions d'extrême pauvreté en 1995 ; en 2000, ils sont près de 4,5 millions¹³. Cet appauvrissement est dû à plusieurs raisons, notamment au conflit armé avec le Pérou de 1995, à la croissance du déficit extérieur, au phénomène du Niño en 1997 et 1998, à la crise financière internationale, à la chute du prix du

¹⁰ Erving GOFFMAN, *The Presentation of Self in Everyday Life*, Edimbourg, Université d'Edimbourg, 1956.

¹¹ Alessandro PORTELLI, « Problemi di metodo. Sulla diversità delle storie orali », in Cesare Bermani, *Introduzione alla storia orale. Storia, conservazione delle fonti e problemi di metodo*, Rome, Odradek, 1999, p. 149-166.

¹² La recherche que nous présentons ici a été possible grâce à l'obtention d'une bourse postdoctorale (*Research in Paris* 2009) financée par la Ville de Paris. L'URMIS (Unité de Recherche Migrations et Société) de Paris 7 – Paris Diderot m'a accueillie durant toute la période de travail sur le terrain (septembre 2009 – août 2010). La recherche concernait la réécriture des relations de genre à l'intérieur du processus migratoire équatorien.

¹³ Alberto ACOSTA, « Las remesas y sus aportes para la economía ecuatoriana », in Gioconda HERRERA, María Cristina CARRILLO, Alicia TORRES, *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes, identidades*, Quito, FLACSO, 2005, p. 227-252.

pétrole, outre l'instabilité politique et la corruption généralisée¹⁴. Dans ce contexte, l'émigration devient une pratique courante parmi la population équatorienne.

En 2000, 62 % des émigrants équatoriens se sont dirigés vers l'Espagne, 10 % vers l'Italie et une petite proportion vers la Hollande et la France¹⁵. Les recherches effectuées nous permettent de penser que la population migrante ne provient pas des secteurs les plus pauvres de la population, mais des classes moyennes inférieures¹⁶. En général, les pionniers de cette migration sont des femmes originaires de la zone urbaine de Guayaquil ; elles s'insèrent dans le secteur du soin à la personne, en Espagne comme en Italie. Dans le pays d'origine, il existe en effet une stratification sociale en fonction de laquelle on a plus ou moins de probabilités d'opter pour le choix migratoire. De nombreuses recherches ont démontré que les sujets des classes sociales intermédiaires sont les premiers à migrer, contrairement aux sujets se trouvant dans des conditions d'extrême pauvreté¹⁷. En ce qui concerne l'exemple français, 4 immigrés sur 10 vivent à Paris¹⁸ ; la capitale représente par conséquent un paradigme important des politiques publiques en matière d'immigration et un repère d'analyse notable pour examiner et étudier les phénomènes migratoires qui concernent la France et l'Europe entière.

Dans le contexte actuel de mondialisation, les processus migratoires intéressent un nombre croissant de femmes¹⁹. La présence et la visibilité croissantes des femmes dans le contexte migratoire concernent toute l'Europe. Mais la France a particulièrement été touchée par ce changement de composition des flux d'immigration. Même si le pourcentage d'immigrés sur la population totale résidant en France (7%) est demeuré stable depuis 1975, nous pouvons observer plusieurs phénomènes : les regroupements familiaux

¹⁴ Proyecto « Migración comunicación y desarrollo », *El proceso migratorio de ecuatorianos a España*, Quito, Centro Investigaciones CIUDAD, 2001.

¹⁵ Gioconda HERRERA, Alejandra MARTINEZ, *Género y migración en la región sur*, Quito, FLACSO, 2002.

¹⁶ Entre autres Chiara PAGNOTTA, *Attraversando lo stagno, Storie della migrazione ecuadoriana in Europa tra continuità e cambiamento (1997-2007)*, Rome, CISU, 2010. Nous rappelons que la situation et le niveau socio-économique des classes moyennes françaises n'est pas comparable à la réalité équatorienne. Dans cet article, nous utilisons la définition de « classe moyenne » pour désigner en particulier les petits commerçants et le secteur peu qualifié des fonctionnaires des villes de Quito et Guayaquil.

¹⁷ M.L.A.L., Progetto mondo, *Dalle Ande al Po, ricerca sull'immigrazione femminile peruviana a Torino*, Vérone, M.L.A.L., 2002.

¹⁸ INED, *Statistiques des flux d'immigration en France*, 2004, Paris, INED, 2006.

¹⁹ http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/34414/telechargement_fichier_fr_2004.pdf, Consulté le 12/07/2010.

ont augmenté sur le territoire ; la migration a subi un processus de féminisation ; les immigrés proviennent de pays plus lointains qu'auparavant et ils établissent davantage leur domicile en Île-de-France et dans les régions du sud et de l'est de la France²⁰.

Si nous nous basons sur les données du Système d'Observation Permanente des Migrations (SOPEMI), aussi bien en 1999 qu'en 2006, nous remarquons qu'aucun pays latino-américain ne fait partie des quinze premières nationalités présentes sur le territoire français. L'immigration en provenance de pays limitrophes est, en revanche, plus importante, comme le Portugal, l'Algérie, le Maroc, la Turquie, l'Italie. En ce qui concerne la zone Caraïbe et les pays latino-américains, le flux le plus important provient d'Haïti (ancienne colonie française²¹), puis du Brésil et enfin, après 2005, de la Colombie²². En 1994, les émigrants réguliers vers la France et en provenance d'Amérique latine étaient au nombre de 3844 ; en moins de 10 ans, ce flux a presque triplé : nous avons enregistré 8262 présences en 2002²³.

Simultanément, les chiffres concernant la composante féminine ont augmenté par rapport à la composante masculine. En 2004, 4% de la population étrangère totale résidant en France provenait d'Amérique latine ; les femmes y représentaient 4,8% de la totalité des présences (5004), les hommes 3,4 % (3670)²⁴. Dans les années 2000, les femmes sont 48 975, les hommes 36 173²⁵. Le flux issu de l'Équateur reflète cette tendance avec, respectivement, 153 et 127 en 2004²⁶.

En général, nous pouvons observer que l'immigration en provenance d'Amérique latine est moins nombreuse que celle des autres continents. Les résidents étrangers proviennent d'abord des territoires européens (44 750 979

²⁰ Stephen CASTLES, Mark MILLER, *The age of migration. International population movements in the modern world*, Londres, Macmillan, 1993.

²¹ Nous avons déjà invoqué cet argument sur le fait que l'immigration en provenance des anciennes colonies est facilitée.

²² SOPEMI (Système d'observation permanente des migrations), *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE, 2010.

²³ Xavier THIERRY, *Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni*, Paris, INED, 2004.

²⁴ INED, *Statistiques des flux d'immigration en France*, 2004, op. cit., p. 2.

²⁵ La base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE s'appuie sur les données recueillies autour de l'année 2000 : OCDE, *Base de données sur les Immigrés dans les pays de l'OCDE, Immigrés par sexe et âge*.

²⁶ <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr> Consulté le 28 novembre 2011. Élaborations de l'auteur.

personnes), puis de l'Afrique (2 745 341 personnes), de l'Asie (432 843) et, enfin, de l'Amérique latine et des Caraïbes (85 148)²⁷.

En ce qui concerne le niveau de formation acquis dans le pays d'origine, nous observons, selon la Classification Internationale du Type de l'Éducation (CITE), que 31 256 Latino-américains (le chiffre le plus élevé) ont atteint les niveaux CITE 0-1-2 (éducation pré-primaire, enseignement primaire, premier cycle de l'enseignement secondaire), 29 418 le niveau CITE 5-6 (premier cycle de l'enseignement supérieur, deuxième cycle de l'enseignement supérieur) et, enfin, 24 474 le niveau CITE 3-4 (enseignement secondaire, enseignement post-secondaire non-supérieur). Ces données éloignent la France de ses voisins européens (Espagne et Italie, principales destinations de la migration équatorienne) dont les flux sont composés de manière différente : à la base de la pyramide se trouvent les immigrés latino-américains les moins instruits et, au sommet, un petit nombre de personnes hautement qualifiées²⁸. Force est de le constater, le flux apparaît diversifié en France : un nombre élevé d'immigrés caractérisés par un faible capital culturel, un nombre élevé d'immigrés hautement qualifiés et une part plus faible de Latino-américains en possession d'un diplôme de fin de l'enseignement secondaire. En observant la différence de genres, nous remarquons qu'au niveau ISCED 5-6, les femmes les plus qualifiées (16 691) sont plus nombreuses que les hommes (12 727)²⁹.

En ce qui concerne les professions que les immigrés occupent en France, nous observons un nombre important de Latino-américains parmi les professions libérales (8 189), puis dans les professions qui requièrent un faible niveau de qualification (5 869) ; ils sont suivis de ceux travaillant dans le secteur des professions techniques et similaires (5 510), puis dans le secteur commercial (5 199).

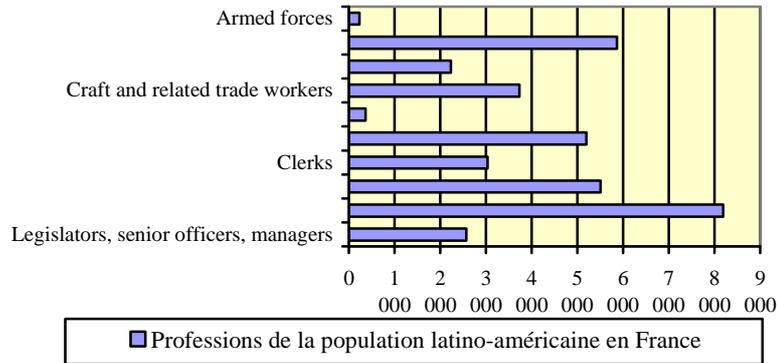
²⁷ Pour plus d'informations sur la répartition nationale suivant le genre, voir INED, *Statistiques des flux d'immigration en France, 2004, op. cit.*, p. 24-25.

²⁸ OCDE, *Base de données sur les Immigrés dans les Pays de l'OCDE, Immigrés par sexe et âge, op. cit.*

²⁹ OCDE, *Base de données sur les Immigrés dans les Pays de l'OCDE, Immigrés par champ d'études*, <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr>. Consulté le 28 novembre 2011. Élaborations de l'auteure.

L'immigration récente des Équatoriens et Équatoriennes (1995-2010)

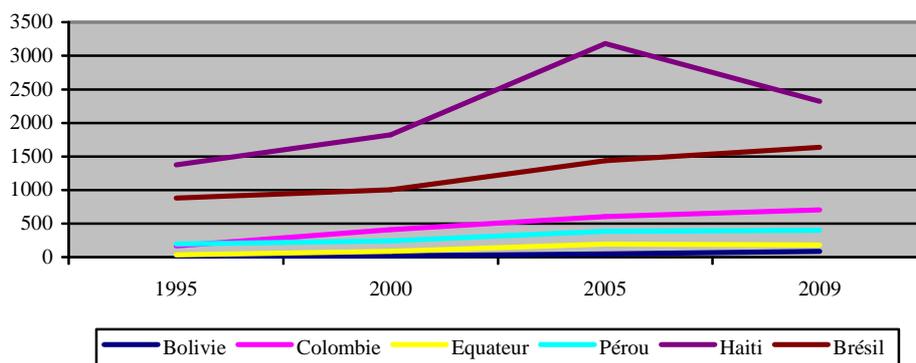
Graphique n 1: Catégories professionnelles OCDE pour les immigrés latino-américains en France



Sources : OCDE, La base de données sur les Immigrés dans les Pays de l'OCDE, Immigrés par profession détaillée, <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr>. Consulté le 24/11/2011. Élaborations de l'auteur.

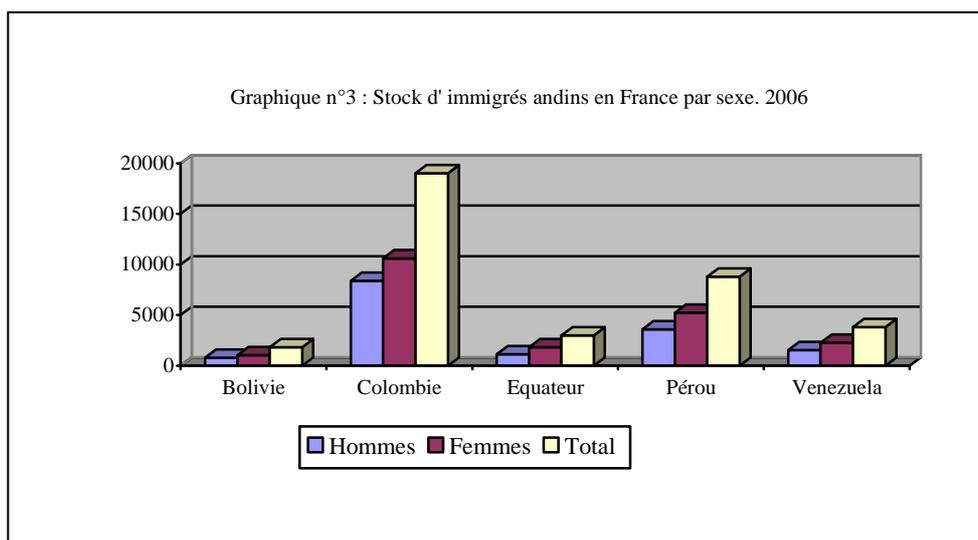
L'immigration latino-américaine semble augmenter de manière exponentielle autour de l'année 2000, qui coïncide avec la crise économique de la région. Dans la représentation graphique ci-dessous, nous pouvons observer l'évolution de certains flux en direction de la France : Haïti et le Brésil, comme nous l'avons indiqué précédemment, sont les pays les plus représentés en France, tandis que les pays andins, et en particulier la Colombie, deviennent après l'année 2000 des territoires privilégiés de migration vers l'Hexagone.

Graphique n°2 : Flux d'entrées de certains états latino-américains



Sources : OCDE, Base de données sur les migrations internationales-Entrées des personnes étrangères par nationalité. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr> Consulté le 25/11/2011. Élaborations de l'auteur.

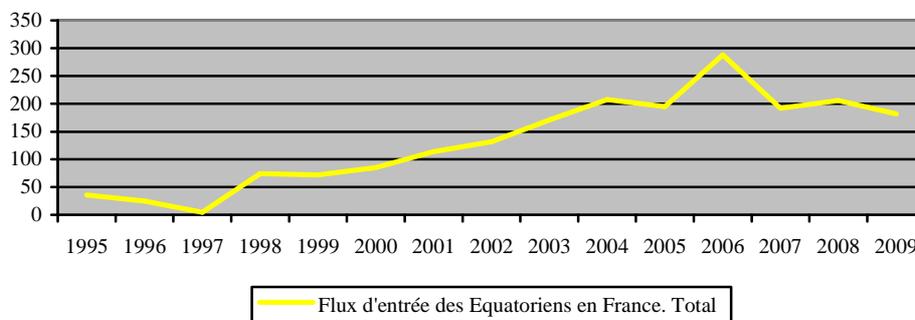
En ce qui concerne le nombre d'immigrés originaires de la région andine et résidant en France (en 2006), nous pouvons observer que les Colombiens, au nombre de 19 001, représentent le groupe le plus important, suivis de 8801 Péruviens et de 2996 Équatoriens. Dans tous les cas, nous pouvons remarquer qu'il s'agit d'une migration féminine, puisque le nombre des femmes dépasse toujours celui des hommes, notamment s'agissant des immigrés en



provenance de l'Équateur, lesquels comptent 1821 femmes pour 1126 hommes. Sources : Insee, *Recensement de la population 2006, Immigrés selon le sexe, la catégorie de population et le pays de naissance détaillé*, http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&ref_id=pop-immigree-pop-etrangere. Consulté le 12 décembre 2010. Élaborations de l'auteure.

S'agissant du cas équatorien, nous enregistrons en 1997, année précédant la crise économique, un nombre plus faible d'arrivées (5 personnes) sur le territoire français. À partir de l'année suivante, nous assistons à une croissance rapide et plus ou moins constante du nombre d'Équatoriens, et ce, jusqu'en 2006. En 2006, année du début de la crise économique européenne, les arrivées commencent à diminuer : nous passons de 288 personnes en 2006, à 192 en 2007, puis à 182 en 2009.

Graphique n°4 : Entrée des immigrants équatoriens en France



Sources : OCDE, Base de données sur les migrations internationales-Entrées des personnes étrangères par nationalité. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr>. Consulté le 25/11/2011. Élaborations de l'auteur.

Du point de vue de la composition des flux, nous observons qu'en 2006, la population active d'origine équatorienne est composée essentiellement de travailleurs (1087 femmes contre 661 hommes) sur un total de 2996 immigrants (qui comprend les enfants et la population âgée)³⁰.

Selon l'OCDE, en raison de la crise économique récente, les flux de migration permanente en direction de l'Europe ont diminué de 7 % entre 2007 et 2009³¹. La décroissance s'effectue de manière différente selon les pays. L'Amérique du sud a vu l'émigration diminuer de plus de 35 % : l'Espagne, qui est la destination principale en Europe, est l'un des pays les plus touchés par la crise économique et semble aujourd'hui offrir peu de possibilités d'embauche non seulement aux immigrants, mais aussi à la main d'œuvre locale³². En outre, entre 2008 et 2009, le taux le plus élevé de chômage parmi les immigrants se trouve en Espagne (11 %) et en Irlande (8 %). Ces données confirment ce que nous avons observé (graphique n°4) s'agissant de l'immigration équatorienne en France, marquée par un ralentissement des entrées du flux migratoire en raison de la crise économique.

Les données que nous avons exposées jusqu'ici se basent sur les statistiques officielles de l'immigration et concernent seulement les immigrants

³⁰ INSEE, *Recensement de la population 2006, Immigrés actifs – dont chômeurs – selon le sexe, l'âge quinquennal et le pays de naissance détaillé*, http://www.insee.fr/fr/themes/details.asp?reg_id=pop-immigree-pop-etrangere. Consulté le 10 novembre 2011. Élaborations de l'auteur.

³¹ SOPEMI (Système d'observation permanente des migrations), *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE, 2011, p. 32.

³² *Ibid*, p. 51.

qui séjournent de manière régulière sur le territoire français. Or, si les statistiques nous fournissent des informations sur les orientations du phénomène, elles ne le décrivent pas entièrement, puisque la migration équatorienne (et pas seulement) se caractérise aussi par un nombre élevé de personnes sans-papiers, sur lequel nous ne pouvons émettre que des hypothèses. Les associations latino-américaines et le Consulat équatorien à Paris, interrogés sur la question, ont estimé à environ 8000 le nombre d'immigrés équatoriens (réguliers et non réguliers) résidant sur le territoire français, en particulier dans la région de l'Île-de-France, en 2010, confirmant ainsi l'hypothèse d'un nombre élevé de sans-papiers équatoriens.

L'étude que nous avons conduite tend à montrer que l'immigration équatorienne en France diverge en fonction du capital économique et culturel et du genre. Le flux vers la France n'est pas composé exclusivement d'immigrés économiques arrivés après 1998, mais aussi de nombreux étudiants équatoriens qui fréquentent des universités essentiellement parisiennes. La composition se divise donc entre immigrés hautement qualifiés et immigrés faiblement qualifiés, le secteur intermédiaire étant le moins représenté. Ainsi, comme aux XIX^e et XX^e siècles, la France reste une référence culturelle pour les élites économiques équatoriennes, dont les enfants continuent de se rendre à Paris pour y poursuivre leur formation universitaire.

Selon l'OCDE, dans certains pays dont la France, le nombre effectif d'étudiants internationaux croît continuellement et représente une source potentielle de personnel hautement qualifié³³. Le flux équatorien l'illustre, même si les étudiants que nous avons rencontrés ne se définissent pas comme *immigrés* et entendent se différencier du reste de leurs compatriotes³⁴. Le fait d'avoir rencontré et interrogé ces étudiants nous a permis de noter une très nette distinction entre les différents secteurs sociaux présents à Paris ; les stratifications de classes opérant en Équateur persistent à Paris malgré une migration internationale. Les barrières de classes sont plus fortes que le sentiment d'appartenance à une origine nationale, quand bien même les migrants affrontent des problèmes identiques, comme obtenir des papiers. En ce qui concerne les étudiants, la majorité d'entre eux proviennent de la ville de Quito où ils ont fréquenté le lycée privé franco-équatorien³⁵. Leur installation

³³ *Ibid*, p. 34.

³⁴ "Yo no inmigré! Yo estoy aquí para estudiar, no soy como los otros ecuatorianos. Ellos no han estudiado, no tienen conocimiento algunos". [Je ne suis pas un immigré. Je suis ici pour étudier, je ne suis pas comme les autres Équatoriens. Eux (les autres), ils n'ont pas étudié, ils ne savent rien]. Interview à P.G., Paris, le 10 décembre 2009. Presque tous les autres étudiants interviewés ont répondu plus ou moins de la même manière.

³⁵ En Équateur, le niveau de l'enseignement dans les écoles publiques est plutôt mauvais.

en France est facilitée par leur connaissance du système scolaire et la maîtrise de la langue avant leur arrivée.

Nous constatons une segmentation en fonction du genre, surtout s'agissant d'une migration économique où les femmes jouent un rôle d'avant-garde dans la chaîne migratoire : elles représentent actuellement la majorité du flux migratoire équatorien et trouvent avec plus de facilité un emploi.

L'immigration économique et la vie des femmes équatoriennes à Paris

En ce qui concerne la migration économique équatorienne à Paris, nous assistons à un déclassement social par rapport à la situation pré-migratoire. La dernière vague migratoire est issue de la classe moyenne et de la classe moyenne inférieure ; or elle occupe aujourd'hui à Paris des postes de faible qualification. Il s'agit majoritairement d'une migration féminine. Les Équatoriennes, dans le pays d'accueil, sont souvent exploitées et découvrent les affres et désillusions du déclassement social. Sur le terrain, nous avons constaté que l'insertion professionnelle des femmes andines concernait particulièrement le secteur des services, notamment l'entretien et le nettoyage. La plupart des femmes répartissent leur temps de travail sur plusieurs maisons, en fonction des jours de la semaine, et sont payées à l'heure. Les hommes équatoriens résidant à Paris sont surtout employés dans le secteur de la construction.

Les femmes équatoriennes à Paris exercent des métiers manuels. Rappelons que, dans de nombreux pays d'Amérique latine dont l'Équateur, nombreux sont ceux, et pas seulement parmi les catégories socioprofessionnelles les plus élevées, qui ont chez eux une employée domestique. Il s'agit de femmes indigentes ou de paysannes qui vont travailler dans les grandes villes du pays. En Amérique latine, cette typologie de travail a une connotation hiérarchique très forte, ces employées domestiques se rapprochant des secteurs les plus pauvres de la société. Or, le fait qu'aujourd'hui, à Paris, les femmes interviewées présentent une typologie de travail fortement comparable à celle du pays d'origine, permet de comprendre pourquoi elles comparent la dureté de la migration à celle de la vie de caserne³⁶. D'après les témoignages recueillis, la première année en France est vécue comme une année de service militaire, c'est-à-dire dans la souffrance. Ces femmes ont besoin d'une année pour « s'adapter ».

³⁶ Rappelons que ces femmes, dans leur pays d'origine, appartiennent aux classes moyennes et moyennes inférieures, et non aux secteurs indigents.

Si certaines obtiennent des papiers, elles continuent à vivre en marge de la société française. En effet, des observations réalisées il ressort que ces femmes ne connaissent pas la langue française, mais seulement quelques mots relatifs à leur travail. D'ailleurs, lors des entretiens en espagnol, les Équatoriennes changent de langue pour se référer aux questions de travail. Les termes « nettoyer », « repasser », « ménage » sont toujours exprimés en français, de même que le mot « Madame » lorsqu'elles désignent leurs employeurs. Il est intéressant de remarquer que la société française est perçue comme un autre monde, auquel on se réfère en changeant d'idiome. Ce ressenti est représentatif de la fracture entre les deux mondes, employeur/employé et nord/sud. Les Équatoriens ne s'investissent pas beaucoup dans l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, puisqu'ils conçoivent leur présence comme temporaire ; en outre, la maîtrise du français n'est pas requise pour un emploi de faible qualification. Ainsi, cette typologie d'immigration semble condamnée aux emplois non formateurs et peu rémunérés, bien qu'au moment des entretiens, les femmes équatoriennes rencontrées à Paris aient souvent indiqué que leur niveau de formation était supérieur à celui des Équatoriennes émigrant en Espagne.

Notons enfin que les relations de travail entre employeurs et employés se déroulent toujours entre femmes. Ce sont les femmes françaises qui s'occupent des questions domestiques, engagent les femmes de ménage, les paient ; les hommes français ne s'occupent pas de ces questions traditionnellement associées au monde féminin. Aussi, lorsqu'un conflit de travail apparaît, il est résolu entre femmes, quelle que soit leur origine ou leur classe sociale. C'est la raison pour laquelle les Équatoriennes immigrées à Paris, dans les entretiens, se réfèrent toujours à la femme-employeur et jamais à l'homme.

Au regard de cette profonde fracture entre la société française et la société équatorienne, nous avons cherché les points d'appui de ces femmes à Paris. Nous les avons trouvés auprès des espaces religieux fréquentés par les immigrées originaires de la région andine. En effet, celles-ci rencontrent peu les associations d'immigrés et ne s'informent pas non plus auprès du Consulat. Il existe en revanche un système d'entraide entre les « anciens » et les nouveaux immigrés, pour l'obtention d'un travail et la recherche d'un logement³⁷. Les réseaux d'immigrés représentent un puissant outil d'insertion dans le monde du travail parisien. L'utilisation des relations personnelles

³⁷ Les femmes équatoriennes partagent souvent un appartement à plusieurs ou bien vivent dans une *chambrita* [petite chambre, néologisme franco-espagnol créé par les immigrés latino-américains].

comme canal de recherche et d'accès à l'emploi, à l'intérieur des processus migratoires, se révèle une technique efficace. Toutefois, ces réseaux contribuent également à la formation d'un marché du travail des niches « ethniques », spécialisant les immigrés en fonction de leur provenance nationale³⁸. Comme l'illustrent l'Italie et l'Espagne³⁹, l'inadaptation des institutions et politiques publiques aux phénomènes migratoires et à l'accueil des migrants a permis la délégation des responsabilités de l'aide aux nouveaux arrivés aux compatriotes déjà installés sur le territoire ; les réseaux s'insèrent donc dans l'espace que les institutions publiques ne sont pas parvenues à occuper⁴⁰.

Selon Gonzalez, les immigrés andins préfèrent « se débrouiller » seuls, grâce aux contacts personnels entre immigrés de la même ville d'origine⁴¹. En général, ils ne se font pas connaître auprès des syndicats français ni des organisations d'aide aux sans-papiers, notamment par méfiance envers tout ce qui concerne la vie politique, laquelle, en Équateur, est intimement liée à la corruption. Les immigrés équatoriens interprètent de la même manière leur vie sociale à Paris : ils conservent leur méfiance envers les institutions ou les organisations politiques.

Au cours de nos recherches, nous avons découvert que les Équatoriennes, en cas de besoin, se rendent plus volontiers dans les églises fréquentées par leurs paires. Nous remarquons que la fréquentation de ces lieux s'effectue grâce au « bouche à oreille » entre compatriotes qui se connaissent. Ainsi le réseau migratoire adresse-t-il ses membres aux institutions ecclésiastiques qu'il juge dignes de confiance. Le point de référence du groupe équatorien est l'Église de Saint Didier, dans le XVII^e arrondissement. Il s'agit d'une église de culte catholique créée en 1926 par des religieuses qui se sont enfuies d'Espagne. Si cette église a aidé les immigrés espagnols, elle s'occupe principalement aujourd'hui des Équatoriens. Les sœurs de cette église sont espagnoles ; elles organisent des activités culturelles et folkloriques où la langue de communication est évidemment l'espagnol. Dans la paroisse se trouvent aussi une école espagnole et un service juridique.

Fondée à l'origine pour aider et soutenir les immigrés espagnols à Paris, cette église s'adresse désormais à des fidèles qui ne sont plus espagnols mais

³⁸ Claudia PEDONE, *Estrategias migratorias y poder, Tú siempre jalas a los tuyos*, Quito, Abya Yala, 2006.

³⁹ Exemples que nous avons étudiés entre 2002 et 2008.

⁴⁰ Maurizio AMBROSINI, *L'immigrazione in Italia. Un quadro interpretativo, exposé présenté au Séminaire International I Latinos alla scoperta dell'Europa. Nuove migrazioni e spazi della cittadinanza*, Université de Gênes – Centre d'études Medi, 17 juin 2004.

⁴¹ Olga GONZALEZ, « L'invisibilité des migrants andins. "Débrouille" ou intégration ? », *Hommes & migrations*, n° 1270, novembre-décembre 2007, p. 64-73.

équatoriens. Nous assistons donc à une nouvelle occupation d'espaces hispanophones existants⁴². Nous avons recueilli de nombreux témoignages au sujet de cette église ; tous reconnaissent y chercher des opportunités professionnelles davantage qu'un réconfort religieux. Les immigrés de plus longue date y trouvent une forme de protection contre leur précarité liée au contexte migratoire. Plus généralement, les immigrés cultivent dans l'église le sentiment d'appartenir à une communauté qui protège ses membres, une appartenance fondée sur des bases religieuses. Le rôle qu'occupe l'église de Saint Didier à Paris n'est pas différent du rôle que jouent beaucoup de paroisses catholiques en Italie⁴³.

La migration équatorienne en France est un phénomène récent et encore peu étudié, contrairement à l'exil politique des années 1960. Au sein du flux andin contemporain se trouvent des étudiants hautement qualifiés comme des employés faiblement qualifiés. Ces derniers appartiennent à une migration essentiellement féminine. Ce flux se distingue du modèle qui prévalait encore il y a quelques années en France, selon lequel le chef de famille émigrerait pour entretenir sa famille restée au pays. L'exemple équatorien montre que les protagonistes de la migration sont des femmes, qui s'insèrent sur le marché du travail français dans le secteur de l'entretien ménager. Il s'agit d'une migration dont font partie de nombreux sans-papiers, caractérisée par un fort isolement du groupe dans un « entre soi » de compatriotes ou d'hispanophones. L'adaptation en France est alors facilitée, de façon déterminante, par le réseau des compatriotes ou par l'église catholique fondée dans le but d'aider les anciens immigrés espagnols.

Chiara PAGNOTTA
Université de Gênes - AREIA⁴⁴

⁴² Ce phénomène concerne aussi le travail masculin. Les Équatoriens sont souvent employés comme maçons par d'anciens immigrés espagnols, lesquels étaient eux-mêmes maçons à l'origine, avant de se transformer en petits entrepreneurs recourant à des ouvriers hispanophones.

⁴³ Andrea RAVECCA, *Studiare nonostante. Capitale sociale e successo scolastico degli studenti di origine immigrata nella scuola superiore*, Milan, Franco Angeli, 2009.

⁴⁴ AREIA (Archive audio des migrations entre l'Europe et l'Amérique Latine) contient des enregistrements et des transcriptions d'interview concernant les migrations historiques et contemporaines entre l'Europe et l'Amérique latine, ainsi que les dossiers constitués autour de ces interviews (publications, lettres, notes, photographies). AREIA est lié à l'Université de Gênes et à plusieurs centres de recherche européens et latino-américains se consacrant à la production, au recueil et à l'étude des sources orales.

Deuxième partie :

*Regards croisés
au prisme de la littérature*

Chapitre premier :

*Reformulations et réélaborations
de l'héritage français*

La France comme marqueur esthétique et vecteur culturel parmi les avant-gardes équatoriennes des années 1920-1930

COMME DANS BEAUCOUP DE PAYS latino-américains, la France maintient en Équateur son aura parmi l'élite « aristocratique » du XIX^e et des premières décennies du XX^e. La fascination et la découverte du « bon goût français » accompagnent aussi les mutations de la société équatorienne. Elles accompagnent ainsi l'émergence d'une nouvelle classe moyenne qui, avide de reconnaissance et cherchant à adopter les valeurs des classes sociales élevées, pérennise cet intérêt. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie font alors du « raffinement à la française » le « marqueur » d'une ascension sociale réalisée ou espérée.

La France, parmi d'autres pays européens, est perçue comme un modèle culturel, mais elle est aussi considérée comme une terre de tous les « possibles esthétiques ». Elle est un « marqueur esthétique » au rayonnement international ainsi qu'un vecteur culturel qui intègre et permet, en quelque sorte, la reconnaissance et la promotion d'expressions artistiques de nationalités et de statuts sociaux très différents, et cela malgré un certain « snobisme » et « hermétisme francocentriste ».

C'est une des représentations que nous trouvons parmi l'un des membres du corps diplomatique équatorien à Paris, et non des moindres puisqu'il s'agit de l'écrivain Gonzalo Zaldumbide, qui répond, en 1927, aux questions de son compatriote Alejandro Vallejo, lors d'une entrevue publiée dans *El Telégrafo* de Guayaquil :

Zaldumbide hace la defensa del pueblo francés cuando lo acusan de nacionalismo literario, de hermetismo. –Espiritualmente -dice- no hay un pueblo más generoso. Francia riega su cultura con una prodigalidad

soberana. Y acoge todo valor extraño y lo levanta hasta donde otro país no podría levantarlo. Solamente que el valor tiene que estar muy cernido antes que lo acoja Francia. Cuando algunos grandes escritores extranjeros tardan en ser reconocidos, hay que disculpar a los franceses. Tienen tanto ellos de ellos mismos, que no les sobra mucho tiempo para salir a ver que hay por fuera... dicen también que los franceses no viajan, y realmente no viajan mucho, pero cuando un francés sale al mundo es un viajero ideal. Los franceses se traen al mundo entre el bolsillo...¹

Outre cette personnalité que fut Gonzalo Zaldumbide comme pont entre la France et l'Équateur, nous pouvons également citer Benjamín Carrión, dont le rôle de mentor et de protecteur des Arts et Lettres équatoriens n'est pas à prouver et vers qui se tourne une génération d'artistes friands d'innovations.

***Hélice* : fer de lance éphémère de l'avant-garde équatorienne...**

Grâce à un réseau de correspondants dans et hors de l'hexagone, les actualités artistiques françaises sont présentes dans des revues avant-gardistes comme *Hélice*, où publient certains acteurs du renouveau artistique équatorien pour qui la France, au-delà de l'art de vivre qu'elle incarne, est aussi perçue comme un vecteur culturel privilégié dans la diffusion des nouvelles esthétiques qui émergent en Europe.

Même si elle n'a été qu'une revue éphémère, ne comptant que cinq numéros publiés entre avril et septembre 1926, *Hélice* est le paradigme même des bouleversements esthétiques que connaît l'espace littéraire équatorien durant la deuxième décennie du XX^e. Elle est créée grâce à l'amitié entre les deux fondateurs de la revue, le peintre Camilo Egas et l'écrivain Raúl Andrade, âgés alors respectivement de 31 et de 21 ans. La plupart des collaborateurs de la revue sont très jeunes, comme Gonzalo Escudero de 23 ans, Pablo Palacio de 20 ans, Jorge Reyes de 21 et bien d'autres artistes présents en Équateur ou en Europe, plus ou moins du même âge. La revue se veut une revue d'Art ouverte à toutes les expressions et principalement les plus récentes ; et peu importe si cela doit donner lieu à un éclatement thématique, un éclatement qui est d'ailleurs revendiqué : « Pirotecnia : he ahí la simbólica del arte contemporáneo »².

¹ Humberto E. ROBLES, *La noción de vanguardia en el Ecuador*, Recepción, trayectoria y documentos 1918-1934, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar, 2006, p. 117.

² Vladimiro RIVAS ITURRALDE, *Hélice*, Quito, Ediciones del Banco central, 1993, *Hélice* n° 2, p. 5.

Le premier numéro de *Hélice* est significatif. Il donne le ton d'une approche cosmopolite qui convoque le croisement des regards entre un « ici équatorien » et un « là-bas » européen, et principalement un « là-bas » ciblé sur Paris. Nous retrouvons des traductions de critiques littéraires français, tel l'extrait d'un essai d'André Salmon sur André Derain, « André Derain et son œuvre », ainsi qu'une reproduction d'un de ses tableaux, « Madame C. », ou une présentation du sculpteur Alexandre Archipenko, proposée par Maurice Raynal. Ces traductions côtoient des reproductions de dessins et de tableaux de Camilo Egas, notamment un dessin réalisé à Paris en 1924 et un tableau, « Raza India », qui fut certainement exposé à la galerie Carmine, Rive Gauche. Au pied de cette reproduction sont traduits trois commentaires de la critique française sur les œuvres du peintre équatorien à Paris. Le peintre est ainsi perçu par l'un des critiques comme le peintre de « los indios del Ecuador » révélant au public parisien « una fauna humana de horrible belleza »³. Le deuxième chroniqueur, tout en constatant que le vernissage était surtout fréquenté par la « colonia americana », propose une critique positive, considérant que le succès est mérité « porque en algunas de sus telas, simples, sólidas y de bello color, el artista ha evocado con fuerza y sin vana literatura la antigua nobleza y la belleza desconocida de una de las más viejas razas del mundo : los indios de la América Central (sic) »⁴. C'est donc l'aspect exotique et étrange qui prédomine dans les sujets représentés, non sans dévoiler une connaissance peu approfondie du monde indigène. À ce regard assez simpliste sur le monde indigène répond un autre regard, non dépourvu de clichés, sur la Parisienne dans le poème intitulé « Poupée » de l'Équatorien Jaime Rival :

Muñeca extravagante, deliciosa Claudina
de París.

Su nombre debe ser Mimi o Colombina,
o simplemente:
Lys.

Su abrazo debe arder como una llama,
para usted el amor será un juego perverso
y el espasmo la trama
de un verso.

Así su carita afeitada no está mal.
Se pinta? Bah! Sabia combinación

³ *Ibidem*, *Hélice* n° 1, p. 17.

⁴ *Idem*.

de colores... Una rosa sensual
fragante a tentación.

Su boca: charco de sangre al pastel;
sus orejas: carbones sabios.
Sin embargo, ya quisiera el placer
de mancharme los labios⁵.

Le deuxième poème proposé dans ce premier numéro, « Plumaje de ecos », est d'Alfredo Gangotena qui commence à s'imposer comme le plus français des poètes équatoriens. Lorsque son poème est publié en 1926, Alfredo Gangotena se trouve encore en France⁶ où, depuis 1920, selon la tradition de l'aristocratie équatorienne, il poursuit ses études. Lorsque son poème est publié dans *Hélice*, Alfredo Gangotena est déjà l'ami de l'écrivain et diplomate Gonzalo Zaldumbide, ambassadeur plénipotentiaire en France en 1922. Grâce à lui, il se lie d'amitié avec Alfonso Reyes, Ricardo Güiraldes, Ventura García Calderón, Georges Pillement et surtout avec Jules Supervielle qui, en 1925, lui fera certainement connaître Henri Michaux. Lorsqu'Alfredo Gangotena publie dans *Hélice*, il est intégré aux milieux littéraires français et fréquente Max Jacob, Jean Cocteau, Paul A. Bar et Pierre Morhange. Alors en pleine période de création poétique, il publie dans les revues *Philosophies*, *Intentions*, *Le roseau d'or*, *La ligne de cœur*. Il ne regagnera l'Équateur avec Henri Michaux⁷ qu'en décembre 1927.

Camilo Egas, de retour de Paris lors de la création de *Hélice*, imprègne ainsi sa revue d'une influence française manifeste, sans négliger pour autant les productions autochtones. Pablo Palacio y publie sa fameuse nouvelle « Un hombre muerto a puntapiés » ; Isaac Barrera, dans son article « La raza india », y condamne l'indifférence des autorités envers la population indigène, et le caricaturiste Latorre y croque l'actualité politique nationale. Les fondateurs répondent là au programme annoncé dans la présentation par Gonzalo Escudero du premier numéro : « Cosmopolitismo, audacia, autenticidad ». Le numéro assume la volonté de présenter des œuvres en perpétuel mouvement de renouveau et ouvertes à toute forme d'expression artistique, ce qui justifie

⁵ *Ibidem*, p. 16.

⁶ Bachelier, il s'inscrit en 1922 à l'école des Beaux-arts pour y étudier l'architecture ; mais, sur l'injonction de son père, il entre à l'école des Mines et obtient le diplôme d'ingénieur en 1927.

⁷ La publication *d'Orogénie* par la NRF a lieu en 1928 et celle de *Ecuador* d'Henri Michaux en 1929.

le choix de l'hélice : « El simbolismo de la hélice es pródigo : un perpetuo aletazo que gira sobre sí mismo »⁸. Ce choix reflète plus généralement l'effervescence artistique qui caractérise le Paris d'alors.

Paris-Quito : regards croisés

La capitale française, loin de se résumer à la destination privilégiée des élites, continue d'exercer une fascination et rayonne en tant que centre d'une créativité exacerbée. Paris est le point de convergence de ce qui se « fait » en Europe et ailleurs, et l'Amérique latine peut y trouver sa place. Picasso, Braque, les expositions de sculpture tchèque, mais aussi des peintres russes comme Boris Grigoriev ou ukrainiens comme Alexander Archipenko, composent cette « pyrotechnie » d'expressions artistiques qui ponctuent les différents numéros de *Hélice*, vues principalement depuis et par des critiques français. Cette forte présence de la critique française dans le domaine des arts semble se confirmer dans un article publié trois ans plus tard par le chercheur et poète équatorien José Rumazo González.

Dans cet article intitulé « Del romanticismo a la intelectualización del arte », paru en 1929 dans la revue *Revista de la Sociedad Jurídico-literaria*, José Rumazo González propose de faire le bilan de l'évolution de la poésie et de dresser une sorte « d'état des lieux » des différentes avant-gardes littéraires, portées par ce qu'il appelle la génération actuelle. Dans l'évolution des arts et principalement de la poésie, le critique accorde une place prépondérante au romantisme comme base inéluctable et comme héritage incontestable.

Y es que la generación actual no puede ser la detractora del romanticismo pasado, a cuya preciosa herencia debemos las nuevas tendencias y orientaciones literarias. Terminar con el romanticismo sería terminar con la poesía, llegan a decir algunos críticos modernos. Los más violentos enemigos del romanticismo tienen un alma romántica, según Lanson.⁹

De quelle génération parle-t-il ? De celle qui se trouve des deux côtés de l'Atlantique, avec une prépondérance pour l'Europe et plus particulièrement la France : il insiste sur le rôle des symbolistes et du Parnasse, mais aussi sur les poètes et écrivains français passés et présents, sans oublier les philosophes, essayistes et critiques littéraires. François-René de Chateaubriand, Alfred de Vigny, Alphonse de Lamartine, Émile Zola, Hippolyte Taine, Joseph Renan,

⁸ Vladimiro RIVAS ITURRALDE, *op. cit.*, *Hélice* n° 2, p. 5.

⁹ José RUMAZO GONZÁLEZ, « Del romanticismo a la intelectualización del arte. Evolución de la poesía », in *Teoría del arte en el Ecuador*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1987, p. 180-181.

Leconte de l'Isle, Jules Laforgue, Charles Baudelaire, Stéphane Mallarmé, Paul Verlaine, Émile Verhaeren, Pierre Loti côtoient Ferdinand Brunetière, Henri de Régnier, Gustave Kahn, Maurice Barrès, André Chaumeix ou Pierre Reverdy. José Rumazo González reverse dans son interprétation de l'évolution de la littérature les théories de Gustave Lanson, critique littéraire français qui a largement marqué la fin du XIX^e, notamment avec son *Histoire de la littérature française*, publiée en 1894. Nul doute que *Symbolistes et décadents* de Kahn, paru en 1902, tout comme *Tel un songe* d'Henri de Régnier, publié en 1892, aient nourri la pensée de José Rumazo González. Si les avant-gardes sont bien perçues dans leurs évolutions, c'est aussi par le biais de l'œuvre critique de Guillermo de Torre, *Literaturas europeas de Vanguardias*, publiée en 1925. Une fois de plus, celle-ci traite en priorité de la critique et de la littérature françaises, même si l'Espagne constitue également un pôle d'attraction.

Le besoin de partir se fait ardent parmi la jeune génération d'Équatoriens qui adhèrent à ces nouvelles esthétiques en vogue à Paris. Ils se sentent délaissés et frustrés, car à l'étroit dans leur propre pays ; ils pensent également devoir jouer un rôle dans les mutations que connaît l'Équateur¹⁰. D'où les rapports ambigus, parfois même conflictuels, qui s'établissent entre les écrivains et critiques littéraires équatoriens résidant à Paris ou en Europe et ceux qui écrivent depuis l'Équateur, sans perspective d'un quelconque départ. Dans le dernier numéro de *Hélice*, Raúl Andrade rédige un article intitulé « Aquí el artista es un perdido... » qui constate avec amertume le manque de considération de la société quiténienne pour les artistes et les gens de lettres ; le seul espoir de possible reconnaissance ou épanouissement résiderait hors de l'Équateur :

Si alguna vez se interroga a un muchacho de Quito, de mediano refinamiento espiritual, por el mayor deseo de su vida, surgirá invariablemente la respuesta, amarga y desconsoladora: -Irme de aquí... Querer irse, partir, perderse en las vorágines cosmopolitas, como aspiración máxima de una juventud prometedora, no se me negará que es doloroso. No es la aspiración literaria y *rasta* del clásico desterrado del *faubourg*, sollozando por París-Citèrea; no el ideal de la vida muelle y libertina, transcurrida entre alegres amaneceres en la colina bulliciosa y sabrosas delectaciones espirituales en

¹⁰ C'est l'époque du soulèvement des jeunes militaires de la *Revolución Juliana* (9 de julio) 1925, en réponse à la dictature d'Isidro Ayora. Le parti Liberal Radical est créé en 1925, ainsi que les revues *Savia* à Guayaquil et *América* à Quito. L'année 1926 correspond à la fondation du Partido Socialista Ecuatoriano et à la parution du premier numéro de la revue *Llamarada* (revista nativista).

el Museo del Louvre; ni la erranza conocida en engomadas literaturas de exportación; ni la nostalgia de crepúsculos frente al mar y en alguna playa más o menos elegante o algún puerto más o menos exótico.¹¹

Il s'agit ici des clichés du Paris des artistes bohèmes et de la belle vie parisienne, mais ce regard sublimé sur la ville lumière invite à un regard critique sur le Quito des années 1920 et du début des années 1930. Ce Quito ne correspond plus à la capitale des Andes au regard de certains Équatoriens vivant en Europe. Raúl Andrade répond en ces termes aux observations de Gonzalo Zaldumbide, alors ambassadeur à Paris, sur la jeunesse de Quito :

Gonzalo Zaldumbide escribió hace tiempo, un bello artículo injusto. Condenaba el aire de pájaros enjaulados de los muchachos de Quito. Pero Gonzalo Zaldumbide estaba en París desde hacía diez años y nosotros en Quito, toda la vida... Ciertamente que hay belleza en la policromía de los mercados indios; y en los barrios coloniales y típicos, y las montañas son muy majestuosas y el cielo muy azul. Y todo es muy bello... para verlo con los ojos de turista o de ciudadano ausente mucho tiempo. Además, todo esto va desapareciendo. Las calles están pavimentadas. Hay un porcentaje de indios con "smoking" mayor que el de los indios con poncho.¹²

Au-delà de la critique sur l'élitisme que suppose partir en Europe, Andrade évoque ici le sentiment d'être en exil dans son propre pays, sentiment qui conditionne son rapport avec l'ailleurs. Nous retrouvons ce sentiment parmi bien des écrivains de sa génération, qui perçoivent une étrange sensation de se sentir « étranger » face aux modifications de la capitale¹³.

L'un des espaces emblématiques de cette transformation est le vieux quartier colonial de La Ronda, considéré comme « oasis de andaluces, semillero de valores intelectuales, matriz de la clase media nacional »¹⁴. Il est le lieu de rencontre privilégié de la nouvelle génération d'écrivains déjà évoqués (José Carrera Andrade, Hugo Alemán, Augusto Arias, Gonzalo Escudero, Hugo Moncayo Humberto Fierro, Ricardo Alvarez, entre autres) auxquels viennent

¹¹ Vladimiro RIVAS ITURRALDE, *op. cit.*, *Hélice* n° 5, p. 10.

¹² *Idem.*

¹³ En 1930, Jorge Reyes écrit un poème intitulé « Quito arrabal del cielo » dont les premiers vers sont : « Quito, arrabal del cielo, con ángeles campanarios apuntalan los cielos... »; in Edgar Freire Rubio, *Quito : tradiciones, leyendas y memoria*, Estudio introductorio de María del Carmen FERNANDEZ, Quito, Libresa, Colección Antares n° 104, 1994, p. 93. Voir également : Fernando JURADO NOBOA, *La Ronda : nido de cantores y poetas*, Quito, Libresa, 1996, p. 4.

¹⁴ Fernando JURADO NOBOA, *op. cit.*, p. 4.

parfois se joindre ceux qui arrivent de Paris¹⁵. À leur manière, ils renouent avec une vie de bohème dans les bars¹⁶, au cours de *tertulias* et manifestent un sentiment d'étouffement et d'attachement à la fois, teinté de sentimentalisme nostalgique pour un Quito qui disparaît progressivement, sentimentalisme interprété comme la réminiscence d'un romantisme désuet.

La France, l'étranger, l'ailleurs, restent la possibilité d'une expérience personnelle qui peut être mise à profit au sein d'une collectivité de créateurs. Cette expérience alimente la fascination pour la Ville lumière, à la fois si proche et si lointaine, et nourrit ce sentiment d'enfermement que le poète Hugo Alemán appelle « estado de conciencia »¹⁷, évoquant la « sumersión en el yo ». Un sentiment d'étouffement et de mal être diffus se dégage progressivement de la réaction contre la capitale andine « saturada de aldeanismo colonial »¹⁸. « En esta ciudad las murallas son devotas : no puede evitarse el encontrón de un símbolo »¹⁹ écrit Pablo Palacio. Alfredo Gangotena évoque, pour sa part, d'autres murs, des murs formés par la cordillère qui exacerbe cet état de spleen empreint de tellurisme :

Qui franchirait, vers l'extérieur, ces murs ?
Comme une écorce bien ajustée
Ils nous maintiennent dans cet élan, droit vers le ciel de toute immobilité.
Et mes veines, chargées de larmes, qui pèsent tant dans mon cerveau.
Allez ! fuyez ma vie, fuyez-la donc, présences du dehors, et ne me faites plus souffrir cette glace dans la terreur²⁰.

L'écrivain Henri Michaux, enfin, nous propose une description de Quito sans concession, centrée sur sa personne : « Petit village de Quito, tu n'es pas

¹⁵ *Ibidem*, p. 265.

¹⁶ Les bars les plus fréquentés étaient El bodegón de la reina Patoja, El Bodegón Bogotano, El Murcielagario, El Hispano Bar (*Ibidem*, p. 268 ; Hugo ALEMÁN, *Presencia del pasado*, Quito, Banco Central del Ecuador, segunda edición, 1994, p. 314).

¹⁷ « He conjeturado que tu silencio después de mi carta de junio último corresponda a ese estado de conciencia que se respira en Quito – murallas chinas de las montañas y sumersión en el yo- del cual también he participado durante largos años », in Benjamín CARRIÓN, *Correspondancia I Cartas a Benjamín Carrión*, Quito, Centro Cultural Benjamín Carrión, 1995, p. 79.

¹⁸ Jorge Hugo RENGEL, *Realidad y Fantasía Revolucionaria*, Loja, Casa de la Cultura « Benjamín Carrión », 1992, p. 34.

¹⁹ Pablo PALACIO, *Obras completas*, Quito, Libresa, 1997, p. 183.

²⁰ Alfredo GANGOTENA, « Absence, 1932 » in *Poèmes français II, Orogénie et autres textes*, Edition établie par Claude Couffon. Présentation par Henri Michaux, Orphée La Différence, 1992, p. 106.

pour moi. J'ai besoin de haine, et d'envie, c'est ma santé. Une grande ville, qu'il me faut. Une grande consommation d'envie »²¹.

Vers « lo propio » comme priorité esthétique

Dans les années 1920-1930, comme il a été précisé précédemment, le champ littéraire s'élargit. De nouveaux acteurs organisent les espaces de création hors des salons cossus des représentants de la culture officielle, installant leurs *tertulias* dans les quartiers populaires²². Deux tendances se dégagent sans s'opposer. La première, défendue par des auteurs comme Demetrio Aguilera Malta, Jorge Icaza, José de la Cuadra, considère le roman comme un genre qui doit affirmer « una tradición con una nacionalidad ecuatoriana inconfundible »²³ et doit dépasser l'étape des tâtonnements esthétiques aux expériences trop cosmopolites, éloignées d'une réalité qu'il faut transformer. La seconde, politiquement plus radicale dont Joaquín Gallegos Lara sera l'un des porte-parole les plus virulents, consiste à récupérer l'espace culturel pour y proposer des œuvres devant servir un changement des mentalités, voire un changement des structures sociales, adoptant ainsi des positions politiques de plus en plus proches des partis de gauche.

Durant cette évolution du champ littéraire équatorien, le cosmopolitisme, notamment parisien, ne parvient pas à se défaire d'un certain élitisme ; il reste principalement cultivé par un cercle d'initiés, ce qui ne contribue pas à réduire l'écart entre la culture dite dominante et la culture populaire. Ainsi, au sein même de cette génération d'artistes, des crispations se produisent au sujet de la récupération des avant-gardes européennes ; celles-ci sont considérées comme trop « exotiques » et insuffisamment fédératrices, comme trop éloignées des réalités latino-américaine et équatorienne, comme trop distantes des priorités que s'imposent les fervents défenseurs d'une culture plus proche du peuple, d'une littérature de combat, tel Joaquín Gallegos Lara.

Pour un Équateur en mutation, qui regarde « l'ailleurs » et se regarde, dans une quête de soi empreinte d'espoirs, de frustrations et de projections

²¹ Henri MICHAUX, *Ecuador, journal de voyage, 1929-1968, Œuvres complètes*, Paris, Éditions Gallimard, 1998, p. 189.

²² Pierre LOPEZ, « Quito: el 'arrabal del cielo' de los intelectuales de los años 20-30 », *Villes réelles et imaginaires d'Amérique Latine/Ciudades reales e imaginarias de América Latina*, Marges n° 22, Université de Perpignan, 2001, p. 109-126.

²³ Jorge Enrique ADOUM, « Prólogo », *Narradores ecuatorianos del 30*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, n° 85, 1980, p. XV.

Pierre Lopez

multiples, la France incarnera encore des valeurs élitistes jugées trop éloignées des nouvelles priorités identitaires. Cela dit, elle s'inscrit dans cette quête identitaire en tant que marqueur révélateur d'un positionnement souvent individuel assumé au nom d'une collectivité en construction. La France et le rapport à la France accompagnent le cheminement d'une pensée « autochtone », d'une « nouvelle » pensée sur l'Art ; cette pensée est elle-même un foyer constant de théorisation, de renouvellement de l'Art, dont les créateurs équatoriens se font l'écho. Malgré le rejet envers un certain cosmopolitisme, Paris continue à fasciner, car c'est avant tout une image de Paris et de la France qui prédomine ; la belle *Claudina*, la poupée parisienne, continue à arpenter les boulevards de ce Paris sublimé.

Pierre LOPEZ
Aix-Marseille Université,
Centre Aixois d'Études Romanes

*Césure et relativité :
acrobatie d'un corps à deux fronts –
Alfredo Gangotena*

À Adriana Castillo de Berchenko, in memoriam.

LE POÈTE ÉQUATORIEN ALFREDO GANGOTENA (1904-1944) a écrit son œuvre en français et en espagnol, dans les Andes et à Paris. Cette tension permanente entre langues et mondes configure le lieu liminaire et indéfini de sa production textuelle. Cet espace n'est ni andin, ni français, ni monolingue, en dépit de la matérialisation de sa poésie, en alternance, à des moments de sa vie, en espagnol, à d'autres en français. Le changement de langue déclenche chez l'écrivain des questions concernant son sentiment d'appartenance, les possibilités d'établissement des rapports cohérents de sens avec le langage et l'espace littéraire qui s'ouvre face à lui.

Tout au long de son œuvre, Alfredo Gangotena cherche des images et des symboles pour nommer cette indétermination, source et préoccupation permanente de sa poésie. Les déplacements, l'hésitation entre une langue et l'autre, l'expérience de l'étranger, soulèvent des interrogations qui motivent son écriture entre 1922 et 1944.

¹ Cette présente étude a sa source dans quelques fragments de ma thèse de doctorat (en espagnol) sur le poète Alfredo Gangotena. Voir « Gramática de un pensamiento solitario. Lenguaje y poesía en Alfredo Gangotena », University of Maryland at College Park, 2011, en ligne, <http://usfq.academia.edu/CristinaBurneo/Papers>. Ici, je mets en valeur chez Gangotena, à partir de l'image d'une acrobatie de l'écriture et dans le cadre de son expérience bilingue du monde, d'autres rapports à l'écriture poétique que ceux que je traitais dans ma thèse.

Gangotena arrive à Paris en 1921. Il meurt à Quito, des suites d'une péritonite, en 1944. Ses premiers travaux, écrits dans le contexte moderniste latino-américain, sont une première épreuve poétique. À partir de 1922, le français devient pour lui un moyen d'enquête, la possibilité d'une réinvention biographique et une nouvelle matière poétique. Vers ses dernières années, il revient à l'espagnol, plutôt comme une tentative inaugurale pour incorporer son langage individuel à ce qui avait été sa langue maternelle.

Que peut, que doit faire un écrivain bilingue avec la première langue, avec l'enfance ? Celui qui s'interroge sur ces facteurs se trouve placé sur un espace aux limites imprécises. Gangotena a fait de cette circonstance un facteur central de son écriture. Il est devenu un poète bilingue à Paris après son premier changement de langue. Il est devenu aussi un poète d'expression française, expérience entravée ensuite par la décision familiale de retourner en Équateur. Toutefois, entre 1928 et 1940, Gangotena continue à écrire en français, alors qu'il vit sur la cordillère des Andes, et envoie ses poèmes aux amis qui lui restent : loin de lui, Antonin Artaud, Pierre Louis Flouquet, Jules Supervielle sont des fidèles lecteurs. Mais cela ne suffit pas à garder vivante l'image de Gangotena en France, et sa présence finit par s'estomper. En Équateur, cependant, il continue à écrire en français, vivant ainsi dans un isolement poétique. De cette manière, Gangotena avance sur les bords d'un espace complexe.

Cet espace ne peut être défini dans une seule langue ni littérature. Il n'est limité ni par l'espace géographique ni par l'espace biographique. Pour explorer les possibilités de production et de l'expérience poétique dans cet univers, apparaissent dans la poésie d'Alfredo Gangotena deux clés d'interprétation, sous la forme de deux images concrètes qui convergent dans cette réflexion : la césure et l'acrobatie. À partir de ces voies d'interprétation, il est possible de réfléchir au bilinguisme de cette poésie. « Carême » est un poème d'*Orogénie* (1928) ; le poète y explore l'espace solitaire mentionné :

Solitudes d'un monde abstrait,
Solitudes à travers l'espace mélodique des cieux,
Solitudes, je vous pressens.²

Gangotena, géologue, savait que la connaissance scientifique du monde « abstrait » ne donnait aucune certitude quant à la vie. La science fut pour lui une manière de se questionner et de questionner le monde. Dans cette poésie, l'expérience ne se situe pas dans l'ordre de la réponse. Hanté par la maladie

² Alfredo GANGOTENA, « Carême », *Poèmes français II*, Giromagny, Orphée-La Différence, 1992, p. 70.

– il aurait été hémophile –, le poète interrogeait la réalité à travers la science, le langage, la philosophie, à partir du désir de comprendre son corps, machine imparfaite et imprévisible. Tout au long de sa vie, l'impossibilité d'un diagnostic certain plaça le poète dans un doute permanent et une situation vulnérable. Les solitudes de « Carême » sont aussi les solitudes du hasard auquel son corps l'exposait. La science, la volonté de connaissance, ne suffisaient pas pour comprendre la maladie. La vie devenait un exercice d'attente permanente d'équilibre à plusieurs niveaux : vie et mort, français et espagnol, lieu d'origine et espace du voyage. Tous ces éléments constituent les thèmes complexes de son œuvre.

Chez Gangotena, le corps est acrobatique. Il témoigne d'une impossibilité d'atteindre le repos. L'acrobate voit altéré son rapport avec la gravité et se déplace de manière précaire, de telle sorte qu'il s'expose constamment à l'abîme. Les surfaces de l'acrobate sont toujours troublantes, que ce soient celles du monde, de la peau, du texte, tous présents dans la poésie de Gangotena. Ainsi, dans une lutte constante, le poète choisit-il, à la surface du texte, des mots situés entre le français et l'espagnol et les mondes respectifs auxquels ils ouvrent. L'acte de bilinguisme devient ainsi une acrobatie :

O Pascal :
L'esprit d'aventure, de géométrie,
En avalanche me saisit,
Et ne suis-je peut-être que l'acrobate
Sur les géodésiques, les méridiens !³

Tout au long de son œuvre, Gangotena réfléchit à la connaissance du monde à partir de la réalité matérielle de l'existence, autant qu'à une conception concrète, organique du sujet. Cette existence « en avalanche » se matérialise dans un corps à deux fronts, espace où s'éprouve l'expérience d'un sujet divisé : deux langues et une origine confrontée à une condition d'étranger. C'est ce territoire qui sert de scène à l'acrobatie de l'écriture bilingue, laquelle se situe hors tout rapport à un territoire défini et national.

Cet acrobate, vivant entre deux lignes terrestres, habite un espace situé, à première vue, entre son origine andine et son expérience littéraire à Paris dans les années vingt. Ce lieu constitue, cependant, un troisième espace, bâti sur la simultanéité des mondes et des langues. Chez Gangotena, le bilinguisme consiste à maintenir la coexistence complexe en lui du français et de l'espagnol pour construire son propre langage poétique en assumant leur

³ *Idem.*

indissociabilité : « Peut-on être hors d'une langue, surtout de sa langue, comme on peut être hors d'un territoire, de son territoire, qu'il soit intime ou national ? Peut-on être hors de sa langue comme on peut être hors de soi ? Il n'y a aucun doute possible sur la réponse : non. La réponse fait mouche »⁴. Le fait de choisir une langue d'écriture n'exclut pas la présence latente de l'autre langue. Même si, en apparence, on abandonne, on change, on se déplace, la condition bilingue et simultanée.

Gangotena est conscient de sa condition bifide lorsqu'il retourne à l'espagnol, vers 1940. Dans « Vigilia adentro », le poète se rend « a la reverberación de las esperas »⁵, le rayonnement des attentes. Ce n'est que dans cette perspective qu'il est possible de penser aux divisions dues au bilinguisme d'Alfredo Gangotena. La zone de coexistence est autant ou même plus importante que les moments d'alternance, où une langue dominerait par rapport à l'autre. Dans une tentative d'équilibre entre les géodésiques et les méridiens, dans les vers de « Carême », Gangotena annonce l'espace ambigu qu'occupera son œuvre dans l'histoire des littératures française, francophone, équatorienne, et de langue espagnole. Aucun de ces espaces ne lui appartient en entier, mais son œuvre passe par chacun d'eux.

Les considérations qui suivent partent de cette définition du bilinguisme. Déplacer l'angle d'analyse de l'alternance à la simultanéité a pour but de saper d'avance l'idée d'une hiérarchie des langues impliquées dans cette œuvre, dans laquelle la langue maternelle et la deuxième langue se voient déstabilisées. Cette subversion déterritorialise la zone occupée par chaque langue par rapport à son temps et son espace. L'espagnol et le français ne s'opposent pas l'un à l'autre ; ils deviennent, ensemble, matière de création d'un langage personnel.

Césure

Où est la ligne qui divise une traduction explicite d'une écriture « directe » dans une deuxième langue ? Est-ce qu'on ne pense que dans une seule langue ? Dans ses réflexions sur le bilinguisme, *La langue sauvée. Histoire d'une jeunesse*, Elias Canetti situe ce travail dans l'inconscient : « Je n'ai pas du tout l'impression de changer ou transformer quoi que ce soit. Ce

⁴ Abdallah BOUNFOUR, « Sur les traces du hors-la-langue », in : Jalil BENNAMI (ed.), *Du bilinguisme*, Paris, Denoel, 1985, p. 145.

⁵ Alfredo GANGOTENA, *Poesía* (1956), Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2004, p. 231.

n'est pas comme la traduction littéraire d'un livre d'une langue à l'autre; c'est une traduction qui a eu lieu spontanément, dans mon inconscient. »⁶

Dans une expression bilingue, ce n'est pas forcément l'opération de traduction qui prévaut dans la construction du texte. Une étape précède qui ne relève pas de l'ordre du conscient, au cours de laquelle se déchaîne une libération des mondes simultanés en jeu, habités par le poète et qui l'habitent. Ce moment silencieux, « pré-poétique », moment d'attente, se trouve cependant incorporé au poème même. « L'attente lyrique », comme l'appelle souvent Gangotena, l'apparition du langage multiple du poète bilingue, a lieu dans la césure :

A votre césure, ô pas vers l'azur,
Resplendissent les lumières secrètes de l'année.⁷

Le caractère de cette poésie et son bilinguisme se définissent au cours de la pause, à ce moment où la pensée, au cours du processus de sa matérialisation, choisit le français ou l'espagnol ; dans l'une ou l'autre langue, la poésie héberge son propre langage. Le bilinguisme dans l'œuvre d'Alfredo Gangotena a lieu là où l'image poétique apparaît comme une forme toujours liminaire de la réalité. Pour Giorgio Agamben, la césure est la possibilité de penser : « Pour le poète, la césure du vers, l'élément qui donne un coup d'arrêt à l'élan métrique de la voix, n'est rien d'autre que la pensée »⁸. Le « coup d'arrêt » de cette œuvre bilingue est déterminé par des expériences « acrobatiques » aussi diverses que la maladie, la connaissance scientifique mais incertaine du monde, le va-et-vient des langues.

Quelques stratégies de cette poésie sont aussi acrobatiques. Une d'entre elles consiste, par exemple, à recourir à des images du symbolisme français pour les creuser en les interrogeant à partir d'idées puisées dans la philosophie existentielle moderne ; Nietzsche, Heidegger sont des références explicites. La sensibilité de Gangotena transitait aussi entre la poésie du 19^e siècle et la philosophie de son temps, dans ce qui peut être vu non seulement comme sensibilité entre langues mais comme sensibilité entre siècles.

⁶ Dans Jacqueline AMATI-MEHLER, Simona ARGENTIERI, Jorge CANESTRI, *The Babel of the Unconscious: Mother Tongue and Foreign Tongues in the Analytic Dimension*, Madison, International Universities Press, 1993, p. 191. La traduction des citations pour ce travail a été faite de l'espagnol et de l'anglais, parfois d'une première traduction déjà réalisée, face à l'impossibilité de localiser les originaux. Ce passage d'Elias Canetti a été traduit de l'anglais au français.

⁷ Alfredo GANGOTENA, « Provinces éoliennes », *Poèmes français II...*, *op. cit.* p. 70.

⁸ Giorgio AGAMBEN, « Idée de la césure », *Idée de la prose*, Paris, Christian Bourgois, 1998, p. 26.

Dans « Veillée », par exemple, Gangotena est très proche de cette image d'Albert Samain, « Le grand manteau de la Solitude s'étend... »⁹ :

Dans les neiges et dans les cendres, comme le manteau des solitudes,
Le vent livide de la nausée me retourne à l'ombilic.¹⁰

La marque nietzschéenne de la nausée rompt l'esthétique symboliste ; « le manteau des solitudes » n'est plus image poétique intangible, mais acquiert une résonance concrète, en l'occurrence physiologique. De cette manière, le vers gangoténéen est tantôt plus proche de la philosophie que de la poésie symboliste, tantôt plus proche de César Vallejo que d'Albert Samain. De cette façon, le bilinguisme n'est pas strictement d'ordre linguistique, mais bien d'ordre culturel et temporel, dû à la confluence des mondes ancrés soit dans l'espagnol, soit dans le français.

La césure dans cette poésie est ainsi habitée par les échos multiples des mondes qui convergent dans le langage individuel. Dans l'œuvre de Gangotena, cette césure constitue le moment de la plus haute indétermination. Chaque parole émerge de la pensée vers la croisée de deux langues, deux histoires et des multiples correspondances indissociables. Le bilinguisme a lieu dans la césure. Néanmoins, la perplexité qui l'habite et la génère ne sépare ni langues ni mondes. Même si Gangotena sélectionne d'une manière délibérée le français ou l'espagnol dans l'acte d'écrire, la tension de son œuvre réside dans la double source de son langage poétique. Il s'agit d'une aporie, car il faut penser la réalité bilingue comme un langage exprimé forcément dans une seule langue. C'est dans cette forme que Paul Celan conçoit le bilinguisme, dans sa nature paradoxale : « Je ne crois pas au bilinguisme en poésie. [...] La poésie est l'unicité en tant que destin du langage »¹¹.

Vers 1940, Gangotena commence à écrire en espagnol, ce qui pourrait être vu comme un deuxième changement de langue. Bien qu'il y ait une étape initiale d'écriture en espagnol entre 1918 et 1922, la deuxième, à partir de 1940, ne peut être considérée au sens strict comme un retour. Sa migration vers l'espagnol dans les années trente est, à vrai dire, une tentative inaugurale et représente la recherche de son propre langage dans une langue qu'il n'avait jamais mise en question auparavant. La transformation d'Alfredo Gangotena en un poète bilingue abandonne alors toute possibilité d'appartenance à une seule des deux langues, l'espagnol et le français.

⁹ Albert SAMAIN, *Le jardin de l'infante* (1893), Buenos Aires, Viau, 1944, p. 27.

¹⁰ Alfredo GANGOTENA, *Poèmes ...*, *op. cit.*, p. 52.

¹¹ *Ibid.*, « Idée de l'unique », p. 30.

Le retour forcé à Quito en 1928 à la suite d'une nouvelle décision familiale ouvre un déphasage d'ordre intime, car c'est Paris qui demeure et règne dans la mémoire du poète. Dans la poésie de Gangotena, le motif littéraire du voyage entraînera dorénavant un signe tragique. À la différence d'Ulysse, Gangotena n'a pas d'Ithaque. Les points de sortie et de retour ont été inversés, comme les langues. Si le français était devenu sa langue « maternelle » à Paris – la langue de l'écriture, la langue de sa nouvelle existence de poète d'expression française –, cette langue se tait désormais pour laisser place à l'expression en espagnol, tout en raréfiant celle-ci. Dans les années 1940, le poète écrit dans « De lo remoto a lo escondido », un de ses derniers poèmes :

No hay empero reparos de horizontes.
¿En dónde estoy, a dónde me conduce lo inaudito?¹²

Entre le lointain et le caché, il n'y a pas d'horizon, ni d'espace défini. « Où suis-je ? », se demande le poète. Entre le français et l'espagnol, entre Paris et les Andes, pas d'espace, sinon un seuil. Acrobatie.

Cet espace littéraire construit par Gangotena sur la base de deux mondes, cette césure aux déterminations ontologiques s'écrasent contre son espace quotidien en Équateur. Dans la dédicace d'*Absence 1928-1930*, il se déclare banni : « Pour vous, mes compagnons d'exil, Henry Michaux, André de Pardiac de Monlezun, Aram D. Mouradian »¹³. La poésie d'Alfredo Gangotena dénonce l'impossibilité d'habiter un espace défini, celui de la nation équatorienne comme celui de la littérature équatorienne. Une littérature conçue comme composante d'un projet de consolidation nationale ne pouvait pas héberger une telle poésie. L'espace de cette césure, ce lieu poétique gangoténéen ne saurait s'inscrire dans le cadre d'une nation.

Les Andes, qu'habite désormais Gangotena, deviennent dans sa poésie – justement dans *Absence. 1928-1930*, le poème du retour – un lieu infernal face à l'espace poétique solitaire qu'il fonde. Après Paris, les plateaux andins constituent une descente chez Hadès :

O Terre ! Terre trois fois maudite, cette fois-ci, ô
Terre ! je te contemple animé de toute la haine
dont mes yeux seront un jour capables.¹⁴

Ces vers expriment le bouleversement vécu par Gangotena une fois qu'il s'est trouvé jeté dans un espace étranger, hostile, loin de la vie littéraire vécue

¹² Alfredo GANGOTENA, *Poesía, op. cit.*, p. 227.

¹³ Alfredo GANGOTENA, *Poèmes français...*, *op. cit.*, p. 103.

¹⁴ *Ibid.*, p. 118.

quotidiennement à Paris. L'espace de l'exil est certainement douloureux et incertain : « Les portes de ma solitude, branlantes dans les miroirs du vent »¹⁵.

Relativité

Le 6 avril 1922, à Paris, dans les salles de la Société Française de Philosophie, eut lieu une rencontre entre Albert Einstein, Henri Bergson, Jean Becquerel et un groupe d'intellectuels éminents de l'époque. La Société avait invité Einstein afin de confronter ses idées scientifiques à des problèmes ontologiques que se posaient ses membres. En 1916, Einstein avait publié sa théorie générale de la relativité, à laquelle il avait abouti l'année précédente. Le Prix Nobel de Physique lui avait été conféré en 1921. Sa théorie, qui bouleversait toutes les disciplines du savoir, était étudiée vivement par les savants et les philosophes français, dont Jean Becquerel et Henri Bergson.

En 1922, Gangotena écrivait ses premiers poèmes en français. Cette année-là fut l'année de ses premières publications et des rencontres essentielles qu'il fit à Paris. Grâce à Jules Supervielle, Max Jacob et Jean Cocteau, ces deux derniers convertis au catholicisme, Gangotena lut l'œuvre de Jacques Maritain, lui aussi converti, en 1906. C'est à ces poètes que sont dédiés les poèmes de cette première étape. Maritain, guide des intellectuels catholiques en France, avait rejeté la science comme seul système de connaissance de l'Univers après avoir renoncé à son poste en Sorbonne dans les premières années du 20^e siècle. Henri Bergson exerça sur lui une influence fondamentale.

Alfredo Gangotena lut et suivit le développement des œuvres respectives de Maritain et de Bergson, présence centrale dans son œuvre, jusqu'à la fin de ses jours. Ainsi, la religion, la science, la philosophie, convergeaient-elles de manière intense et solide dans son œuvre des années quarante. Pendant vingt ans, Gangotena resta fidèle à ses préoccupations. L'expérience intellectuelle à Paris, les études de géologie à l'École des Mines lui avaient légué une matière puissante qui devait le mener finalement à la composition de *Hermenéutica de Perenne Luz*, autointerprétation de son poème « Perenne Luz » et véritable art poétique gangoténéen,

Dans *Hermenéutica*, Gangotena déploie son univers de clés scientifiques et philosophiques. Einstein, Minkowsky et la dimension espace-temps, Heidegger, l'existentialisme, s'inscrivent dans son imaginaire, deviennent des références centrales dans sa création poétique, et médiatisent « el relato de mi ser en la existencia a lo largo, en el proceso de un poema »¹⁶. Pour Gangotena, l'existence

¹⁵ *Ibid.*, p. 105.

¹⁶ *Ibid.*, p. 243.

a lieu « en un conjunto espacio-tiempo, en una presencia física »¹⁷. Ce monde est concret, et le corps, sa concrétion la plus matérielle et vive.

Cette exégèse multiple des clés poétiques de « Perenne Luz » s'inscrit dans le cadre des premières décennies du 20^e siècle, moment où la théorie de la relativité provoqua d'intenses convergences entre science, philosophie et poésie. Cette nouvelle approche de l'univers proposée par la pensée conduisit bien des écrivains à repenser les fondements de leurs œuvres littéraires et philosophiques. La théorie de la relativité était « mathématique dans sa forme et physique dans son contenu, mais philosophique dans son essence »¹⁸.

La pensée se trouvait dès lors confrontée à des conceptions plus concrètes. L'innovation dans la science menait la philosophie à reconsidérer la problématique du temps, l'impossibilité de l'absolu, et à poser de nouvelles questions d'ordre ontologique. Face à l'impossibilité de penser désormais en fonction d'un seul système, d'un seul ensemble de règles, les esprits préoccupés par le présent devaient affronter une totale remise en question de la réalité ; « de manière définitive disparaît l'opportune image de l'existence de normes fixes, naturelles, qui doivent régir la connaissance et le comportement humain : tout à coup, le monde semble moins cohérent, moins rémissible à des critères de simplicité »¹⁹.

Le climat de « découvertes » n'a pas touché Gangotena uniquement dans ses études géologiques, mais aussi et surtout dans ses recherches poétiques et ontologiques. Le monde sentait le tremblement causé par la science, ce qui a affecté les arts et la culture à des degrés divers ; Gangotena absorba ce changement de paradigme avec intensité.

L'œuvre d'Alfredo Gangotena s'est développée parallèlement aux avant-gardes, sans jamais appartenir à aucun mouvement. Mais il fut contemporain des surréalistes dont certains, comme lui, suivirent le développement des sciences de très près. Ainsi, et à cause de la profondeur avec laquelle ils établissent des rapports avec la science, Salvador Dalí apparaît comme un artiste qui montre une grande affinité avec Alfredo Gangotena :

Ainsi, à l'abri de la nouvelle physique einsteinienne, Dalí présentait, dans son premier livre, publié en 1930 sous le nom *La femme visible*, une « nouvelle géométrie de la pensée poétique », à travers laquelle il proposait

¹⁷ *Ibid.*, p. 245.

¹⁸ Simon GORDIN, *Psychology of Time*, Bingley, UK Emerald, 2008, p. 518.

¹⁹ Remo BODEI, Giovanni JERVIS, *La cultura del novecientos*, México, Siglo Veintiuno, 1985, p. 27.

dans la poésie une révision identique à celle qu'Einstein avait fait dans le domaine de la physique.²⁰

Dalí affirmait dans les années soixante : « chaque peintre peint la cosmogonie de lui-même »²¹. Gangotena, quant à lui, essayait de comprendre son existence matérielle et la place de l'être dans le devenir cosmogonique de l'Univers. Tant le peintre catalan que le poète équatorien trouvèrent, posées dans le développement du nouveau champ scientifique, des questions similaires à celles soulevées par la philosophie et l'art contemporains.

La variabilité des paramètres de la constante universelle de la lumière a été une préoccupation majeure de Gangotena, qui en a fait la question centrale de son « *Hermenéutica de Perenne Luz* ». La mesure est approximation et mouvement. Elle est calculée par des notions d'espace et de temps face auxquelles s'impose la lumière, source des formes qui composent le monde : « [La lumière] la première expérience physique. Et la physique conduit à l'idée de la mesure. Mais toute action est d'origine humaine, est en fait l'objet du mouvement. Mesurer est comparer, et comparer est passer d'un espace à un autre, se déplacer »²². Dans ce cas, il y a mouvement ; la mesure devient ce qui définit et nomme le temps et l'espace, donc, la réalité. La durée de la nuit, le volume du corps, la vitesse du sang, le parcours d'une blessure, sont tous mesures. Dans l'expérience poétique de Gangotena, nommer c'est mesurer les formes du monde.

Comment établir un rapport entre un principe scientifique concret, comme le principe de la relativité d'Einstein, et la poésie existentielle de Gangotena ? Le poète suivit l'œuvre d'Einstein durant vingt ans, comme le montrent ses fragments de l'« *Hermenéutica* ». Accepter, dans le cadre de sa réflexion sur l'existence, la chute des vérités absolues soutenues auparavant sur la base des principes de la science classique signifiait accepter l'impossibilité de connaître la réalité d'une manière certaine. Si la lumière est la seule chose constante dans l'Univers, tout ce que le sujet peut connaître sont donc les formes que la lumière illumine.

Le sujet gangoténéen parcourt le monde en solitaire, à peine guidé par les formes que la lumière lui permet de reconnaître : « En soledad tal que las cosas acuden a mí, únicamente fundadas en su visibilidad, de manera que

²⁰ Vincent SANTAMARIA DE MINGO, « Dalí y la ciencia », *Aula de Psicoanálisis*, article en ligne <<http://217.126.81.33:501>>.

²¹ Voir Mónica LOPEZ FERRADO, « La obsesión de Salvador Dalí por la ciencia », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. 13 (suplemento), p. 126.

²² Alfredo GANGOTENA, *Poesía...*, *op. cit.*, p. 244.

extáticamente me acomodo a su presencia »²³. Les formes qui apparaissent sur les surfaces du monde construisent un sens : « Y nuestra primera experiencia física nos la darán las sensaciones »²⁴. Comment concevoir des certitudes à partir des sensations et des formes incomplètes du monde que la lumière nous permet de voir ?

Ce monde créé sur la seule certitude de la lumière, où le seul espace à habiter se compose de surfaces de lumière et d'ombre, est la seule possibilité de comprendre l'expérience humaine. L'univers poétique de Gangotena assume la relativisation des dimensions qui débouchent, précisément, sur cette expérience. Il n'y a pas que mesure, approximation et surfaces partiellement révélées. La « Perenne Luz » est aussi la persistance de l'ombre et présente une autre dimension de l'acrobatie. La lumière illumine les géodésiques et les méridiens pendant qu'elle relègue d'autres zones dans l'ombre, défiant le précaire équilibre du poète dans le monde.

Gangotena n'a pas participé au mouvement du réalisme social ni à celui de l'indigénisme, ni même à l'avant-garde. Il n'a pas rédigé ni signé aucun manifeste. Mais il avait une conscience très nette de la façon dont la science, la philosophie et la littérature avaient, ensemble, transformé les approches du sujet contemporain. Cette pensée, nourrie par la poésie française, l'expérience parisienne, la possibilité de participer au dialogue scientifique et philosophique du temps, a aidé le poète à développer ses propres perspectives sur le monde, loin de toute idée d'expérience nationale.

Cette œuvre doit être pensée en fonction de données bien plus vastes que celles sur lesquelles s'appuie une littérature nationale. La poésie d'Alfredo Gangotena défie l'idée de nation pour montrer que la littérature habite un espace transnational, peut-être régional ou biculturel, mais jamais limité par des idéologies contingentes.

Cristina Burneo
Universidad San Francisco de Quito
Colegio de Artes Liberales

²³ *Ibid.*, p. 245.

²⁴ *Idem.*

L'héritage des auteurs français dans l'œuvre de César Dávila Andrade

S'INTERROGER SUR L'HÉRITAGE FRANÇAIS dans l'œuvre de César Dávila Andrade invite à considérer non seulement l'influence culturelle sur le monde des lettres de l'Équateur du XX^e siècle, mais aussi la question du genre et de l'appartenance de l'auteur à un courant littéraire, ce qui n'est pas sans poser problème, puisque la critique, jusqu'ici, peine à définir le travail de cet écrivain. Tour à tour qualifié de « *vanguardista* »¹, « *post vanguardista* »², inscrit pour certains dans la « Generación de la transición »³, il apparaît d'emblée que l'incertitude autour de l'auteur et de son œuvre révèle non seulement la difficulté à l'appréhender, mais également à comprendre et à retrouver la diversité de ses influences. Pourtant, dans divers essais et en particulier celui rédigé en 1961, intitulé *Magia, yoga y poesía*, Dávila Andrade définit son projet d'écriture et mène sa réflexion à partir d'expériences littéraires qu'il cite et analyse, en particulier autour d'un certain nombre de poètes français. Il s'agit, pour l'auteur, d'atteindre en quelque sorte l'essence de l'art, de retrouver, tel Prométhée, la magie, la liberté créatrice, afin de parvenir à une connaissance poétique supérieure, en explorant son être intérieur pour retrouver l'union décrite par les préceptes yoguistes. À travers cet essai, on perçoit clairement chez Dávila Andrade la quête de sens et la recherche de nouvelles voies d'écriture dans le sillage des « poètes maudits » français et de leurs successeurs.

¹ Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *César Dávila Andrade, combate poético y suicidio*, Cuenca, Universidad de Cuenca, 1998, p. 16.

² Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *op. cit.*, p. 17.

³ Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1993, p. 39. Repris également par Cristóbal ZAPATA, « Una escritura en tránsito : apuntes sobre la narrativa de los 50 », *Kipus*, n°21, 1^{er} semestre 2007, p. 56.

En partant du célèbre « dérèglement des sens » rimbaldien, l'auteur interroge la démarche et tire les leçons des tentatives menées d'unir l'être et l'écriture, pour ensuite préciser ses propres orientations dans la poursuite de « la íntima [...] actitud de artifice del poeta »⁴, que l'on retrouve dans l'ensemble de son œuvre. L'attrait pour les poètes français donne ainsi lieu à un travail d'appropriation et de réélaboration, notamment au niveau du langage et de l'image, pour créer une écriture dynamique capable de retranscrire les cheminements et les explorations de l'auteur.

L'attrait de César Dávila Andrade pour les poètes français

Jorge Dávila Vázquez retrace, dans l'un de ses essais, les héritages équatoriens de l'auteur⁵ et note l'influence sur les auteurs modernistes équatoriens de « los poetas malditos franceses – no siempre, Verlaine o Rimbaud, directamente, sino sus seguidores de menor importancia, en la postura existencial desesperanzada, pesimista y autodestructiva »⁶. Cristóbal Zapata, pour sa part, met en évidence l'importance de l'écriture automatique, de la sensibilité à l'égard de l'art nouveau, et du symbolisme littéraire et pictural français chez Pablo Palacio et Humberto Salvador⁷. Enrique Ojeda relève, lui aussi, l'influence française des symbolistes dans la naissance du modernisme en Équateur, bien qu'éphémère, et souligne l'attraction d'Alfredo Gangotena envers Lautréamont⁸. César Dávila Andrade connaît les auteurs qui ont marqué ses prédécesseurs, voire ses contemporains, et il les cite abondamment dans *Magia, Yoga y poesía*, mais aussi dans d'autres essais⁹. Il relève notamment le rôle des poètes français dans la recherche de nouvelles voies d'écriture :

En lo concerniente a las áreas de la poesía mágica, o de la magia en poesía, es curioso observar que es Europa, y Francia particularmente, la logia geográfica de este movimiento intencional hacia lo preconscious. De allá

⁴ César DÁVILA ANDRADE, *Magia, yoga y poesía*, in Jorge Dávila Vázquez, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, op. cit., p. 226.

⁵ Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *César Dávila Andrade, combate poético y suicidio*, op. cit., p. 15-34.

⁶ *Ibid.*, p. 15.

⁷ Cristóbal ZAPATA, « Una escritura en tránsito : apuntes sobre la narrativa de los 50 », op. cit., p. 58-60.

⁸ Enrique OJEDA, « Les années fastes : de 1920 à 1960 », traduction de Claude LARA, *Magazine Nuit Blanche*, février 2004, p. 12-17.

⁹ *Evocación de Omar Khayyam, Evocación de Gandhi, Visión interior de una gran poesía*, in Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, p. 205-213 et p. 242-245.

partió la « buena nueva de la condenación » que decía Bloy. En ella se organizaron los extravíos estetizantes polarizados por esta búsqueda hacia abajo, entre los que se puede incluir tanto la llamada escritura automática, como las elaboraciones mediúmnicas del surrealismo.¹⁰

S'il inclut le travail des surréalistes et les expériences menées par André Breton et Robert Desnos décrites dans le *Manifeste*¹¹ et dans *Les Pas perdus*¹², Dávila Andrade ouvre la réflexion en citant plusieurs extraits des « Lettres du voyant » pour mettre en avant non seulement le caractère visionnaire du poète, mais aussi l'indispensable connaissance de soi, en passant par le célèbre « *dérèglement de tous les sens* »¹³. L'objectif est d'explorer de nouveaux territoires littéraires, de rompre avec la tradition poétique, comme le souligne César Eduardo Carrión dans l'épilogue du recueil *César Dávila Andrade, obra poética* : « La poesía hermética de Dávila [...] [e]stá dislocada históricamente, respecto de la tradición poética ecuatoriana y respecto de los afanes de la crítica de crear una tradición literaria nacional »¹⁴. Explorer de nouveaux territoires littéraires, c'est-à-dire accéder à l'inconnu, à l'instar de Rimbaud, non sans en avoir analysé les dangers :

Lo que pretendía el autor de *Las iluminaciones* era forzar las puertas del conocimiento superior con armas tenebrosas. Su obsesión por la evidencia y el conocimiento mágico le condujeron a la tragedia, a la desesperación y a la fuga. [...]

Pero, este apetito desenfrenado de conocer y poseer aquello que es más allá de los límites del conocimiento poético, por medios turbios e irregulares, sigue conduciendo al desequilibrio a muchas almas singulares.¹⁵

Si l'absinthe et le haschich ouvrent de nouveaux horizons d'écriture, la folie et l'égarément représentent une menace sérieuse pour le poète ou l'écrivain. Dávila Andrade prône par conséquent une voie plus authentique afin de se réappropriier son être en le conciliant avec la littérature.

¹⁰ César DÁVILA ANDRADE, *Magia, yoga y poesía, op. cit.*, p. 228.

¹¹ André BRETON, *Manifestes du surréalisme*, Paris, Gallimard, 1996 (1962), p. 29.

¹² André BRETON, *Les Pas perdus*, Paris, Gallimard, 1997 (1924), p. 116-124.

¹³ « Le Poète se fait *voyant* par un long, immense et raisonné *dérèglement de tous les sens* [...]. Car il arrive à l'inconnu ! », Arthur RIMBAUD, *Rimbaud Cros Corbière Lautréamont, œuvres poétiques complètes*, Paris, Robert Laffont, 1980 (1871), p. 186.

¹⁴ César EDUARDO CARRIÓN, « La *palabra perdida* de César Dávila Andrade », in César DÁVILA ANDRADE, *César Dávila Andrade, obra poética*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana Benjamín Carrión, 2007, p. 348.

¹⁵ César DÁVILA ANDRADE, *Magia, yoga y poesía, op. cit.*, p. 228.

Contemporáneamente, esclarecidas personalidades de la literatura occidental, han sentido la aguda incitación de una vía nueva para la realización del ser a través de la poesía como experiencia del conocimiento.

Con significativa simultaneidad en la labor, ha sido expresado su anhelo. Sobre los hombres más representativos y cultos del mundo literario de nuestros días, ha pasado el soplo milenario del más excelso Yoga de la India [...].¹⁶

Cette influence hindouiste a marqué certains auteurs français que Dávila Andrade commente :

Romain Rolland penetró en los antiquísimos monasterios hindúes de Yoga, y encontró la presencia luminosa de Ramakrishna y de Vivekananda ; departió con los discípulos actuales de estos « mahatmas », y escribió sus biografías, en las que consignó, en capítulos reveladores, los pasos de la ascesis psico-fisiológica de la iluminación.¹⁷

Romain Rolland, qu'il cite par ailleurs dans l'une de ses évocations en hommage à Gandhi¹⁸, a donc ouvert une voie vers la Parole upanisadique¹⁹ et vers la notion d'intention intérieure du poète. Mais c'est Henri Michaux, par la suite, qui retient l'attention de l'Équatorien :

Michaux, nos da una muestra – si bien, muy imprecisa y desorientada aún – de una fórmula yogui, en el siguiente poema titulado « Magia » [...].

Aunque este poema constituye un alarde de fantasía, subyace en el poeta, en medio de su fracaso, una voluntad de internación en la esencia del objeto, propia de cierto procedimiento de identificación yoguístico, cuyas características podemos reconocer en el [...] Aforismo de Patanjali [...].²⁰

Par la métamorphose et par la mise à l'épreuve de son corps et de son esprit, le poète parvient à l'exploration de lui-même. Bien que Dávila Andrade voie dans l'expérience de Michaux un échec, il n'en souligne pas moins l'intérêt et la beauté parfois atteinte, étant donnée la difficulté de l'entreprise. Les dernières lignes de *Magia, Yoga, poesía* sont de ce point de vue emblématiques :

¹⁶ *Ibid.*, p. 229.

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ *Ibid.*, p. 208-213.

¹⁹ « Parole védique, Parole upanisadique, elle est le guide pour la vie “mondaine” comme pour la vie hors du monde [...]. Elle est l'expression du Purusa qui se tourne vers la manifestation cosmique », Madeleine BIAUDEAU, *L'hindouisme, Anthropologie d'une civilisation*, Paris, Flammarion, 1995, p. 205.

²⁰ César DÁVILA ANDRADE, *Magia, yoga y poesía*, *op. cit.*, p. 230.

Debemos únicamente reconocer que el movimiento de auto-conciencia en poesía está en pleno desenvolvimiento, y que todo lo que se consiga en este sentido será para esclarecimiento de la visión de los auténticos investigadores, y no es difícil que sus mismas obras reciban el toque de un sortilegio hoy apenas discernible.²¹

Par l'exploration de sa propre conscience, il s'agit d'approcher une parole poétique universelle, hors de toute dimension spatiale et temporelle, d'aller au-delà des expériences pressenties mais inabouties des poètes occidentaux et en particulier français. Dávila Andrade va donc s'engager sur la voie de cette parole, en portant une attention particulière au langage et au pouvoir de l'image, à partir d'une réflexion initiée par les « poètes maudits » d'une part, et par les surréalistes d'autre part.

Travail de réélaboration sur l'image et le langage

Dans sa perspective d'exploration et de recherche de nouvelles voies d'écriture, César Dávila Andrade place l'image au premier plan, en partant de la définition de Pierre Réverdy : « La imagen es una creación pura del espíritu. No puede nacer de una comparación sino que es el resultado de la aproximación o conciliación de dos realidades alejadas entre sí... cuyas relaciones sólo el espíritu ha aprehendido »²². Contestée par les surréalistes, et en particulier par André Breton qui la qualifie d'« esthétique toute *a posteriori* »²³, cette définition implique une liberté de l'esprit qui séduit l'Équatorien :

Esta aprehensión de dos realidades o dos sustancias por parte del espíritu, establece el nudo germinal de la imagen con sus formidables consecuencias, pues coexisten en él los elementos antagónicos que se encuentran en todos los puntos de la eterna y circular batalla del universo.²⁴

Union des antagonistes, union préalable, l'image conçue dans sa spécificité poétique a ce pouvoir, d'après Dávila Andrade, d'approcher la magie :

Si consideramos que nuestro vocablo « imagen », nos viene de la « imago » latina, habremos descubierto la vía filológica de un nuevo esclarecimiento,

²¹ *Ibid.*, p. 231.

²² *Ibid.*, p. 225.

²³ André BRETON, *Manifestes du surréalisme*, *op. cit.*, p. 31.

²⁴ César DÁVILA ANDRADE, *Magia, yoga y poesía*, *op. cit.*, p. 225.

porque sabremos al mismo tiempo que la « imago » es la obra del « mago », del operador de magia, en su campo natural, la imaginación.²⁵

En rupture avec les schémas traditionnels, et en particulier avec les métaphores, l'auteur accorde toute son importance à l'imaginaire afin de créer des images visionnaires et oniriques. Il s'appuie, dans cette perspective, sur l'exemple de Baudelaire : « Baudelaire preconizó con la lucidez que le era característica : “ Es menester querer soñar y saber soñar. Evocación de la inspiración. Arte mágico” »²⁶. Si les auteurs français l'influencent, César Dávila Andrade n'est toutefois le successeur d'aucun de ces poètes ; il analyse en effet leurs expériences littéraires pour se forger sa propre poétique.

En s'appuyant sur un extrait de « Adieu » d'*Une saison en enfer*, Dávila Andrade rappelle combien la voie tracée par Arthur Rimbaud sert de base à sa poétique : « sería falso el temor de usar las preciosas cristalizaciones subterráneas en la cinceradura de un cáliz, siempre que su distribución no corrompa la forma típica, ni desvirtúe la función esencial del orfebre »²⁷. Le poète cherche lui-aussi à fabriquer de l'or poétique avec le langage, à exprimer l'inexprimable, le mystère, mais aussi le silence, qu'il évoque notamment dans un essai consacré à Jorge Enrique Adoum et qu'il associe à la création du monde : « la elaboración de aquel silencio creador, o sea, el reconocimiento de las voces genésicas de la tierra, del tiempo como ritmo »²⁸. L'écriture est un voyage, et c'est dans ces termes qu'il adresse son hommage à Jorge Carrera Andrade :

Usted ha vadeado los insomnes océanos, con un niño de poesía sobre el hombro [...]. Y, en su viaje, ha descubierto Usted una fauna angélica y una flora con ejemplares de deliciosa poesía terrena. Ha visto Usted el gorrión que tiene la lengua dibujada en el maíz ; el caracol en su armazón de tímpano calizo [...].²⁹

Les images rappellent « Le bateau ivre »³⁰ ou *Une saison en enfer*, mais en intégrant une dimension temporelle supplémentaire. Le langage ici explore le cours du temps pour rejoindre le mythe, non pas dans une démarche

²⁵ *Idem.*

²⁶ *Ibid.*, p. 227.

²⁷ *Ibid.*, p. 228.

²⁸ César DÁVILA ANDRADE, *Ecuador Amargo de Jorge Enrique Adoum*, in Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, op. cit., p. 231.

²⁹ César DÁVILA ANDRADE, *Teoría del titan contemplativo, ensayo sobre la poesía de Jorge Carrera Andrade*, in Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, op. cit., p. 219.

³⁰ Arthur RIMBAUD, op. cit., p. 63-66.

identitaire, mais plutôt dans une perspective expérimentale du verbe ; il s'agit véritablement de retrouver la parole originelle, libérée des constructions poétiques traditionnelles. C'est pourquoi la métrique est bousculée, comme l'a montré si justement Jorge Dávila Vázquez : « sentimos su actitud iconoclasta, al romper con la tradición de la rima, la métrica, y todo el conjunto de convenciones que imperaba en la lírica cuencana de entonces »³¹. Par le rejet de toute forme métrique, de tout schéma littéraire traditionnel, Dávila Andrade cherche aussi symboliquement à sortir de l'enfermement de la condition humaine. Il tente de fixer, d'une part, l'éphémère dans l'éternité de l'écriture, comme l'a fait Omar Khayyam : « Cantó las rosas, el amor y el vino, con la voz ardiente y embriagada del profeta que denuncia la brevedad del tiempo limitador del goce »³². D'autre part, il tente d'exprimer la parole de son esprit libéré des contraintes de ce monde, à l'instar d'Ernesto Cardenal :

[...] sintió deseos del canto y escribió conducido de la mano por la espontaneidad aposentada en su corazón, en sus vísceras, en sus tendones. Esta espontaneidad casi aérea, sin compromiso con nada, y que es como la exigencia primordial del espíritu que empieza a mirarse a sí mismo en sus vestiduras, produce casi siempre poetas apasionados en el Zen ; son los nuevos locos del espíritu, pero saben pisar la tierra con naturalidad inolvidable. Sus poemas de esta época son como documentos de la vida inmediata y, sin embargo, sus verdaderas raíces se alimentan en el espacio.³³

Le langage poétique doit être évanescent et léger, capable de parcourir et d'exprimer les espaces infinis du monde et de l'être, tout en faisant résonner sa musicalité, car il est avant tout un chant. Dávila Andrade récuse une mimésis poétique et met en avant une épiphanie du texte, qui apportera un dévoilement, une révélation lumineuse. De cette écriture, il faudra retenir ses deux axes fondamentaux, l'espace et le temps.

Une écriture en mouvement

Dávila Andrade apparaît comme un nouvel Orphée : le chant et le mouvement sont la clé de son écriture, placée sous le signe de la liberté créatrice. L'ensemble de son projet semble inscrit dans la dynamique de la mobilité et de l'avancée, avec pour principe l'expérience toujours renouvelée

³¹ Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *César Dávila Andrade, combate poético y suicidio*, op. cit., p. 17.

³² César DÁVILA ANDRADE, *Evocación de Omar Khayyam*, in Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, op. cit., p. 206.

³³ César DÁVILA ANDRADE, *Ernesto Cardenal : Gethsemani, Ky*, in Jorge DÁVILA VÁZQUEZ, *Poesía, Narrativa, Ensayo*, op. cit., p. 237.

des limites. Dans la lignée de Rimbaud, Breton ou Michaux, le voyage et l'exploration permettent de connaître non seulement le monde mais aussi soi-même, d'affronter son destin. Breton, à cet égard, écrit dans le premier *Manifeste* :

Il faut prendre beaucoup sur soi pour s'établir dans ces régions reculées où tout a d'abord l'air de se passer si mal, à plus forte raison pour vouloir y conduire quelqu'un. [...] Toujours est-il qu'une flèche indique maintenant la direction de ces pays et que l'atteinte du but véritable ne dépend plus que de l'endurance du voyageur.³⁴

Le premier mouvement consiste donc à aller vers cette autre partie du moi, ce « Je [qui] est un Autre »³⁵. À ce titre, les vers extraits de « Carta de la ternura distante » illustrent à la fois l'inconnu et l'intérêt de la démarche :

¡Qué extraño es todo lo que me rodea!
Volveré algún día³⁶

Il s'agit ensuite d'impulser le mouvement vers l'autre – « Canción a Teresita »³⁷ esquisse déjà, dès les premiers poèmes, les contours et les limites de l'être, ici mort – puis vers le monde. Le recueil *Espacio me has vencido* s'ouvre sur la difficulté de cette exploration³⁸ et met en relief l'étendue du domaine à parcourir, tandis que la voix poétique cherche à réfléchir sur la progression de la quête de soi :

Llego desde muy lejos, con cadenas y cantos,
con lligas adquiridas en ciudades extrañas,
sobre vivos panales de encendida acechanza.³⁹

Le chemin semble infini et ardu, mais il faut continuer en dépit de la souffrance et de la difficulté, d'autant que ce perpétuel état d'exil est nécessaire au poète :

La conciencia del destierro
es mi único País.⁴⁰

34 André BRETON, *Manifestes du surréalisme*, op. cit., p. 29.

35 Arthur RIMBAUD, op. cit., p. 184.

36 César DÁVILA ANDRADE, *César Dávila Andrade, obra poética*, op. cit., p. 52.

37 « Lo mínimo del límite, lo que aún no hace línea, / eres tú, Teresita, castidad del espectro » (vers 34-35), César DÁVILA ANDRADE, *César Dávila Andrade, obra poética*, op. cit., p. 34.

38 « Espacio, me has vencido. Ya sufro tu distancia », *Ibid.*, p. 47.

39 *Ibid.*, p. 75.

Avancer, donc, pour être dans un ailleurs, sur un territoire vierge où naîtra le chant du poète. Schématiquement, cette progression peut se traduire sur un axe horizontal, infini, mais au même moment, à chaque point d'arrêt, l'auteur effectue une descente vers les profondeurs de son être et du monde pour s'élever, par la suite, vers le cosmos.

Longuement évoqué et décrit dans l'œuvre poétique, ce double mouvement est également retracé dans la narration, où l'on plonge dans l'âme des personnages, grâce au ton introspectif. *Un Centinela ve aparecer la vida* semble l'illustrer tout particulièrement ; le narrateur qui voyage en train observe par la fenêtre les sommets qui l'entourent – « Conforme avanzaba el convoy, subían y bajaban los dombos de las montañas »⁴¹. Alors que la tension croît au fil de l'ascension et que plane un pressentiment mortifère, le narrateur boit quelques gorgées d'eau-de-vie avant de constater les changements opérés en lui : « Me aligeraba en una nueva noción de mi mismo. Una alegría infinita y suelta movíase fuera de nosotros, sin necesitar de nuestros órganos »⁴². Arrivés au point culminant, plongés entre l'obscurité et la lumière du passage de la gorge de Guamanchaca, le narrateur commente alors la fin du monde, guidé par l'Indien qui annonce les phénomènes à venir :

La inmensidad nos volvía insignificantes a todos por igual. [...]

Antes de que pudiéramos comprender nuestra situación el mugido sonó otra vez y nuestras facultades quedaron separadas entre sí. Una beatitud primitiva, sin sentido moral, nos invadió por un momento. Entonces sentimos la ruptura de la cuerda que atravesaba el planeta. Y paralizados de terror oímos ascender la ola cósmica como la carrera desesperada de una infinita manada de piedras. [...]

Todo lo que me había nutrido era pasta del abismo. No existía ya ni siquiera la posibilidad de los antiguos vicios. La virginidad del nuevo mundo aterraba mi sangre debilitada por los excesos del mundo desaparecido.⁴³

Il s'agit moins ici d'une description que d'une vision de l'apocalypse, donnée par le narrateur. Cristóbal Zapata⁴⁴ rappelle que la vision, qui appartient au domaine de la poésie, permet l'économie narrative et expressive

⁴⁰ « Los desmandamientos », *Ibid.*, p. 257.

⁴¹ César DÁVILA ANDRADE, *Cabeza de gallo y otros cuentos*, Quito, Losada, 2004, p. 84.

⁴² *Ibid.*, p. 87.

⁴³ *Ibid.*, p. 90-95.

⁴⁴ Cristóbal ZAPATA, « Una escritura en tránsito : apuntes sobre la narrativa de los 50 », *op. cit.*, p. 63.

pour ne conserver que les éléments symboliques à partir desquels peut se reconstruire la vie des personnages. Aussi, après l'apocalypse, le narrateur se réveille et prend son fusil. Il est toujours dans le wagon, et la scène n'est pas sans rappeler *Les caves du Vatican* d'André Gide⁴⁵ : « Escuché, entonces, en el más profundo silencio interior una voz que me decía : “Tus guías desaparecieron. ¡Centinela, elige tú sólo!” »⁴⁶. La fameuse question du choix et du libre-arbitre est posée, mais elle concerne le devenir de l'individu lui-même ; à lui de décider s'il continue de vivre ou non. *Un centinela ve aparecer la vida* est un récit où l'horizontalité et la verticalité structurent la narration, afin d'inscrire le personnage dans un voyage initiatique en quête de fusion avec l'univers. D'une manière plus générale, les axes horizontaux et verticaux caractérisent l'œuvre de Dávila Andrade, structurant un domaine littéraire en extension, tandis que son auteur part en quête de lui-même à travers l'acte d'écrire.

Si elle n'est bien évidemment que partielle, l'influence littéraire française est certaine dans l'œuvre de César Dávila Andrade. Le poète doit être un visionnaire, à l'instar de Rimbaud, et inscrire son parcours lyrique selon une logique de liberté créatrice, dans un lieu toujours nouveau. Les images poétiques sont réélaborées de manière personnelle, de même que le langage suit un traitement propre. L'auteur persévère dans son désir d'innover, d'être là où personne n'a encore été, et d'être surtout lui-même. Sa volonté de dépasser les modèles, comme Rimbaud ou Michaux, qui ne sont pas parvenus à leurs fins, le conduit à la plus grande excentricité, celle qui fait de ses écrits une œuvre unique en son genre.

Caroline BERGE
Université Paris Ouest Nanterre – La Défense, CRIIA – EA 369

⁴⁵ André GIDE, *Les caves du Vatican*, Paris, Gallimard, 1973 (1914).

⁴⁶ César DÁVILA ANDRADE, *Cabeza de gallo y otros cuentos*, *op. cit.*, p. 97.

Doctor Kronz versus Docteur Rieux :
deux figures de l'exil dans un contexte de peste et de choléra.
Étude comparative de La Peste (1947) d'Albert Camus et de
El Viajero de Praga (1996) de Javier Vásconez

CETTE ÉTUDE COMPARATIVE entre *La peste* de Camus et *El viajero de Praga*¹, de Javier Vásconez a pour seul but de témoigner d'une rencontre entre les univers littéraires des deux écrivains. Le romancier équatorien l'écrit lui-même volontiers :

Escribir *El viajero de Praga* fue una manera de entablar un diálogo, legítimo y sin complejos, con autores como Cervantes, Kafka, Camus y Onetti a quienes he rendido velada o abiertamente un homenaje de admiración.[...]. En más de una ocasión me valí de un espejo a fin de reproducir y distorsionar con mi escritura algunas novelas que siempre he admirado.²

L'hommage qu'il rend à Kafka et Onetti a déjà été largement commenté par les critiques³ ; c'est pourquoi nous nous sommes intéressée à un autre aspect du roman de Vásconez : le roman se déroule en partie sur fond de choléra à Quito, tout comme le récit de Camus s'organise autour d'une épidémie de peste à Oran. Les protagonistes sont des médecins, chacun en situation d'exil à leur manière, et leur action dans un moment d'état d'urgence est porteuse

¹ Les éditions utilisées sont les suivantes : Albert Camus, *La peste*, Paris, Gallimard, 2010, 279 pages ; Javier Vásconez, *El viajero de Praga*, Quito, Alfaguara, 2010, 324 pages. Abréviation utilisée : VP.

² Javier Vásconez, « Divagaciones acerca de una línea imaginaria », in *El exilio interminable. Vásconez ante la crítica*, Quito, Paradiso Editores, 2002, p. 198.

³ Josef Kronz peut être une allusion à Josef K, personnage du *Procès* de Kafka, tout comme le patronyme de Franz Lowell, l'alter-ego de Kronz, évoque celui de Franz Kafka, dont la mère s'appelait Löwy.

d'un sens pour eux-mêmes et pour la communauté. Cette similitude dans la trame des deux fictions nous amène à nous interroger sur les processus de réélaboration et de transposition, à cinquante ans d'intervalle et dans des espaces géographiques fort différents ; si la peste est une allégorie de la guerre, et si le héros de Camus est l'incarnation de la révolte, qu'en est-il du choléra en Équateur, et quel sens donner aux choix du médecin voyageur qui affronte cette épidémie ravageuse ? Nous étudierons d'abord le statut de médecin dans les deux œuvres, puis la situation, imposée par l'épidémie, d'état de siège, intimement liée à la notion d'exil dans l'un et l'autre cas. Enfin, et pour en revenir à l'écriture proprement dite, ajoutons que le statut du narrateur n'est pas étranger à un même processus de réflexion sur la condition humaine.

Le statut de médecin : Rieux et Kronz, entre l'absurde et la révolte

Portraits

Dans le roman de Camus, le docteur Rieux est confronté à une terrible épidémie de peste à Oran. Les choix professionnels et personnels du médecin dessinent une figure de l'homme révolté face à une injustice qui est interprétée soit comme un fléau de Dieu, soit comme une barbarie orchestrée par les hommes : la peste peut être lue comme une allégorie de la guerre et du fascisme. Le moment d'écriture du roman est déterminant : Camus l'élabore entre 1942 et 1946, en pleine occupation allemande. La portée politique du roman est inconditionnellement liée à la réflexion sur la condition humaine. C'est pourquoi le docteur Rieux est d'abord caractérisé par une dignité humaine et une probité qui consistent à tenter quelque chose contre le mal ; il constate l'impuissance de l'homme face au mal sous toutes ses formes. Rieux est un médecin intègre professionnellement et respectueux de la loi des hommes pour tous. Il croit en l'action de l'homme, contrairement à Tarrou, un autre personnage du roman, qui assume l'absurde de la condition humaine. Rieux est aussi le porte-parole de la vision morale défendue par Camus : le seul véritable pouvoir du médecin consiste à tâcher de lutter contre la maladie. Nous ne citerons qu'un passage du roman pour illustrer l'engagement total du médecin, son humanisme mais aussi son désarroi lorsqu'il prend conscience de l'ampleur du fléau : dès le cinquième chapitre, il médite sur les ravages causés par d'autres pestes mémorables dans l'histoire, et évoque la possibilité que ce mal puisse « tuer la paix » de la belle journée qui commence ; il prend la décision qui marque son engagement au service d'une humanité qu'il va défendre jusqu'au bout :

On pouvait craindre...

Mais ce vertige ne tenait pas devant la raison. Il est vrai que le mot de

« peste » avait été prononcé [...]. Mais quoi, cela pouvait s'arrêter. Ce qu'il fallait faire, c'était reconnaître clairement ce qui devait être reconnu, chasser les ombres inutiles et prendre les mesures qui convenaient. [...] Là était la certitude, dans le travail de tous les jours. [...] L'essentiel était de bien faire son métier.⁴

Ce passage nous intéresse à bien des égards pour introduire le personnage de Kronz, entouré « d'ombres inutiles », ambivalent quant à son engagement professionnel et en proie également à un désarroi et à des doutes qui le détruisent et le construisent à la fois, le maintiennent dans un état de confusion permanent entre le désir d'action et l'inaction, entre l'indignation et le renoncement.

Ce médecin, pragois d'origine, quitte l'hôpital tchèque où il exerce pour se rendre à une conférence à Barcelone, s'y installe provisoirement en travaillant dans une animalerie, puis après l'échec de sa participation dans un trafic d'oiseaux exotiques, prend un billet pour Londres avant d'échouer en Équateur, ce pays imaginaire jamais nommé mais toujours évoqué en terme de confins oubliés⁵ ; il exerce d'abord dans un village des Andes, puis à Quito, ou en tous cas dans une ville andine baignée par une pluie récurrente, s'efforce de régulariser sa situation d'émigré, travaille momentanément dans un hôpital en pleine épidémie de choléra ; le récit s'achève, tout comme il a commencé, par l'évocation d'une parenthèse estivale et amoureuse dans un village des Andes.

Face à un Rieux dévoué, fidèle à ses choix même s'ils le plongent dans le doute et la souffrance, Kronz apparaît d'abord comme l'anti-médecin par excellence : grand buveur de vodka, gros fumeur, déprimé, solitaire, cynique et sans aucune foi en son pouvoir de praticien « ordinaire » ; à Prague, il évoque déjà ses doutes quant à sa capacité à soigner, et assume une étonnante duplicité :

Después de una penosa intervención, Kronz solicitó hablar con la enfermera. Le habló del miedo a la locura y la enfermedad. Al poco tiempo los otros médicos empezaron a hablar de él en voz baja. Kronz aprendió el poder de la simulación. A partir de ese día constató que un médico puede ser al mismo tiempo un actor y un enfermo, un imitador de voces y un impostor. [...] Así

⁴ Albert Camus, *op.cit.*, p. 44. Cette profession de foi est réitérée plus loin, lorsque Rambert demande à Rieux ce qu'est l'honnêteté : « Je ne sais pas ce qu'elle est en général. Mais dans mon cas, je sais qu'elle consiste à faire mon métier. » (*Ibidem*, p. 151).

⁵ « De todos los lugares, ¿por qué había elegido éste precisamente? Es posible que Kronz hubiera venido al país más apartado del mundo, incluso al más olvidado, creyendo que aquí iba a realizar una labor extraordinaria. [...] Es justo lo que andaba buscando, una línea imaginaria. » (Javier Váconez, VP, *op. cit.*, p. 75).

aprendió el poder de la simulación.[...] Cuando se dirigía a los enfermos se transformaba en un ser vacío, sin identidad, porque era otro y no él quien hablaba de manera tan persuasiva.⁶

Il incarne parfaitement la dualité d'un homme qui a réfléchi à la condition humaine : il est un médecin porteur d'un masque de cynisme et d'indifférence qui lui permet de protéger sa fragilité intime d'homme tourmenté par son passé, par sa solitude, par sa conscience de l'impuissance à soulager tant les maux des autres que sa propre désespérance. Il se voit lui-même comme profondément semblable à ses patients, fragiles et incurables. Sa conception du monde est d'emblée pessimiste ; pour lui, le monde est malade, lui-même est malade⁷.

Ses parades face à ce pessimisme ressenti sont l'exil et le mensonge ; au fur et à mesure des réflexions qu'il égraine, on comprend que son comportement schizophrénique n'est qu'une mise à distance de la souffrance, de la part d'un homme intelligent, excessivement lucide et sensible :

Kronz hubiera sido incapaz de dejar a alguien en la estacada, solo y sin protección. De modo que aceptó ir con el chofer, no guiado por un sentimiento de piedad sino por algo tan elemental como es la inercia profesional, pues no existe para un médico la posibilidad de eludir o de mostrarse indiferente con el sufrimiento.⁸

En tant qu'individu, il ballote d'un pays à l'autre son angoisse existentielle, ses doutes permanents sur le sens de la vie ; son statut de médecin lui permet au moins de ne pas être confronté au choix, au dilemme, jusqu'au moment où la gravité de la situation sanitaire induite par le choléra l'oblige à quitter son rôle de composition pour agir et combattre, ou renoncer et se retirer définitivement.

Le médecin « ordinaire » et le médecin en situation extraordinaire

Nous connaissons peu le comportement du docteur Rieux hors temps de crise, puisque le Mal sévit dès les premières pages de *La peste*. Pourtant, tout au long de sa chronique, il lui arrive de glisser quelques remarques qui éclairent la morale qui guide ses gestes et parlent de son expérience avant la

⁶ *Ibidem*, p. 143-144.

⁷ Vie et maladie sont intimement liées: « Para Kronz, en efecto, cada paciente era el elemento configurador de una vida, o lo que es lo mismo, de una enfermedad. » (*Ibidem*, p. 196).

⁸ *Ibidem*, p. 32.

peste : dans un dialogue avec Tarrou, il affirme par exemple que la misère et son métier lui ont appris ce que mourir signifiait et qu'il n'avait jamais réussi à s'habituer au spectacle de l'agonie d'un individu⁹. Rieux a conscience des limites de son pouvoir en tant que médecin, tout comme le docteur Kronz, à la seule différence que Rieux n'exprime ses doutes que dans le moment exceptionnel de crise auquel il est confronté. De par leur profession, les deux médecins se retrouvent inévitablement placés en première ligne, et avec le danger de la contagion de la peste et du choléra, leur métier cesse d'être un métier ordinaire : il investit les médecins d'un pouvoir véritable sur leurs semblables et les expose aussi plus que les autres à la mort. Rieux ne tombe cependant pas dans la tentation de devenir un homme extraordinaire, ni un saint. Au cœur de cette situation exceptionnelle, il exprime laconiquement son déchirement et ses contradictions, ainsi que ses doutes : « Je suis dans la nuit, et j'essaie d'y voir clair. Il y a longtemps que j'ai cessé de trouver ça original. »¹⁰ Il est également conscient que sa mission le condamne à une « interminable défaite »¹¹, à un perpétuel combat.

Le docteur Kronz fait aussi l'expérience de cette situation extraordinaire, mais avant cela, il nous livre, tout au long de son itinéraire, des réflexions qui montrent son évolution au fil des circonstances. Sa profession lui a permis, tout comme Rieux, de prendre conscience de la fragilité de la vie et de la misère de la condition humaine ; mais au lieu de soigner à tous prix et de soulager, comme son confrère, il est sans cesse partagé entre, d'une part, l'envie d'aider son prochain, d'accomplir des œuvres extraordinaires¹², et d'autre part le renoncement, le doute, la mise en retrait du monde pour se protéger ; sa conscience d'une faille intérieure, d'un déchirement entre l'être et le paraître, le tiraille entre l'action et l'inaction, entre le devoir de tout médecin et l'envie de sombrer dans le désespoir, et surtout entre la vérité qu'il entrevoit (le monde est malade) et les apparences (les médecins peuvent y remédier) :

Atribuía su ansiedad al hecho de que los pacientes le hacían actuar como un dios. Un hombre dotado de poder ilimitado, cuando él también sufría de gastritis, insomnio y empezaba a envejecer sin la sabiduría propia de un médico: como voy a curar, se decía, si soy un enfermo como ellos. Pensaba

⁹ Albert Camus, *op. cit.*, p. 121.

¹⁰ *Ibidem*, p. 119.

¹¹ *Ibidem*, p. 121.

¹² Voir note 5.

que la gente realmente sana no existía: eso era un concepto superado y libresco.¹³

Cette réflexion pessimiste sur la condition humaine est l'écho d'une constatation exprimée dès la première page : « Sí, el mundo está tan enfermo. La gente sana no existe, va siendo una rareza »¹⁴. Impuissant à soulager la détresse ordinaire, conscient de ses limites, il hésite en permanence entre la compassion et le renoncement :

Entre tanto seguía asistiendo al hospital y cumplía a cabalidad con la tarea de ayudar a los pacientes a creer en el futuro, con frases cargadas de cinismo y tolerancia, esquivando la mirada sin expresión de algunos de ellas en la penumbra de la sala. « Son la prueba tangible de nuestra limitación, son viejos y hediondos, pero no quieren morir [...] »¹⁵

Installé à Quito, il jouit d'une excellente réputation auprès de sa clientèle citadine : « [...] era conciliador y muy puntual, y además tenía un método infalible: los escuchaba a todos con expresión condescendiente. »¹⁶. Il fait semblant, c'est son masque affiché en société, mais ses réflexions intérieures révèlent aussi une fragilité et une clairvoyance qui humanisent le personnage.

La situation « d'état de siège »¹⁷ : la peste à Oran et le choléra en équateur

Le passage de l'absurde à la révolte

Si la vision de Kronz est dès le départ pessimiste, en désaccord avec le monde¹⁸ dans lequel il vit, il est intéressant d'analyser sa réaction en temps de crise, c'est-à-dire au cœur de l'épidémie, dans un contexte exceptionnel. Confronté aux ravages du choléra qui sévit dans la capitale, réquisitionné par le Ministère de la Santé, il va se révolter non pas contre l'injustice exercée par

¹³ Javier Váscquez, *op. cit.*, p. 195

¹⁴ *Ibidem*, p. 19.

¹⁵ *Ibidem*, p. 94.

¹⁶ *Ibidem*, p. 191

¹⁷ L'expression apparaît à la p. 65 dans une dépêche officielle reçue par Rieux ; elle est une formule calquée sur le style diplomatique officiel, par lequel un pays se déclare en « état de guerre ».

¹⁸ « El interés [...] radica en la fascinación que ejerce sobre nosotros este médico originario de Praga. [...] Pero, qué es lo que nos atrae de Kronz, personaje sin fe, abúlico, extraño del mundo, inteligente y con una voluntad perezosa; [...] su relación con el mundo nos fascina, su manera de estar en desacuerdo con el mundo ». (A. Moreano, « El viajero de Praga. La identidad de Kronz », in *El exilio interminable*, *op. cit.*, p. 151).

le mal, la maladie, mais contre l'absurdité d'un système et contre la bêtise humaine : celle des médecins imbus de leur savoir¹⁹, celle de l'administration sanitaire, les médias qui gèrent mal l'information, les conditions sanitaires déplorable et les trafics en tous genres à l'hôpital ; tout comme dans *La peste*, l'état de crise génère à Quito un corollaire de plaies²⁰ qui limitent l'efficacité des « hommes de bonne volonté ».

Au cœur de la crise, Kronz retrouve donc l'énergie de l'action dans le combat contre l'absurdité des comportements que la situation induit, et contre l'aberration des conditions dans lesquelles elle se développe ; face à l'urgence et pleinement conscient de la gravité de la situation sanitaire, il déploie une activité professionnelle qui contraste avec son habituel détachement et son mépris des patients ; il agit avec un « froid désespoir »²¹, et manifeste pour la première fois une inhabituelle solidarité avec les malades²² :

Sumergido en la rutina del hospital se había convertido en un borrador de sí mismo, impartía órdenes aquí y allá con la absoluta seguridad de que jamás se cumplirían. En el límite de la impotencia, con el pelo revuelto, Kronz siguió junto a ellos sin tomarse un minuto de descanso. Estaba seguro de que si se detenía a pensar en los sufrimientos de esa gente, en la infamia con que eran tratados, se hundiría en el abatimiento. De nada servía, desde luego, seguir lamentándose.²³

Tout comme pour le docteur Rieux qui prône l'action avant la réflexion²⁴, l'urgence et la gravité de la crise deviennent un facteur d'action pour Kronz, et l'action devient un moyen de révolte contre l'absurde que le

¹⁹ Le docteur Jordán en est l'illustration parfaite : « ¿Qué importancia tiene el cólera para el futuro de la humanidad frente al hecho de que una rana se vaya transformando en marsupial? » (Javier Vásquez, *op. cit.*, p. 205).

²⁰ Kronz est confronté à « la otra cara de la desgracia » (*Ibidem*, p. 213). Tout comme dans *La peste*, il est question de contrebande, de marché noir, de la volonté de certains de passer outre les lois, de l'incompétence et du silence des autorités (*Ibidem*, p. 248).

²¹ « El doctor examinó a los pacientes con una especie de fría desesperación », *Ibidem*, p. 252.

²² Cette compassion teintée d'une froideur paradoxale se révèle déjà lors de sa rencontre avec le directeur dément de l'hôpital : « Al llegar ante el despacho del director experimentó una sensación fría y solidaria por los enfermos. » (*Ibidem*, p. 199).

²³ *Ibidem*, p. 252-253.

²⁴ La profession de foi de Rieux est la suivante : « Je ne sais pas ce qui m'attend ni ce qui viendra après tout ceci. Pour le moment il y a des malades et il faut les guérir. Ensuite, ils réfléchiront et moi aussi. Mais le plus pressé est de les guérir. Je les défends comme je peux, voilà tout. » (Albert Camus, *op. cit.*, p. 120).

médecin jusqu'alors avait renoncé à combattre²⁵. Pour la première fois au cours de son périple, tant géographique qu'existential, Kronz exprime son indignation et la nécessité de guérir avant tout, rejoignant son confrère dans une morale de l'action et du combat contre la barbarie.

Deux allégories d'un monde malade, en guerre, et d'une humanité aux confins de l'absurde

Il est intéressant à cet égard de comparer la situation d'état de siège à Oran, et celle de l'hôpital à Quito, deux espaces clos symboliques d'un déchaînement de forces infernales contre lesquelles les personnages ont le choix de lutter ou non.

Oran est déclaré en « état de siège », et c'est précisément Rieux qui impose cet enfermement par mesure de protection pour le reste du pays. Il réalise ainsi une situation d'exil qui permet à chacun de se confronter à soi-même : « Ils éprouvaient ainsi la souffrance profonde de tous les prisonniers et de tous les exilés, qui est de vivre avec une mémoire qui ne sert à rien. »²⁶ Les « prisonniers de la peste »²⁷ font l'expérience de la peur et de la révolte, et les choix de chacun dessinent leur destin. Camus, dans ses carnets, a justifié le choix d'une ville assiégée par l'épidémie en ces termes :

Je veux exprimer au moyen de la peste l'étouffement dont nous avons tous souffert et l'atmosphère de menace et d'exil dans laquelle nous avons vécu. Je veux du même coup étendre cette interprétation à la notion d'existence en général. La peste donnera l'image de ceux qui dans cette guerre ont eu la part de la réflexion, du silence, – et celle de la souffrance morale.²⁸

À Quito, l'hôpital constitue un autre espace de l'enfermement dans lequel Kronz choisit de lutter malgré son état de désespoir : « Nunca se había sentido tan hostigado, pensaba, tan incapacitado como ahora. [...] El hospital constituía en sí mismo una barrera, un infierno invisible. »²⁹

Mais à la différence de Rieux qui combat au sens propre contre une épidémie et au sens métaphorique contre une barbarie politique, une idéologie

²⁵ « En su soledad, Kronz había decidido que no tenía sentido organizar su inteligencia, tampoco pretendía una inútil comprensión del absurdo. El mundo no era más que una sustancia absurda que no se dejaba aprehender. » (Javier Vásconez, *op. cit.*, p. 242).

²⁶ Albert Camus, *op. cit.*, p. 72.

²⁷ *Ibidem*, p. 155.

²⁸ Cité par Philippe Forest, *Camus : étude de L'Étranger, La peste, Les justes, La chute*, Belgique, Collection Marabout, 1992, p.135.

²⁹ Javier Vásconez, *op. cit.*, p. 254.

aberrante, Kronz combat non seulement contre une corruption de la société et un non-sens de certains comportements humains qui accablent le pays tout entier, mais aussi contre lui-même. C'est-à-dire que l'épidémie de choléra³⁰ se développe dans un espace déjà corrompu, dans une société en état de décomposition matérielle et morale³¹. L'Équateur, ce pays imaginaire, est déjà un espace infernal, et l'hôpital n'est qu'un concentré de misère et de bêtise humaine. Le voyageur de Prague effectue à cette occasion l'expérience de la descente aux enfers, au cœur de cet ultime cercle aux accents dantesques : il y retrouve d'ailleurs son double, un certain Franz Lowell, qui le hante depuis le début du roman, et affronte symboliquement une partie obscure de lui-même qui l'empêche d'affronter le réel et de jouir de la vie. Le choléra est envisagé à la fois comme une épidémie récurrente dans cette partie du monde, et qui révèle, à chacune de ses apparitions, les dysfonctionnements (sociaux, politiques, sanitaires...) propres à un pays rongé par la corruption ; l'épidémie est aussi métaphoriquement l'expression d'un doute existentiel, le moment de l'expérience d'un face-à-face douloureux avec l'Autre, cette partie obscure de Kronz qui meurt à l'hôpital d'un problème pulmonaire ; c'est un épisode capital dans le roman puisque la présence de Lowell, un fou selon la description des infirmiers, introduit la notion de confusion entre Kronz et son double ; le doute, si caractéristique du protagoniste, gagne le lecteur : le médecin n'est-il pas aussi ce fou qui erre depuis si longtemps dans l'hôpital, sans papiers et sans provenance déterminée ? Le voyage, ou plutôt les errances qu'il effectue depuis le début sont-elles métaphoriques d'un désordre de la raison, d'un comportement schizophrénique ?

Donc paradoxalement, l'hôpital devient pour le médecin un espace de réflexion, une sorte de refuge contre les certitudes ; tout comme Rieux envisageait la maladie comme une remise en question des certitudes de chacun, l'hôpital constitue pour Kronz l'espace du doute, qui permet de maintenir en alerte la réflexion et de poser la question du sens de la vie : en choisissant de rester à l'hôpital, d'être au contact direct de la souffrance, la sienne (morale) et celle des autres (réelle), il s'engage véritablement dans l'épreuve, il prend le parti de la révolte contre l'absurde ; ce choix décisif, on

³⁰ Rappelons que le choléra ne touche l'Équateur qu'au début des années 1990, alors que dans la fiction, des allusions aux Watergate et à Richard Nixon situent l'action en 1974 (*Ibidem*, p. 235).

³¹ L'opinion de Kronz sur ce pays est évoquée p. 167 : « Esto es el infierno », se dijo, « quizá sea el último lugar del mundo. » Por eso tardó tantos días en recuperarse, en saber quién era, en salir de la casita de adobe que le dieron para vivir. ». L'Équateur est déjà un enfer déstabilisant, qui le plonge dans la confusion. Cette idée est amplifiée p. 229 : « Al doctor, de pronto, se le ocurrió una idea descabellada. El mundo como un vasto hospital. »

l'a vu lors de la confrontation avec son double, lui permet de donner, de manière éphémère, un certain sens à son existence vagabonde ; l'épreuve du choléra révèle la fragilité de la vie, et l'inconsistance de la condition humaine, dont il fait l'expérience, au même titre que le lecteur, à travers la rencontre avec Lowell :

Inesperadamente, y por sincera oposición al medio, el doctor decidió quedarse en el hospital. [...] Ahora lo contemplaba todo tras un poderoso cristal de aumento: vivía en contacto directo con la duda. Porque en esos días de peste la vida se mantenía bajo el signo de esta duda. Y el doctor opinaba que una enfermedad es una forma de poner en duda el sentido de la vida. Con el tiempo empezó a considerar su existencia como una sucesión de dudas y requiebros.³²

L'espace clos de l'hôpital s'oppose à l'espace ouvert du voyage, de l'exil, mais il est aussi un espace qui permet l'errance de l'âme, de la conscience de Kronz : emprisonné par choix dans cet espace de l'infamie, de la déchéance, du Mal, le personnage prend conscience de la fragilité de la condition humaine, de l'inanité des certitudes, de la salutaire remise en question de soi. Prisonnier volontaire dans l'hôpital, dans la ville, dans la vie, il sait que sa prison est également intérieure, que son exil est en lui. Tout comme son double l'affirme, il est un « exilé de la vie, à vie »³³ L'analyse de Vladimir Rivas est à cet égard fort pertinente pour synthétiser cette symbolique de l'enfermement :

[Los] personajes [de Vásconez] habitan la ciudad de Quito como una cárcel, pero llevan dentro la culpa y la condena. De modo que bien pueden vivir en Quito, Barcelona o Praga, sin que consigan liberarse de sí mismos. Como los personajes de Onetti, los suyos se saben condenados y solo se liberan por el sueño o la subversión, aunque no sea exactamente la libertad lo que buscan, sino comprender.³⁴

L'éternel recommencement et le vain combat : la victoire éphémère de Rieux et le renvoi de Kronz

Un autre point commun relie les deux œuvres : c'est celui de la lutte contre le mal, vaine et qu'il faut recommencer sans cesse. Rieux dit à Tarrou

³² *Ibidem*, p. 265.

³³ *Ibidem*, p. 243 : « Los movimientos de un hombre rara vez son gratuitos. [...] Yo soy solamente un viajero. Un exiliado de por vida. » (C'est Lowell qui s'exprime).

³⁴ Vladimir Rivas, *Cuento ecuatoriano contemporáneo*, México, UNAM, 2001, p. 178.

que la peste est « une interminable défaite »³⁵. Le renouvellement fait la puissance du mal ; c'est le sens de l'ultime page du roman de Camus : les réflexions de Rieux révèlent la fragilité de la victoire de quelques courageux résistants contre le mal qui peut se déchaîner encore à tout moment, parce qu'il est inhérent à la nature humaine :

Mais il savait cependant que cette chronique ne pouvait pas être celle de la victoire définitive. Elle ne pouvait être que le témoignage de ce qu'il avait fallu accomplir et que sans doute, devraient accomplir encore, contre la terreur et son arme inlassable, malgré leurs déchirements personnels, tous les hommes qui, ne pouvant être des saints et refusant d'admettre les fléaux, s'efforcent cependant d'être des médecins.³⁶

Dans le roman de Váscenez, le médecin lutte également contre une répétition de l'histoire, de son histoire, vécue comme une suite d'épreuves sans fin et comme un exil interminable : lors de son arrivée dans le pays imaginaire, il sent confusément qu'il a déjà été là : « Sí, él ya había estado aquí antes y eso tal vez lo tranquilizó. [...] Y la historia se estaba repitiendo »³⁷. Lorsqu'il est sollicité auprès d'un malade, alors qu'il est en vacances, il pressent qu'à travers une nouvelle confrontation avec la maladie, il va renouer avec la lutte contre ses démons, ses fantômes et ses angoisses : « Sí, soy médico -repuso, sintiendo que todo iba a comenzar de nuevo, el juego de la desesperación y la muerte-. Mi turno comenzó hace veinticinco años y todavía no ha terminado. »³⁸. Plus individuel que collectif, le combat de Kronz est d'abord un combat contre lui-même.

Mais son engagement contre le choléra est aussi à envisager comme une épreuve supplémentaire, et une lutte contre une collectivité ; elle lui fait prendre conscience de l'inanité de ses efforts, de ses décisions et de ses tentatives pour améliorer un système malade, au sens propre comme au sens figuré. Le recours aux mythes est particulièrement tentant pour évoquer les actions des deux médecins ; celui de Sisyphe qui renvoie à l'aspect épuisant et vain de la lutte contre un fléau, ou celui d'Orphée qui descend aux enfers et y meurt de la peste ; c'est le thème d'une scène du roman de Camus, mais c'est aussi le sens d'un épisode amoureux entre Kronz et Violeta ; elle lui permet de

³⁵ Albert Camus, *op. cit.*, p. 121. Rambert dit à Rieux et à Tarrou : « Non, vous n'avez pas compris que ça [la peste] consiste à recommencer. ». (*Ibidem*, p.149).

³⁶ *Ibidem*, p. 279.

³⁷ Javier Váscenez, *op. cit.*, p. 164-165.

³⁸ *Ibidem*, p. 32.

connaître le bonheur, la simplicité de moments amoureux ; puis elle le quitte, il perd toutes ses illusions et entreprend un retour à la ville et à sa vie d'avant.

Cependant, une différence majeure entre Rieux et Kronz apparaît dans la mesure où l'un triomphe de la peste, même s'il sait que le combat n'est pas définitivement gagné, et l'autre échoue dans sa tentative de lutter contre la corruption, envisagée comme le mal qui entoure le Mal ; les raisons de cet échec sont imputables d'abord à sa solitude ; contrairement à Rieux qui peut compter sur certains « résistants » qui l'aident efficacement dans son combat tant matériel que moral, Kronz ne peut compter que sur l'éphémère soutien du médecin Eduardo ; par ailleurs, son combat n'est pas seulement contre la barbarie ou la maladie, mais aussi contre la condition humaine misérable et la bêtise : c'est le sens de cette réflexion intérieure terrible alors qu'il lutte à l'hôpital contre le choléra : « ¿Salvar una vida? ¿O devolverlos al estado de miseria de donde nunca han salido? »³⁹.

Il est renvoyé de l'institution à l'instigation d'un employé véreux et syndiqué qui trempait dans un trafic de médicaments que Kronz a essayé d'interrompre. La corruption triomphe, elle est le véritable mal qui anéantit la bonne volonté du médecin, et le choléra devient alors emblématique d'une simple circonstance au service d'un pourrissement social, professionnel et politique. Cet échec, ajouté à la séparation amoureuse, justifie le renoncement total à la fin du roman :

En dudoso acto de valor, Kronz decidió renunciar a todo. Era la forma menos cruel del olvido. [...] Durante todo el trayecto lo acompañó un sentimiento de vacío, de frustración, pero no dejó de contar los árboles [...] ya que esta secuencia de árboles y de instantes le indicaron que había llegado al final del recorrido.⁴⁰

Comme les causes engendrent souvent les mêmes effets, il n'est guère étonnant de trouver un faisceau de similitudes entre la peste et le choléra, ou dans l'attitude et les réflexions de deux médecins en situation d'urgence. Signalons d'ailleurs qu'une œuvre cinématographique⁴¹ fait aussi office de pont entre les deux œuvres, comme si la « peste » devait inévitablement frapper aux portes de l'Amérique. Les deux romans sont des mises en scène littéraires d'une même interrogation : comment agir face au mal et au sein d'une communauté, alors que nous sommes tous déjà en proie à des

³⁹ *Ibidem*, p. 264.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 323-324.

⁴¹ Luis Puenzo, *La peste*, 1992 : l'action se passe dans un port d'Amérique du sud, dans les années 1990.

problèmes individuels, à des doutes existentiels ? Les dimensions métaphysiques, philosophiques, les thèmes de l'absurde et du combat ou de la révolte, ainsi que la portée politique des romans sont présents dans chacune des œuvres. Camus évoque la situation de la France occupée, et Vásconez évoque l'Équateur sans jamais le nommer et de surcroît à travers l'errance d'un Tchèque apatride ; l'exil interminable est à lire comme une variante de la guerre et de la condition humaine d'un homme contemporain. Son roman est un « dialogue avec les Invisibles »⁴², tout comme celui de Camus est l'évocation d'un combat contre le mal invisible et insidieux.

L'écho d'une lecture de *La peste* est indéniablement présent dans *El viajero de Praga*, mais Vásconez parvient à renouveler l'insoluble interrogation sur la condition humaine en l'ancrant dans un état d'esprit caractéristique de la fin du vingtième siècle : si Kronz échoue dans son combat contre un dysfonctionnement du système social et politique, contre des institutions et une bêtise humaine partout présente, il réussit néanmoins à s'affranchir de certains doutes et à imposer le pouvoir de l'imagination comme une victoire sur une mondialisation de la bêtise et de la médiocrité qui broie tout et brouille les valeurs ; il y gagne en humanité, et peut-être aussi en liberté, contre un ennemi plus diffus encore que celui évoqué dans *La peste*. En témoigne une réflexion de Kronz qui écrit dans une lettre dont il est le seul destinataire : « Estoy vivo y eso es lo que cuenta » [...] « Soy yo el que cambia. El mundo no desea cambios. Solo cambia quien es capaz de crear en la imaginación. »⁴³ Encore une fois, c'est l'écriture qui peut, non pas changer le monde, mais l'enrichir d'une réflexion sur la condition humaine. En réponse à Camus qui affirmait ne pas avoir d'imagination⁴⁴, on peut citer Vásconez pour qui « escribir, es mucho más que contar bien una historia, es sobre todo un ejercicio de libertad »⁴⁵. Le personnage rejoint l'auteur dans cet acte d'écriture, seul refuge véritable contre une réalité extérieure angoissante et absurde.

Anne-Claudine MOREL
Université de Nice, Circples

⁴² Voir l'article de Juan Pablo Castro Rodas, « El síndrome de los invisibles. Diálogo abierto con el escritor ecuatoriano Javier Vásconez », in *Todavía*, n°25, mayo de 2011, publication en ligne : <http://www.revistatodavia.com.ar/todavia25/25.literatura.html>

⁴³ Javier Vásconez, *op. cit.*, p. 118.

⁴⁴ « Oui, j'avais un plan précis quand j'ai commencé mon œuvre : je voulais d'abord exprimer la négation. [...] Je n'aurais pu en parler si je ne l'avais vécue ; je n'ai aucune imagination. » A. Camus, cité par Philippe Forest, *Camus : étude de L'étranger...*, *op. cit.*, p. 113.

⁴⁵ Javier Vásconez, « Nuevo interrogatorio », in *La palabra vecina, Encuentro de Escritores Perú-Ecuador*, Lima, Fondo Editorial UNMSM, 2008, p. 125.

De la imaginación periférica a la novela transnacional

LA LECTURA DE LA RECIENTE PRODUCCIÓN novelística ecuatoriana revela un salto fecundo, arborescente y disconforme. Nunca se ha novelizado tanto en nuestro país como en estos últimos años. Las tendencias y estrategias narrativas son múltiples, la experimentación está al orden del día y el resultado es doblemente disconforme. Además de proponer nuevas maneras de narrar, dibuja dos tendencias opuestas: la primera, más afincada en lo nacional, que podría llamarse de “la imaginación periférica” y la segunda, que se pretende cosmopolita y universal, y a la que llamaremos “transnacional”, aunque las fronteras entre una y otra sean apenas visibles. Ambas, a su modo, contienen datos sobre la sintonía Francia-Ecuador.

Nuestro trabajo pretende abrir pistas de trabajo al lector francés mediante un corpus novedoso aunque incompleto de la novela ecuatoriana actual¹, y consiste en identificar las convergencias y los contrapuntos entre ambas tendencias, delineando los signos de lo « nacional » y lo « transnacional » con sus estrategias, procediendo antes a un diagnóstico de las miradas cruzadas entre ambos países. Al respecto, y siendo éste el eje temático del coloquio, abordaremos en primer lugar el resultado de acciones concretas, enmarcadas bajo la égida institucional y después, las que se producen en la zona de la lectura.

¹ La obra de Miguel Donoso Pareja, Jorge Velasco Mackenzie, Abdón Ubidia, Francisco Proaño, Iván Egúez y Xavier Vásconez, que continúan publicando, constituye lo más consistente de la narrativa ecuatoriana. Su producción ha sido y es frugalmente comentada, y una de las intenciones de este artículo es evitar la tautología.

Próximas y distantes, la literatura francesa y la ecuatoriana responden a políticas de producción, difusión y recepción desiguales. Mientras los autores franceses leídos en el mundo, clásicos y contemporáneos, testimonian una tradición y una continuidad vigorosa, la literatura ecuatoriana –salvo contados relumbrones– brilla por su ausencia. La primera, gracias a un proceso de sinergias multidireccionales, es leída, traducida, difundida y enseñada, vehiculando un imaginario que transgrede fronteras, cuando la segunda parece relegada por la carencia de una red cultural que sitúe al libro y al autor en el centro de preocupaciones. Y todo esto, a pesar del retroceso experimentado en Francia en el periodo Sarkozy, por el rol secundario otorgado al libro y a la cultura, debido a las restricciones presupuestarias. El *Time magazine* anunciaba en 2007 la agonía de la cultura francesa, haciéndose eco del libro de Jean-Marie Domenach, *Le crépuscule de la culture française* (1995), que apuntaba concretamente a la crisis de la novela. Entonces no sería fortuito pensar que la política de Xavier Darcos al crear el Institut Français y al conectarlo con el Ministère de la Culture, con el Centre National du Livre y el Bureau International de l'Édition Française intentaba contrarrestar la tesis de la crisis, aunque era innegable la pérdida de eco de esta literatura en un mundo cada vez más dominado por el inglés. Lo sorprendente, cuando se lee el informe en detalle², es el contraste entre ambas concepciones: la del esplendor y la de la decadencia.

El Institut Français se ha convertido en la enorme agencia cultural del Ministère des Affaires Étrangères y del Ministère de la Culture para reemplazar a Cultures-France, que fusionaba en 2005 la Association française d'Action Artistique (AFAA) con la Association pour la diffusion de la Pensée française (ADPF), las mismas que aseguraban respectivamente la promoción de la cultura y del libro franceses a escala mundial. Este instituto reorienta las acciones y crea el Département du Livre con un plan tendiente a consolidar la red cultural francesa en las universidades y centros de investigación extranjeros.

La red del libro francés goza de una representatividad incuestionable en las principales zonas geolingüísticas del mundo, invita regularmente a autores, asegura la traducción y difusión de sus obras y su valorización numérica. Uno de sus polos está destinado al debate de ideas, mediante el dispositivo Nouvelles Scènes intellectuelles françaises, para promover autores de ciencias

² Dominique VIART (éd.), *La littérature française du 20^e siècle lue de l'étranger*, Belgique, Septentrion-Institut Français, 2011. La condensación de la información y la traducción son nuestras.

humanas y sociales (crítica literaria, filosofía, historia del arte); otro polo dedica una parte importante de recursos a la traducción. El Institut français, en colaboración con el Collège International des Traducteurs littéraires y la asociación Atlas, implementa el Plan Traduire Numérique, verdadera vitrina del libro francés en el extranjero, en las principales lenguas, y la Fabrique de traducteurs, formadora de la joven promoción de traductores. Citamos además Le Fonds d'Alambert, destinado a financiar coloquios y mesas redondas sobre temas de debate contemporáneo y a apoyar su edición. Por último, *Le Printemps des poètes* –al igual que la *Fiesta de la música*– ha sido exportado a escala mundial: en 2010, y por el año Francia-Rusia, la manifestación tuvo lugar en París, Moscú y San Petersburgo simultáneamente; también se le dedicó el Festival de Saint-Malo y el de Arles. En 2011, el año dedicado a France-Mexique fue anulado por razones diplomáticas, y con eso fueron suprimidas 350 actividades, 250 de las cuales eran artísticas. Eso propició los Segundos Encuentros Literarios Franco-Chinos, y en ese marco fue lanzada en Pekín la antología *Les poètes de la Méditerranée*, con lecturas y debates itinerantes en varias ciudades europeas. Súmese a esto el Festival of New French Writing, organizado en Nueva York, o la exposición del centésimo aniversario de ediciones Gallimard en ciudades consideradas como capitales culturales.

Las Misiones Stendhal otorgan una beca de un año para financiar la estadía de un escritor francés en el país de su elección; la revista *Fiction-France* presenta semestralmente en francés y en inglés una antología de la ficción francesa contemporánea; la revista *Cultures-Sud.com* difunde las literaturas del Sur; la colección “Auteurs” propone estudios especializados sobre autores franceses contemporáneos y no hay ciudad mediana que no cuente con una asociación del libro, con un premio de poesía, de cuento o de novela policial o de BD, o una residencia para autores.

Frente a este potente arsenal implementado en Francia, lo que efectúa el Ecuador en defensa del libro y de la cultura resulta irrisorio. La acción se limita a la gestión editorial provinciana de los núcleos de la Casa de la Cultura, de algunas municipalidades y gobiernos seccionales, con presupuestos pobres; la participación en Ferias internacionales, ignorándose los parámetros de selección de autores; las Ferias del libro que organiza el Ministerio de Cultura en los núcleos urbanos importantes, más dos o tres premios nacionales, y los Encuentros locales de escritores promovidos por las editoriales privadas para presentar sus libros. Quizá lo más notable dentro del marco institucional sea la Campaña de lectura Eugenio Espejo, tendiente a democratizar el libro, así

como la acción de la revista *Kipus*, de la Universidad Andina Simón Bolívar, que permite dar cierta visibilidad a nuestra literatura en el exterior.

La sinergia que parece caracterizar los esfuerzos franceses parece imposible en el Ecuador, si nos limitamos a ver la pugna de poderes entre la Casa de la Cultura y el Ministerio de ramo, cuya propuesta de Ley Nacional ha sido rechazada y expuesta a debate por la primera. Vistas así las cosas, estaremos de acuerdo en afirmar que si, a pesar de la política cultural francesa en favor del libro, su literatura es considerada de “arte menor”, o sea de menor importancia frente a la literatura en inglés, la literatura ecuatoriana simple y llanamente no existe.

Desde el marco institucional, concretamente en Francia, y gracias al espíritu federador de Ramiro Noriega, Agregado Cultural del Ecuador, fue posible recientemente apreciar una vez más los esfuerzos del Centre d'études équatoriennes de l'Université Paris Ouest Nanterre - La Défense, dirigido por Emmanuelle Sinardet, y el aporte de la Alianza Francesa en una importante semana cultural dedicada al Ecuador en París, la misma que movilizó a centenares de personas, particularmente atraídas por el ciclo de cine ecuatoriano. En el marco del mencionado coloquio, que reunió a una veintena de académicos para debatir sobre el tema que nos ocupa, fue presentada oficialmente la antología bilingüe (español-francés) de poesía *Apartar lo blanco de la luz*, editada por la SENAMI, al igual que el libro *Exasperaciones de la historia y revolución textual en la obra de Jorge Enrique Adoum*, que contiene las actas del coloquio organizado en 2008 por l'Université du Littoral en Boulogne-sur-Mer. Eventos que resultan excepcionales, si se considera que el Ecuador no despierta el interés de los académicos universitarios para organizar coloquios o seminarios, como ocurre con México, con Brasil y, particularmente, con Argentina, que invade el mundo universitario francés con todo tipo de manifestaciones que se convierten después en sendas publicaciones.

Pese a las limitaciones, en los últimos veinte y cinco años de los que podemos dar cuenta, cabe subrayar la labor efectuada por Francisco Carrión, Juan Cueva, Claude Lara, Galo Galarza y Juan Salazar, desde la esfera diplomática de la Embajada. En ese marco, el poeta y antólogo guayaquileño Mario Campaña presentó en París con el auspicio de la embajada un homenaje a Baudelaire y han tenido lugar otros encuentros en la Universidad Paris Ouest, en Nanterre, cuyos resultados tienen visibilidad electrónica en internet.

Edwin Madrid y Ramiro Vásconez han beneficiado de una residencia en la Maison des Écrivains étrangers et des traducteurs, en 2011 y 2012, respectivamente. Años antes, en 2004 y 2005, Ramiro Oviedo obtuvo los

premios del Salon du livre de Touquet y del Salon du livre de Rodez, con *Los poemas del Coronel*, publicado por Jacques Brémond. En este inventario de miradas cruzadas, tenemos que repertoriar los doce encuentros de poetas francófonos e hispanófonos organizados en la Université du Littoral durante doce años consecutivos, con el auspicio de la Maison des Écrivains, y en los que pudieron participar algunos autores ecuatorianos que se hallaban de paso por Francia, así como numerosos escritores españoles y latinoamericanos de renombre³. Por último, tampoco se puede omitir la presentación de la versión francesa de *El amor desenterrado*, de Adoum, en mayo 2008 en la Maison de l'Amérique latine, así como la compilación de 32 artículos sobre la *Panorámica de la literatura ecuatoriana*, dirigida por Rocío Durán y presentada en Francia. Añádase a esto el trabajo incesante de Telmo Herrera en el teatro de Nesle, para condensar las miradas cruzadas, propiciadas por diálogos y encuentros directos entre el escritor y el público.

En ausencia de otros elementos significativos, e incursionando ya en la zona de las lecturas, más precisamente en el territorio de la narrativa, podemos afirmar que la sintonía Ecuador-Francia no es un tema que apasione a las multitudes; el interés luce desigual y resbaloso. Si dejamos aparte los esfuerzos institucionales antes mencionados, la política de Francia se limita a la “oferta” y no a la “demanda”, lo que confirma el desinterés del lector común y corriente por la realidad ecuatoriana y por su literatura. Por el lado ecuatoriano, como veremos a continuación, el interés ha sido y es obvio, pero más voluntarista y dependiente del entusiasmo de los funcionarios o de terceras personas, que como parte de una real voluntad política. En ese sentido, es de esperar que las gestiones actualmente efectuadas por la Embajada se inscriban en una periodicidad programática estructurada y que sean capaces de garantizar el rigor académico necesario.

³ Ramiro Oviedo es con María Fernández fundador de la Section d'études hispaniques et hispano-américaines de la Université du Littoral, sección que dirige desde su apertura en 1996 hasta 2004. Ha organizado, con el apoyo de la Universidad, de la Maison des Écrivains y de la prensa local, una docena de encuentros de escritores españoles, latinoamericanos y franceses, animando el paisaje cultural de la ciudad de Boulogne-sur-Mer. Entre los escritores invitados y que pudieron dialogar con los estudiantes y el público, mencionamos a Serge Pey, Guy Gofette, Lucien Noullez, Carlos Edmundo de Ory, Jaume Pont, María Mailat, Antoine Emaz, Juan Carlos Tajés, Juan Carlos Mondragón, Eraclio Zepeda, Antoine Rodríguez, Marc Delouze, José Lapeyrière, François Michel Durazzo, Pedro Araya, Alejandro Calderón, Jorge Enrique Adoum, Jorge Musto, Jorge Rodríguez Padrón, Huilo Ruales, Galo Galarza, Waldo Rojas, Angel Parra, Remy Durand, Olivier Lécivain, Alicia Dujovne Ortiz, Viviane Lofiego, Gerard Farasse, Patrick Wald Lasowski, Armand Rappoport, Efer Arocha, Jorge Torres, Jean Noël Feron, Pierre Lartigue, Milagros Palma, Jean-Pierre Verheggen, Augusto Rodríguez...

La literatura francesa siempre generó admiración y simpatía en el escritor ecuatoriano, aunque en la mayoría de casos la atracción no rebasaba lo sentimental y con frecuencia se limitaba a un cliché exhibicionista. Aparte nombres como los de Rimbaud, Verlaine y Baudelaire, reiteradamente citados por nuestros escritores, así como el dúo Sartre-Fanon, tan presentes en el discurso de los Tzántzicos, podríamos pensar que ahí se acaba el repertorio francés para nuestros escritores, marcando el límite de una zona de influencia, pero la lectura de los libros de la última hornada que vamos a reseñar de manera escueta, revelan tres fenómenos:

a) El marcado interés de los escritores ecuatorianos por la literatura francesa, particularmente por parte de quienes están afincados en el Ecuador y que cultivan la novela de la imaginación periférica;

b) El cuestionamiento transgresor y la ruptura del referente literario francés, por parte de ciertos cultores de la novela transnacional; y

c) La aparente reticencia de quienes viven en Francia a novelizar el espacio que les entorna. Telmo Herrera, Alfredo Noriega y Huilo Ruales persisten en novelizar el Ecuador. El motor de su narrativa no es la realidad que les rodea, sino la realidad que les corroe, pero concebida con un aliento supranacional que abre nuevas pistas sobre las maneras de rebasar la imaginación periférica. Dicho de otro modo, estos escritores no son impermeables a la influencia. En lo que concierne a futuras cosechas, nos es grato compartir algunas novedades: editorial Flammarion prevé la traducción, edición y difusión de la novela *9mm Parabellum* de Alfredo Noriega. Telmo Herrera, cuya novela *El cura loco* fue traducida al francés y difundida por Indigo-Côté femmes en 2005, ha roto el silencio y acaba de terminar una novela atípica, enmarcada en el vaivén Francia-Ecuador.

La novela de la imaginación periférica

Situamos en este campo las obras que se ambientan en el escenario nacional, muchas veces provincial, que problematizan situaciones y escenarios inéditos o que aparentan serlo debido al nuevo tratamiento del que son objeto, y que sobre todo tienen como destinatario privilegiado el lector, el crítico y el escritor ecuatorianos, sin excluir al lector de fuera. Si bien las metrópolis como Quito y Guayaquil ocupan buena parte de la masa de discurso, resulta aleccionador hallar ciudades de provincia como Ambato, Riobamba, Loja, Cuenca o Portoviejo, o espacios imaginarios como Albura (*Qué risa, todos lloraban*) convertidas en escenarios de historias que aportan algo más que su peculiar sociología y su color local.

La nueva novela –y esto atañe a ambas tendencias– juega con las fronteras de la ficción y de la historia, se apoya en la búsqueda documental y en la metaliteratura, adquiriendo así los contornos de novela polimorfa que absorbe varios géneros y que interpela todos los sentidos.

El pinar de Segismundo (2008) de Eliécer Cárdenas, constituye un paradigma de esta vertiente. El libro parodia y carnavaliza el mundo de la cultura en el Ecuador. El escenario en el que se forja el objeto de arte y la receptividad del mismo (del libro, más precisamente) se divide entre un público de reaccionarios conservadores y de revolucionarios de izquierda. En este contexto, la novela de Cárdenas, rebosante de humor, hace desfilar a nuestros artistas emblemáticos, integrándolos en una farsa que funciona como un “informe” totalizador del esquema en el que se mueve el “mundillo” de las artes y de la cultura, tema que será retomado desde otro ángulo por Diego Cornejo, en *Las segundas criaturas*.

Explicándonos de manera condensada nuestro paisaje cultural en vísperas de la Revolución Cubana, la voz narradora va a parodiar la Historia y la política, fundiéndolas a la actividad artística e intelectual, con el fin de exhibir las perversas relaciones que subyacen. El lector puede entonces deducir que la polarización ideológico-política tiene mucho que ver con la invisibilidad del Ecuador como nación generadora de cultura: el canibalismo y el terrorismo, viejas lacras de nuestra política, lo han contaminado todo. Al novelizar este problema, Cárdenas convierte la ficción en un ejercicio de crítica cultural y literaria.

El Pinar de Segismundo contiene también datos sobre el cruce de miradas. El Presidente de la República Velasco Ibarra ha convocado al presidente y fundador de la Casa de la Cultura, Benjamín Carrión, para recriminarle por la aparición de un libelo:

Ustedes, los intelectuales izquierdistas creen que yo no leo. Lo hago cuando me queda un poco de tiempo libre y me engolfo en mis autores favoritos: Laménais, Taine, Spencer [...]. Soy un hombre de espíritu democrático, un hombre que allá en ese París que usted muy bien conoce [...] me pasaba las horas en la Biblioteca Nacional, alimentando el espíritu, leyendo en francés, ¡señor! A Diderot, y al gran Montesquieu y a Michelet, y no como ustedes, intelectualoides superficiales [...].⁴

⁴ Eliécer CARDENAS, *El pinar de Segismundo*, Quito, Ministerio de Cultura del Ecuador, 2008, p. 24-26.

En este mismo libro, vemos en un momento al entonces adolescente Raúl Pérez Torres comprando a crédito los dos tomos de *Los miserables*, en la librería de Jorge Icaza.

En *La casa del desván* (2008) de Modesto Ponce, cuya acción se ambienta en Quito, la única alusión directa a Francia revela el atractivo que ejerce París en las clases acomodadas. César Aníbal, uno de los personajes, se suicida en la Ciudad Luz en 1961, ahogado en el Sena a los 35 años de edad. Esta novela penetra en el drama de la locura y permite establecer guiños entre los retratos del individuo, la familia y la sociedad, forzados a atravesar los vericuetos de una historia que se encamina a su inevitable anulación, mientras va desvelándose.

La novela *Vientos de Agosto*, que reseñaremos posteriormente, comienza con un ecuatoriano muerto en las afueras de Vincennes, después de batirse a duelo con un español reaccionario que cree que las ex colonias merecen ser tratadas como sociedades inferiores.

En esta misma vertiente situamos *El grito del hada* (2010) de Adolfo Macías, que delinea el tránsito a la modernización y a la sociedad globalizada, sin olvidar las patologías sociales y sus secuelas. Se trata de un magnífico fresco del Quito de fines del siglo XX con personajes absolutamente verosímiles, cuyo espesor podemos medir a través del comportamiento de artistas e intelectuales escépticos, desencantados del discurso convencional imperante.

La intención inicial de exaltar la figura de la musa modelada en Europa se verá pronto rebasada por la fuerza de un narrador incesantemente interpelado por los personajes, cuyas meditaciones sobre la obra de arte, su génesis y rol social acompañan el proceso de la propia novela. El protagonista-pintor sucumbirá al imperio del exceso, confirmando el divorcio entre el artista (arbitrario, desmedido y escandaloso) y el medio local (razonable, hipócrita y represivo).

La erudición de la que hace gala Adolfo Macías en el manejo del patrimonio cultural universal, armonizando la alta cultura y la cultura popular, luce completamente natural cuando incorpora el “estremecimiento” o latir criollo al ritmo europeo (francés, alemán, inglés). El patrimonio universal es confrontado o integrado al medio local como un recurso de posicionamiento de nuestra literatura y de nuestra cultura en el contexto universal. El narrador sabe de manera pertinente cuándo mencionar a Rimbaud o a Breton, cuándo asociar a Nietzsche con Eloy Alfaro; cuándo acudir a Poe y al Marqués de Sade para interpretar algunos comportamientos locales o predicar la liberación sexual, la vigencia de los amantes y del homosexualismo. Por ahí vemos a un

aspirante a cineasta empeñado en filmar el *Horror Vacui*, disertando sobre la caballería medieval o proponiéndonos simbiosis excéntricas como la de El Quinche y Woodstook.

Tampoco es fortuito que se busquen modelos de musas europeas para las mujeres criollas y que Vang Gogh sea invocado como un colega o amigo del barrio. Estas referencias constituyen una prueba de asimilación de lo europeo, particularmente por lo que tiene de eterno el modelo francés, como se aprecia en este diálogo:

– Rimbaud. Una temporada en el infierno es uno de mis libros favoritos.

– También uno de los míos. Y ahora que te veo bien, te pareces un poco a él. Como una especie de ángel obsesivo y displicente. ¿Eres gay?⁵

Qué risa, todos lloraban (2009) de Huilo Ruales es una metáfora grotesca de las taras nacionales al estado puro, trazada metódicamente con la poética de la redundancia y de la ironía. La aldea es un circo esperpéntico ocupado por un extraño bestiario. Las perversiones del circo traducen metafóricamente las de la sociedad del espectáculo, las cuales llegan al esplendor cuanto más brillante es la miseria, más pequeña la aldea y más desmesurada la ambición de los homínidos, sean empleados o dueños del circo. Ruales tampoco puede eludir la referencia a Rimbaud y a los poetas malditos:

[...] el Murciélago, que ha seguido bebiendo solo, aparece con una cara de ultratumba y un descuajeringado libro negro en la mano. Tambaleando y fumando me lee un párrafo de *Una temporada en el infierno*, que me hace pedazos. Antes de irme al correo decido devorarme ese libro escrito con las venas abiertas por un tal Rimbaud que, también pelado como yo, se mandó a cambiar de su aldea de mierda que no se llamaba Albura sino Charlesville. Hasta el amanecer siguiente lo he releído tanto que ya lo siento sangre de mi sangre.⁶

El poema del Murciélago Intriago, poeta maldito de raigambre criolla, enamorado de *Los cantos de Maldoror* confirma el peso del referente francés sin fronteras.

Tanta joroba (2011) de Silvia Stornaiolo, con dibujos impactantes de Diana Armas, es una *nouvelle* densa que crea una tensión particular y que presagia una narradora de gran potencia. Lo sórdido y lo malévolos del individuo, de la familia y del mundo, del amor y de la pareja, contienen su

⁵ Adolfo MACIAS, *El grito del hada*, Quito, Eskeletra, 2010, p. 12.

⁶ Huilo RUALES, *Qué risa, todos lloraban*, Quito, Estación Sur, 2009, p. 80-81.

propia negación en esta visión mórbida y no menos lúcida de la realidad, envuelta en los hilos del cálculo y de la venganza. Nótese el guiño a Francia y a su lengua, en el siguiente párrafo:

[...] Comienza a leer ese algo que estaba en francés, que nunca entendí ni quise entender, ese algo que era mi primer paso al viaje, al gran viaje que he pensado realizar alguna vez a París. Está en mi billetera hace un tiempo y no he querido averiguar lo que dice. Cuando esté allá, en París, le podré preguntar al primero que pase lo que significa. Es mi pasaje, mi futuro, y resulta que esta tonta sabe francés y lee con ese acento tan forzado mi recorte [...].⁷

El texto, seguido de una citación en francés plagada de errores, grafica lo deformante de la lengua y la inadecuación entre la realidad y el deseo.

En *Vientos de Agosto* (2003) de Carlos Arcos y *Hablas demasiado* (2010) de Juan Fernando Andrade, se hurga en la crónica sociológica y costumbrista para singularizar el esplendor y la decadencia de las ciudades de provincia (Riobamba y Portoviejo), provocadas por el éxodo de familias acomodadas a la capital, hasta su completo desgaste. La alusión alegórica a la historia del Ecuador y a sus posibilidades frustradas, que no tiene solución en la novela de Arcos, se contraponen al coqueteo inverosímil con el futuro que propone la novela de Andrade. De la misma manera, la oralidad cruda asentada en la jerga de los diálogos de *Hablas demasiado*, propia de los “aniñados”, parásitos clonados por los padres a su imagen y semejanza e instalados en un medio de craso materialismo, contrasta con el estilo austero, clásico, y no menos recio de *Vientos de Agosto*. Ambas novelas, no obstante, se focalizan en los choques generacionales y los cambios de mentalidad que impone la modernización.

Crónicas del breve reino (2006) de Santiago Páez constituye un curioso experimento de hibridismo, aunque se la quiera mostrar como la sucesión de cuatro novelas autónomas. La novela histórica, policial, de aventuras y de ciencia ficción se suceden una tras otra para contarnos la historia de Ecuador, un país imaginado por un ciudadano checo. La fragmentario del texto grafica la fragmentación del país, cuya historia -incluido el futuro- es expuesta a una lectura geopolítica, es decir “transnacional” de principio a fin, con jerarcas criollos y extranjeros que deciden la suerte de esta “utopía” abortada.

⁷ Silvia STORNAIOLO, *Tanta joroba*, Quito, Eskeletra, 2011, p. 38.

En *Tan sólo morir* (2010) de Alfredo Noriega, nos sorprende la voz crítica distante, casi en “off” del narrador-autor, cuyo largo exilio europeo le ha permitido repertoriar todas las interferencias culturales posibles y dismantelar sin concesiones las taras de la comunidad de origen, en una novela de intriga policial. Pese a la rudeza con que el ojo revela la “verdad” de una cultura, el equilibrio se asienta en el espesor humano de los personajes, capaces de lo mejor como de lo peor, recordándonos a nuestros vecinos o parientes. Así, la quiteñidad o ecuatorianidad no sólo serán asumidas sino reivindicadas por un existencialismo criollo bien delineado, también por una oralidad brillante y llena de tonalidades. Aquí, el paisaje urbano y el estado anímico de la fauna quiteña parecen estar conectados por las mismas fuerzas arbitrarias de la naturaleza, favoreciendo lo insólito, lo inesperado o algún secreto que está por develarse.

Conviene apuntar que este trabajo de Noriega, que arrancó en 2002 con *De que nada se sabe*, se amplía en *9 mm Parabellum* (2009), en la que desdoblándose en un personaje europeo de origen vasco, la voz narradora recobra distancia y autonomía. Su aguda observación de la vida local y sus apuntes sociolingüísticos incitan a una reflexión sobre el “otro”, al juego de espejos entre dos mundos donde resultan inevitables los caprichos del amor y de la muerte.

Carlos Carrión, en *El deseo que lleva tu nombre* (1997), se explaya recreando una historia de humor y de amor des-romantizado en un ambiente provinciano prácticamente inédito. Lo que podría ser pintoresco o exótico deja de serlo para convertirse en una aventura de la imaginación que traza a su vez los contornos de un mundo aislado y anacrónico respecto de las metrópolis.

Todo el sabor tropical (2008) de Ramiro Arias recrea el espíritu del viaje que siempre nos depara sorpresas y encuentros insólitos de cuya influencia resulta difícil deshacerse. Haciendo gala de caudal fabulatorio, Arias nos transporta en el camión del *Tigre* por lugares insospechados del Ecuador, exhibiendo al paso los códigos de la violencia impuestos por la mafia criolla e internacional, como secuela de la globalización del mercado y de las mutaciones sociales, económicas y –aun– políticas, en espacios periféricos que semejan embriones autónomos del Estado. En este contexto, el encuentro con la mujer, como pausa en la guerra de la ruta, se impone sin remilgos ni cálculos de otros dramas previsibles.

Dejando de lado el interés de los autores por lo psicológico, lo sociológico, lo político, lo artístico o por el hecho de volcarse al nivel expresivo, su contribución al diagnóstico y al balance de una época es innegable, gracias a

los signos inéditos de ecuatorianidad que conllevan y por la lectura crítica del tiempo histórico. Lejos de cualquier connotación peyorativa, el aporte de la imaginación periférica radica en su voluntad de trazar sin titubeos, apostando por el lenguaje y por lo “nuestro”, escarbando a veces en lo recóndito de nuestros pueblos, sin por tanto atrincherarse exclusivamente en ellos. Por otra parte -tenemos que subrayarlo-, la imaginación es también “periférica” por no ocupar el centro, fenómeno complejo, relacionado con el peso del libro nacional en el exterior, en pleno proceso de mundialización de la cultura.

La novela transnacional

En la hora de la mundialización y del libro numérico, esta “novela transnacional” surge como el arte de la diferenciación y como un género mestizo, híbrido, que al situarse entre el *Aquí* y el *Allá*, supone una fragmentación. Esta tendencia revela la necesidad de crear una novela global y ecuatoriana al mismo tiempo, rebasando sus propias fronteras a través del vaivén entre un lugar del Ecuador y cualquier otro espacio, incluso imaginario.

Admitimos que el nombre de “transnacional” puede resultar inapropiado o excesivo, puesto que vamos a hablar de novelas que ni se traducen ni se exportan, pero que pueden interesar al mundo porque literaturizan desde fuera o a la distancia la realidad del Ecuador contemporáneo; no por nada la novela es el género del aprendizaje de la diferencia. Visto así, lo transnacional puede hallarse sin dificultad al interior de lo periférico, lo que explicaría a su vez la ambigüedad con la tendencia anterior, debido a los puentes que se tejen entre ambas. De esta manera, en nuestra reseña puede haber novelas transnacionales que no registran sintonía alguna con Francia, como podrá constatarse.

Lo esencial de estas novelas, que arrancan del viaje, de la experiencia del desarraigo del propio autor-narrador, o incluso en sus orígenes difusos, radica en el amor a la lengua, (aunque todas las lenguas sean opacadas por el inglés) que vehicula su diálogo con el lector, ocupado en interpretar los guiños inter-culturales, a sabiendas de que los lugares evocados y sus relaciones ya no se definen exclusivamente con designadores toponímicos, sino que se los sugiere mediante elementos metonímicos, parábolas, glosas y ecuaciones que se tejen internamente.

Acoso textual (1999) de Raúl Vallejo, que será objeto de una nueva edición en Argentina, inaugura en nuestro medio esta tendencia apátrida de la literatura, que tiene a la palabra como único salvoconducto y elemento federador. La pantalla del computador nos permite cualquier “safari” multiétnico y pluricultural, intelectual, político, existencial y hasta erótico, sin

mover un pie. Pero nada de esto sería posible si el narrador careciera de imaginación y de antena parabólica, y si no creyera en la palabra igual que en la mochila. Veamos este guiño:

[...] la estudiante de College Park no dejaba de entusiasmarse con un fin de semana compartido con su profesional de Buenos Aires en la clandestinidad romántica del Quartier Latin en París, escanciando el vino para turistas de Aux Deux Magots. Un amante, el Sena y la antigua Lutecia; prófugos de un remake de Claude Lelouch, acompañados en su desnudez por el rumor ecléctico de las Gymnopédies, de Erik Satie, carcajeándose ante el desparpajo de la oferta del pecado a quinientos francos en Place Pigalle [...].⁸

Carlos Arcos en *El Invitado* (2008) ambienta la historia en el Perú de los años 80, signado por la violencia aplicada por el Estado para contrarrestar la barbarie del terrorismo. El poder interactivo y sugestivo del texto nos permitirá trazar paralelismos y resonancias con cualquier país andino víctima de los radicalismos y de las polarizaciones.

Carlos Carrión nos sorprende en *Quien me ayuda a matar a mi mujer* por la agilidad de los saltos entre la provinciana y anacrónica Loja y la España de fines del franquismo. El humor y el erotismo que campean en este texto se funden a la picaresca del nómada, al mejor estilo de Bryce Echenique, dejando entrever los rasgos más salientes de dos espacios estancados y estériles que parecen salvarse gracias al imperio de la imaginación y del deseo, así como del manejo impecable del lenguaje.

El dios que ríe (2008), de Adolfo Macías, es un texto audaz que combina diversos géneros y formas ajustadas en un collage que adquiere la forma de novela. Al zigzag que implica el salto del lector de un género a otro, se añaden los guiños culturales entre el Ecuador y las geografías por las que se ven obligados a deambular los personajes. Lo transnacional del texto se materializa en el manejo de algunos mitos de la posmodernidad como el culto de la fama y del éxito, el peregrinaje o nomadismo, la acción del tiempo líquido en el cuerpo y en las relaciones humanas, y todo esto impregnado de un desencanto radicalmente desdramatizado. Estos mismos rasgos son condensados y tratados con mayor acierto y potencia en la soberbia novela *La vida oculta* (2009). Pero si en *El grito del hada* Macías hacía gala del patrimonio cultural francés, no es raro que adquiriera a veces un tono crítico cuando aborda aspectos socio-políticos; en *El dios que ríe*, Carrington sostiene que los franceses posmodernos son un peligro, tratando de justificar las negligencias en el tema de derechos humanos:

⁸ Raúl VALLEJO, *Acoso textual*, Quito, Seix Barral, 1999, p. 45.

Se justificaba todo con religión, como nosotros hacemos con la democracia: en su nombre hemos cometido crímenes increíbles desde el siglo pasado. También castigamos a los países que no acatan nuestras normas de comercio, pero eso de los sacrificios como un acto de generosidad con el universo, expuesto por el profesor Lefevre, es increíble. Los franceses posmodernos son un peligro.⁹

Miguel Antonio Chávez con *La maniobra de Heimlich* (2010), Eduardo Varas con *Los descosidos* (2010), la trilogía de Fernando Iturburu en torno al cholo Cepeda (particularmente *Si es que te queda cariño* (2004) y la última, *El regreso del Cholo Cepeda*, más *El desterrado* en 2000), *Kazbeck* (2008) y *El libro flotante de Caytran Dölphein* (2009) de Leonardo Valencia, constituyen un bloque sólido de ambiciosos experimentos narrativos que resuelven a su modo su posición frente al cosmopolitismo. Disimiles y heterogéneos, cada uno de estos textos exhibe una posición ante el lenguaje que cuestiona subterráneamente el espacio y redefine lo “nacional” interpretando las huellas que quedan en el imaginario. El carácter transgenérico les permite apoyarse en el cine, la música, la literatura, la historia, la crónica periodística o en el dibujo y la pintura, que funcionan como brújulas de sentido y como sensores de posicionamiento retórico. No obstante, el realismo fotográfico que juega con la crónica urbana y la oralidad avasalladora de los personajes marginales de Iturburu, poco tienen que ver con el distanciamiento (espacial y afectivo) que establece la voz narradora de *Los descosidos* de Varas, ni con el humor socarrón y la estrategia de la espiral de ecuaciones entre la creación literaria y la publicidad de Chávez; menos todavía con el acopio metatextual e intertextual que propone Valencia en sus novelas poéticas, reticentes a la noción restrictiva de “patria”, que ponen bajo sospecha cualquier atisbo de literatura “nacional” y que anulan la realidad como referente directo.

En *Las segundas criaturas* (2010), Diego Cornejo sitúa la diégesis en los años 70. El único ecuatoriano miembro del *boom*, Marcelo Chiriboga, está muriéndose en París a los 62 años de edad, escuchando a Piaf y mirando a sus perros de raza o el retrato de la pequeña Louise Vernet pintado por Géricault, por el que había pagado una fortuna. Él y Adele de Lusignan, advenedizos inescrupulosos, se forjan cada uno un personaje: el del escritor talentoso, futuro embajador, condecorado por el Gobierno francés; y el de la ex-actriz, la Claudia Cardinale argentina, sus infaltables paseos por el barrio latino, las cenas en La Coupole o en Closerie des Lilas.

⁹ Adolfo MACIAS, *El dios que ríe*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2008, p. 32.

Si Proust había sido solamente Proust, ¿por qué él no iba a ser simplemente Chiriboga? La pregunta deja entrever sus reflejos miméticos y una ambición desproporcionada. Para tener una idea del personaje en ciernes, el ecuatoriano del *boom*, veamos lo que el inventor de *Las segundas criaturas* dice sobre él por boca de la actriz Jean Seberg, cuando ha decidido reemplazar a su amante Carlos Fuentes por el ecuatoriano:

– Huele mal, tiene los dientes podridos, no sabe comer, es rudo, temo que me golpee, y por todo eso me resulta irresistible. Ahora necesito ese tipo de hombre. Alguien que no sea culto ni que me ofrezca decencia y cultura. Necesito un bruto que me devuelva a la cloaca, que me haga sentirme una nadie y una ninguna, que me obligue a luchar, a salir desde abajo, un animal que me dispare la adrenalina y que me haga cagar del miedo [...].

[...] Me aburren los hombres como tú. No quiero un autor admirado, decente, refinado, occidental. No soporto tu dentífrico italiano ni tus modales. Eres la repetición mexicana de mi marido, pero él es más famoso, más europeo, más culto, más refinado y mejor escritor que tú.¹⁰

Cuando todo el mundo se pregunta quién puede ser el afortunado que ocuparía el lugar de Fuentes en la cama de la Seberg, el ecuatoriano asume: “Era yo –dice– aunque tú no lo creas”, provocando la carcajada de la narradora, quien diagnostica la variante de mitomanía de Chiriboga con el nombre de seudología fantástica, sin darse cuenta de su error e ignorando la gloria que le deparará el futuro como figura de las letras, Premio Cervantes, Embajador en Roma, condecorado por el gobierno de Francia e invitado por Pivot a *Apostrophes*, entre otras cosas.

Apenas llegado a París, Chiriboga, que rechaza ser el Zola ecuatoriano prefiriendo verse como el Borges del Ecuador, en lugar de ser a buena ley el Chiriboga del Ecuador, sorprende una tarde a Françoise Sagan en la Closerie des Lilas. Chiriboga se le acerca y le declara su admiración a la vez que le pregunta si puede sentarse a su lado; la escritora lo rechaza tres veces y luego de tanta insistencia termina propinándole una tremenda bofetada que él agradece antes de retirarse. La gente del barrio latino le bautizaría sardónicamente con el apodo de *Gribouille*.

¹⁰ Diego CORNEJO, *Las segundas criaturas*, Quito, Dinediciones, 2010. p. 46.

La ironía de Cornejo al elegir a Sagan como centro de admiración para Chiriboga es elocuente, pues lo empequeñece y lo ridiculiza en varios niveles:

- a) por tratarse sólo de la Sagan,
- b) por insistir tres veces,
- c) por agradecer la bofetada.

Así, las expectativas o el blanco de admiración de un intelectual pueden ser utilizados en su contra, como un argumento de crítica literaria. Pero la burla no sólo se focaliza en el personaje y en lo que representa, en tanto arribista aspirante a escritor reconocido, sino que también se dirige a los centros institucionales oficiales, como la Embajada y el cuerpo diplomático. La narradora traza un fresco de la fiesta organizada por la Embajada del Ecuador en el hotel Jardín del Odeon, con ocasión del 10 de agosto, subrayando los desajustes de comportamiento de Chiriboga, que parece ir a contravía con las costumbres, rayando en lo grotesco.

Cornejo no hace sino ampliar la broma de Fuentes y Donoso para decir lo que no puede sobre muchas cosas, concretamente sobre las relaciones literatura-poder, tal como ellos hicieron al inventar a Chiriboga. El recurso le sirve para dismantelar el viejo pero todavía vigente sistema de producción, consumo y valoración del producto literario, abocado a mil avatares en un medio corrompido por el narcisismo, la mediocridad esnobista, la impostura y la audacia, que terminan por desvalorizar o, al menos, poner en duda el valor de muchos libros.

La novela nos propone una diversidad de ángulos, amalgamando lo psicológico individual a la lectura crítica de la historia de la cultura contemporánea en un mundo que tiende a globalizarse, al mejor estilo de Jorge Edwards. No es fortuito que el lector esté sometido a un zigzag itinerante entre Buenos Aires, México, Quito, París, y las alusiones a Barcelona y Madrid como centros de poder en la industria del libro.

Pero *Las segundas criaturas* también aborda el tema de la invisibilidad internacional de la literatura ecuatoriana. Mediante esta osadía meta-intertextual, Cornejo se focaliza en las relaciones literatura-ideología en el Ecuador de los años 60, con las perversiones que explicarían el fracaso, y que Leonardo Valencia, interpelado por el narrador, resume y define con el nombre del síndrome de Falcon. Trazado ya el retrato del escritor Chiriboga, al lector no le queda sino deducir que éste, el único protagonista ecuatoriano del *boom*, es un buen arquetipo de los escritores que escaparon al síndrome, responsable del fracaso de nuestros escritores:

Ellos han estado obligados a cumplir con una agenda secreta y no declarada para su literatura. Cualquier transgresión a esa regla no escrita fue vista como una desertión, un desvío burgués o una pretensión cosmopolita [...]. Era una época en la que la ideología pesaba mucho, lo que conducía de prisa a la responsabilidad política y a las buenas intenciones, a mantener en la literatura una vocación mesiánica y un espíritu dogmático. Pero, por ello, se descuidó el sentido radical de una forma novelística autónoma. Sobrellevar esa carga de presunta ética social ha condenado durante décadas la libertad de la novela en la literatura del Ecuador.¹¹

Chiriboga declara en un momento haber abandonado el país para alejarse del *Mal*, cuando todos sabemos que la chispa de su viaje, primero a México y después a Francia, no fue sino el producto de su arribismo pequeño burgués. Pero si Chiriboga no es inocente, tampoco lo serán quienes se quedaron jugando a la revolución, apropiándose de Sartre y de Fanon y cantando canciones protesta los fines de semana. Esto se comprueba cuando Chiriboga retorna al país con su aura cosmopolita de triunfador después de más de veinte años de exilio y re-encuentra a la mayoría de amigos convertidos en funcionarios del Estado.

Este controversial y algo tardío libro de Cornejo aportará de manera significativa al debate, aunque eluda abordar las razones estructurales que explican nuestra ausencia del *boom*, aquel club con estricto derecho de admisión que caricaturiza al punto de volver reconfortante nuestra ausencia. Las perversiones del sistema editorial con sus concursos, sus premios, sus agentes incrustados en las universidades, en los diarios, en las instituciones culturales y aun en las más altas esferas del poder, vuelven sospechosa cualquier proeza literaria. El contexto del libro y del escritor nacional no escapa a tal desmantelamiento y termina revelándonos un medio hostil a la creatividad.

Miguel Antonio Chávez, en su novela *La maniobra de Heimlich* (2010), que nos obliga al zigzag Buenos Aires-Guayaquil, se hace eco del problema y lo tematiza de manera parabólico-metonímica bajo la égida del síndrome de Laron -comúnmente llamada enanismo- (bloqueo del receptor de la hormona de crecimiento producido por la hipófisis en el cerebro) y asociándolo al síndrome del boom, volviendo obvio cualquier comentario:

– Viste que se dice que todo empieza en la cabeza? Estoy convencida de eso. Mi marido que conocía a montón de literatos me contaba que José Donoso era hombre ya grande, con sus años, pero que gozaba de muy buena salud.

¹¹ *Ibidem*, p. 129.

Hasta que un día se le ocurre decir: ya tengo sesenta y no sufro de nada, y si no sufro no puedo ser buen escritor, bah, entonces me invento una enfermedad y todos felices: en pocos meses le diagnosticaron una hemorragia interna producto de una úlcera y pasó poco tiempo hasta que la parca se lo llevó. Pero, perdón, ¿eh? Qué pelotudo, ¡con la cabeza no se juega! Chile se perdió a un grande, representante del Boom latinoamericano, por una enfermedad inventada. Ahora, pará, ¿este no fue el que inventó al ecuatoriano del Boom? Sí, ese mismo. Mi marido también me contó eso: Donoso y Carlos Fuentes se inventaron a Marcelo Chiriboga y lo pusieron como el tipo más grosso del Boom. No sé cómo lo habrán tomado en un país: pero escúchame, ¿no había escritores de verdad en tu país que los tomaran en cuenta por entonces? A García Márquez nadie le daba bola hasta que terminó publicando en Sudamericana, acá, y subió como la espuma... El Boom es otro síndrome, sin duda, tenés razón.¹²

En la misma novela, el narrador que es ante todo un detective-relojero y acróbata que nos obliga a seguirle en todos sus saltos, funde la publicidad y la literatura y glosa el asunto mediante parábolas, espirales, juegos metonímicos y ecuaciones, en una experimentación que promete mucho a nuestra novela. Después de reseñar la actividad de algunos escritores de renombre como Salvador Novo, Borges y Bioy Casares, que comenzaron haciendo publicidad, el narrador se focaliza en Beigbeder, uno de los escritores franceses actualmente más promocionados, y en Houellebecq, su padrino y mentor. La glosa le sirve para dismantelar las perversiones no sólo de la sociedad de consumo y de sus agentes, sino también el cinismo y la falta de escrúpulos de estos, una vez asimilados por la industria del libro con el estatuto de novelistas.

El narrador recuerda que Beigbeder, estimulado por Houellebecq, escribió *99 francs* (2000, Gallimard) con la intención subversiva de exhibir el mundo oculto de la publicidad, lo que terminó con el despido del autor convertido en víctima, pero con un exceso de propaganda en su favor.

Lector empedernido y crítico sagaz, el narrador va a descubrir que veinte años antes, el mexicano Fernando del Paso ya había escrito lo mismo, pero bien, con un humor superior y -es más-, ateniéndose al código de ética que exige la literatura: "Beigbeder pretende ser el gran incendiario pero, ignorando ingenua o cínicamente que es parte del sistema, se termina quemando él mismo"¹³.

¹² Miguel Antonio CHAVEZ, *La maniobra de Heimlich*, Lima, Altazor, 2010, p. 87-88.

¹³ *Ibidem*, p. 166.

Con una ironía superlativa, la glosa se cierra conectándonos con un texto de Leonardo Valencia (ya convocado antes por Cornejo), que también parece preocupado por el tema de la publicidad y la literatura, y que irrumpe para establecer la diferencia entre unos y otros: “Cuando un publicitario se muere, no ocurre nada, sólo es reemplazado por un publicitario vivo”¹⁴, dice uno de los personajes durante el sepelio de su director. Inmejorable recurso para recordarnos que la literatura no sólo es un asunto de estética, sino básicamente de ética y que, como tal, la impostura no puede sostener las columnas de un sistema.

El cuestionamiento inapelable del narrador a esta literatura –empeñado en transgredir y desvirtuar un viejo referente, no por viejo sino por conformista– contrasta con el elogio sobrentendido que hace de Flaubert, a comienzos de la novela, recordándonos que la escritura necesita tiempo, soledad y mucha pasión:

Existen, aunque pareciera que no, esos días flojos en el departamento creativo en los que la lentitud y la pereza más la asemejan a una dependencia burocrática. Si Flaubert se ufana de las correcciones a una página que le tomaban todo un día, tan sólo con sacar una coma para horas después volverla a poner, semejante proeza sería un atentado contra la productividad en una agencia publicitaria.¹⁵

La ironía que desbarata el modelo halla su progresión en una parte de *El regreso del Cholo Cepeda* de Fernando Iturburu, titulada *Morir en Guayaquil*, en la que el escritor francés Jean Paul LeClerq, picado en su amor propio, creyendo haber hallado por fin el lugar adecuado para coronar con éxito su carrera de escritor, se instala en Guayaquil y prepara una novela cuyo argumento revela los desfases del pseudo-escritor obnubilado por la ambición. Al salir a la calle es asaltado por tres individuos y nunca más se sabrá nada de él. En otras palabras, es el novelista convertido en crítico literario quien mata al aspirante a escritor, penalizando su miopía en la lectura del espacio y de las exigencias mínimas de la literatura.

Estos ejemplos nos permiten constatar que las miradas cruzadas entre Francia y Ecuador tienen diferentes niveles y que, en el plano de la novela, la literatura francesa se convierte en vertiente temática que permite a los narradores ecuatorianos trazar el radio de influencia cultural a lo largo de la historia y establecer la distancia, incluso la anulación del modelo, aclarando,

¹⁴ *Idem.*

¹⁵ *Ibidem.*, p. 18.

comentando o desmantelando los procedimientos de una literatura decadente, producida por escritores sumidos en el conformismo.

Para concluir, retengamos que lo “nacional” y lo “transnacional” no se limita a designadores toponímicos que engloban una problemática interna o externa al país, sino que concierne también al arsenal de estrategias, tonos y posturas en las que las novelas se sustentan, particularmente en el carácter resbaloso del humor (mórbido en Ruales, socarrón y alegórico en Cárdenas y en Cornejo, refinado en Carrión; parabólico en Chávez); en la violencia y la gravedad de la realidad banalizadas (Chávez, Varas, Andrade, Arias) o simplemente en la anulación de la realidad como referente directo, sustituyéndola por la conexión poética de “detalles” simbólicos (Valencia). Nos ha sido dado constatar que los autores afrontan su trabajo desde ángulos paralelos: Chávez, Varas y Cornejo establecen guiños entre publicidad-literatura; Noriega e Iturburu enmarcan las tramas en relatos de corte policial, para diseñar croquis culturales que sugieren los despistes de la comunidad.

La mayoría de autores desagrega los géneros cultivando novedosas formas de hibridez y apoyando el relato en múltiples referentes, configurando una especie de glosa interna que avanza en espiral comentando lo dicho o repitiéndolo de diferentes maneras y re-editando el diálogo infinito con la literatura, cuando se le remite al narrador a su condición de lector (Noriega, Chávez, Ruales, Valencia). Posturas todas, en fin, que inscribiéndose en la ruptura, intentan incorporar la narrativa al mentado cosmopolitismo, que no es sino un eufemismo de la mundialización de la cultura al que cada autor responde con su propia estrategia. Este tema, al que se le acuerda últimamente mucho tiempo y bastante tinta, tendrá una duración efímera y carecerá de resonancia, pues el verdadero escritor siempre terminará haciendo lo que quiere, sin brújulas ni presiones de la moda, del canon o de los caprichos del mercado.

El problema de la trascendencia de la escritura es otra cosa. No hablamos de la fama, ese mecanismo azaroso y promiscuo bien caricaturizado por Cornejo que puede fabricar *Segundas Criaturas* de papel barato y deleznable a la acción del tiempo.

La industria del libro y las leyes del mercado imponen lecturas, pero sabemos bien que la calidad no se mide por las cifras de ventas. En este contexto corrompido, ni siquiera la traducción resulta un índice de confiabilidad o del vigor de una literatura. De serlo, la literatura ecuatoriana estaría en el vacío. Baste el ejemplo de la literatura francesa, que pese al confort en el que

se gesta y se difunde, no más de una docena de escritores son elegidos cada año para ser traducidos al inglés; su consagración universal –como es de suponer–, pasa por ello y por su difusión en el mercado norteamericano. La literatura ecuatoriana, objeto de una traducción cada veinte años –como promedio–, si nos basamos en la antología bilingüe de poesía hecha por Adoum en 1992, y la última, presentada en 2011 en Francia, quedaría fuera de juego.

Para refutar la teoría de la intrascendencia de nuestra literatura, baste recordar dos hechos recientes. Carlos Carrión acaba de ser galardonado en España con el premio internacional Latin Heritage Foundation de novela 2011, con la novela *La Utopía de Madrid*, y Humberto Vinuesa acaba de obtener en Cuba el Premio Casa de las Américas de poesía, lo que revela que la literatura ecuatoriana está dejando de ser el territorio de promesas incumplidas.

Ramiro OVIEDO
Université Lille Nord de France
ULCO, HLLI, Boulogne-sur-Mer

